



Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics

.....

Direction du Suivi des Investissements Publics

\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*

**RAPPORT D'EXÉCUTION DU PROGRAMME  
D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU 31 DÉCEMBRE 2019**

JUIN 2020



## Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	III
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES .....	VI
RESUME EXECUTIF.....	VII
INTRODUCTION.....	1
<b>I. METHODOLOGIE.....</b>	<b>2</b>
I.1- COLLECTE DE DONNEES.....	2
I. 2- Gestion des informations collectées.....	2
I.3- REDACTION DU PROJET DE RAPPORT.....	2
I.4- VALIDATION DU PROJET DE RAPPORT .....	2
<b>II. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2019.....</b>	<b>4</b>
II.1- PREVISIONS.....	4
II.2- COMPARAISON DES PREVISIONS DU PIP, GESTIONS 2018 ET 2019.....	6
II.3- ÉVOLUTION DES PREVISIONS DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DE 2012 A 2019 (EN MILLIARDS FCFA).....	7
<b>III. EXECUTION FINANCIERE.....</b>	<b>9</b>
III.1- COMPARAISON DES REALISATIONS FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2018 ET 2019 .....	15
III.2- COMPARAISON DE L'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DU PIP DE 2018 A 2019 PAR SECTEURS AU 31 DECEMBRE.....	16
III.3- ANALYSE COMPAREE DES PREVISIONS ET DE L'EXECUTION FINANCIERE DU PIP DE 2011 A 2019 .....	18
III.4- DEPENSES D'INVESTISSEMENTS REALISEES HORS CADRAGE AU 31 DECEMBRE 2019 .....	19
<b>IV. REALISATIONS PHYSIQUES.....</b>	<b>21</b>
IV-1 BILAN GLOBAL.....	21
IV.2- BILAN PAR STRUCTURE.....	22
IV-3 BILAN PAR PROJET/PROGRAMME.....	28
<b>V. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>30</b>
V.1- PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES .....	30
V.2- PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	31
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>P</b>
ANNEXE 1 : TABLEAU DES DONNEES GLOBALES DE SUIVI DU PIP DES MINISTERES ET DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2019 .....	Q
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES TAUX DE L'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DES PROJETS / PROGRAMMES DU PIP DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET DES MINISTERES AU 31/12/19 .....	S
ANNEXE 3 : PROJETS HORS PIP ORDONNANCES PAR SOURCE DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2019.....	FF
ANNEXE 4 : POINT DES REALISATIONS PHYSIQUES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET DES MINISTERES ....	JJ

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

ABEB	Aménagement des Barrages Electriques au Bénin
ABP	Agence Bénin Presse
ACCESS	Projet de Services Sociaux de Base des Collectivités et des Administrations Locales
AEP	Adduction d'Eau Potable
AEP-MRSU	Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi Urbain
AEV	Adduction d'Eau Villageoise
AFD	Agence Française de Développement
AFIC	Agence Forestière Intercommunale
AGETUR	Agence d'Exécution des Travaux Urbains
APD	Aide Publique au Développement
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BN CPT	Budget National Contrepartie
BN EXC	Budget National Exclusif
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CCMP	Cellule de Contrôle des Marchés Publics
CDIP	Centres de Documentation et d'Information Pédagogique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENATEL	Centre National de Télédétection et de suivi écologique
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
CIEPP	Cadre Institutionnel d'Evaluation des Politiques Publiques
CNBU	Commission Nationale Béninoise pour l'UNESCO
CS	Cour Suprême
CSPEF	Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAEM	Développement de l'Accès à l'Energie Moderne
DASPPP	Direction de l'Analyse et de Synthèse des Performances des Projets et Programmes
DDPD	Direction Départementale du Plan et du Développement
DEPOLIPO	Déclaration de Politique de Population
DGB	Direction Générale du Budget
DGFD	Direction Générale du Financement et du Développement
DGPSIP	Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
DNCMP	Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DSIP	Direction du Suivi des Investissements Publics
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EMICoV	Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
ENG.	Engagement
ETARB	Equipe Technique d'Appui à la Réforme Budgétaire
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FAT	Fonds d'Assistance Technique
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FERC	Fonds d'Etudes de Renforcement des Capacités
FNGE	Forum National sur la Gestion de l'Environnement

FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GiZ	Coopération Allemande au Développement
HAAC	Haute Autorité de l'Audio visuelle et de la Communication
IDA/AID	Association Internationale de Développement
KFW	Banque Allemande de Développement
Kv	Kilovolts
LDF	Loi Des Finances
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MASM	Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance
MCPP	Micro Crédits aux Plus Pauvres
MCVDD	Ministère du Cadre de Vie et de Développement Durable
MDGL	Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale
MDN	Ministère de la Défense Nationale
ME	Ministère de l'Energie
MEM	Ministère de l'Eau et des Mines
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MENC	Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MESTFP	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MIC	Ministère de l'Industrie et du Commerce
MISP	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
MIT	Ministère des Infrastructures et des Transports
MJL	Ministère de la Justice et de la Législation
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MPMEPE	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi
MS	Ministère de la Santé
MSp	Ministère des Sports
MTCA	Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts
MTFP	Ministère du Travail et de la Fonction Publique
OCS	Observatoire du Changement Social
OGP-PAM	Office de Gestion des Projets du Programme Alimentaire Mondial
OPEP	Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole
Ord.	Ordonnancement
PAASR	Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction
PAE	Portefeuille Actif de l'Etat
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAPAPE	Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants
PARFIB	Projet d'Amélioration des Recettes Fiscales Intérieures du Benin
PAS	Programme d'Action Stratégique
PASS-Sourou	Programme d'Appui au Système de Santé
PCC	Plan de Consommation de Crédits
PCHZ-Allada	Projet de Construction de l'Hôpital de Zone d'Allada
PCHZS	Projets de Construction de l'Hôpital de Zone de Save
PCGC-Tchaorou	Projet de Construction de la Grande Commune de Tchaourou
PEV Phase IV	Programme Elargi de Vaccination Phase IV
PEJ	Projet Emploi Jeunes
PCTT	Projet de Compétitivité de Tourisme Transfrontalier
PIP	Programme d'Investissements Publics

<b>PNLP</b>	Programme National de Lutte contre le Paludisme
<b>PNDPE</b>	Projet de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance
<b>PMASN</b>	Programme Multisectoriel d'Alimentation, de Santé et de Nutrition
<b>PMEPPSG</b>	Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre
<b>PDAEM</b>	Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne
<b>PEA</b>	Poste d'Eau Autonome
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNDRHS</b>	Programme National de Développement des Ressources Humaines du Secteur Santé
<b>PPBS</b>	Programmation, Planification, Budgétisation et Suivi-Evaluation
<b>PPEA</b>	Programme Pluriannuel Eau et Assainissement
<b>PPFI</b>	Projet d'Autonomisation et de Démographie des Femmes du Sahel
<b>PR</b>	Présidence de la République
<b>PRO-AGRI</b>	Programme de Promotion de l'Agriculture
<b>ProCCI</b>	Projet de Compétitivité et de Croissance Intégrée
<b>PROFI</b>	Projet d'appui au développement des Filières
<b>PROSOL</b>	Projet de protection et réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire
<b>PSLS</b>	Programme Santé de Lutte contre le SIDA
<b>PSRRT</b>	Programme Spécial de Reboisement et de Restauration des Terres
<b>PTA</b>	Plan de Travail Annuel
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RE</b>	Ressources Extérieures
<b>REDISSE</b>	Projet d'Amélioration de Système de Surveillance Régionale des Maladies
<b>RI</b>	Ressources Intérieures
<b>RNIE</b>	Route Nationale Inter Etats
<b>SBEE</b>	Société Béninoise d'Energie Electrique
<b>SCRIP</b>	Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
<b>SIEF</b>	Système d'Information Ecologique et Forestier
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SILP</b>	Suivi d'Impact Local Participatif
<b>TAZCO</b>	Projet Transition Agro Ecolo dans Zones cotonnières
<b>TEED</b>	Taxe Exceptionnelle d'Equipement Douanier
<b>TEF</b>	Taux d'Exécution Financière
<b>TEP</b>	Taux d'Exécution Physique
<b>TTE</b>	Taxe Temporaire d'Equipement
<b>UGC</b>	Unité de Gestion et de Coordination de l'UNDAF
<b>UNDAF</b>	United Nations Development Assistance Framework (Plan Cadre des Nations-Unis pour l'Aide au Développement)
<b>UNFPA</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population

# LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

## LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : COMPARAISON DES PIP GESTION 2018 ET 2019 PAR SOURCE DE FINANCEMENT (EN MILLIERS DE FCFA)...	6
TABLEAU 2 : COMPARAISON DES PIP GESTION 2018 ET 2019 PAR SECTEUR DE DEVELOPPEMENT (EN MILLIERS DE FCFA).....	7
TABLEAU 3 : EXECUTION FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2019 PAR SOURCE DE FINANCEMENT (EN MILLIERS DE FCFA) ..	10
TABLEAU 4 : EXECUTION FINANCIERE PAR SECTEUR AU 31 DECEMBRE 2019 (EN MILLIERS DE FCFA).....	11
TABLEAU 5 : EXECUTION FINANCIERE PAR AXE DU PAG AU 31 DECEMBRE 2019 (EN MILLIERS DE FCFA) .....	12
TABLEAU 6 : COMPARATIF DE L'EXECUTION FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2018 ET 2019 PAR SOURCE DE FINANCEMENT (EN MILLIERS DE FCFA).....	15
TABLEAU 7 : COMPARAISON DE L'EXECUTION FINANCIERE, A FIN DECEMBRE BASE ORDONNANCEMENT, PAR SECTEURS DU PIP DE 2018 A 2019 (EN MILLIERS DE FCFA).....	16
TABLEAU 8 : RESSOURCES HORS CADRAGE ORDONNANCES PAR SOURCE DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2019 (EN MILLIERS DE FCFA).....	20
TABLEAU 9 : STATISTIQUES GLOBALES DES RESSOURCES HORS CADRAGE ORDONNANCES AU 31 DECEMBRE 2019 (EN MILLIERS DE FCFA).....	20

## LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N° 1 : REPARTITION DU PIP PAR SOURCES DE FINANCEMENT .....	4
GRAPHIQUE N° 2 : PREVISION DU PIP GESTION 2019 PAR AXE DU PAG.....	5
GRAPHIQUE N° 3 : REPARTITION DU PIP GESTION 2019 PAR STRUCTURE.....	6
GRAPHIQUE N° 4 : ÉVOLUTION DES PREVISIONS DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DE 2012 A 2019 (EN MILLIARDS FCFA) .....	8
GRAPHIQUE N° 5 : ÉVOLUTION DU PIP PAR GRANDS SECTEURS DE 2012 A 2019.....	8
GRAPHIQUE N° 6 : TAUX D'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DU PIP PAR SOURCE DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2019.....	10
GRAPHIQUE N° 7 : TAUX D'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DU PIP PAR GRANDS SECTEURS AU 31 DECEMBRE 2019.....	11
GRAPHIQUE N° 8 : TAUX D'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DU PIP PAR AXE DU PAG AU 31 DECEMBRE 2019.....	13
GRAPHIQUE N° 9 : HISTOGRAMME DES TAUX D'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DES STRUCTURES AU 31 DECEMBRE 2019.....	14
GRAPHIQUE N° 10 : HISTOGRAMME DES TAUX D'EXECUTION FINANCIERE BASE ORDONNANCEMENT DISPONIBLES DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 2019.....	14
GRAPHIQUE N° 11 : COMPARAISON DE L'EXECUTION FINANCIERE DU PIP A FIN DECEMBRE 2018 ET 2019.....	15
GRAPHIQUE N° 12 : COMPARAISON DES EXECUTIONS FINANCIERES BASE ORDONNANCEMENT DES PIP GESTION 2018 ET 2019 AU 31 DECEMBRE PAR SOURCE DE FINANCEMENT EN POURCENTAGE (%). .....	16
GRAPHIQUE N° 13 : COMPARAISON DES EXECUTIONS FINANCIERES BASE ORDONNANCEMENT DES PIP GESTION 2018 ET 2019 AU 31 DECEMBRE PAR GRANDS SECTEURS EN POURCENTAGE (%). .....	17
GRAPHIQUE N° 14 : COMPARAISON DES EXECUTIONS FINANCIERES BASE ORDONNANCEMENT DES PIP GESTION 2018 ET 2019 AU 31 DECEMBRE PAR SOUS-SECTEURS SOCIAUX EN POURCENTAGE (%). .....	17
GRAPHIQUE N° 15 : COMPARAISON DES EXECUTIONS FINANCIERES BASE ORDONNANCEMENT DES PIP GESTION 2018 ET 2019 AU 31 DECEMBRE PAR SOUS-SECTEURS PRODUCTIFS EN POURCENTAGE (%). .....	18
GRAPHIQUE N° 16 : ÉVOLUTION DES PREVISIONS ET REALISATIONS (BASE ORDONNANCEMENT) DU PIP DE 2011 A 2019. ....	19
GRAPHIQUE N° 17 : HISTOGRAMME DES TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE DISPONIBLES DES STRUCTURES. ....	21
GRAPHIQUE N° 18 : TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE PAR STRUCTURE AU 31 DECEMBRE 2019.....	27
GRAPHIQUE N° 19 : HISTOGRAMME DES TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE DISPONIBLES DES PROJETS.....	29
GRAPHIQUE N° 20 : POURCENTAGE DES STRUCTURES (PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET LES MINISTERES) AYANT EXPRIME TEL TYPE DE DIFFICULTE. ....	30

## RESUME EXECUTIF

Les rapports périodiques sur l'état d'avancement du Programme d'Investissement Public (PIP) sont des comptes rendus officiels d'appréciation des niveaux de réalisation des projets et programmes de développement du Bénin. Ils aident à la prise de décisions appropriées, à la prévision et à l'engagement des citoyens pour l'amélioration de l'élaboration et de la mise en œuvre du PIP.

L'élaboration de ces rapports suit une approche méthodologique comportant quatre (04) étapes essentielles que sont : (i) la collecte des données ; (ii) la gestion des données ; (iii) la rédaction et (iv) la validation.

### PREVISIONS

Le PIP gestion 2019 comprend 200 projets et programmes (dont 26 nouveaux) pour un montant prévisionnel total de quatre cent vingt-cinq milliards cent treize millions (425 113 000 000) de francs CFA.

La contribution des Ressources Intérieures au financement du PIP 2019 est de cent quatre-vingt-quatorze milliards cent douze millions (194 112 000 000) de francs CFA, soit 45,66% du montant total du PIP et celle des Ressources Extérieures est de deux cent trente-un milliards un million (231 001 000 000) de francs CFA, soit 54,34%.

Ces chiffres, comparés à ceux de 2018, indiquent une diminution : (i) du nombre de projets/programmes de 25 ; (ii) du montant global du PIP de quarante-trois milliards neuf cent quatorze millions (43 914 000 000) de francs CFA ; (iii) des ressources intérieures de quarante-neuf milliards deux-cent-dix-sept millions (49 217 000 000) de francs CFA. Par contre, au niveau des ressources extérieures, il est noté une augmentation de cinq milliards trois cent trois millions (5 303 000 000) de francs CFA.

### EXECUTION FINANCIERE

Au terme de l'année 2019, les montants engagés sont évalués à 367 994 383 390 de francs CFA représentant 86,56% du budget prévisionnel du PIP et ceux ordonnancés sont chiffrés à 301 365 264 910 de francs CFA soit 70,89% du budget prévisionnel du PIP.

Par source de financement, il est à noter que les Ressources Intérieures ont été ordonnancées pour un montant de 172 103 421 930 de francs CFA soit 88,66% du budget prévisionnel des ressources intérieures tandis que les Ressources Extérieures pour un montant de 129 261 842 980 de francs CFA correspondant à un taux de 55,96% du montant prévisionnel des ressources extérieures.

Par grand secteur du PIP, le Taux d'Exécution Financière (TEF) base ordonnancement du secteur "Administration" le positionne en première place avec 98,06%. Il est suivi des "Secteurs Productifs" avec un taux de 67,73% puis des "Secteurs Sociaux" avec un taux de 65,44%.

Par rapport aux sept (07) Axes Stratégiques du PAC, il convient de signaler que l'axe 6 a enregistré la performance financière la plus élevée avec un TEF base ordonnancement de 157,98%. Outre cet axe, cinq (05) autres ont obtenu des TEF base ordonnancement strictement inférieurs à 100%. Il s'agit des axes : 2, 1, 7, 4 et 5 avec des TEF respectifs de : 97,58% ; 71,91% ; 64,32% ; 63,44% et 55,73%. L'axe 3 n'a aucun projet du PIP.

S'agissant de la Présidence de la République et des ministères, au 31 décembre 2019, quatre (04) ministères ont enregistré des taux d'exécution financière base ordonnancement strictement supérieurs à 100%. Il s'agit du MDN (637,63%), du MS (146,27%), du MAEP (136,55%) et du MPMEPE (130,60%). Ils sont suivis de quatre (04) ministères qui ont enregistré des TEF compris entre 75% et 100%. Il s'agit du MDGL (98,14%), du ME (87,88%), du MASM (83,10%), et du MAEC (76,57%). Dix (10) ministères ont enregistré des TEF compris entre 50% et 75%. La Présidence de la République et cinq (05) ministères ont des TEF compris entre 25% et 50%. Il s'agit du MEM (49,39%), du MEF (48,90%), de l'ex-MENC (48,60%), la PR (30,10%), du MIC (26,60%) et du MTCA (26,46%).

Pour les deux cents (200) projets/programmes de la Présidence de la République et des 23 ministères, 60 projets ont réalisé des taux d'exécution financière base ordonnancement compris entre 0% et 25% dont 17 avec un taux nul (0%) ; 38 projets présentent des taux compris entre 25% et 50% ; 14 affichent des taux compris entre 50% et 75% ; 43 projets présentent des taux compris entre 75% à 100% dont 17 avec un taux de 100% et 45 avec des taux strictement supérieurs à 100%.

En glissement annuel, il est constaté une hausse du taux d'exécution financière base engagement de 5,96 points de pourcentage tandis que le taux d'exécution financière base ordonnancement a baissé de 0,79 point de pourcentage.

En termes de ressources hors cadrage relatives aux projets inscrits au PIP, un montant de 2 321 758 816 de francs CFA a été ordonnancé.

Par ailleurs, un montant de 95,935 milliards de francs CFA a été ordonnancé pour l'exécution des projets non-inscrits au PIP. La répartition, par source de financement, de ces dépenses supplémentaires d'investissement est de 25,381 milliards de francs CFA pour le Budget National, 7,656 milliards de francs CFA pour les Prêts et 62,898 milliards de francs CFA pour les Dons. Ces dépenses ont été enregistrées sur trente-six (36) projets.

## EXECUTION PHYSIQUE

A fin décembre 2019, quatre (04) ministères ont enregistré des Taux d'Exécution Physique (TEP) compris entre 75% et 100%. Il s'agit du MTFP avec 98,20%, du MPD avec 82,52%, du MPMEPE avec 77,50% et du MESTFP avec 75%. La Présidence de la République et quatorze (14) ministères ont affiché des taux compris entre 50% et 75%. Il s'agit du MASM (73,03%), du MS (70,66%), du MEMP (70%), du MEM (69,45%), du MIT (64,80%), du MJL (64,57%), du ME (64,40%), du MDGL (64,18%), du MDN (62,50%), du MAEC (61,27%), du MCVDD (54,25), de la PR (53,10%), du MAEP (51,69%) et du MISP (51,59%). Cinq (05) ministères ont des taux compris entre 25% et 50%. Il s'agit du MEF (46,28%), du MESRS (43,54%), du MTCA (39,85%), du MSp (38,23%) et de l'Ex-MENC (29,49%).

Sur les 200 projets/programmes, de la Présidence de la République et des 23 ministères, 25 projets ont réalisé des taux d'exécution physique strictement inférieurs à 25% dont 5 projets ont des taux nuls (0%) ; 43 projets présentent des taux compris entre 25% et 50% ; 78 affichent des taux compris entre 50% et 75% ; 54 projets présentent des taux compris entre 75% et 100% dont 20 projets ont des taux égaux à 100%.



## PRINCIPALES DIFFICULTES

Les difficultés rencontrées par l'ensemble des structures au 31 décembre 2019 sont résumées en douze (12) points.

Il s'agit de :

- mise en place tardive des UGP ;
- validation tardive des PTA ;
- lenteur dans le traitement des dossiers des marchés publics ;
- dysfonctionnement des UGP ;
- chargement tardif des engagements ;
- accès difficile au SIGFiP ;
- insuffisance de dotations budgétaires ;
- insuffisance de ressources ordonnancées ;
- non paiement des décomptes ;
- faible capacité financière des entreprises ;
- retard dans la transmission des données ;
- incomplétude des données transmises.

## PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Elles concernent trois (3) niveaux.

A l'endroit des ministères et institution (BAI)

- Renforcer la vulgarisation du nouveau code des marchés publics
- Renforcer les capacités des acteurs de la cellule de passation des marchés publics
- Améliorer le redéploiement du personnel
- Valider tous les PTA en année (n-1).

A l'endroit du MEF

- Veiller au chargement systématique des lignes de crédits pour les ministères qui en expriment le besoin
- Organiser périodiquement des missions de lobbying auprès des Partenaires Techniques et Financier (PTF) pour une célérité dans le traitement des dossiers et dans l'obtention des avis de décaissement.

A l'endroit du MPD

- Renforcer les capacités des acteurs en planification, programmation, suivi et évaluation des projets.
- Vulgariser la plateforme de gestion des investissements publics en vue, entre autres, d'accélérer la transmission des données et d'améliorer leur complétude
- Rendre obligatoire l'utilisation de la plateforme de gestion des investissements publics entre le MPD et les ministères
- Commanditer une étude pour réfléchir sur la méthodologie la mieux indiquée pour calculer du Taux d'Exécution Physique (TEP) global du PIP.

# INTRODUCTION

Le Bénin, à l'instar de toutes les autres nations du monde, aspire à une croissance économique durable et au bien-être de sa population. Depuis décembre 2016, à travers son programme d'actions (PAG 2016-2021), le Gouvernement du Bénin a réaffirmé l'option d'un développement équilibré et durable de son espace national. Ce choix exige la répartition des activités sur le territoire, la répartition entre investissements productifs et non productifs, la répartition entre investissements de capacité et investissements de substitution. Pour y arriver, il s'appuie sur un mécanisme rénové d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement.

Dans le cadre de l'exécution du Programme d'Investissement Public (PIP), le Ministère du Plan et du Développement (MPD) est responsabilisé pour élaborer des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du PIP. Ces rapports sont des supports de suivi des niveaux d'évolution des projets et programmes de développement en cours d'exécution. Ces référentiels facilitent la prise de décisions appropriées pour parer les insuffisances et surmonter les difficultés notées dans la mise en œuvre des projets inscrits au PIP.

De façon spécifique, la mission d'élaboration desdits rapports est assignée à la Direction Générale de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics (DGPSIP) qui est une structure à compétence nationale du MPD. Elle est chargée, outre la programmation des investissements publics, de coordonner la mise en œuvre de tous les projets et programmes des ministères et institutions de l'Etat, de suivre l'exécution de ces derniers et d'assurer l'évaluation de leur efficacité, de leur efficience et de leur performance.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- méthodologie de rédaction ;
- présentation du portefeuille actif de l'Etat, gestion 2019 ;
- point de l'exécution financière et physique ;
- analyse ;
- difficultés ;
- recommandations.

# I. METHODOLOGIE

La démarche retenue pour l'élaboration des rapports d'avancement comporte quatre phases :

- la collecte de données;
- la gestion des données collectées ;
- la rédaction du projet de rapport ;
- la validation du projet de rapport.

## I.1- Collecte de données

Le MPD demande aux ministères et institutions, les informations nécessaires à l'élaboration du rapport. A cet effet, une fiche de collecte harmonisée a été conçue et mise à leur disposition. Les ministères, à travers les Coordonnateurs de projets ont renseigné et transmis les informations demandées au 31 décembre 2019. De plus, chaque Direction de la Programmation et de la Prospective (DPP) a élaboré et transmis le rapport d'avancement du PIP de son ministère pour la même période.

Par ailleurs, les données financières ont été également collectées auprès de la Direction Générale du Budget (DGB) via le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP), de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et complétées par celles contenues dans les rapports des ministères.

Il est fait obligation à chaque ministère ou institution concerné, de transmettre au MPD un rapport dont le contenu est structuré comme suit : i) présentation de la méthodologie de rédaction du rapport; ii) présentation du PIP de la structure ; iii) contexte d'exécution du PIP ; iv) présentation et analyse du point d'exécution financière du PIP de la structure (Ministère/Institution) ; v) présentation et analyse du point d'exécution physique du PIP de la structure et vi) difficultés et recommandations.

## I. 2- Gestion des informations collectées

Cette partie renferme le dépouillement, le traitement et l'analyse des données. Le dépouillement des informations a consisté à recenser les documents transmis par structure (ministère et institution) et à faire le point de leur contenu. En ce qui concerne le traitement, il a été procédé, dans un premier temps, à la saisie des données aussi bien sur les réalisations physiques que financières et dans un second temps, à la conception des tableaux d'analyse prévus à cet effet. Les données saisies ont fait l'objet de vérifications.

## I.3- Rédaction du projet de rapport

Elle est faite sur la base des rapports analytiques des ministères, des données financières provenant de la CAA, du SIGFiP et des structures, des tableaux d'analyse conçus à l'interne, des informations documentaires et autres. L'équipe de rédaction de la Direction du Suivi des Investissements Publics (DSIP) utilise ces inputs pour élaborer le rapport provisoire. A la suite des amendements successifs des cadres de la DGPSIP, ce rapport provisoire est soumis à la validation.

## I.4- Validation du projet de rapport

Cette étape consiste à : (i) réaliser les séances bilatérales, (ii) organiser la pré-validation et (iii) organiser la validation proprement dite. Les séances bilatérales entre la DGPSIP et les DPP des ministères, sont tenues pour échanger sur la cohérence des données financières. L'atelier de pré-validation du rapport est organisé avec les directions du MPD pour examiner dans la forme et le fond le rapport provisoire. La validation proprement dite du rapport est organisée avec tous les acteurs concernés tels que le

représentant de la Présidence de la République, les DPP des ministères, la DGB, la CAA et autres. Au cours de cet atelier, les commentaires et amendements des participants sont recueillis et pris en compte.

## II. PRESENTATION DU PORTEFEUILLE ACTIF DE L'ETAT, GESTION 2019

### II.1- Prévisions

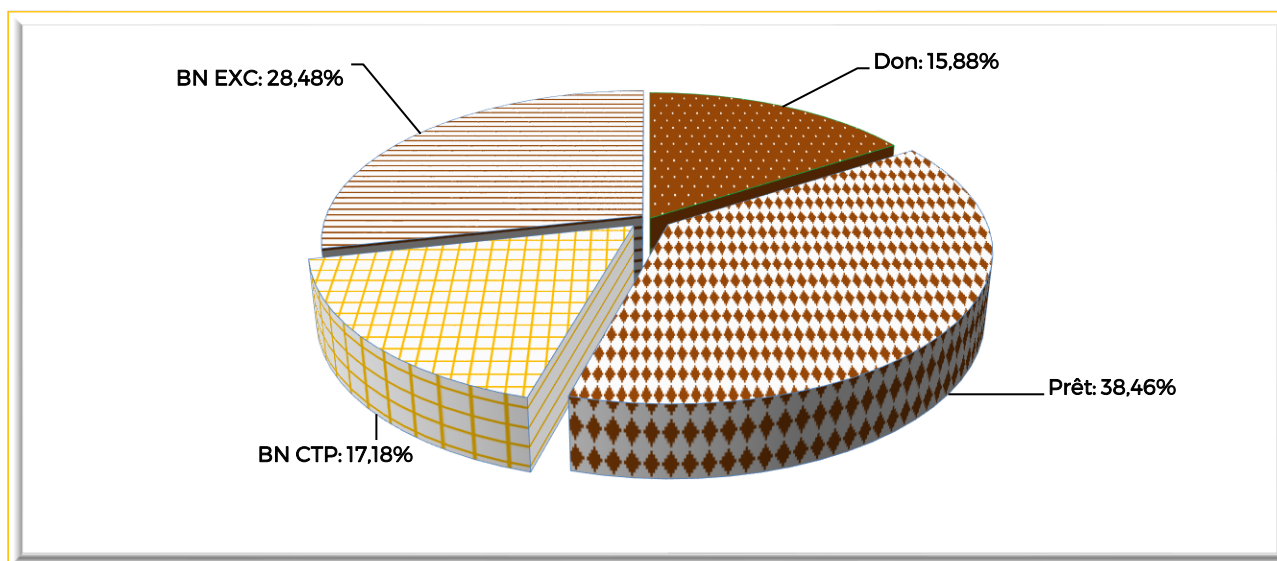
Le PIP gestion 2019 comprend 200 projets et programmes (dont 26 nouveaux) pour un montant prévisionnel total de quatre cent vingt-cinq milliards cent treize millions (425 113 000 000) FCFA.

Cette rubrique portera sur les sources de financement du PIP et sa répartition selon les grands secteurs, les axes du PAG, les ministères et la Présidence de la République.

Deux sources permettent de financer le PIP. Il s'agit des Ressources Intérieures (Budget National) et des Ressources Extérieures. Les ressources intérieures sont constituées du Budget National Exclusif (BN EXC) et du Budget National Contre Partie (BN CTP) aux financements extérieurs. Au titre de l'exercice 2019, la contribution des ressources intérieures au financement des projets/ programmes est de cent quatre-vingt-quatorze milliards cent douze millions (194 112 000 000) FCFA, soit 45,66% du montant total du PIP. Le BN EXC s'élève à 121,08 milliards FCFA et représente 28,48% du montant du PIP et le BN CTP est de 73,04 milliards, soit 17,18% du montant du PIP. S'agissant des Ressources Extérieures, elles sont constituées de Dons et de Prêts. Ces ressources proviennent des Partenaires au Développement du Bénin. Au titre de l'exercice 2019, l'apport de ces derniers au PIP s'élève à deux cent trente-un milliards un million (231 001 000 000) FCFA, soit 54,34%. Les prêts représentent 38,46% du montant global du PIP et s'élèvent à 163,48 milliards FCFA tandis que les dons sont évalués à 67,52 milliards FCFA et couvrent 15,88% du montant global du PIP.

Le graphique n°1 ci-dessous présente la répartition du PIP gestion 2019 par source de financement.

**Graphique N°1 : Répartition du PIP par sources de financement**



*Source : DGPSIP/MPD, 2019*

Pour une meilleure gestion du portefeuille, le PIP est réparti en trois grands secteurs :

- (i) les Secteurs Productifs qui regroupent le Rural, l'Industrie et le Commerce, l'Eau et l'Electricité, les Infrastructures, l'Artisanat et le Tourisme et le service ;
- (ii) les Secteurs Sociaux constitués de la Santé, l'Education, l'Habitat, l'Environnement et les Autres secteurs sociaux ;
- (iii) l'Administration.

D'un montant prévisionnel de 250,35 milliards de francs CFA, le Secteur Productif représente 58,89% du PIP gestion 2019. Quatre (4) sous-secteurs émergent sur les 06 de ce secteur. Il s'agit de "Eau et

Électricité", (24,09%), de "Artisanat et Tourisme" (10,36%), des "Infrastructures" (9,69%) et du "Rural" (7,71%). Pour le Secteur Social, il est alloué une dotation de 121,28 milliards de francs CFA soit 28,53%. Il est tiré par trois (3) sous-secteurs sur les cinq (5) à savoir : "Environnement" (8,80%), "Habitat" (8,03%) et "Éducation" (5,77%). Le montant alloué au « secteur Administration » s'élève à 53,48 milliards de francs CFA, soit 12,58% du PIP gestion 2019.

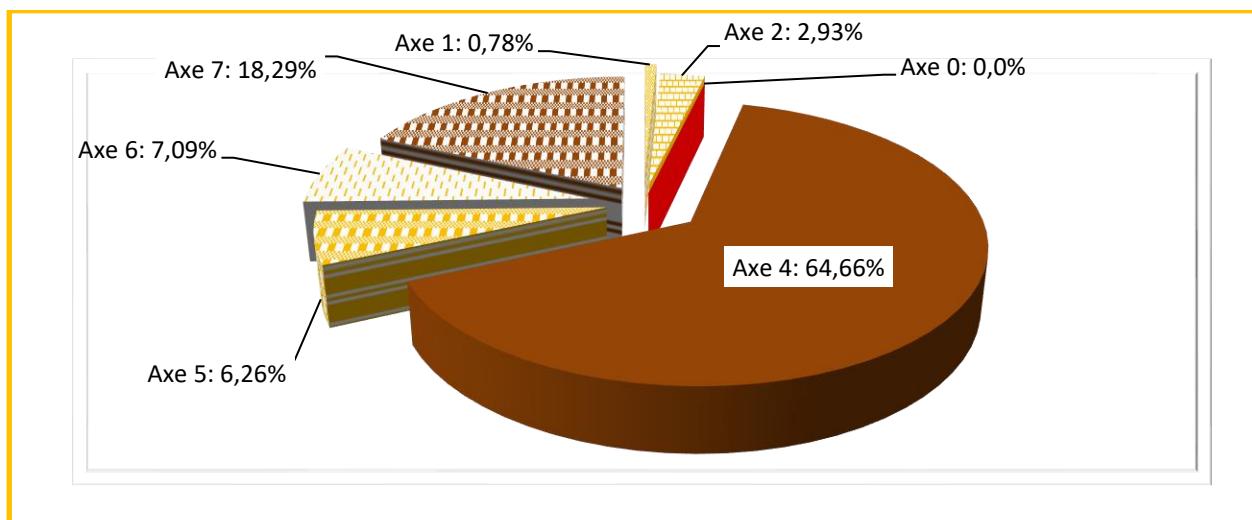
Par ailleurs, le PIP couvre les trois (3) piliers et six (6) des sept (7) axes stratégiques du Programme d'Actions du Gouvernement (2016-2021).

Le pilier 1 "consolider la démocratie, l'Etat de droit et la Bonne Gouvernance", consacré aux réformes administratives représente 3,70% du PIP. Le pilier 3 "améliorer les conditions de vie des populations" mobilise 25,38% du PIP gestion 2019. Enfin, le pilier 2 "engager la transformation structurelle de l'économie" a la part la plus élevée avec 70,92%. Ceci s'explique par l'importance qu'accorde le Gouvernement au développement économique du pays en apportant entre autres des investissements massifs aux secteurs productifs.

En faisant l'analyse par axe stratégique, il est constaté que pour les deux (2) axes du 1<sup>er</sup> pilier, l'axe 1 "renforcement de la Démocratie et de l'Etat de droit" représente 0,78% du PIP et l'axe 2 "amélioration de la gouvernance", 2,93%. Quant aux trois (3) axes du 2<sup>ème</sup> pilier, il est noté que l'axe 3 "assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité" n'a reçu aucun investissement public ; l'axe 4 "amélioration de la croissance économique" concentre 64,66% du PIP tandis que l'axe 5 "amélioration des performances de l'éducation" représente 6,26% du PIP. Pour ce qui concerne le 3<sup>ème</sup> pilier qui, est constitué de 2 axes, 7,09% du PIP est alloué à l'axe 6 "renforcement des services sociaux de base et protection sociale" et 18,29% à l'axe 7 "développement équilibré et durable de l'espace national".

Le graphique n°2 ci-dessous résume les parts du PIP consacrées aux axes du PAG.

**Graphique N° 2 : Prévion du PIP gestion 2019 par AXE du PAG.**

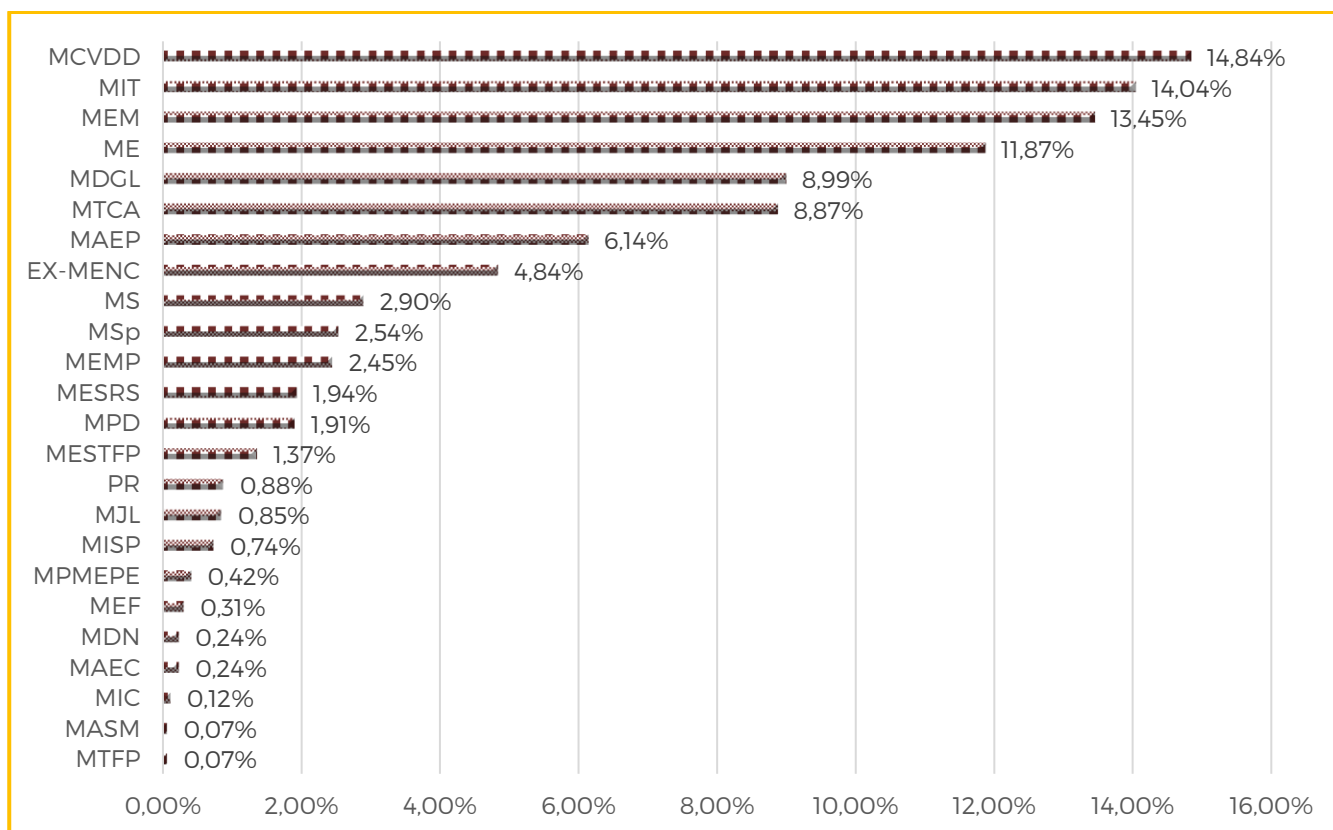


*Source : DGPSIP/MPD, 2019*

Le PIP prend en compte la Présidence de la République et vingt-trois (23) ministères. Quatre ministères concentrent 51,11% du montant global prévisionnel du PIP, gestion 2019. Il s'agit du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (14,84%), du Ministère des Infrastructures et des Transports (14,04%), du Ministère de l'Eau et des Mines (13,45%) et du Ministère de l'Energie (11,78%). Chacune des parts du PIP reçues par les autres ministères et la Présidence de la République, est inférieure à 10%.

Le graphique n°3 ci-dessous résume les parts du PIP par structure.

**Graphique N° 3 : Répartition du PIP gestion 2019 par structure.**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

## II.2- Comparaison des prévisions du PIP, gestions 2018 et 2019

Par rapport à 2018 (225 projets/programmes), le nombre de projets/programmes inscrits au PIP gestion 2019 (200 projets/programmes) est en diminution de 25 et le montant total prévisionnel est en baisse de 9,36%, soit. 425,11 milliards FCFA en 2019 contre 469,03 milliards FCFA en 2018. Cette situation est imputable d'une part, à la suppression ou la fusion de certains projets et programmes du portefeuille actif de l'Etat et, d'autre part, au transfert du volume d'investissement sur ressources intérieures vers le mode Partenariat Public Privé pour la réalisation des projets phares. Cette tendance baissière s'observe aussi au niveau des Ressources Intérieures (20,23%). Par contre, les prévisions au niveau des Ressources Extérieures ont augmenté de 2,35% par rapport à 2018.

Les détails de ces comparaisons sont consignés dans le tableau n°1 ci-dessous.

**Tableau N° 1 : Comparaison des PIP gestion 2018 et 2019 par source de financement (en milliers de FCFA)**

Sources de Financement	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Poids prévision 2019 par rapport au Total Général (%)	Taux d'accroissement Prévisions de 2018 à 2019 (%)
Sources Intérieures (BN)	243 329 000,00	194 112 000,00	45,66	-20,23
BN Exc	156 756 000,00	121 077 000,00	28,48	-22,76
BN Cpt	86 573 000,00	73 035 000,00	17,18	-15,64
Sources Extérieures	225 698 000,00	231 001 000,00	54,34	2,35

Sources de Financement	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Poids prévision 2019 par rapport au Total Général (%)	Taux d'accroissement Prévisions de 2018 à 2019 (%)
Prêts	160 000 000,00	163 479 000,00	38,46	2,17
Dons	65 698 000,00	67 522 000,00	15,88	2,78
<b>Total Général</b>	<b>469 027 000,00</b>	<b>425 113 000,00</b>	<b>100</b>	<b>-9,36</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

Tous les grands secteurs du PIP ont été affectés par cette baisse des ressources d'investissements en 2019 par rapport à la gestion 2018. Les secteurs sociaux ont été les plus touchés avec une baisse de 19,94%. Quant aux secteurs productifs et administration, ils ont connu une diminution respective de 4,33% et 4,25%. Cette tendance baissière s'explique par la diminution des crédits octroyés à tous les sous-secteurs à l'exception de cinq (5) sous-secteurs que sont : services (+19,71), eau et électricité (+37,58), artisanat et tourisme (+1 418,38), habitat (+12,82) et autres secteurs sociaux (+127,71). Il faut noter que l'accroissement du sous-secteur mines n'est pas défini car aucune dotation n'avait été octroyée à ce sous-secteur en 2018.

Le tableau n°2 ci-dessous présente le PIP gestion 2019 par secteur et son évolution de 2018 à 2019.

**Tableau N° 2 : Comparaison des PIP gestion 2018 et 2019 par secteur de développement (en milliers de FCFA)**

Secteurs	Prévisions 2019	Prévisions 2018	Poids prévision 2019 par rapport au Total Général (en %)	Évolution de 2018 à 2019 (en %)
Rural	32 764 000,00	58 306 000,00	7,71	-43,81
Mines	400 000,00	0,00	0,09	-
Industrie et Commerce	9 683 000,00	13 529 000,00	2,28	-28,43
Services	19 858 000,00	16 589 000,00	4,67	19,71
Eau et électricité	102 418 000,00	74 444 000,00	24,09	37,58
Infrastructures	41 192 000,00	95 912 000,00	9,69	-57,05
Artisanat et Tourisme	44 033 000,00	2 900 000,00	10,36	1 418,38
<b>Total Secteurs Productifs</b>	<b>250 348 000,00</b>	<b>261 680 000,00</b>	<b>58,89</b>	<b>-4,33</b>
Santé	12 340 000, 00	21 030 000,00	2,90	-41,32
Education	24 513 000, 00	44 773 000,00	5,77	-45,25
Habitat	34 141 000,00	30 262 000,00	8,03	12,82
Environnement	37 396 000,00	49 765 000,00	8,80	-24,85
Autres Secteurs Sociaux	12 893 000,00	5 662 000,00	3,03	127,71
<b>Total Secteurs Sociaux</b>	<b>121 283 000,00</b>	<b>151 492 000,00</b>	<b>28,53</b>	<b>-19,94</b>
<b>Administration</b>	<b>53 482 000,00</b>	<b>55 855 000,00</b>	<b>12,58</b>	<b>-4,25</b>
<b>Total Général</b>	<b>425 113 000,00</b>	<b>469 027 000,00</b>	<b>100,00</b>	<b>- 9,36</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

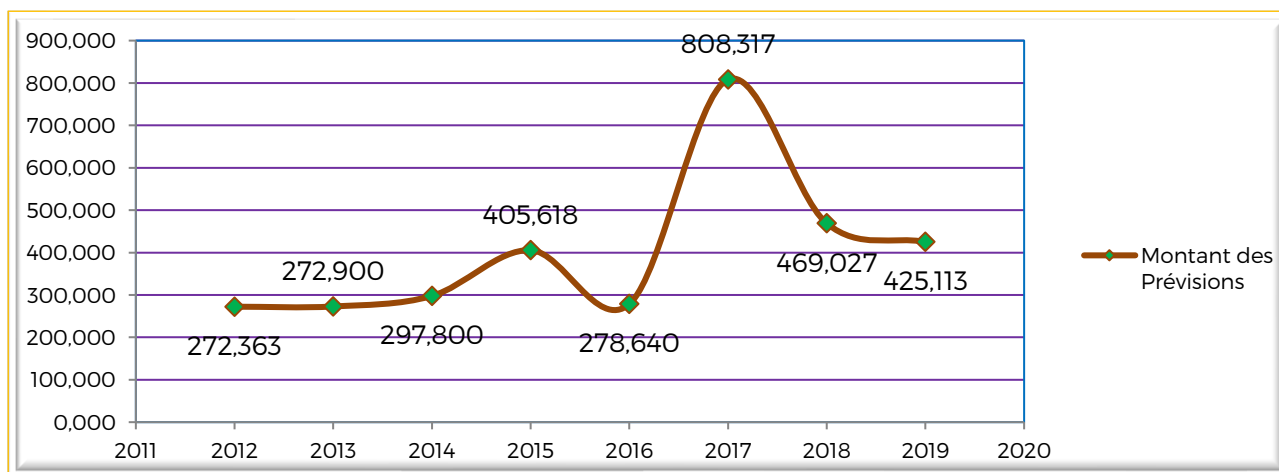
### II.3- Évolution des prévisions des investissements publics de 2012 à 2019 (en milliards FCFA)

L'évolution des crédits alloués aux investissements publics de 2012 à 2019 montre globalement une variation erratique. Ces crédits ont atteint un premier maximum relatif en 2015 (405,618 milliards de francs CFA) suivi d'un minimum relatif en 2016 (278,640 milliards de francs CFA) avant d'atteindre un pic en 2017 (808,317 milliards de francs CFA) pour rechuter en 2018 (469,027 milliards de francs CFA) et 2019 (425,113 milliards de francs CFA).

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des prévisions d'investissements publics sur la période 2012-2019 :



**Graphique N° 4 : Évolution des prévisions des investissements publics de 2012 à 2019 (en milliards FCFA)**



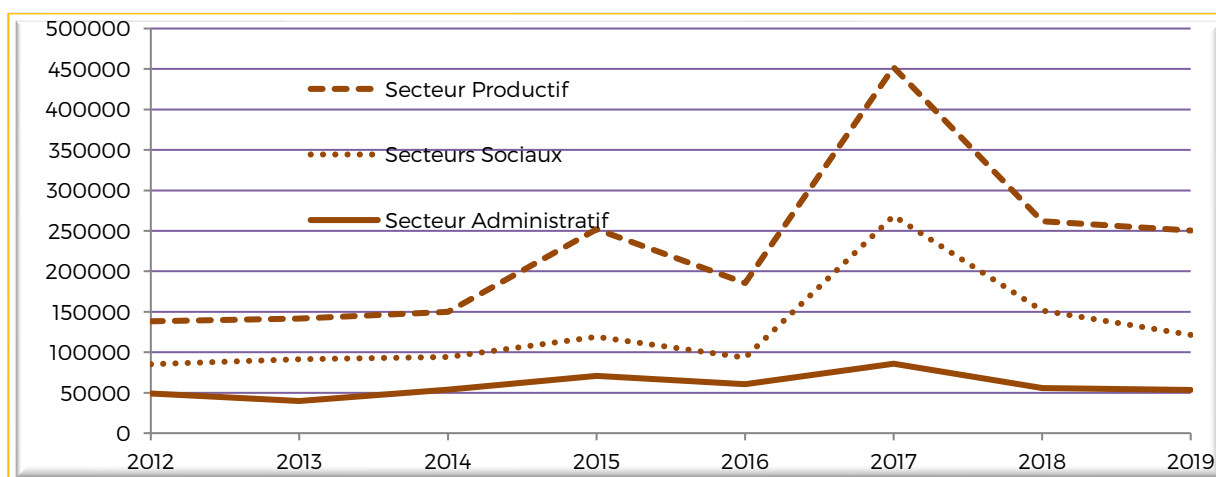
Source : DGPSIP/MPD, 2019

L'analyse de l'évolution des crédits d'investissements par grands secteurs du PIP, fait ressortir que la part des ressources allouées aux Secteurs Productifs est toujours plus importante de 2012 à 2019 que celles des autres Secteurs du PIP. Cette tendance est également conservée pour les Secteurs Sociaux par rapport au secteur Administration. Ces observations confirment l'ordre de priorité des interventions du Gouvernement en matière de croissance économique.

En outre, il est noté que simultanément dans les trois secteurs, les variations des crédits d'investissements sont de mêmes natures, avec un pic relatif en 2015, un creux relatif en 2016. Une croissance exponentielle a été observée en 2017 au niveau des secteurs productifs et des secteurs sociaux qui ont connu une chute en 2018 et une chute relative en 2019 en même temps que le secteur Administration.

Le graphique n°6 ci-dessous représente l'évolution de cette situation.

**Graphique N° 5 : Évolution du PIP par grands secteurs de 2012 à 2019**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

Par ailleurs, la variabilité des dénominations des départements ministériels ne permet pas de montrer l'évolution de leurs dotations de crédits PIP de 2012 à 2019.

### III. EXECUTION FINANCIERE

Au terme du quatrième trimestre 2019, le montant total engagé est évalué à 367 994 383 390 de francs CFA, soit 86,56% du budget prévisionnel du PIP et le montant ordonnancé est de 301 365 264 910 de francs CFA représentant 70,89% du budget prévisionnel du PIP. Il se dégage ainsi un écart de 15,67 points de pourcentage entre les taux d'engagements et d'ordonnancements. Ces chiffres, comparés à ceux du quatrième trimestre 2018 (TEF base engagement : 80,61% et TEF base ordonnancement : 71,68%), indiquent une hausse du taux d'engagement de 5,96 points de pourcentage et une baisse du taux d'ordonnancement de 0,79 point de pourcentage. L'exécution financière du PIP, gestion 2019 sera analysée par (i) source de financement, (ii) grand secteur d'activités, (iii) axe du PAG et (iv) par structure (institution de l'Etat et ministères).

En considérant le niveau d'exécution financière par source de financement, il est noté que le montant ordonnancé sur Ressources Intérieures au 31 décembre 2019 se chiffre à 172 103 421 930 de francs CFA sur une prévision annuelle de 194 112 000 000 de francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 88,66%. Il est observé que le taux d'ordonnancement sur Ressources Intérieures a augmenté de 15,22 points de pourcentage par rapport au 31 décembre 2018 dont le taux était de 73,44%. Les ressources sur budget national exclusif ont été ordonnancées à 99,64% pour un montant de 120 643 790 690 de francs CFA tandis que le budget national contrepartie a affiché un taux de 70,46 % pour un montant de 51 459 631 240 de francs CFA. S'agissant des Ressources Extérieures, le montant ordonnancé au 31 décembre 2019 est de 129 261 842 980 de francs CFA sur une prévision annuelle de 231 001 000 000 de francs CFA, soit un taux d'exécution de 55,96%. À fin décembre 2018, ce taux était de 69,78% pour un montant de 157 488 688 110 de francs CFA. Il s'ensuit que le taux d'ordonnancement sur ressources extérieures a baissé de 13,82 points de pourcentage par rapport à la même période en 2018. Les taux d'exécution financière base ordonnancement au 31 décembre 2019 des prêts et des dons sont respectivement de 43,13% et de 87,01%.

Comparativement à 2018, la baisse de la performance financière en termes d'ordonnancement du PIP observée en 2019 malgré le renforcement des engagements s'explique par la diminution du niveau de réalisation des ressources extérieures. Une telle diminution pourrait être attribuée aux perturbations de l'environnement économique liées à la fermeture des frontières avec le voisin Nigérian. Elle pourrait également être attribuée aux périodes pré et post-électorales des législatives de 2019 qui ont engendré des tensions sociales entraînant certainement une attitude prudentielle des partenaires techniques et financiers.

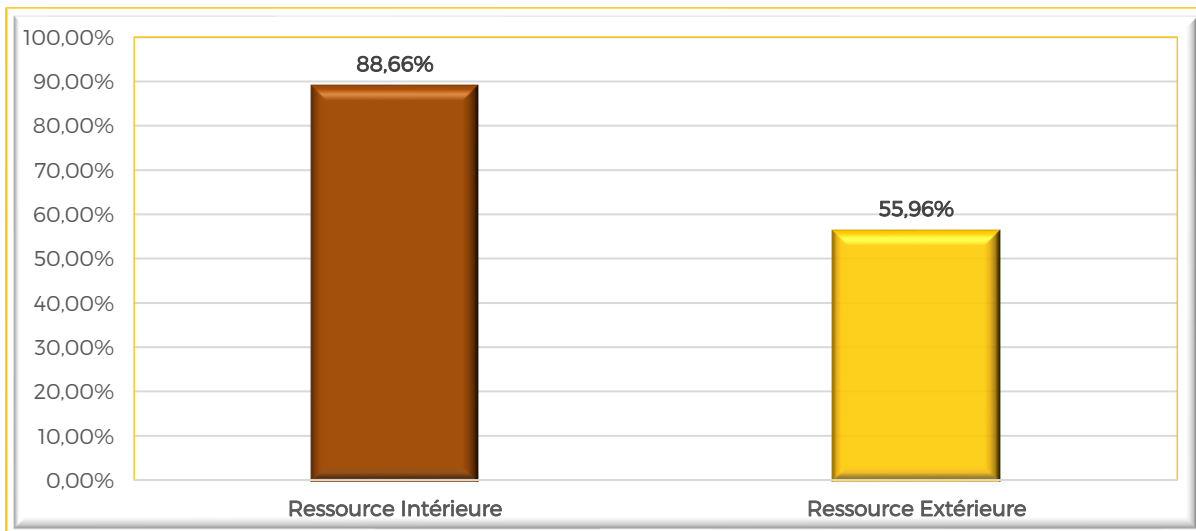
Le tableau N° 3 et le graphique N° 6 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière du PIP par source de financement au 31 décembre 2019.

**Tableau N° 3 : Exécution financière à fin décembre 2019 par source de financement (en milliers de FCFA)**

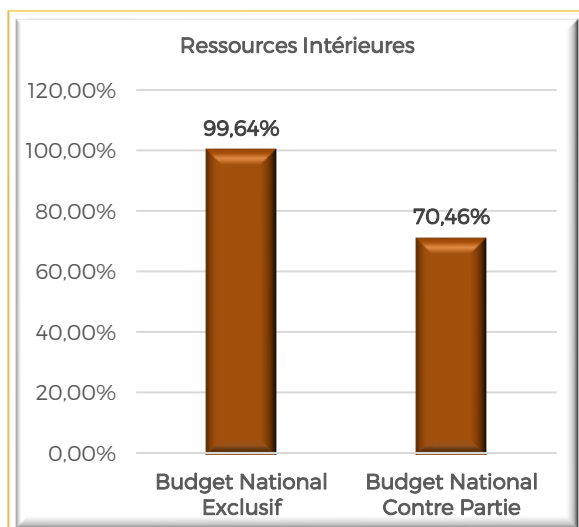
SOURCES DE FINANCEMENT	PREVISION 2019	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2019			
		ENGAGEMENT	TAUX (%)	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)
<b>RESSOURCES INTERIEURES</b>	<b>194 112 000,00</b>	<b>188 357 658,23</b>	<b>97,04</b>	<b>172 103 421,93</b>	<b>88,66</b>
<i>BN EXC</i>	121 077 000,00	129 692 391,47	107,12	120 643 790,69	99,64
<i>BN CPT</i>	73 035 000,00	58 665 266,76	80,32	51 459 631,24	70,46
<b>RESSOURCES EXTERIEURES</b>	<b>231 001 000,00</b>	<b>179 636 725,16</b>	<b>77,76</b>	<b>129 261 842,98</b>	<b>55,96</b>
<i>Prêts</i>	163 479 000,00	111 395 045,95	68,14	70 509 082,16	43,13
<i>Dons</i>	67 522 000,00	68 241 679,21	101,07	58 752 760,82	87,01
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>425 113 000,00</b>	<b>367 994 383,39</b>	<b>86,56</b>	<b>301 365 264,91</b>	<b>70,89</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

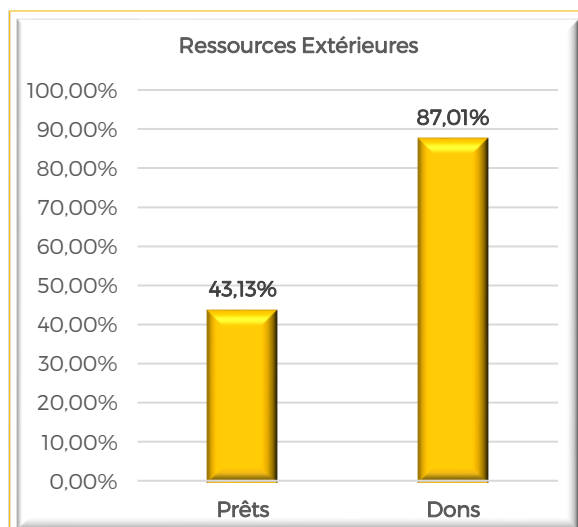
**Graphique N° 6 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par source de financement au 31 décembre 2019**



Source : DGPSIP/MPD, 2019



Source : DGPSIP/MPD, 2019



Source : DGPSIP/MPD, 2019

En ce qui concerne les grands secteurs d'activité, le taux d'exécution financière base ordonnancement du secteur "Administration" le positionne en première place avec 98,06 %. Il est suivi des "Secteurs Productifs" avec un taux de 67,73 % puis des "Secteurs Sociaux" avec un taux de 65,44 %.

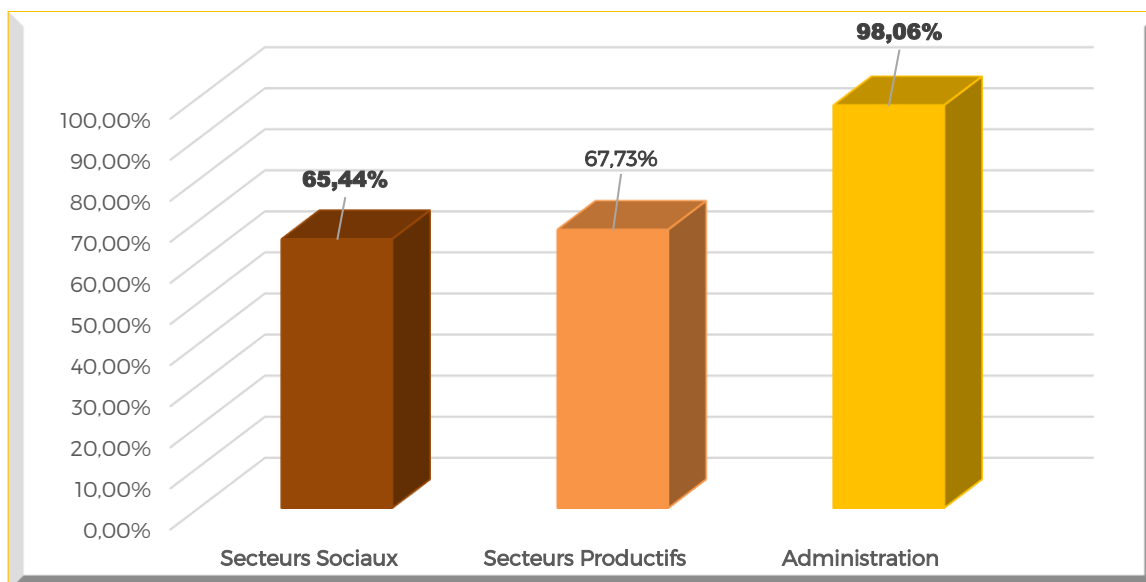
Le tableau N° 4 et le graphique N° 7 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière du PIP par grands secteurs au 31 décembre 2019.

**Tableau N° 4 : Exécution financière par secteur au 31 décembre 2019 (en milliers de FCFA)**

Secteurs	PREVISIONS 2019		Engagement		Ordonnancement	
	Montant	Poids (%)	Montant	Taux d'exécution (%)	Montant	Taux d'exécution (%)
Secteur rural	32 764 000,00	7,71	44 555 801,59	135,99	40 276 283,09	122,93
Mines	400 000,00	0,09	1 033 719,03	258,43	111 171,00	27,79
Industrie et commerce	9 683 000,00	2,28	4 173 100,49	43,10	3 766 005,28	38,89
Services	19 858 000,00	4,67	10 260 097,16	51,67	9 290 914,34	46,79
Eau et électricité	102 418 000,00	24,09	111 638 545,56	109,00	72 021 208,63	70,32
Infrastructures	41 192 000,00	9,69	36 740 488,49	89,19	33 166 181,00	80,52
Artisanat et tourisme	44 033 000,00	10,36	11 207 583,41	25,45	10 917 317,28	24,79
<b>Total secteurs productifs</b>	<b>250 348 000,00</b>	<b>58,89</b>	<b>219 609 335,73</b>	<b>87,72</b>	<b>169 549 080,62</b>	<b>67,73</b>
Santé	12 340 000,00	2,90	19 471 634,04	157,79	18 049 734,85	146,27
Education	24 513 000,00	5,77	15 459 538,95	63,07	14 641 454,21	59,73
Habitat	34 141 000,00	8,03	28 077 466,42	82,24	25 659 792,18	75,16
Environnement	37 396 000,00	8,80	21 195 486,87	56,68	10 883 465,61	29,10
Autres secteurs sociaux	12 893 000,00	3,03	10 158 930,02	78,79	10 134 852,14	78,61
<b>Total secteurs sociaux</b>	<b>121 283 000,00</b>	<b>28,53</b>	<b>94 363 056,30</b>	<b>77,80</b>	<b>79 369 298,99</b>	<b>65,44</b>
<b>Administration (souveraineté)</b>	<b>53 482 000,00</b>	<b>12,58</b>	<b>54 021 991,36</b>	<b>101,01</b>	<b>52 446 885,30</b>	<b>98,06</b>
<b>TOTAL DU BUDGET PREVISIONNEL DU PIP</b>	<b>425 113 000,00</b>	<b>100,00</b>	<b>367 994 383,39</b>	<b>86,56</b>	<b>301 365 264,91</b>	<b>70,89</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

**Graphique N° 7 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par grands secteurs au 31 décembre 2019**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

#### Secteurs productifs

Les secteurs productifs affichent un taux d'exécution financière base ordonnancement de 67,73%, représentant une consommation de 169 549 080 620 de francs CFA. Le sous-secteur "Rural" affiche la performance financière la plus élevée avec un taux de 122,93%. Il est suivi respectivement des sous-

secteurs : Infrastructures (80,52%), Eau et Electricité (70,32%), Services (46,79%), Industrie et Commerce (38,89%), Mines (27,79%) et Artisanat et Tourisme (24,79%).

### Secteurs sociaux

Les secteurs sociaux affichent un taux d'exécution financière base ordonnancement de 65,44 % soit une consommation de 79 369 298 990 de francs CFA. Le sous-secteur Santé affiche la performance financière la plus élevée avec un taux de 146,27%. Il est suivi respectivement des sous-secteurs : Autres secteurs sociaux (78,61%), Habitat (75,16%), Education (59,73%) et Environnement (29,10%).

### Secteur de l'administration

Les dépenses effectuées dans ce secteur s'élèvent à 52 446 885 300 de francs CFA. Ce secteur a enregistré un taux d'exécution base ordonnancement de 98,06%.

Au sujet des axes du PAG, l'analyse indique que seul l'axe 6 « Renforcement des services sociaux de base et protection sociale » a enregistré la performance financière la plus élevée avec un taux d'ordonnancement de 157,98%. Cela s'explique par la mobilisation de ressources complémentaires pour l'exécution de certains projets PIP. Les autres axes ont des taux inférieurs à 100%. Il s'agit de : l'axe 2 « Amélioration de la Gouvernance » qui affiche 97,58%, l'axe 1 « Renforcement de la démocratie et de l'état de droit » avec 71,91%, l'axe 7 « Développement équilibré et durable de l'espace national » avec 64,32%, l'axe 4 « Amélioration de la Croissance économique » qui affiche un taux de 63,44% et l'axe 5 « Amélioration des performances de l'éducation » avec 55,73%. Aucun investissement n'a été prévu pour l'axe 3 « Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité ».

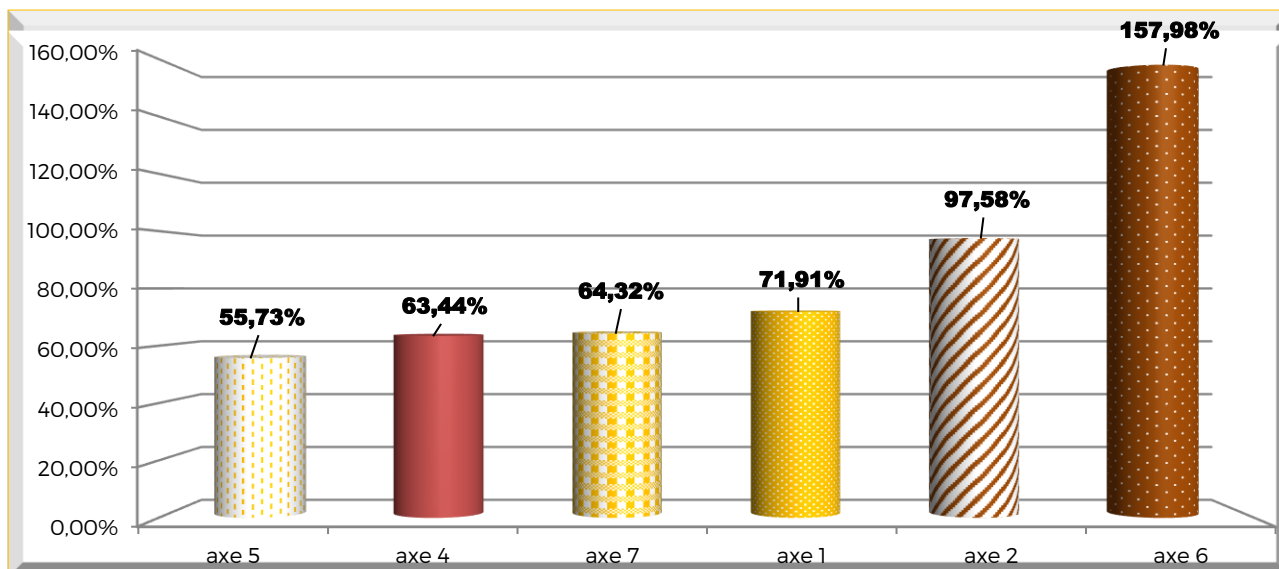
Le tableau 5 et le graphique 8 ci-dessous présentent la synthèse de l'exécution financière, du PIP, par axe du PAG au 31 décembre 2019 à l'exception de l'axe 3.

**Tableau N° 5 : Exécution financière par axe du PAG au 31 décembre 2019 (en milliers de FCFA)**

PILERS	AXES	Libellé	Prévisions	Engagement		Ordonnancement		Poids (%)
				Réalisation	Taux (%)	Réalisation	Taux (%)	
1: Consolider la démocratie l'Etat de droit et la Bonne Gouvernance	1	Renforcement de la Démocratie et de l'Etat de droit	3 304 000,00	2 446 894,77	74,06	2 375 761,46	71,91	0,78
	2	Amélioration de la Gouvernance	12 440 000,00	14 328 047,38	115,18	12 139 283,80	97,58	2,93
2: Engager la transformation structurelle de l'économie	3	Assainissement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité	Néant					
	4	Amélioration de la Croissance économique	274 865 000,00	224 568 432,84	81,70	174 386 757,97	63,44	64,66
	5	Amélioration des performances de l'éducation	26 613 000,00	16 573 740,90	62,28	14 831 092,70	55,73	6,26
3: Améliorer les conditions de vie des populations	6	Renforcement des services sociaux de base et protection sociale	30 145 000,00	49 567 326,79	164,43	47 623 157,72	157,98	7,09
	7	Développement équilibré et durable de l'espace national	77 746 000,00	60 509 940,72	77,83	50 009 211,25	64,32	18,29
<b>Total</b>			<b>425 113 000,00</b>	<b>367 994 383,39</b>	<b>86,56</b>	<b>301 365 264,91</b>	<b>70,89</b>	<b>100</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

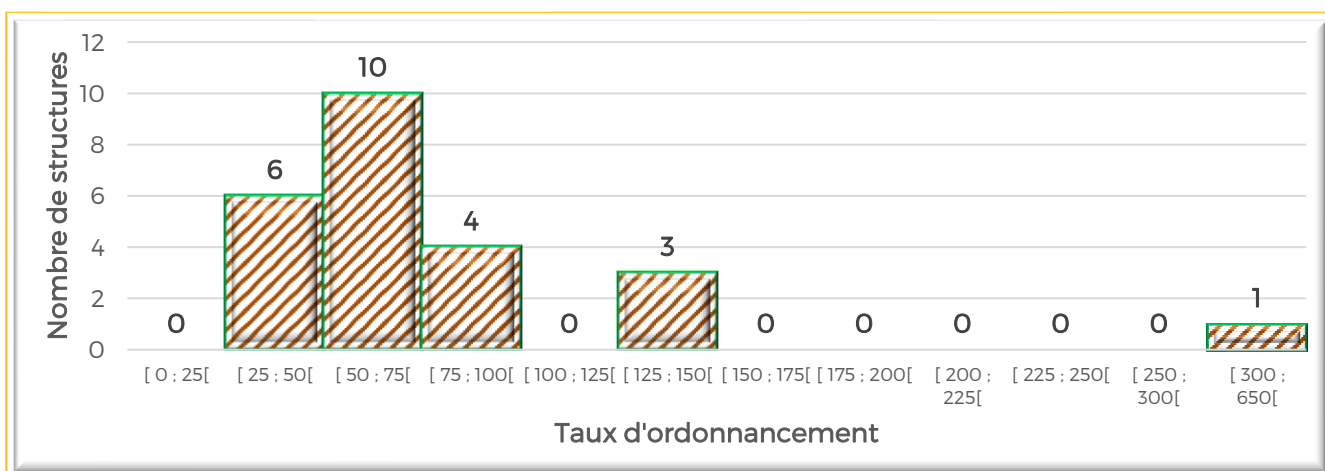
**Graphique N° 8 : Taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP par axe du PAG au 31 décembre 2019**



*Source : DGPSIP/MPD, 2019*

En ce qui concerne la Présidence de la République et les ministères, au 31 décembre 2019, quatre (04) ministères ont enregistré des taux d'exécution financière base ordonnancement strictement supérieurs à 100%. Il s'agit du MDN qui a enregistré un TEF de 637,63% pour un montant de 6 376 253 510 de francs CFA, du MS avec un TEF de 146,27% (18 049 734 850 de francs CFA), du MAEP avec un TEF de 136,55% (35 618 387 030 de francs CFA) et le MPMEPE avec un TEF de 130,60% (2 335 174 820 de francs CFA). Ils sont suivis de quatre (04) ministères qui ont enregistré des TEF compris entre 75% et 100%. Il s'agit du MDGL avec 98,14% (37 520 429 770 de francs CFA), du ME avec 87,88% (44 011 231 310 de francs CFA), du MASM avec 83,10% (249 296 330 de francs CFA) et du MAEC avec 76,57% (765 680 060 de francs CFA). dix (10) ministères ont enregistré des TEF compris entre 50% et 75%. Il s'agit du MSp avec 69,88% (7 550 381 000 de francs CFA), du MESTFP avec 69,05% (4 025 722 290 de francs CFA), du MTFP avec 67,98% (203 927 940 de francs CFA), du MJL avec 66,57% (2 399 286 460 de francs CFA), du MPD avec 61,77% (soit 5 025 075 240 de francs CFA), du MIT avec 61,39% (soit 36 650 108 840 de francs CFA), du MCVDD avec 60,64% (soit 38 266 155 920 de francs CFA), du MEMP avec 60,22% (6 282 905 270 de francs CFA), du MESRS avec 52,52% (4 332 826 650 de francs CFA) et du MISP avec 50,82% (1 595 849 030 de francs CFA). La Présidence de la République et six (05) ministères ont des TEF compris entre 25% et 50%. Il s'agit du MEM avec 49,39% (28 233 876 990 de francs CFA), du MEF avec 48,90% (645 543 550 de francs CFA), de l'ex-MENC avec 48,60% (9 990 914 340 de francs CFA), la PR avec 30,10% (1 121 042 950 de francs CFA), du MIC avec 26,60% (133 000 000 de francs CFA) et du MTCA avec 26,46% (9 982 460 780 de francs CFA). La faible performance observée au niveau des structures (TEF base ordonnancement inférieur à 50%) pourrait être expliquée par la tendance baissière du niveau des réalisations des ressources extérieures observée en 2019, entendu que ces structures ont beaucoup de projets financés par les ressources extérieures.

**Graphique N° 9 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement des structures au 31 décembre 2019.**



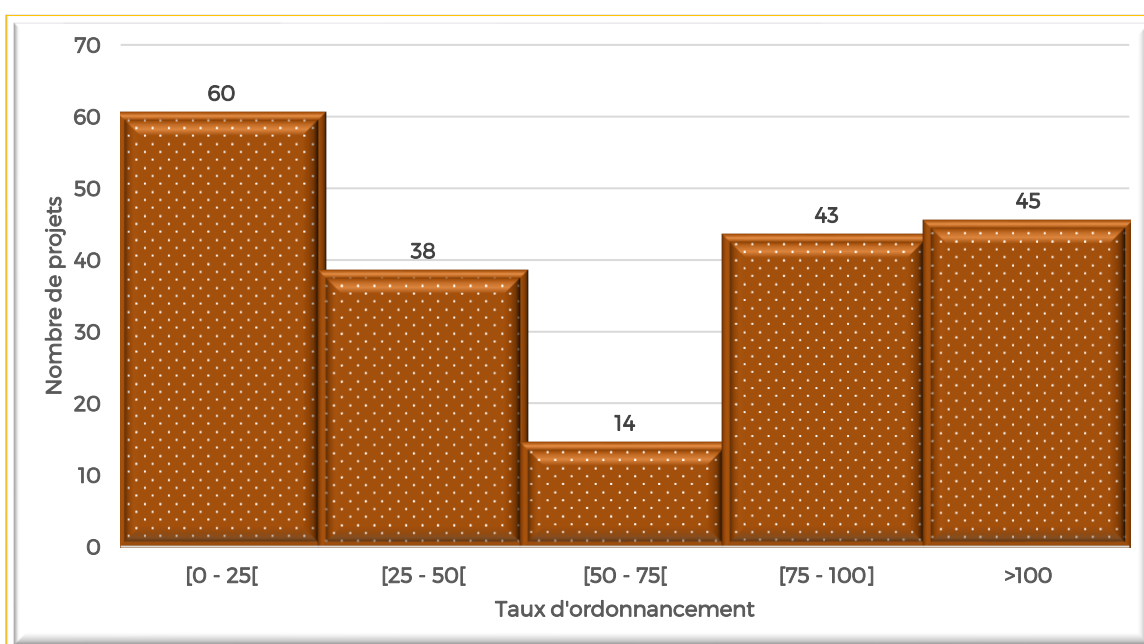
Source : DGPSIP/MPD, 2019

**Légende :**

- [25 ; 50[ PR, MEM, MEF, Ex-MENC, MIC et MTCA
- [50 ; 75[ MSp, MESTFP, MTFP, MJL, MIT, MCVDD, MEMP, MPD, MESRS et MISp
- [75 ; 100[ MDGL, ME, MASM et MAEC
- [125 ; 150[ MS, MAEP et MPMEPE
- [300 ; 650[ MDN

En outre et par classe de projet, 60 projets possèdent des taux d'exécution financière base ordonnancement compris entre 0% et 25% dont 17 avec un taux nul (0%) ; 38 projets présentent des taux compris entre 25% et 50% ; 14 affichent des taux compris entre 50% et 75% ; 43 projets présentent des taux compris entre 75% et 100% dont 17 avec un taux de 100% et 45 avec des taux strictement supérieurs à 100%.

**Graphique N° 10 : Histogramme des taux d'exécution financière base ordonnancement disponibles des projets au 31 décembre 2019.**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

### III.1- Comparaison des réalisations financières au 31 décembre 2018 et 2019

L'analyse de l'histogramme ci-dessous montre que l'exécution financière base ordonnancement du PIP à fin décembre 2019 connaît une baisse de 0,79 point de pourcentage comparativement à celle au 31 décembre 2018. Cette tendance baissière est aussi observée au niveau des ressources extérieures (13,82) points de pourcentage tandis qu'au niveau des ressources intérieures, elle est haussière de 15,22 points de pourcentage. La hausse des ressources intérieures est attribuable à l'augmentation du budget national exclusif (20,27) points de pourcentage et de la hausse également du budget national contre partie (7,74) points de pourcentage. La diminution des ressources extérieures est expliquée par une baisse des prêts de 29,37 points de pourcentage. Il convient de signaler qu'à fin décembre 2019, l'écart entre le taux d'engagement et d'ordonnancement est de 15,67 points de pourcentage. Cet écart est d'environ deux fois plus que celui de fin décembre 2018 qui est de 8,93 points de pourcentage.

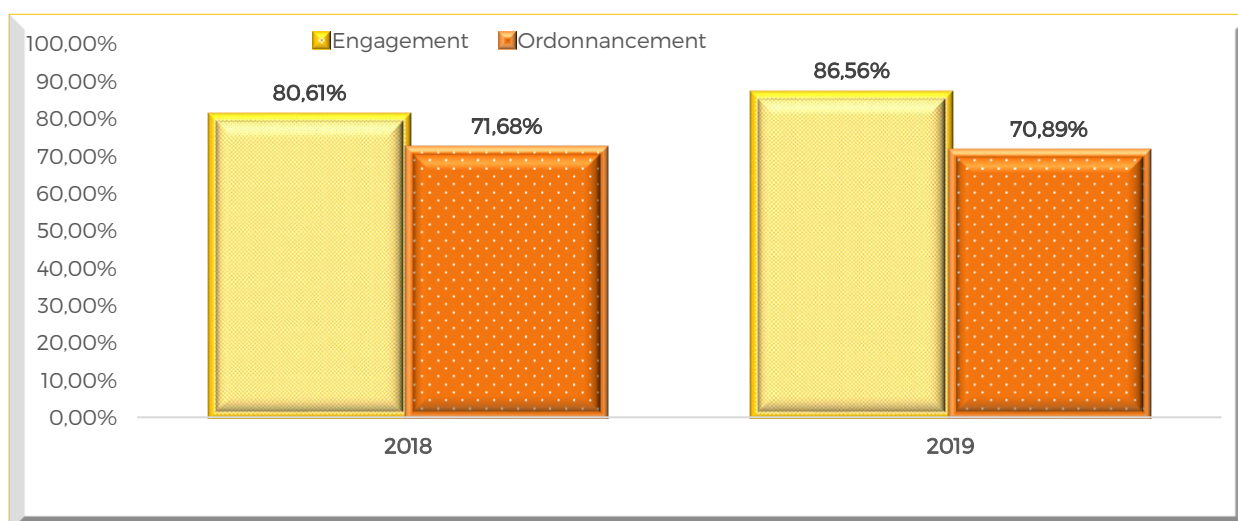
Le tableau 6 et les graphiques 11 et 12 ci-dessous illustrent la comparaison des exécutions financières base ordonnancement du PIP au 31 décembre 2018 et 2019 et par source de financement.

**Tableau N° 6:** Comparatif de l'exécution financière à fin décembre 2018 et 2019 par source de financement (en milliers de FCFA)

SOURCES DE FINANCEMENT	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2018		EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2019		ECART DES TAUX D'ORDONNANCEMENT ENTRE 2019 ET 2018 (%)
	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)	ORDONNANCEMENT	TAUX (%)	
RESSOURCES INTERIEURES	178 712 450,11	73,44	172 103 421,93	88,66	15,22
<i>BN EXC</i>	124 418 440,40	79,37	120 643 790,69	99,64	20,27
<i>BN CPT</i>	54 294 009,71	62,71	51 459 631,24	70,46	7,74
RESSOURCES EXTERIEURES	157 488 688,11	69,78	129 261 842,98	55,96	-13,82
<i>Prêts</i>	115 993 131,88	72,50	70 509 082,16	43,13	-29,37
<i>Dons</i>	41 495 556,23	63,16	58 752 760,82	87,01	23,85
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>336 201 138,22</b>	<b>71,68</b>	<b>301 365 264,91</b>	<b>70,89</b>	<b>-0,79</b>

Source : DGPSIP/MPD, 2019

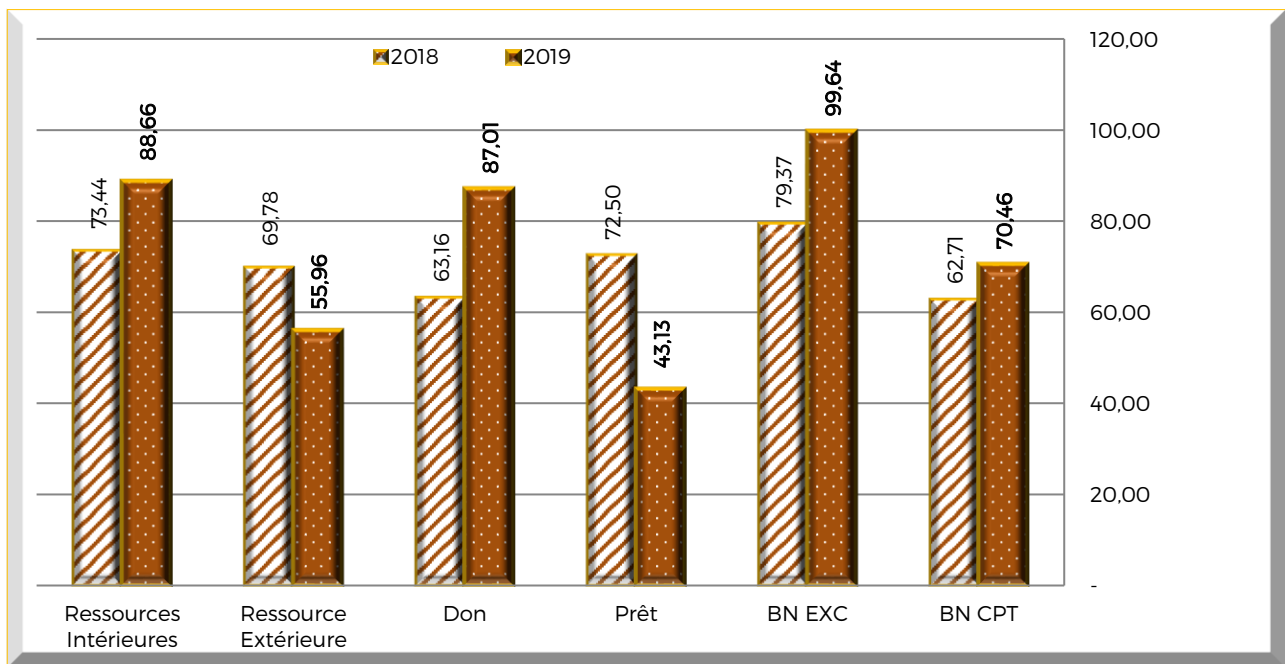
**Graphique N° 11 :** Comparaison de l'exécution financière du PIP à fin décembre 2018 et 2019



Source DGPSIP/MPD, 2019



**Graphique N° 12 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2018 et 2019 au 31 décembre par source de financement en pourcentage (%).**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

### III.2- Comparaison de l'exécution financière base ordonnancement du PIP de 2018 à 2019 par secteurs au 31 décembre

L'analyse par secteur d'activité montre que le taux d'exécution financière base ordonnancement du PIP au 31 décembre 2019 du secteur "Administration" le positionnent en première place avec un taux de 98,06%. Il est suivi des "Secteurs Productifs" pour un taux de 67,73%, puis des "Secteurs sociaux" avec un taux de 65,44%. De même, au 31 décembre 2018, le secteur administration avait la performance la plus élevée avec un taux de 99,61%, par contre, il était suivi des secteurs sociaux avec 80,62% et des secteurs productifs avec 60,67%. Poursuivant la comparaison des taux d'exécution financières base ordonnancement des grands secteurs, outre les secteurs productifs qui ont connu une hausse de 7,06 points de pourcentage, les secteurs sociaux et le secteur administration quant à eux ont connu une baisse respectivement de 15,18 points de pourcentage et de 1,55 points de pourcentage.

Le tableau N° 7 et les graphiques N° 13, 14 et 15 ci-dessous illustrent l'analyse.

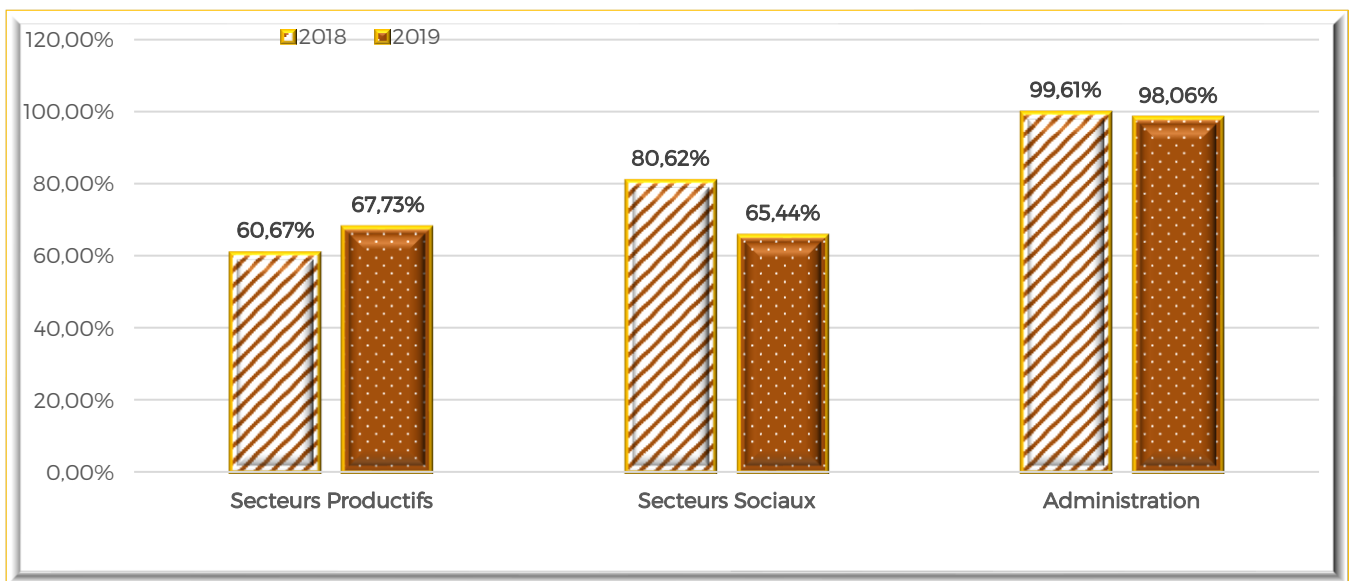
**Tableau N° 7 : Comparaison de l'exécution financière, à fin décembre base ordonnancement, par secteur du PIP de 2018 à 2019 (en milliers de FCFA)**

SECTEURS	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2018		EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2019		ECART Taux 2018 et 2019 (base ordonnancement) (%)
	Réalisation	Taux d'exécution (%)	Réalisation	Taux d'exécution (%)	
RURAL	41 104 340,18	70,73	40 276 283,09	122,93	52,20
MINES	0,00	-	111 171,00	27,79	-
INDUSTRIE ET COMMERCE	6 179 831,31	45,05	3 766 005,28	38,89	-6,15
SERVICES	12 261 135,58	73,91	9 290 914,34	46,79	-27,12
HYDRAULIQUE		-		-	-
EAU ET ELECTRICITE	69 053 811,11	92,76	72 021 208,63	70,32	-22,44
INFRASTRUCTURES	30 154 023,38	31,44	33 166 181,00	80,52	49,08
ARTISANAT ET TOURISME	0,00	0,00	10 917 317,28	24,79	24,79

SECTEURS	EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2018		EXECUTION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2019		ECART Taux 2018 et 2019 (base ordonnancement) (%)
	Réalisation	Taux d'exécution (%)	Réalisation	Taux d'exécution (%)	
<b>TOTAL SECTEURS PRODUCTIFS</b>	<b>158 753 141,54</b>	<b>60,67</b>	<b>169 549 080,62</b>	<b>67,73</b>	<b>7,06</b>
SANTE	9 921 352,12	47,18	18 049 734,85	146,27	99,09
EDUCATION	14 064 251,68	31,41	14 641 454,21	59,73	28,32
HABITAT	48 422 588,58	151,53	25 659 792,18	75,16	-76,37
ENVIRONNEMENT	49 098 997,39	98,66	10 883 465,61	29,10	-69,56
AUTRES SECTEURS SOCIAUX	1 989 073,09	35,13	10 134 852,14	78,61	43,48
<b>TOTAL SECTEURS SOCIAUX</b>	<b>123 496 262,86</b>	<b>80,62</b>	<b>79 369 298,99</b>	<b>65,44</b>	<b>-15,18</b>
ADMINISTRATION (Souveraineté)	53 951 733,81	99,61	52 446 885,30	98,06	-1,55
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>336 201 138,22</b>	<b>71,68</b>	<b>301 365 264,91</b>	<b>70,89</b>	<b>-0,79</b>

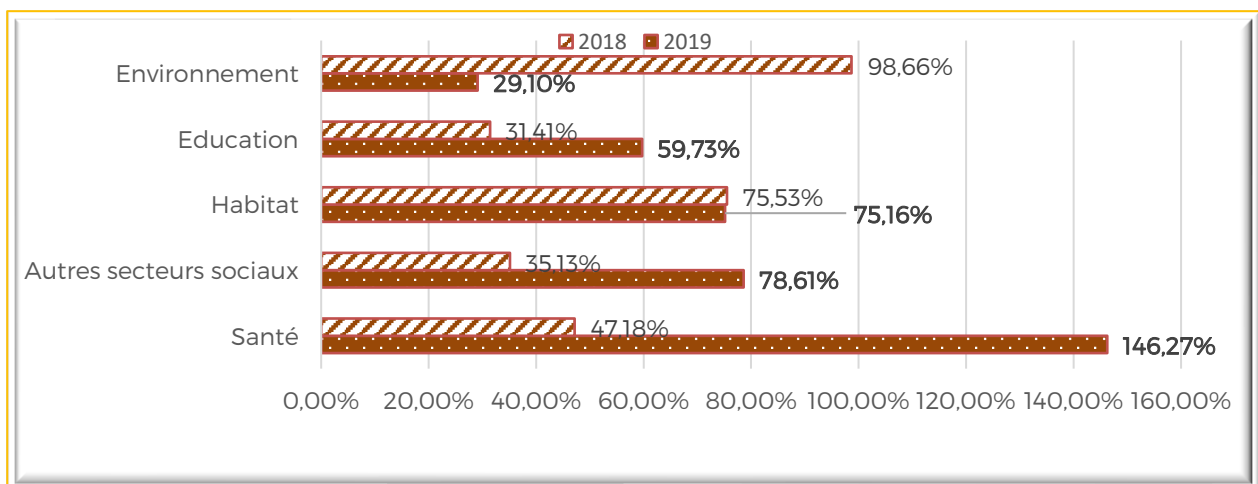
Source : DGPSIP/MPD, 2019

**Graphique N° 13 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2018 et 2019 au 31 décembre par grands secteurs en pourcentage (%).**



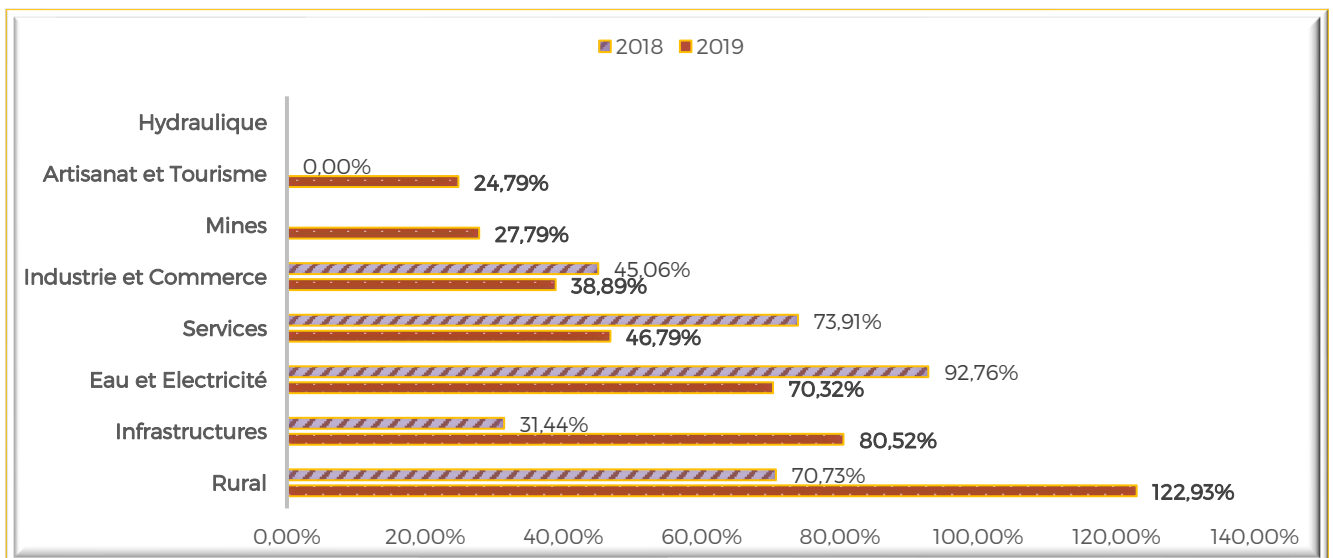
Source : DGPSIP/MPD, 2019

**Graphique N° 14 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2018 et 2019 au 31 décembre par sous-secteurs sociaux en pourcentage (%).**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

**Graphique N° 15 : Comparaison des exécutions financières base ordonnancement des PIP gestion 2018 et 2019 au 31 décembre par sous-secteurs productifs en pourcentage (%).**



Source : DGPSIP/MPD, 2019

### III.3- Analyse comparée des prévisions et de l'exécution financière du PIP de 2011 à 2019

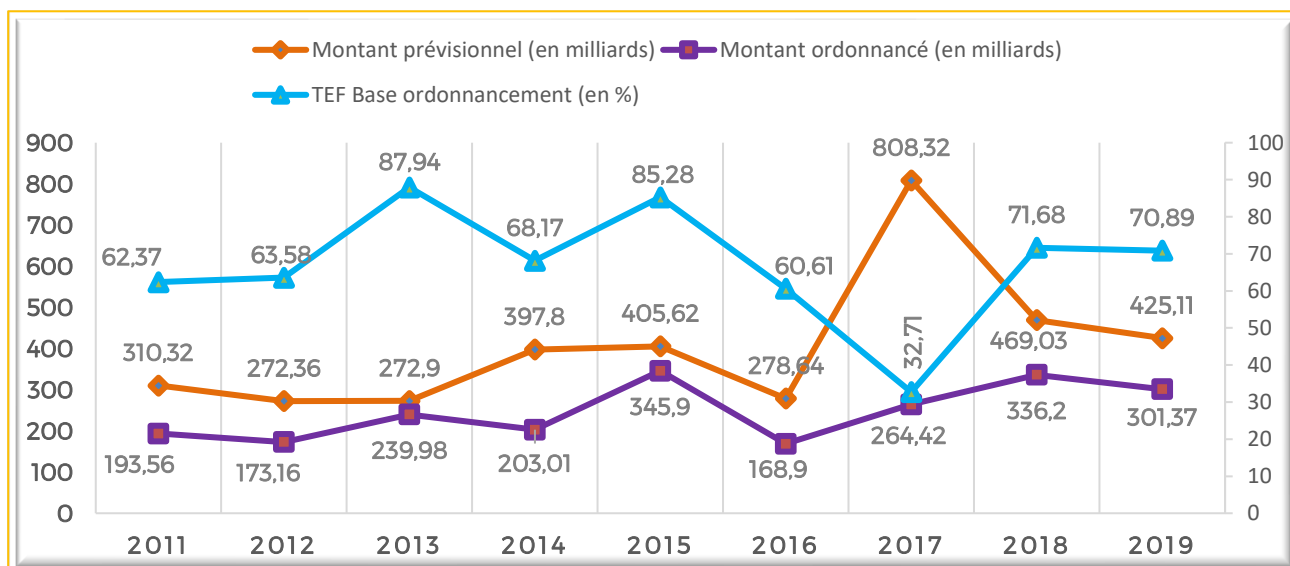
L'historique de la prévision et des réalisations du PIP 2011 à 2019 est présenté sur le graphique ci-dessous.

L'analyse dudit graphique montre que : (i) l'évolution des budgets annuels prévisionnels du PIP de 2011 à 2019 indique globalement une variation erratique. Ces crédits ont atteint, sur la période 2011 à 2016, un maximum relatif en 2015 (405,618 milliards FCFA) ; après 2016, tous les budgets annuels prévisionnels du PIP ont dépassé le maximum obtenu en 2015 avec un pic en 2017 (808,320 milliards FCFA) ; cette situation traduit l'ambition des pouvoirs publics d'accroître la mobilisation des ressources pour financer les investissements publics ; (ii) la tendance observée pour les prévisions est maintenue pour la période 2011 à 2016 ; par contre à partir de 2016, les montants ordonnancés se sont successivement accrus sans dépasser le montant ordonnancé en 2015 ; (iii) sur la période de 2011 à 2016, le Taux d'Exécution Financière (TEF), base ordonnancement connaît une évolution en dents de scies, mais à partir de 2017 les taux se sont accrus.

Au regard de l'analyse précédente, les montants ordonnancés du PIP ont connu d'accroissement sur la période de 2011 à 2019. Cette situation montre que des efforts sont fournis par les décideurs pour améliorer les conditions de vie des populations.

Pour impacter positivement le TEF base ordonnancement du PIP, il faut tendre vers un renforcement du dispositif d'exécution et la mise à disposition à temps des ressources prévisionnelles.

**Graphique N° 16 : Évolution des prévisions et réalisations (base ordonnancement) du PIP de 2011 à 2019.**



Source : Rapports d'exécution du PIP/DGPSIP

### III.4- Dépenses d'investissements réalisées hors cadrage au 31 décembre 2019

Dans le cadre de la mise en œuvre des stratégies de développement, d'autres appuis financiers interviennent parfois après le vote du Budget Général de l'Etat au profit des projets et programmes de développement. Ces ressources supplémentaires sont considérées comme des ressources hors cadrage. Elles concernent, soit des projets et programmes inscrits au PIP, soit des projets non-inscrits au PIP. Dans ce qui suit, les ressources hors cadrage ne concernent que des projets inscrits au PIP.

Au titre de ces ressources, **2 321 758 816** de francs CFA ont été ordonnancés au 31 décembre 2019. La répartition globale, par source de financement, des dépenses supplémentaires d'investissement est de **107 652 164** de francs CFA pour les Prêts et **2 214 106 652** de francs CFA pour les Dons. Ces dépenses ont été enregistrées au niveau de **trois (3) projets**.

Ces trois (3) projets concernent **trois (3) ministères** : le ME pour le projet d'Extension du réseau de la SBEE dans la commune d'Abomey-Calavi et dans le département de l'Atlantique, le MESRS pour le projet des Centres d'Excellence en Afrique en Sciences Mathématiques et Application, et le MEMP pour le Programme de Construction et d'Equipement d'Ecoles Primaires au BENIN (JAPON PHASE VI).

La prise en compte de l'ordonnancement effectué sur les ressources extérieures mobilisées hors Cadrage fait passer le niveau nominal des réalisations financières de **301,365** milliards de francs CFA à **303,687** milliards de francs CFA reflétant un appui des partenaires au profit du développement.

Les détails se présentent dans les tableaux n°8, et n°9 comme suit :

**Tableau 8 : Ressources hors cadrage ordonnancés par source de financement au 31 décembre 2019 (en milliers de FCFA)**

N° D'ORDRE	Intitulé des projets	Bailleurs	Montant d'ordonnancement		
			Budget National	PRÊTS	DONS
<b>Ministère de l'Energie (ME)</b>					
1	Projet d'Extension du réseau de la SBEE dans la commune d'Abomey-Calavi et dans le département de l'Atlantique	AFD			1 957 091 652
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)</b>					
2	Projet des Centres d'Excellence en Afrique en Sciences Mathématiques et Application	AID		107 652 164	
<b>Ministère des Enseignements Maternels et Primaires (MEMP)</b>					
3	Japon VI	Japon			257 015 000
	<b>TOTAL</b>		0	107 652 164	2 214 106 652
	<b>TOTAL GLOBAL HORS CADRAGE</b>		<b>2 321 758 816</b>		

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA, du SIGFIP et des ministères au 31 décembre 2019.

**Tableau 9 : Statistiques globales des ressources hors cadrage ordonnancés au 31 décembre 2019 (en milliers de FCFA)**

Nature des Projets	Nombre de ministères	Nombre de projets	Montant sur Budget national	Montant des Prêts	Montant des Dons	Total
Projets PIP (ressources hors Cadrage)	3	3	0	107 652 164	2 214 106 652	<b>2 321 758 816</b>

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA, du SIGFIP et des ministères au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, les ressources supplémentaires ont été aussi mobilisées et ordonnancées au profit de nouveaux projets d'investissement non-inscrits au PIP 2019. (Confer le point de ces ressources supplémentaires en annexe 3 du présent rapport).

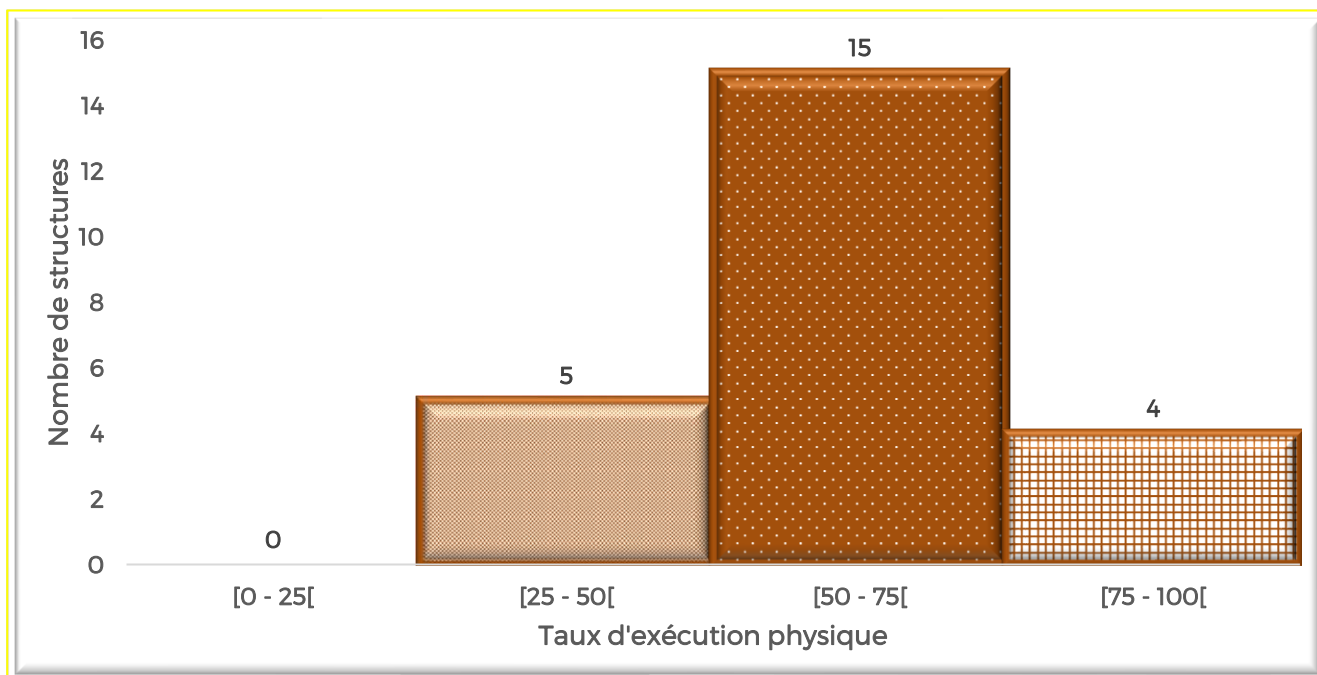
## IV. REALISATIONS PHYSIQUES

Cette partie présente par département ministériel et pour la Présidence de la République, les importantes activités réalisées sur les projets et programmes exécutés au cours de la période sous revue. Elle met également en exergue, à travers des taux d'exécution, les performances résultant des actions réalisées. Les réalisations physiques se regroupent en trois volets : bilan global, bilan par structure et bilan par projet et programme.

### IV-1 Bilan global

A fin décembre 2019, aucune structure n'a enregistré un taux d'exécution physique égal à 100%. Quatre (04) ministères ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 75% et 100%. Il s'agit du : MTFP (98,20%), MPD (82,52%), MPMEPE (77,50%) et MESTFP (75,00%). La Présidence de la République (PR) et quatorze (14) ministères ont des taux physiques compris entre 50% et 75%. Il s'agit du : MASM (73,03%), MS 70,66%), MEMP (70,00%), MEM (69,45%), MIT (64,80%), MJL (64,57%), ME (64,40%), MDGL (64,18%), MIC (63,85%), MDN (62,50%), MAEC (61,27%), MCVDD (54,25%), PR (53,10%), MAEP (51,59%) et MISP (51,59%), Cinq (05) ministères ont enregistré des taux compris entre 25% et 50%. Il s'agit du MEF (46,28%), MESRS (43,54%), MTCA (39,85%), MSp (38,23%) et Ex-MENC(29,49%).

Graphique N° 17 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des structures.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

#### Légende :



MEF, MESRS, MSp, MTCA et Ex-MENC.



PR, MDN, MJL, MIC, MS, ME, MAEP, MIT, MCVDD, MISP, MDGL, MEMP, MAEC, MASM et MEM.



MTFP, MPMEPE, MESTFP et MPD.

## IV.2- Bilan par structure

### IV.2.1- Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)

Au total, 02 projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 de ce ministère. Au 31 décembre 2019 le taux d'exécution physique du PIP est de 98,20%. Le Projet d'Appui à la Réforme et à la Modernisation de l'Administration Publique (PARMAP) a enregistré un taux d'exécution physique égal au taux prévu de 100%. Le Programme de Renforcement des Capacités du Ministère du Travail et de la Fonction Publique (PRC-MTFP) a enregistré un taux d'exécution physique de 98%, qui reste strictement inférieur au taux prévu (100%).

### IV.2.2- Ministère de la Santé (MS)

Vingt-quatre (24) projets/programmes sont inscrits au PIP 2019. Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 est de 70,66%. Sur ces vingt-quatre (24) projets, un (1) projet a un taux supérieur ou égal à 100%. Il s'agit du Programme d'Appui au Système de Santé (PASS-Sourou) avec 100%. Six (6) projets ont des taux physiques compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Programme National de Développement des Ressources Humaines du Secteur Santé (PNDRHS) avec 88,53%, du Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) avec 84,71%, Programme d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction (PAASR) avec 80,42%, Programme Santé de Lutte contre le SIDA (PSLS) avec 79,80%, Projets de Construction de l'Hôpital de Zone de Save (PCHZS) avec 76,43%, Programme Elargi de Vaccination (PEV Phase IV) avec 76,00%. Neuf (9) projets ont des taux compris entre 50% et 75%. Trois (3) projets ont des taux compris entre 25% et 50%. Cinq (5) projets ont des taux compris entre 0% et 25% dont trois ont des taux nuls (0%). Il s'agit du Projet de Construction de la Grande Commune de Tchaourou (21,65%), du Projet de Construction de l'Hôpital de Zone d'Allada (PCHZ-A) (5,91%), du Etude du Projet de Construction et d'Equipped d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une Unité de Radiothérapie (0,00%), du Projet Régional Commun de Prévention et de Prise en Charge des IST VIH-Sida le Long du Corridor de Migration Abidjan-Cotonou-Lagos (PROJET CORRIDOR) (0,00%) et du FADEC-INVESTISSEMENT-MS (0,00%).

### IV.2.3- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)

Le taux d'exécution physique au 31 décembre 2019 du PIP est de 70,00%. Quatre (4) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019. Il s'agit : (i) du Programme de Construction et d'Equipped d'Ecoles Primaires au Bénin (Japon phase vi) ; (ii) du Programme "un élève sous un toit, une classe, un maître pour l'Enseignement Primaire" (Projet de Développement de l'Education de Base (BID IV)) ; (iii) du Projet Accord Cadre BENIN-UNESCO et (iv) du FADEC-INVESTISSEMENT. Deux (02) projets ont affiché les taux d'exécution physique de 100%. Il s'agit du Projet Accord Cadre Bénin-UNESCO (100%) et du FADEC-INVESTISSEMENT (100%). Ils sont suivis du Programme de Construction et d'Equipped d'Ecoles Primaires au Bénin (Japon phase vi) qui a obtenu un taux de 69,51% et enfin du Projet de Développement de l'Education de Base Phase IV (PROJET BID IV) avec un taux de 37,92%.

Par ailleurs, le Projet Accord Cadre BENIN-UNESCO a un caractère de transfert de montant à l'UNESCO pour l'Accord-Cadre.

En somme, deux (02) projets ont enregistré un taux d'exécution physique égal à 100%, un (01) projet a enregistré un taux compris entre 50% et 75% et un (01) projet a enregistré un taux compris entre 25% et 50%.

#### IV.2.4- Ministère de l'Energie (ME)

Huit (8) projets/programmes sont inscrits au PIP 2019. Le taux d'exécution physique du PIP est de 64,40%. Sur ces 8 projets, deux (2) ont enregistré des taux d'exécution physique égaux à 100%. Il s'agit du Programme du Bénin pour le Millenium Challenge Account 2 (MCA-BENIN) et de l'Approvisionnement en carburants et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR. Trois (3) projets ont des taux compris entre 75% et 100%. Il s'agit de la Réalisation en Urgence des Travaux d'Electrification de 17 Localités (RUTE - 17 Localités) Rurales par Raccordement au Réseau Conventioanel de la SBEE (92,40%), du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) (82,50%) et du Construction d'une Centrale Thermique de 136 MW à MARIA GLETA en Mode PPP (CONTREPARTIE BENINOISE) (80,00%). Ils sont suivis de deux (2) projets qui ont des taux strictement compris entre 50% et 75% et un (1) projet a eu un taux physique strictement compris entre 25% et 50%.

#### IV.2.5- Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)

Au total, cinq (5) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019. Au 31 décembre 2019 le taux d'exécution physique du PIP est de 64,57%. Il faut noter que la performance la plus élevée a été enregistrée par le projet d'appui à la justice avec 93,12%. Ce projet est exclusivement financé sur ressources extérieures. Il est suivi du projet Appui à l'Amélioration de l'Accès à la Justice et de la Reddition de Compte (90,56%), Un (1) projet a enregistré un taux compris entre 50% et 75%. Les deux (2) restants ont obtenu des taux d'exécution physique strictement inférieurs à 50%.

#### IV.2.6- Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)

Huit (08) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019. Le taux d'exécution physique du PIP est de 75% au 31 décembre 2019. Il est constaté dans ce ministère, que trois (3) projets ont enregistré des taux d'exécution physique égaux à 100%. Il s'agit du Projet Généralisation de l'Alphabétisation et Développement de l'Environnement Lettre (PGDEL), du Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Insertion des Jeunes (AFPIJE) et de de FADEC-INVESTISSEMENT. Deux (2) projets présentent des taux compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures Scolaires dans l'Enseignement Secondaire Général (PCREI-ESG : 80%) et du Projet de Construction, de Réhabilitation et s'Equipement des Infrastructures d'ETFP (PCREI-ETFP : 75%). Enfin, trois (3) projets ont des taux compris entre 50% et 75%.

#### IV.2.7- Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)

Vingt-cinq (25) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MIT. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 64,80% au 31 décembre 2019. Sur les vingt-cinq (25) projets inscrits, trois (3) projets ont enregistré un taux d'exécution physique de 100%. Il s'agit de FADeC-Pistes rurales (100%), du Projet de Réalisation des Travaux de Franchissement du Bas-Fonds de Womey (100%) et des Travaux de Construction d'un Pont sur le Fleuve Affon au Pk 37 sur l'axe Djougou-Pehunco (100%), cinq (5) projets ont affiché des TEP compris entre 75% et 100%, il s'agit du projet Etudes des Nouveaux Projets (Etude des Grands Travaux Routiers) (98,40%), du Programme d'Urgence de Réfection des Routes et Pistes dans le Cadre Des Campagnes De Commercialisation Du Coton, (94,80%), des Travaux de la Réhabilitation de la Route Come Lokossa Dogbo (63,40 Km) et de la Bretelle Zounhe Athieme Frontière Togo (94,20%), du Projet d'Appui à l'Apurement des Dettes sur Projets Achevés Ex Appui à l'audit et à la Clôture des Grands Projets Routiers Achevés (89,50%) et



du Programme d'Urgence de Désenclavement dans les Localités du Bénin: Construction de 15 Ponts Métalliques (84%). Huit (8) projets ont enregistré des taux compris entre 50% et 75%. Cinq (5) projets ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 25% et 50% et 4 projets ont des taux strictement inférieurs à 25%. Il s'agit de la réhabilitation de la route Beroubouay- Kandi-Malanville (21,20%), de l'aménagement et bitumage de la RNIE 7: tronçon Banikoara-Keremou frontière Burkina Faso (53,6 km) (14,90%), des travaux d'aménagement et de bitumage de la route Djregbe-Dja-Owodé (8,20% qui sont sur une partie des travaux confortatifs restant sinon le projet est à 98% de taux physique de réalisation), de l'aménagement et bitumage de la route des pêches et de ses bretelles d'accès phase 2: tronçon Adounko-porte du non-retour (22,30 km) et 4 bretelles (7,50%).

#### **IV.2.8- Ministère du Plan et du Développement (MPD)**

Quatre (04) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MPD. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 82,52% au 31 décembre 2019. Le taux d'exécution physique le plus élevé est de 95,65%, obtenu par le Projet Commune du Millénaire (PCM-Bonou). Il est suivi du Projet de Moyens de Subsistance Durable (PMSD) (89,20%), du Projet d'Appui au Renforcement des Acteurs du Secteur Privé (PARASEP) qui affiche un taux de 75,00%, et du Projet d'Appui à la Gestion des Investissements Publics et la Gouvernance (PAGIPG) avec un taux de 63,30%.

#### **IV.2.9- Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération (MAEC)**

Quatre (04) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MAEC. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 61,27% au 31 décembre 2019. Seul le Programme Spécial de Construction, d'Acquisition et de Rénovation des Chancelleries et Résidences des Ambassadeurs du Bénin a un taux d'exécution physique égal à 25%. Les trois (3) autres ont des taux compris entre 50% et 75%. Il s'agit du Projet « Amélioration de la qualité des Services Consulaires » (65,19%), du Projet de Renforcement de la Diplomatie Economique (70,45%) et du Projet de Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'Extérieur (73,23%).

#### **IV.2.10- Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts (MTCA)**

Six (06) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MTCA. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère au 31 décembre 2019 est de 39,85%. Sur les six (6) projets, un (1) projet a enregistré un taux d'exécution physique compris entre 0% et 25%. Il s'agit de la Promotion des Talents et Renforcement des Capacités dans le Secteur de la Culture (18,50%). Deux (2) projets ont enregistré des taux compris entre 25% et 50%. Trois (3) projets ont affiché des taux compris entre 50% et 75%.

#### **IV.2.11- Ministère des Sports (MSp)**

Quatre (04) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MSp. Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 de ce ministère est de 38,23%. Des quatre (04) projets, un (1) a enregistré un taux compris entre 50% et 75%, il s'agit du Projet de Promotion et de Développement des Activités Sportives avec 52,54%. Il est suivi de deux (2) projets qui ont enregistré des taux compris entre 25% et 50%. Un (1) projet a un taux physique compris entre 0% et 25%. Il s'agit du Projet de Création des Académies Sportives (5,04%).

#### **IV.2.12- Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)**

Dix-neuf (19) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MEM. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 69,45% au 31 décembre 2019. Au nombre des dix-neuf (19) projets/programmes, sept (7) projets ont enregistré des taux d'exécution physique égaux à 100%. Il

s'agit du Programme AQUA-VIE; du Programme OMIDELTA (Réalisation de 31 AEV de la Tranche 2 du Plan Directeur d'Approvisionnement en eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain (PDAEP-MR), du Projet de Renforcement du Système d'Alimentation en Eau Potable de la Ville de Parakou et ses Environs, du Projet d'Amélioration des Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable dans 69 villages du Bénin, du Projet d'Eau Potable en Milieu Rural et Assainissement en Milieu Urbain (PEPRAU), du Programme de Réalisation de 24 Adductions d'Eau Villageoise (AEV) et du Programme de Réalisation de 43 AEV de la Tranche 3 du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain (PDAEP-MR). Deux (2) projets ont des taux compris entre 75% et 100% ; cinq (5) projets ont des taux compris entre 50% et 75% et quatre (4) projets ont des taux strictement compris entre 25% et 50% et un (1) projet a un taux compris entre 0% et 25%. Il s'agit du Programme OMIDELTA (Composante Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)) (8,90%).

#### **IV.2.13- Présidence de la République (PR)**

A la Présidence de la République, un (01) seul projet/programme est inscrit au PIP gestion 2019. Le taux d'exécution physique du PIP est de 53,10% au 31 décembre 2019. Le seul projet inscrit intitulé Programme Multisectoriel d'Alimentation, de Santé et de Nutrition (PMASN) a enregistré un taux d'exécution physique de 53,10%. Il faut signaler que ce projet (PMASN) a pris fin en juillet 2019.

#### **IV.2.14- Ex-Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication (Ex-MENC)**

Six (06) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 de ce ministère. Le taux d'exécution physique du PIP est de 29,49% au 31 décembre 2019. Tous les six (06) projets ont des taux strictement inférieurs à 50%. La meilleure performance a été enregistrée par le Projet de Passage de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique avec un taux de 47,25%. Il est suivi du Projet SMART GOUV (41,90%), de la Télévision Numérique Terrestre (29,85%), du Projet de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance (27,7%), de la Généralisation du numérique par l'éducation et la formation (25,30%) et de la Généralisation de l'e-Commerce (1,40%).

#### **IV.2.15- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)**

Au Ministère de l'Economie et des Finances, cinq (05) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019. Le taux d'exécution physique du PIP est 46,28% au 31 décembre 2019. Un (1) projet a un taux d'exécution physique strictement compris entre 0% et 25%. Il s'agit du Projet de construction du bâtiment des archives et du centre de formation de l'administration centrale des finances (5,50%). Un (1) projet a un taux d'exécution physique compris entre 25% et 50%. Trois (3) ont des taux compris entre 50% et 75%. Il s'agit du Projet d'Amélioration des Recettes Fiscales Intérieures du Benin (PARFIB) (51,57%), du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (64,80%) et du Projet de construction des bâtiments des régies financières de l'Etat (72,00%) qui a la meilleure performance.

#### **IV.2.16- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)**

Vingt-huit (28) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MAEP. Le taux d'exécution physique du PIP est 51,69% au 31 décembre 2019. Quatre (4) projets ont enregistré les performances compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Projet d'appui au développement des Filières (PROFI) avec 94,20%, du Projet de protection et réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire (PROSOL) avec 93,00%, du Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants (PAPAPE) avec un taux d'exécution physique de 80,75% et du Programme de Promotion de l'Agriculture (PRO-AGRI) avec 75,00%. Quinze (15) projets ont des taux compris entre 50% et 75%. Six (6) projets ont des taux compris entre 25% et 50% et trois (3) projets ont des taux compris entre 0%

et 25% dont un (1) projet a un taux d'exécution physique nul (0%). Il s'agit du Programme de Développement de l'Irrigation (0%).

#### **IV.2.17- Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)**

Cinq (5) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 du MDGL. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 64,18% au 31 décembre 2019. Aucun des cinq (5) projets/programmes n'a pu enregistrer un taux physique égal à 100%. Le projet Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC - Investissement) a présenté le taux d'exécution physique le plus élevé (92,32%). Il est suivi du Programme de Modernisation des Principaux Marchés des Communes avec 58,00%, du Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Équipement des Infrastructures au niveau Central et des Préfectures avec 57,95%, Les deux (2) projets restants ont enregistré des taux strictement inférieurs à 50%. Il s'agit du Projet de Délimitation et de Matérialisation des Unités Administratives du Bénin (31,40%) et du Projet de Construction et d'équipement du Centre de Formation du MDGL (9,25%).

#### **IV.2.18- Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)**

Un (1) projet est inscrit au PIP gestion 2019 pour le compte de ce ministère. Il s'agit du Projet d'Appui au Programme de Cadre Intégré Renforcé (PAPCIR). Au 31 décembre 2019, le taux d'exécution physique du PIP est de 63,85%.

#### **IV.2.19- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP)**

Quatre (4) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 pour ce ministère. Le taux d'exécution physique est de 51,59% au 31 décembre 2019. Un (1) projet a enregistré un taux d'exécution physique de 100%, il s'agit du Programme National de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (PNGIEF). Un (1) projet a affiché un taux strictement compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Projet d'Opérationnalisation de la Police Républicaine (76,36%). Un (01) programme a enregistré un taux compris entre 25% et 50% et un (1) projet a enregistré un taux nul, il s'agit du Projet E-Security (PES).

#### **IV.2.20- Ministère de la Défense Nationale (MDN)**

Un (1) projet est inscrit au PIP gestion 2019 dans le portefeuille du ministère. Le taux d'exécution physique du PIP est de 62,50% au 31 décembre 2019. Le seul projet inscrit au PIP est intitulé Projet de Renforcement de la Capacité des Forces Armées Béninoises (PRCFAB) a enregistré un taux d'exécution physique de 62,50%.

#### **IV.2.21- Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)**

Vingt-huit (28) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 pour ce ministère. Le taux d'exécution physique du PIP est de 54,25% à fin décembre 2019. Sur les 28 projets, un (1) projet a un taux d'exécution physique nul (0%). Il s'agit de la Modernisation du Marché de Dantokpa: Marché International de Référence. Quatre (4) projets présentent des taux strictement supérieurs à 0% et strictement inférieurs à 25%, cinq (5) projets ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 25% et 50% ; quinze (15) projets ont des taux compris entre 50% et 75% et trois (3) projets ont enregistré des taux compris entre 75% et 100%. Il s'agit du Programme Spécial de Réhabilitation de la Cite Historique d'Abomey (PSRCHA) (84,12%), du Projet de Développement de Programme Immobilier d'Habitat Social et Economique (PDPHSE) (77,80%) et du Projet de Développement d'Infrastructure Géographique de Base et du Cadastre. (76,34%).

#### IV.2.22- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)

Six (6) projets/programmes sont inscrits au PIP gestion 2019 dans le compte de ce ministère. Le taux d'exécution physique du PIP est de 43,54% au 31 décembre 2019. Deux (2) projets ont enregistré des taux d'exécution physique compris entre 50% et 75%. Trois (3) projets ont affiché des taux d'exécution physique compris entre 25% et 50% et un (1) projet a affiché un taux strictement inférieur à 25%, il s'agit du Projet de Construction et d'Equipeement des Nouveaux Centres Universitaires avec 10,50%.

#### IV.2.23- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM)

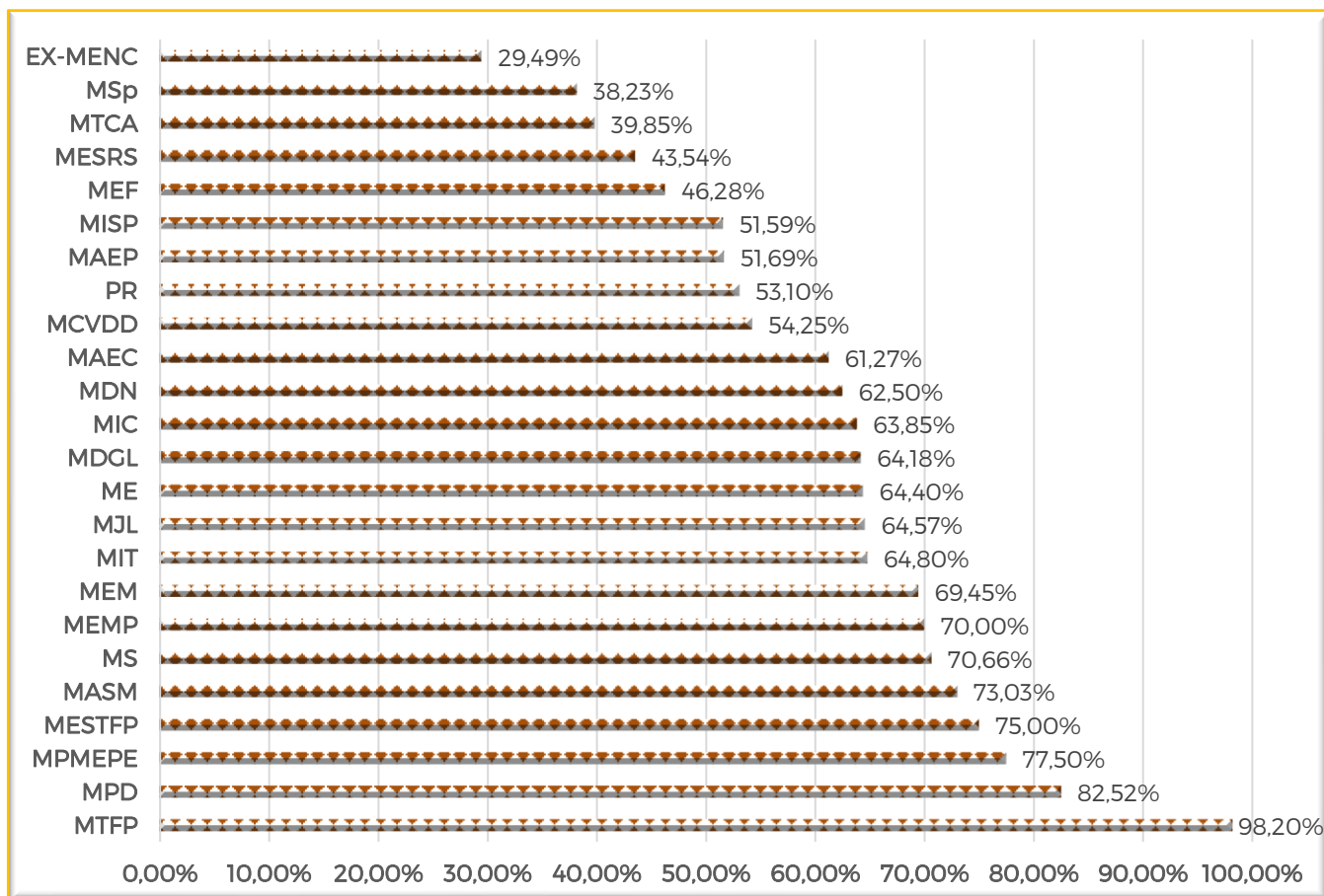
Un (1) projet/programme est inscrit au PIP gestion 2019 du MASM. Le taux d'exécution physique du PIP de ce ministère est de 73,03% à fin décembre 2019. Le seul projet inscrit est intitulé Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre (PMEPPSG) ex Programme de Renforcement des Capacités du MTFPAS a enregistré un taux de 73,03%.

#### IV.2.24- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)

Ce ministère a un seul projet inscrit au PIP gestion 2019. Il s'agit du Projet Emploi Jeunes (PEJ) qui a enregistré un taux d'exécution physique de 77,50% au 31 décembre 2019. Ce projet a pris fin théoriquement le 30 juin 2019 et le taux d'exécution physique n'a pas varié depuis cette date.

Le graphique ci-dessous présente un récapitulatif des TEP par structure.

Graphique N° 18 : Taux d'exécution physique par structure au 31 décembre 2019.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

### IV-3 Bilan par projet/programme

Au 31 décembre 2019, les taux d'exécution physique observés pour tous les projets peuvent être classés en deux grands groupes à savoir : ceux dont les taux d'exécution physiques (TEP) sont rendus disponibles (200) et ceux dont les taux sont inconnus (0).

Le premier groupe, celui des projets à TEP disponible est scindé en six (06) sous-groupes comme suit :

#### IV.3.1. Projets à taux d'exécution physique nuls (0%)

Cinq (5) projets ont enregistré un taux nul et correspond à 2,50% de l'ensemble des projets. Ces projets sont inscrits dans le portefeuille actif de trois (3) ministères que sont : MS (3), MAEP (1) et MISP (1).

#### IV.3.2. Projets à taux d'exécution physique strictement supérieur à 0% et strictement inférieur à 25%

Au nombre de vingt (20), ils correspondent à 10,00% de l'ensemble dont le TEP au sens strict est compris entre 0% et 25%. Ils sont répertoriés dans 11 ministères que sont : MCVDD (5), MIT (4), MS (2), MAEP (2), MSp (1), MTCA (1), MESRS (1), MDGL (1), Ex-MENC (1), MEM (1) et MEF (1).

#### IV.3.3. Projets à taux supérieur ou égal à 25% et strictement inférieurs à 50%

Ils représentent 21,50% de l'ensemble des projets, soit quarante-trois (43) projets. Ils sont dénombrés dans 16 ministères : MAEP (6), MCVDD (5), MIT (5), Ex-MENC (5), MEM (4), MS (3), MESRS (3), MJL (2), MSp (2), MTCA (2), MEF (1), MISP (1), ME (1), MDGL (1), MAEC (1) et MEMP (1).

#### IV.3.4. Projets à taux supérieurs à 50% et strictement inférieurs à 75%

Au nombre de soixante-dix-huit (78) et représente 39,00% de l'ensemble des projets inscrits. Ils sont répertoriés dans 20 ministères : MAEP (15), MCVDD (15), MS (9), MIT (8), MEM (5), MESTFP (3), MEF (3), MAEC (3), MTCA (3), MDGL (2), ME (2), MESRS (2), MSp (1), MJL (1), MPD (1), MASM (1), MEMP (1), PR (1), MIC (1) et MDN (1).

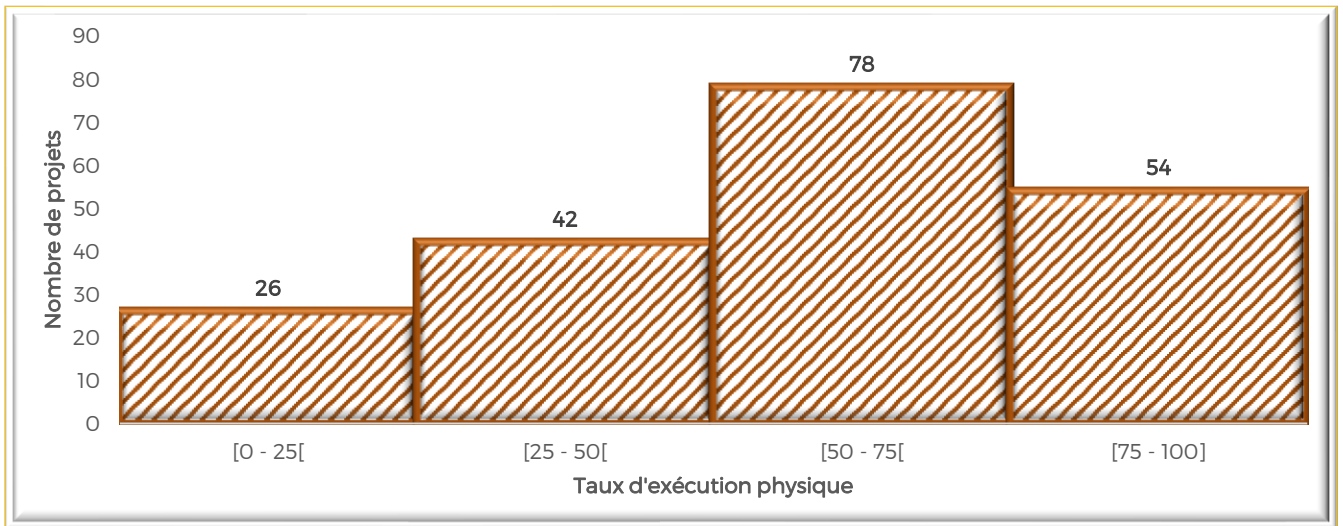
#### IV.3.5. Projets à taux supérieurs à 75% et inférieurs à 100%

Au nombre de trente-quatre (34) et représente 17,00% de l'ensemble des projets inscrits. Ils se retrouvent dans 13 ministères : MS (6), MIT (5), MAEP (4), MPD (3), ME (3), MCVDD (3), MESTFP (2), MEM (2), MJL (2), MPMEPE (1), MISP (1), MTFP (1) et MDGL (1).

#### IV.3.6. Projets à taux égaux à 100%

Au nombre de vingt (20) et représente 10,00% de l'ensemble des projets inscrits. Ils se retrouvent dans 8 ministères : MEM (7), MIT (3), MESTFP (3), ME (2), MEMP (2), MS (1), MTFP (1) et MISP (1).

Graphique N° 19 : Histogramme des taux d'exécution physique disponibles des projets.



Source : DGPSIP/MPD, 2019

Le dernier groupe concerne les projets dont les taux d'exécution physique ne sont pas disponibles.

#### IV.3.7. Non disponibilité de taux

Aucun projet (0) n'est concerné et représente 0,00% de l'ensemble des projets inscrits au PIP.

## V. DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

### V.1- Principales difficultés rencontrées

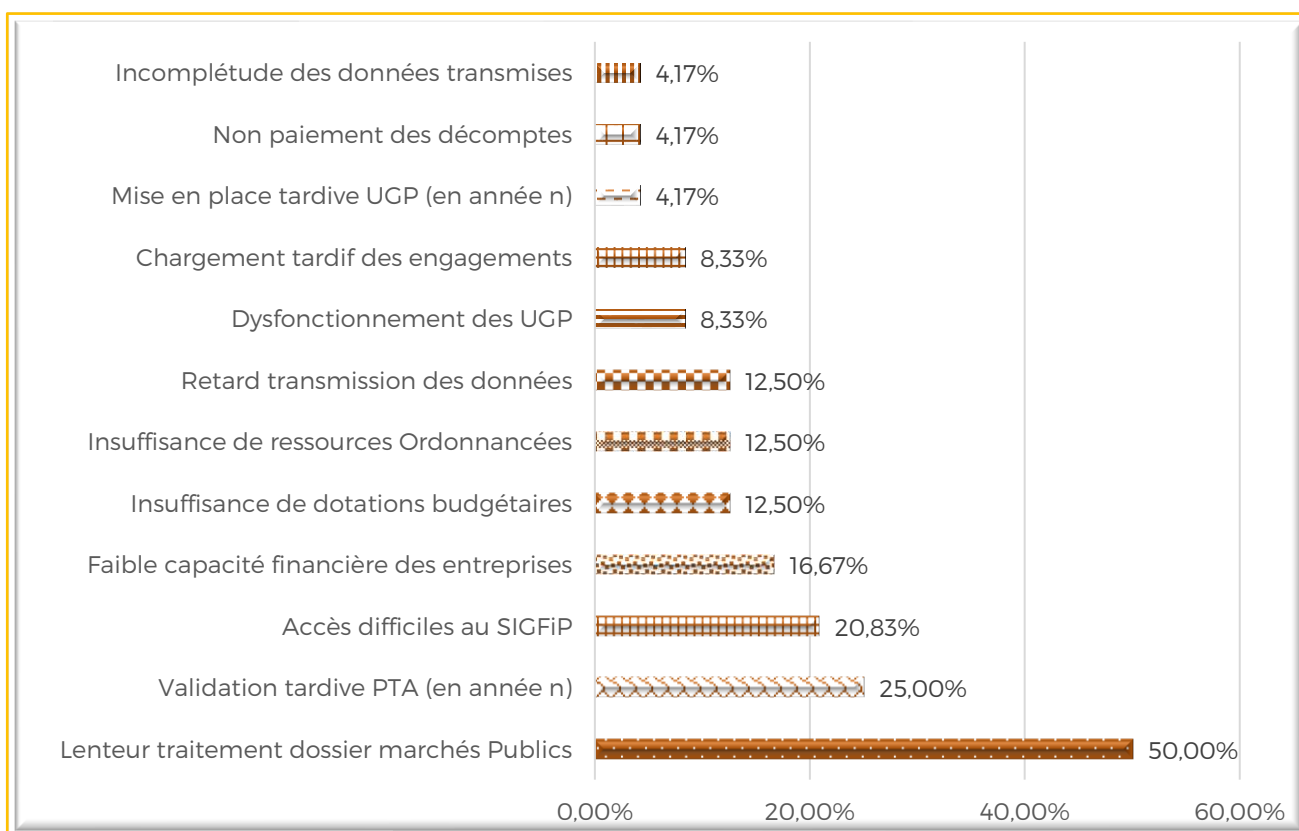
Les difficultés rencontrées par l'ensemble des structures au 31 décembre 2019 sont résumées en douze (12) points.

Il s'agit de :

1. Mise en place tardive des UGP
2. Validation tardive des PTA
3. Lenteur dans le traitement des dossiers des marchés publics
4. Dysfonctionnement des UGP
5. Chargement tardif des engagements
6. Accès difficile au SIGFiP
7. Insuffisance de dotations budgétaires
8. Insuffisance de ressources ordonnancées
9. Non-paiement des décomptes
10. Faible capacité financière des entreprises
11. Retard dans la transmission des données
12. Incomplétude des données transmises

Les fréquences d'apparition de ces difficultés rencontrées par l'ensemble des structures se présente comme l'indique le graphique ci-dessous.













**Graphique N° 20 : Pourcentage des structures (Présidence de la République et les ministères) ayant exprimé tel type de difficulté.**



*Source : DGPSIP/MPD, 2019*

**Commentaire :** Chaque pourcentage contenu dans ce graphique constitue la proportion de l'ensemble des structures ayant exprimé tel type de difficulté.

## **Légende :**

	MESTFP
	MAEP
	MSp
	MS et MESRS
	MAEC et MEM
	MAEC, MPD et ME
	MTFP, ME et MAEP
	MDN, MESTFP et MCVDD
	MEF, EX-MENC, MCVDD et MAEP
	MDN, MIT, MAEP et MASM
	MTFP, MDGL, MESRS, MISP et MEM
	MS, EX-MENC, MJL, MCVDD, MDGL, MAEC, MESRS, ME, MISP, MEM, MAEP, MEMP

L'analyse du graphique précédent montre que :

- la lenteur dans le traitement des dossiers des marchés publics est la difficulté la plus exprimée (50%) par l'ensemble des structures,
- la validation tardive des PTA constitue la deuxième difficulté (25%) et l'accès difficile au SIGFIP, la troisième difficulté (20,83%),
- en dehors des difficultés les plus prononcées, les structures ont mis l'accent sur la faible capacité des entreprises,
- parmi les six (6) difficultés restantes non moins importantes, l'insuffisance de dotation budgétaire, l'insuffisance des ressources ordonnancées et le retard dans la transmission des données ont pu franchir la barre de 10% de fréquence,

## **V.2- Principales recommandations**

Les recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit des structures centrales et des ministères sectoriels en vue de corriger les insuffisances liées à la mise en œuvre des projets.

### **A l'endroit des ministères et institution (BAI) :**

- renforcer la vulgarisation du nouveau code des marchés publics ;
- renforcer les capacités des acteurs de la cellule de passation des marchés publics ;
- améliorer le redéploiement du personnel ;
- valider tous les PTA en année (n-1).

### **A l'endroit du MEF :**

- veiller au chargement systématique des lignes de crédits pour les ministères qui en expriment le besoin ;
- organiser périodiquement des missions de lobbying auprès des Partenaires Techniques et Financier (PTF) pour une célérité dans le traitement des dossiers et dans l'obtention des avis de décaissement.

### **A l'endroit du MPD :**

- renforcer les capacités des acteurs en planification, programmation, suivi et évaluation des projets ;
- vulgariser la plateforme de gestion des investissements publics en vue, entre autres, d'accélérer la transmission des données et d'améliorer leur complétude ;



- rendre obligatoire l'utilisation de la plateforme de gestion des investissements publics entre le MPD et les ministères ;
- commanditer une étude pour réfléchir sur la méthodologie la mieux indiquée pour calculer du Taux d'Exécution Physique (TEP) global du PIP.

## CONCLUSION

Le portefeuille actif de l'Etat, gestion 2019, comprend 200 projets et programmes dont 26 nouveaux. Il est évalué à 425,113 milliards de francs CFA.

Au 31 décembre 2019, l'exécution financière révèle que :

- 367,994 milliards de francs CFA ont été engagés, soit un taux de réalisation financière de 86,56% du budget prévisionnel du PIP ;
- 301,365 milliards de francs CFA ont été ordonnancés représentant un taux de 70,89% du budget prévisionnel du PIP.

Il s'ensuit un écart de 15,67 points de pourcentage entre les taux d'engagement et d'ordonnancement.

En glissement annuel, il est constaté une hausse du taux d'exécution financière base engagement de 5,96 points de pourcentage tandis que le taux d'exécution financière base ordonnancement a baissé de 0,79 points de pourcentage.

Par rapport aux axes du PAG, l'axe 6 « Renforcement des services sociaux de base et protection sociale » a enregistré la performance financière la plus élevée avec un taux base ordonnancement de 157,98% correspondant, en terme nominal, à 47,623 milliards de francs CFA.

Par secteur d'activité, le niveau d'exécution du PIP montre que les TEF base ordonnancement positionnent le secteur "Administration" en première place avec un taux de 98,06% pour un montant de 52,447 milliards de francs CFA.

En termes de ressource hors cadrage relative aux projets inscrits au PIP, 2 321 758 816 de francs CFA a été ordonnancé.

Sur les 200 projets et programmes du portefeuille, (i) 25 projets (12,50%) ont obtenu des taux d'exécution physique strictement inférieurs à 25% ; (ii) 43 projets (21,50%) ont affiché des taux supérieurs ou égaux à 25% et strictement inférieur à 50% ; (iii) 78 projets (39,00%) ont enregistré des taux d'exécution physique supérieur ou égaux à 50% et strictement inférieurs à 75% ; (iv) 54 projets (27,00%) ont obtenu des taux compris entre 75% et 100% dont 20 avec un taux de 100% et (iv) aucun projet n'a rendu indisponible son taux d'exécution physique.

Par ailleurs, un montant de 95,935 milliards de francs CFA a été ordonnancé pour l'exécution des projets non-inscrits au PIP. La répartition, par source de financement, de ces dépenses supplémentaires d'investissement est de 25,381 milliards de francs CFA pour le Budget National, 7,656 milliards de francs CFA pour les Prêts et 62,898 milliards de francs CFA pour les Dons. Ces dépenses ont été enregistrées sur trente-six (36) projets/programmes.

## ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des données globales de suivi du PIP des ministères  
et de la Présidence de la République au 31 décembre 2019

**Données globales de suivi du PIP des ministères et de la Présidence de la République au 31 décembre 2019**

N° D'ORDRE	INSTITUTIONS / MINISTERES	Nombre de projets/programmes	PREVISIONS 2019 EN MILLIERS DE FCFA	ENGAGEMENTS	TAUX ENG. (%)	ORDONNANCEMENTS	TAUX ORDON. (%)	TEP (%)
1	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE (PR)	1	3 724 000,00	1 121 042,95	30,10	1 121 042,95	30,10	53,10
2	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)	1	1 000 000,00	6 548 710,63	654,87	6 376 253,51	637,63	62,50
3	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)	5	1 320 000,00	691 963,30	52,42	645 543,55	48,90	46,28
4	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION (MJL)	5	3 604 000,00	2 520 864,77	69,95	2 399 286,46	66,57	64,57
5	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (MTFP)	2	300 000,00	296 953,20	98,98	203 927,94	67,98	98,20
6	EX-MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION (MENC)	6	20 558 000,00	10 960 097,16	53,31	9 990 914,34	48,60	29,49
7	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE (MIC)	1	500 000,00	187 671,26	37,53	133 000,00	26,60	63,85
8	MINISTERE DE LA SANTE (MS)	24	12 340 000,00	19 471 634,04	157,79	18 049 734,85	146,27	70,66
9	MINISTERE DE L'ENERGIE (ME)	8	50 082 000,00	46 798 313,80	93,44	44 011 231,31	87,88	64,40
10	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS (MTCA)	6	37 725 000,00	10 294 290,37	27,29	9 982 460,78	26,46	39,85
11	MINISTERE DES SPORTS (MSp)	4	10 805 000,00	7 556 531,00	69,94	7 550 381,00	69,88	38,23
12	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE (MAEP)	28	26 084 000,00	39 470 613,12	151,32	35 618 387,03	136,55	51,69
13	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI (MPMEPE)	1	1 788 000,00	2 335 174,82	130,60	2 335 174,82	130,60	77,50
14	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)	6	8 250 000,00	4 800 305,15	58,19	4 332 826,65	52,52	43,54
15	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS (MIT)	25	59 699 000,00	40 273 882,31	67,46	36 650 108,84	61,39	64,80
16	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE (MCVDD)	28	63 099 000,00	49 387 903,83	78,27	38 266 155,92	60,64	54,25
17	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MISP)	4	3 140 000,00	2 678 160,08	85,29	1 595 849,03	50,82	51,59
18	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE (MDGL)	5	38 233 000,00	38 447 865,71	100,56	37 520 429,77	98,14	64,18
19	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE (MEMP)	4	10 433 000,00	6 300 329,12	60,39	6 282 905,27	60,22	70,00
20	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE (MESTFP)	8	5 830 000,00	4 358 904,68	74,77	4 025 722,29	69,05	75,00
21	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION (MAEC)	4	1 000 000	1 379 476,93	137,95	765 680,06	76,57	61,27
22	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT (MPD)	4	8 135 000,00	5 529 791,53	67,98	5 025 075,24	61,77	82,52
23	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE (MASM)	1	300 000,00	267 224,21	89,07	249 296,33	83,10	73,03
24	MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES (MEM)	19	57 164 000,00	66 316 679,46	116,01	28 233 876,99	49,39	69,45
<b>TOTAL</b>		<b>200</b>	<b>425 113 000,00</b>	<b>366 171 027,22</b>	<b>86,13</b>	<b>300 046 625,03</b>	<b>70,58</b>	

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau du SIGFIP, de la CAA, des ministères et de la Présidence de la République, 31 décembre 2019

**Annexe 2 : Tableau récapitulatif des taux de l'exécution financière et physique des projets/programmes du PIP de la Présidence de la République et des ministères au 31/12/19**

**Récapitulatif des taux de l'exécution financière et physique des projets/programmes du PIP  
de la Présidence de la République et par ministère au 31/12/19  
(Les nouveaux projets inscrits au PIP 2019 sont écrits au rouge)**

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
PR	PROGRAMME MULTISectoriel D'ALIMENTATION DE SANTE ET DE NUTRITION (PMASN)	3 724 000,00	1 121 042,95	30,10	1 121 042,95	30,10	53,10
MDN	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES FORCES ARMEES BENINOISES (PRCO)	1 000 000,00	6 548 710,63	654,87	6 376 253,51	637,63	62,50
MEF	PROJET D'APPUI CONSEIL A LA MACRO ECONOMIE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	89 000,00	17 760,00	19,96	17 760,00	19,96	37,53
MEF	PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE	81 000,00	35 398,48	43,70	35 398,48	43,70	64,80
MEF	PROJET D'AMELIORATION DES RECETTES FISCALES INTERIEURES DU BENIN (PARFIB)	150 000,00	15 163,00	10,11	0,00	0,00	51,57
MEF	PROJET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT DES ARCHIVES ET DU CENTRE DE FORMATION DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DES FINANCES (PCBACF-ACF)	500 000,00	132 156,41	26,43	132 156,41	26,43	5,50
MEF	PROJET DE CONSTRUCTION DES BÂTIMENTS DES RÉGIES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT	500 000,00	491 485,41	98,30	460 228,66	92,05	72,00
MJL	PROJET DE MODERNISATION DES SERVICES JUDICIAIRES	1 456 000,00	669 103,77	45,95	597 970,46	41,07	39,51
MJL	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME PENITENTIAIRE (AMELIORATION DES CONDITIONS DE DETENTION ET DE REINSERTION SOCIALE DES DETENUS)	1 150 000,00	1 150 000,00	100,00	1 150 000,00	100,00	64,75
MJL	PROJET D'APPUI A LA JUSTICE	600 000,00	529 791,00	88,30	529 791,00	88,30	93,12
MJL	OPERATIONNALISATION DES CHAMBRES ADMINISTRATIVES	300 000,00	73 970,00	24,66	23 525,00	7,84	34,90
MJL	PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DE L'ACCES A LA JUSTICE ET DE LA REDDITION DES COMPTES (PAAAJRC)	98 000,00	98 000,00	100,00	98 000,00	100,00	90,56
MPD	PROJET D'APPUI A LA GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET A LA GOUVERNANCE (PAGIPG)	4 950 000,00	1 899 385,00	38,37	1 732 103,00	34,99	63,30
MPD	PROJET DE MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLE (PMSD)	650 000,00	626 000,00	96,31	626 000,00	96,31	89,20
MPD	RPROGRAMME D'APPUI AU RENFORCEMENT DES ACTEURS DU SECTEUR PRIVE (PARASEP)	1 875 000,00	2 229 963,46	118,93	1 892 529,17	100,93	75,00
MPD	PROJET COMMUNE DU MILLENAIRE (PCM-BONOU)	660 000,00	774 443,07	117,34	774 443,07	117,34	95,65
MENC	PROJET DE PASSAGE DE LA RADIODIFFUSION ANALOGIQUE A LA RADIODIFFUSION NUMERIQUE	1 000 000,00	521 525,26	52,15	498 596,81	49,86	47,25
MENC	TELEVISION NUMERIQUE TERRESTRE	12 084 000,00	2 048 097,23	16,95	1 101 842,87	9,12	29,85

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MENC	GENERALISATION DU NUMERIQUE PAR L'EDUCATION ET LA FORMATION (PROJET E - EDUCATION)	1 500 000,00	1 500 000,00	100,00	1 500 000,00	100,00	25,30
MENC	PROJET SMART GOUV	4 674 000,00	5 590 474,67	119,60	5 590 474,67	119,60	41,90
MENC	PROJET E - COMMERCE	600 000,00	600 000,00	100,00	600 000,00	100,00	1,40
MENC	PROJET DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES CENTRALES DE GOUVERNANCE	700 000,00	700 000,00	100,00	700 000,00	100,00	27,70
MCVDD	PROGRAMME SPECIAL DE REHABILITATION DE LA CITE HISTORIQUE D'ABOMEY (PSRCHA)	1 000 000,00	1 000 000,00	100,00	1 000 000,00	100,00	84,12
MCVDD	CREATION D'UN COMPLEXE INTERNATIONAL (CONFERENCE ET THEATRE) A COTONOU	5 958 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72,00
MCVDD	CONSTRUCTION DE MARCHES REGIONAUX, SECONDAIRES ET DE QUARTIERS	5 836 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22,50
MCVDD	MODERNISATION DU MARCHÉ DE DANTOKPA : MARCHÉ INTERNATIONAL DE REFERENCE	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MCVDD	PROGRAMME DE GESTION DES FORETS Et TERROIRS RIVERAINS (PGFTR-PHASE ADDITIONNELLE)	2 115 000,00	792 420,87	37,47	540 548,24	25,56	73,78
MCVDD	PROJET D'APPUI A LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT	1 000 000,00	51 807,54	5,18	19 000,00	1,90	64,80
MCVDD	PROJET DE SUBSTITUTION DU BOIS ENERGIE PAR LE GAZ DOMESTIQUE	40 000,00	15 950,00	39,88	15 950,00	39,88	35,13
MCVDD	PROGRAMME DES VILLES DURABLES	3 721 000,00	6 447 388,90	173,27	6 027 419,80	161,98	65,88
MCVDD	PROGRAMME DE REBOISEMENT INTENSIF DU TERRITOIRE NATIONAL PAR DES MESURES INCITATIVES	1 000 000,00	809 009,90	80,90	106 054,10	10,61	51,45
MCVDD	FADEC-ASSAINISSEMENT DES VILLES A STATUT PARTICULIER	1 960 000,00	1 914 673,89	97,69	914 673,89	46,67	71,88
MCVDD	PROJET RESERVE DE BIOSPHERE TRANSFRONTALIERE DU DELTA DU MONO	25 000,00	356 696,84	1426,79	356 696,84	1426,79	10,00
MCVDD	PROJET INTEGRE DE REHABILITATION DU LAC AHEME (PIRA)	150 000,00	150 000,00	100,00	75 000,00	50,00	40,69
MCVDD	PROJET D'APPUI A LA PRESERVATION ET AU DEVELOPPEMENT DES FORETS GALERIES ET PRODUCTION DE CARTOGRAPHIE DE BASE NUMERIQUE	25 000,00	6 250,00	25,00	6 250,00	25,00	21,74
MCVDD	PROGRAMME DE PROTECTION DU LITTORAL CONTRE L'EROSION COTIERE (COTONOU-SIAFATO, HILLACONDJI-BOUCHE DU ROY, GRAND-POPOUIDAH)	11 700 000,00	7 822 844,80	66,86	1 421 037,77	12,15	72,08
MCVDD	PROJET D'APPUI A LA GESTION DES FORETS COMMUNALES PHASE II (PAGEFCOM 2)	3 805 000,00	1 427 080,65	37,51	9 000,00	0,24	30,51
MCVDD	PROJET D'INVESTISSEMENT, DE RESILIENCE DES ZONES COTIERES EN AFRIQUE DE L'OUEST (WACA-BENIN)	3 682 000,00	1 386 834,97	37,67	1 386 834,97	37,67	37,00



MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MCVDD	PROGRAMME POUR L'ADAPTATION DES VILLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	4 050 000,00	14 528,50	0,36	5 000,00	0,12	57,63
MCVDD	MODERNISATION DU SYSTEME DE COLLECTE ET DE GESTION EFFICACE DES DECHETS DANS L'AGGLOMERATION DE COTONOU (MSCGEDAC)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,60
MCVDD	PROJET DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT DES VOIRIES DES VILLES DE PORTO-NOVO, COTONOU, PARAKOU, BOHICON ET ABOMEY (ASPHALTAGE)	1 392 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,25
MCVDD	ASSAINISSEMENT PLUVIAL DE COTONOU	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40,00
MCVDD	ASSAINISSEMENT PLUVIAL DE VILLES SECONDAIRES	301 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00
MCVDD	PROJET D'APPUI A LA COMMUNE DES AGUEGUES	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
MCVDD	PROJET D'AMENAGEMENT URBAIN ET D'APPUI A LA DECENTRALISATION (PAURAD)	2 412 000,00	3 182 964,59	131,98	3 182 964,59	131,98	57,26
MCVDD	PROJET ETUDES MCVDD	300 000,00	264 554,04	88,18	216 727,60	72,24	60,60
MCVDD	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE GEOGRAPHIQUE DE BASE ET DU CADASTRE	500 000,00	357 801,53	71,56	169 880,03	33,98	76,34
MCVDD	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE PROGRAMMES IMMOBILIERS D'HABITAT SOCIAL ET ECONOMIQUE	2 145 000,00	100 000,00	4,66	100 000,00	4,66	77,80
MCVDD	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES SOUS TUTELLE DES AUTRES MINISTERES SECTORIELS	502 000,00	747 935,04	148,99	690 076,21	137,47	71,01
MCVDD	PROJET DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS ADMINISTRATIFS ET D'INFRASTRUCTURES SOCIO COMMUNAUTAIRES (ISSU DE LA FUSION)	7 000 000,00	22 539 161,75	321,99	22 023 041,88	314,61	73,62
MIC	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE CADRE INTEGRE RENFORCE	500 000,00	187 671,26	37,53	133 000,00	26,60	63,85
MS	PROGRAMME NATIONAL DE CONSTRUCTION, D'EQUIPEMENT ET DE FONCTIONNALITE DES FORMATIONS SANITAIRES (PNCEFFS)	1 305 000,00	1 587 898,73	121,68	1 323 008,35	101,38	60,66
MS	ETUDE DU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ET D'UNE UNITE DE RADIOTHERAPIE	500 000,00	468 517,25	93,70	467 517,25	93,50	0,00
MS	PROJET SANTE ET POPULATION DE LA GRANDE COMMUNE DE TCHAOUROU	177 000,00	141 692,27	80,05	105 452,27	59,58	21,65
MS	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE ZONE D'ALLADA (PCHZA)	100 000,00	2 994,30	2,99	0,00	0,00	5,91
MS	PROJET D'EQUIPEMENT ET DE REHABILITATION DES FORMATIONS SANITAIRES (PERFS)	150 000,00	1 223 504,44	815,67	1 220 905,15	813,94	47,12

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MS	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE ZONE DE SAVE (PCHZS)	750 000,00	814 338,08	108,58	587 338,08	78,31	76,43
MS	PROJET REGIONAL COMMUN DE PREVENTION ET DE PRISE EN CHARGE DES IST VIH-SIDA LE LONG DU CORRIDOR DE MIGRATION ABIDJAN-COTONOU-LAGOS (PROJET CORRIDOR)	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MS	PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR SANTE (PNDRHS)	350 000,00	265 377,74	75,82	265 377,74	75,82	88,53
MS	PROGRAMME DE PROMOTION DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT (PPHA)	100 000,00	53 304,62	53,30	29 657,84	29,66	51,61
MS	PROGRAMME D'APPUI AUX ACTIVITES DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION (PAASR)	550 000,00	213 782,00	38,87	179 282,00	32,60	80,42
MS	PROGRAMME NATIONAL DE PROMOTION DE LA MEDECINE TRADITIONNELLE ET DE SA PHARMACOPTEE (PNPMTP)	100 000,00	55 662,69	55,66	39 203,04	39,20	44,00
MS	FADEC-INVESTISSEMENT-MS	500 000,00	500 000,00	100,00	500 000,00	100,00	0,00
MS	PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION (PEV PHASE IV)	1 165 000,00	5 085 770,00	436,55	5 004 480,00	429,57	76,00
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES HEPATITES	100 000,00	51 032,65	51,03	45 576,65	45,58	67,00
MS	PROJET DE CREATION DE L'UNITE DE RADIOTHERAPIE (PUR)	100 000,00	11 550,93	11,55	11 550,93	11,55	30,00
MS	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE (PASS-SOUROU)	610 000,00	602 915,58	98,84	602 915,58	98,84	100,00
MS	PROGRAMME NATIONAL DE REHABILITATION ET DE CONSTRUCTION DES CENTRES HOSPITALIERS (PNRCCH)	1 125 000,00	576 248,39	51,22	513 972,43	45,69	53,53
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA LEPRE ET L'ULCERE DE BURULI (PNLLUB)	388 000,00	123 567,56	31,85	103 793,33	26,75	63,00
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME (PNLP)	1 314 000,00	4 616 978,22	351,37	4 020 976,50	306,01	84,71
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISSIBLES (PNLMNT)	137 000,00	75 402,00	55,04	71 508,00	52,20	71,20
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE (PNLT)	495 000,00	397 821,88	80,37	397 821,88	80,37	71,60
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (PNLS)	1 834 000,00	2 451 534,53	133,67	2 451 534,53	133,67	79,80
MS	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES NON TRANSMISSIBLES (PNLMNT)	100 000,00	54 432,88	54,43	42 061,10	42,06	60,66
MS	PROGRAMME NATIONAL DE PROMOTION DES SOINS PALLIATIFS (PNSP)	150 000,00	97 307,31	64,87	65 802,20	43,87	54,10
ME	PROGRAMME DU BENIN POUR LE MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT (MCA-BENIN)	3 500 000,00	3 500 000,00	100,00	3 500 000,00	100,00	100,00
ME	APPROVISIONNEMENT EN CARBURANTS ET LUBRIFIANTS DES GROUPES ELECTROGENES, DES CENTRALES THERMIQUES DE MRI, AGGREKO ET APR	21 315 000,00	26 607 063,25	124,83	26 607 063,25	124,83	100,00

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
ME	REALISATION EN URGENCE DES TRAVAUX D'ELECTRIFICATION DE 17 LOCALITES RURALES PAR RACCORDEMENT AU RESEAU CONVENTIONNEL DE LA SBEE	983 000,00	783 008,34	79,65	783 008,34	79,65	92,40
ME	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DES RESEAUX DE LA SBEE DANS LA COMMUNE D'ABOMEY-CALAVI ET LE DEPARTEMENT DE L'ATLANTIQUE	7 200 000,00	7 121 781,48	98,91	6 394 535,06	88,81	69,10
ME	CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 136 MW A MARIA GLETA EN MODE PPP (CONTREPARTIE BENINOISE)	397 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
ME	PROJET DE RESTRUCTURATION ET D'EXTENSION DU SYSTEME DE REPARTITION ET DISTRIBUTION DE LA SBEE (PRESREDI)	2 212 000,00	876 766,00	39,64	33 790,00	1,53	35,70
ME	PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES ENERGETIQUES (PASE)	150 000,00	2 113 927,45	1409,28	2 104 124,62	1402,75	82,50
ME	CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 120MW A MARIA GLETA : PHASE 1 DE LA CENTRALE THERMIQUE DE 400 MEGAWATTS (CCT120 MW)	14 325 000,00	5 795 767,27	40,46	4 588 710,03	32,03	66,20
MAEP	PROJET D'APPUI AUX INFRASTRUCTURES AGRICOLES DE LA VALLEE DE L'OUEME (PAIA-VO)	1 172 000,00	1 659 498,32	141,60	1 659 498,32	141,60	53,00
MAEP	RECENSEMENT NATIONAL DE L'AGRICULTURE PHASE II (RNA 2)	2 300 000,00	2 368 828,56	102,99	1 851 057,25	80,48	37,48
MAEP	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION	4 530 000,00	145 000,00	3,20	145 000,00	3,20	0,00
MAEP	PROJET D'APPUI A L'ASSURANCE MUTUELLE AGRICOLE DU BENINI (PA-AMAB)	68 000,00	15 500,00	22,79	15 500,00	22,79	30,04
MAEP	PROJET PROTECTION ET REHABILITATION DES SOLS POUR AMELIORER LA SECURITE ALIMENTAIRE (ProSOL)	333 000,00	1 977 673,00	593,90	1 977 673,00	593,90	93,00
MAEP	PROJET DES CENTRES D'INNOVATIONS VERTES POUR LE SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (ProCIVA)	333 000,00	1 381 279,00	414,80	1 381 279,00	414,80	69,10
MAEP	PROJET POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE (PROSAR)	333 000,00	908 956,00	272,96	830 000,00	249,25	23,00
MAEP	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE DES COLLINES (PADAC)	282 000,00	967 569,40	343,11	962 807,22	341,42	51,48
MAEP	APPUI AUX PROGRAMMES DE RECHERCHES POUR LA GENERATION DE TECHNOLOGIES D'ADAPTATION ET DE RESILIENCE DES FILIERES AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (ARFACC)	39 000,00	7 353,97	18,86	7 353,97	18,86	66,71
MAEP	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION VIVRIERE DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ALIBORI, DU BORGOU ET DES COLLINES (PAPVI-ABC)	1 071 000,00	6 216 120,58	580,40	3 140 852,00	293,26	70,06

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MAEP	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS (PAPAPE)	281 000,00	1 155 394,96	411,17	1 154 772,03	410,95	80,75
MAEP	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES SERVICES FINANCIERS RURAUX ADAPTES (PAPSFRA)	311 000,00	155 789,87	50,09	90 398,87	29,07	71,12
MAEP	PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DES COMMUNES DU BENIN (PDAC)	336 000,00	22 942,50	6,83	17 960,50	5,35	56,33
MAEP	PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE PAR L'AMENAGEMENT DES BAS-FONDS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE STOCKAGE AU BENIN (PSAAB)	185 000,00	386 239,00	208,78	362 076,00	195,72	68,29
MAEP	PROGRAMME D'APPUI A LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE (PACER)	374 000,00	88 301,60	23,61	88 301,60	23,61	28,23
MAEP	PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE PAR L'INTENSIFICATION AGRICOLE AU BENIN (PSAIA)	107 000,00	39 646,81	37,05	39 646,81	37,05	61,45
MAEP	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES AU BENIN (PROFI)	970 000,00	743 013,94	76,60	743 013,94	76,60	94,20
MAEP	MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES CONVENTIONNELLES (RIZ, MAÏS, MANIOC) (PNDFC)	762 000,00	761 439,00	99,93	761 439,00	99,93	33,71
MAEP	PROJET DE VULGARISATION DE L'AQUACULTURE CONTINENTALE (ProVAC)	146 000,00	92 452,60	63,32	75 205,00	77,53	67,57
MAEP	PROGRAMME DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE (PRO-AGRI)	558 000,00	4 518 522,95	809,77	4 518 522,95	809,77	75,00
MAEP	PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION AGRICOLE (PADA)	441 000,00	4 694 016,11	1064,40	4 694 016,11	1064,40	69,76
MAEP	PROJET DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PPAAO-BENIN)	292 000,00	4 947 731,27	1694,43	4 947 731,27	1694,43	46,25
MAEP	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MARAICHAGE (PADMAR)	253 000,00	1 119 412,20	442,46	1 119 412,20	442,46	70,08
MAEP	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES PERIMETRES IRRIGUES EN MILIEU RURAL (PDPIM)	354 000,00	118 482,50	33,47	55 421,00	15,66	66,48
MAEP	MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES NATIONAUX DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES A HAUTES VAEURS AJOUTEES (ANANAS, ANACARDE, PRODUITS MARAICHERS) (PNDF-HVA)	7 610 000,00	2 186 497,00	28,73	2 186 497,00	28,73	31,72
MAEP	PROGRAMME NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES VIANDE, LAIT ET ŒUFS DE TABLE	1 147 000,00	1 296 874,00	113,07	1 296 874,00	113,07	10,83
MAEP	FONDS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES, INVESTISSEMENT (FADeCI)	1 300 000,00	1 300 000,00	100,00	1 300 000,00	100,00	68,68
MAEP	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRO BUSINESS AU BENIN (PDAB)	196 000,00	196 078,00	100,04	196 078,00	100,04	51,55
MSP	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU SPORT A LA BASE (PDPSB)	6 660 000,00	6 629 167,00	99,54	6 623 017,00	99,44	28,79

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MSp	PROJET DE CREATION DES ACADEMIES SPORTIVES (PCAS)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,04
MSp	PROJET DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SPORTIVES (PPDAS)	3 825 000,00	923 874,00	24,15	923 874,00	24,15	52,54
MSp	PROJET DE DYNAMISATION DE ADO-TV (PDAT)	120 000,00	3 490,00	2,91	3 490,00	2,91	27,71
MTCA	ACHEVEMENT DES TRAVAUX ET REGLEMENT DES DECOMPTES	200 000,00	98 168,13	49,08	98 168,13	49,08	50,00
MTCA	PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DES BIBLIOTHEQUES ET CENTRES DE LECTURE PUBLICS (PAMBCLP)	600 000,00	71 045,54	11,84	49 482,09	8,25	29,70
MTCA	PRESERVATION ET MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL ET DU PATRIMOINE NATUREL A CARACTERE CULTUREL (PPMVPCPNCC)	1 100 000,00	302 949,68	27,54	248 122,55	22,56	25,75
MTCA	PROMOTION DES TALENTS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE SECTEUR DE LA CULTURE (PTRCSC)	1 940 000,00	89 212,00	4,60	79 734,00	4,11	18,50
MTCA	FADEC-INVESTISSEMENTS	250 000,00	250 000,00	100,00	96 000,00	38,40	63,04
MTCA	AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUE ET LEURS VOIES D'ACCES (PASTVA)	33 635 000,00	9 482 915,02	28,19	9 410 954,02	27,98	58,35
MASM	PROGRAMME DE MODERNISATION DES ESPACES PUBLICS DE PROTECTION SOCIALE ET DE PROMOTION DU GENRE (PMEPPSG) EX PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MTFPAS	300 000,00	267 224,21	89,07	249 296,33	83,10	73,03
MESRS	PROGRAMME SPECIAL DE COUVERTURE DES BESOINS EN INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS DES UNIVERSITES NATIONALES DU BENIN	2 000 000,00	1 960 543,99	98,03	1 956 262,69	97,81	69,40
MESRS	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES DU MESRS (PCEIAP)	465 000,00	389 585,61	83,78	275 085,61	59,16	35,00
MESRS	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES NOUVEAUX CENTRES UNIVERSITAIRES (PHASE I) (PCENCU)	2 375 000,00	598 765,93	25,21	372 774,00	15,70	10,50
MESRS	PROJET DE RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES (PRIS)	1 680 000,00	305 761,27	18,20	183 056,00	10,90	47,00
MESRS	PROJET DE CENTRE D'EXCELLENCE EN AFRIQUE EN SCIENCES MATHEMATIQUES APPLIQUEES (PCE-SMA)	730 000,00	723 950,00	99,17	723 950,00	99,17	72,59
MESRS	CREATION ET INVESTISSEMENT DANS LES FILIERES CIBLES TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	1 000 000,00	821 698,35	82,17	821 698,35	82,17	34,45
MPMEPE	PROJET EMPLOI JEUNES (PEJ)	1 788 000,00	2 335 174,82	130,60	2 335 174,82	130,60	77,50
MIT	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE DJREGBE-DJA-OWODE	100 000,00	4 314,22	4,31	500,00	0,50	8,20

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MIT	TRAVAUX DE LA REHABILITATION DE LA ROUTE COME LOKOSSA DOGBO (63,40 km) ET DE LA BRETELLE ZOUNHE ATHIENE FRONTIERE TOGO	100 000,00	4 950,00	4,95	4 950,00	4,95	94,20
MIT	FONDS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES (FADeC-PISTES RURALES)	2 434 000,00	2 434 000,00	100,00	2 434 000,00	100,00	100,00
MIT	REHABILITATION DE LA ROUTE BEROUBOUAY-KANDI-MALANVILLE	350 000,00	1 189 581,34	339,88	1 189 581,34	339,88	21,20
MIT	PROJET DE REALISATION DES TRAVAUX DE FRANCHISSEMENT DU BAS-FONDS DE WOMEY	250 000,00	500,00	0,20	500,00	0,20	100,00
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE DES PECHEES - PHASE 1 : TRONÇON COTONOU ADOUNKO (12,547 KM)	227 000,00	3 129 835,68	1378,78	3 129 835,68	1378,78	61,10
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE DES PECHEES ET DE SES BRETELLES D'ACCES PHASE 2 : TRONÇON ADOUNKO-PORTE DU NON RETOUR (22,30 KM) ET 4 BRETELLES	11 653 000,00	2 500,00	0,02	2 500,00	0,02	7,50
MIT	CONSTRUCTION DE 24 OUVRAGES SPECIFIQUES SUR LE RESEAU DE PISTES RURALES	150 000,00	2 500,00	1,67	2 500,00	1,67	43,00
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA RNIE 7: TRONÇON BANIKOARA-KEREMOU FRONTIERE BURKINA FASO (53,6 KM)	2 749 000,00	9 932,10	0,36	7 550,00	0,27	14,90
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE OUEDO-TORI	5 111 000,00	393 327,50	7,70	15 000,00	0,29	52,80
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA RNIE 2: TRONCON BOHICON-DASSA-PARAKOU	1 017 000,00	3 670 000,00	360,87	3 619 597,38	355,91	25,40
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE LOKOSSA-DEVE-APLAHOU (36,11 KM)	300 000,00	4 512 977,72	1504,33	4 512 977,72	1504,33	26,00
MIT	APPUI AU FONDS ROUTIER POUR L'ENTRETIEN DU RESEAU ROUTIER	1 000 000,00	1 934 466,27	193,45	702 000,23	70,20	63,10
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DES ROUTES BETEROU TCHAOUROU 55 KM ET TCHAOUROU FRONTIERE DU NIGERIA 25 KM ET CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE OKPARA	150 000,00	104 750,00	69,83	4 750,00	3,17	67,00
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DES ROUTES DJOUGOU-PEHUNCO-KEROU-BANIKOARA (212 KM) ET GUESSOU SUD-PEHUNCO-KOUANDE-KOTA-NATITINGOU ET NATITINGOU BOUKOUMBE FRONTIERE TOGO (NADOBA)	7 475 000,00	4 375 750,00	58,54	4 375 750,00	58,54	36,30
MIT	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE AFFON AU PK 37 SUR L'AXE DJOUGOU-PEHUNCO	398 000,00	1 250,00	0,31	1 250,00	0,31	100,00
MIT	PROGRAMME DE FACILITATION DE TRANSPORT SUR LES CORRIDORS BENIN-NIGER ABIDJAN-LAGOS (POSTE DE CONTROLE JUXTAPOSE DE HILLACONDI ET SEME-KRAKE)	510 000,00	4 712,00	0,92	500,00	0,10	69,80

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MIT	TRAVAUX PREPARATOIRES A L'ELABORATION DU PROGRAMME D'ENTRETIEN ROUTIER ET A LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE ROUTIER (PASGPR)	110 000,00	132 192,55	120,18	91 493,24	83,18	70,00
MIT	PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN : CONSTRUCTION DE 15 PONTS METALLIQUES	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84,00
MIT	APPUI A L'APUREMENT DES DETTES SUR PROJETS ACHEVES EX APPUI A L'AUDIT ET A LA CLOTURE DES GRANDS PROJETS ROUTIERS ACHEVES	1 000 000,00	3 218 037,18	321,80	1 962 665,84	196,27	89,50
MIT	AMENAGEMENT ET BITUMAGE DE LA ROUTE KETOU IDIGNY-IGBODJASAVE (83'02KM) ET LA BRETELLE OMOU-ILLADJI-MOSSOUKAGBE (27KM) ET SAVE-AKEOWO-FRONTIERE NIGERIA	1 596 000,00	1 289 880,00	80,82	1 289 880,00	80,82	39,40
MIT	CONSTRUCTION DU PONT DE TOVEGBAME SUR L'AXE AKPRO-MISSERETE-KPEDEKPO	250 000,00	926 820,05	370,73	877 475,89	350,99	67,70
MIT	ETUDES DES NOUVEAUX PROJETS (ETUDE DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS)	850 000,00	5 950 693,25	700,08	5 541 231,51	651,91	98,40
MIT	PROGRAMME D'URGENCE DE REFECTION DES ROUTES ET PISTES DANS LE CADRE DES CAMPAGNES DE COMMERCIALISATION DU COTON	1 000 000,00	6 480 915,18	648,09	6 383 622,77	638,36	94,80
MIT	CONSTRUCTION DE L'AEROPORT DE GLODJIGBE	20 219 000,00	499 997,27	2,47	499 997,27	2,47	66,50
MTFP	PROJET D'APPUI A LA REFORME ET A LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (PARMAP)	26 000,00	26 000,00	100,00	26 000,00	100,00	100,00
MTFP	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MTFPAS (PRC-MTFPAS)	274 000,00	270 953,20	98,89	177 927,94	64,94	98,00
MISP	PROGRAMME NATIONAL DE GESTION INTEGREE DES ESPACES FRONTALIERS	700 000,00	700 000,00	100,00	700 000,00	100,00	100,00
MISP	PROJET D'OPERATIONALISATION DE LA POLICE REPUBLICAINE	1 000 000,00	801 210,98	80,12	758 970,93	75,90	76,36
MISP	PROJET E-SECURITY	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MISP	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LA POLICE REPUBLICAINE	1 340 000,00	1 176 949,10	87,83	136 878,10	10,21	30,00
MDGL	PROGRAMME DE MODERNISATION DES PRINCIPAUX MARCHES DES COMMUNES	250 000,00	95 967,45	38,39	80 977,79	32,39	58,00
MDGL	PROJET DE DELIMITATION ET DE MATERIALISATION DES LIMITES TERRITORIALES DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES	350 000,00	100 361,42	28,67	100 361,42	28,67	31,40
MDGL	FONDS D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES (FADeC - INVESTISSEMENT)	36 433 000,00	37 233 000,00	102,20	37 233 000,00	102,20	92,32
MDGL	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION DU MDGL	1 000 000,00	911 000,00	91,10	8 000,00	0,80	9,25

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MDGL	PROGRAMME DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES AU NIVEAU CENTRAL ET DES PREFECTURES	200 000,00	107 536,84	53,77	98 090,56	49,05	57,95
MEMP	PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'ECOLES PRIMAIRES AU BENIN (JAPON PHASE VI)	1 000 000,00	1 221 441,81	122,14	1 204 690,56	120,47	69,51
MEMP	PROGRAMME "UN ELEVE SOUS UN TOIT, UNE CLASSE, UN MAITRE POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE" (PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE (BID IV))	4 533 000,00	106 346,40	2,35	105 673,80	2,33	37,92
MEMP	FADEC - INVESTISSEMENT	3 000 000,00	3 000 000,00	100,00	3 000 000,00	100,00	100,00
MEMP	PROJET ACCORD CADRE BENIN-UNESCO	1 900 000,00	1 972 540,92	103,82	1 972 540,92	103,82	100,00
MESTFP	GENERALISATION DE L'ALPHABETISATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT LETTRE (PGADEL)	129 000,00	128 033,93	99,25	128 033,93	99,25	100,00
MESTFP	PROJET DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL (PCREIESG)	623 000,00	511 513,08	82,10	496 464,62	79,69	80,00
MESTFP	FADeC INVESTISSEMENT MESTFP	85 000,00	85 000,00	100,00	85 000,00	100,00	100,00
MESTFP	PROJET D'APPUI A LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET A LA L'INSERTION DES JEUNES (AFPIJE)	72 000,00	272 984,02	379,14	272 984,02	379,14	100,00
MESTFP	PROJET D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU BENIN (PAESB)	1 752 000,00	987 103,22	56,34	987 103,22	56,34	70,00
MESTFP	PROJET " SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE" (SEnS)	1 310 000,00	1 007 959,94	76,94	689 826,00	52,66	50,00
MESTFP	PROJET DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ETFP (PCREIETFP)	1 018 000,00	1 008 848,58	99,10	1 008 848,58	99,10	75,00
MESTFP	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE (DEFI-Pro)	841 000,00	357 461,92	42,50	357 461,92	42,50	50,00
MAEC	PROGRAMME RENFORCEMENT DE LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE	150 000,00	117 175,22	78,12	88 358,35	58,91	70,45
MAEC	PROJET AMELIORATION DE LA QUALITE DES SERVICES CONSULAIRES	125 000,00	29 795,00	23,84	19 815,00	15,85	65,19
MAEC	PROGRAMME SPECIAL DE CONSTRUCTION, DE RENOVATION ET D'ACQUISITION DES CHANCELLERIES ET RESIDENCES DES AMBASSEADEURS DU BENIN	575 000,00	1 150 000,00	200,00	575 000,00	100,00	25,00
MAEC	PROJET PROMOTION DE LA CULTURE ET DU TOURISME BENINOIS A L'EXTERIEUR	150 000,00	82 506,71	55,00	82 506,71	55,00	73,23
MEM	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE COTONOU ET SES AGGLOMERATIONS : PHASE III	5 153 000,00	2 621 081,00	50,87	1 929 284,00	37,44	65,75



MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MEM	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE PAR L'EXPLOITATION DES EAUX SOUTERRAINES DES COMMUNES DE GLAZOUE ET DE DASSA-ZOUME	67 000,00	67 085,00	100,13	67 085,00	100,13	66,90
MEM	RENFORCEMENT DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES VILLES DE BASSILA, ADJARA, KANDI, ALLADA (PROGRAMME OMIDELTA)	823 000,00	483 086,00	58,70	149 382,00	18,15	38,50
MEM	PROGRAMME AQUA-VIE	3 240 000,00	11 407 605,22	352,09	1 271 719,45	39,25	100,00
MEM	PROGRAMME OMIDELTA (REALISATION DE 31 AEV DE LA TRANCHE 2 DU PLAN DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN (PDAEP-MR))	2 922 000,00	3 382 087,77	115,75	1 036 637,94	35,48	100,00
MEM	PROGRAMME OMIDELTA (COMPOSANTE GESTION INTEGRE DES RESSOURCES EN EAU (GIRE))	1 894 000,00	852,86	0,05	852,86	0,05	8,90
MEM	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE STATION DE TRAITEMENT DE BOUES, DE VIDANGE A ABOMEYCALAVI	1 738 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44,00
MEM	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE PARAKOU ET SES ENVIRONS	5 436 000,00	4 802 224,78	88,34	4 634 833,50	85,26	100,00
MEM	PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES ZONES PERI-URBAINE DE COTONOU, SEMEKPODJI, CALAVI ET PORTO-NOVO (GRAND COTONOU)	963 000,00	149 001,49	15,47	149 001,49	15,47	66,90
MEM	PROJET DE REDUCTION DES PERTES D'EAU ET D'AMELIORATION DE LA VIABILITE DES SYSTEMES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE COTONOU, PORTO-NOVO ET LES AGGLOMERATIONS	1 055 000,00	1 280 907,52	121,41	1 097 653,00	104,04	71,00
MEM	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES VILLES DE SAVE, DASSA-ZOUME, GLAZOUE ET ENVIRONS	9 154 000,00	5 344 121,11	58,38	5 176 727,74	56,55	85,50
MEM	PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL/HYDRAULIQUE VILLAGEOISE BID/UEMOA Phase II (MOD)	2 119 000,00	1 277 139,25	60,27	750 068,50	35,40	91,25
MEM	PROJET D'AMELIORATION DES SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS 69 VILLAGES DU BENIN	3 981 000,00	21 804 852,85	547,72	0,00	0,00	100,00
MEM	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTIONS ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU	2 456 000,00	1 697 719,58	69,13	1 224 264,51	49,85	50,95
MEM	PROJET D'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN (PEPRAU)	2 846 000,00	2 032 880,34	71,43	2 032 880,34	71,43	100,00
MEM	PROGRAMME DE REALISATION DE 24 ADDUCTIONS D'EAU VILLAGEOISE (AEV)	3 829 000,00	3 829 227,00	100,01	3 829 227,00	100,01	100,00

MINISTERES ET PRESIDENCE	PROJETS	PREVISION	MONTANT ENGAGE	TAUX ENGAGEMENT (%)	MONTANT ORDONNANCE	TAUX ORDONNANCEMENT (%)	TEP (%)
MEM	PROGRAMME DE REALISATION DE 43 AEV DE LA TRANCHE 3 DU PLAN DIRECTEUR D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL ET SEMI-URBAIN (PDAEP-MR)	4 464 000,00	4 464 282,00	100,01	4 464 282,00	100,01	100,00
MEM	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET DE SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE BASSIN DU NIGER (PDISSA)	4 624 000,00	638 806,67	13,82	308 806,67	6,68	49,24
MEM	PROJET DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT MINIERES ET PETROLIERS (EX-PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES, LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET TECHNIQUES DU SECTEUR MINIER)	400 000,00	1 033 719,03	258,43	111 171,00	27,79	47,70
TOTAL	200	425 113 000,00	366 171 027,22	86,13	300 046 625,03	70,58	

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau du SIGFiP, de la CAA, des ministères et de la Présidence de la République, 31 décembre 2019

Annexe 3 : Projets hors PIP ordonnancés par source de financement au  
31 décembre 2019

**Projets hors PIP ordonnancés par source de financement au 31 décembre 2019**

(En francs CFA)

N° D'ORDRE	INTITULE DES PROJETS	BAILLEURS	MONTANTS D'ORDONNANCEMENT		
			BUDGET NATIONAL	PRÊTS	DONS
<b>Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)</b>					
1	Projet d'Amélioration de Systèmes de surveillance régionale des maladies (REDISSE) Phase III	AID		380 000 000	770 000 000
2	Projet Fonds d'Investissement Agriculture	KFW			193 057 315
3	Projet Transition Agro Ecolo dans Zones Cotonnières TAZCO	AFD		0	258 422 510
<b>Ministère du cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)</b>					
4	Assainissement et aménagement des berges de la lagune de Porto-Novo	ETAT	0		
5	Aménagement du camp Guézo pour en faire un centre d'affaires de référence	ETAT	0		
6	Aménagement des berges de la lagune de Cotonou	ETAT	0		
<b>Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)</b>					
7	Etudes dans le cadre du Projet de dédoublement de la route et du carrefour Sèmè-Porto-Novo y compris le pont de Porto-Novo	BOAD		67 444 000	
8	Aménagement et bitumage de Routes structurantes au Bénin	BOAD		38 064 415	
9	Reconstruction du tronçon ancien pont de Cotonou-Loterie Nationale-Hôtel du Port-Carrefour CENSAD Erevan (5,80km) -Aménagement	ETAT	0		
<b>Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance (MDGL)</b>					
10	Projet de services sociaux de base des collectivités et des administrations locales (ACCESS) (D3430)	AID	0		9 664 996 727
<b>Ministère du Plan et du Développement (MPD)</b>					
11	Projet de Renforcement des capacités statistiques du Bénin	AID			20 020 810
12	Projet d'autonomisation et de démographie des femmes du Sahel (PPFI)	AID	0		100 000 000
13	Projet d'autonomisation et de démographie des femmes du Sahel (4230)	AID	0		2 900 000 000
<b>Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)</b>					
14	Fonds d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC)	AFD			142 370 863
15	Quatrième Fonds d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC 2)	AFD	0		36 516 314
16	Quatrième Fonds d'Etude et de Renforcement des Capacités (FERC 4)	AFD			19 377 528

N° D'ORDRE	INTITULE DES PROJETS	BAILLEURS	MONTANTS D'ORDONNANCEMENT		
			BUDGET NATIONAL	PRÊTS	DONS
17	Projet de Première opération de gestion budgétaire et d'élaboration d'une politique de transformation	AID			29 452 469 300
18	Projet de compétitivité agricole et de diversification des exportations	AID		300 000 000	
19	Modernisation de l'administration des Douanes	ETAT	9 754 962 977		
20	Etude de faisabilité et expertise	ETAT	11 138 706 491		
<b>Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)</b>					
21	Projet de renforcement de Systèmes d'AEP de Djougou, Savè, Tchaourou et Tanguiéta	BOAD		30 110 000	
22	Programme d'accès universel à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales du Bénin AQUA-VIE (3160)	AID			11 845 749 839
23	Projet de Construction et réhabilitation de 175 Postes d'Eau Autonome (PEA) dans les écoles à cantine	ETAT	1 797 500 000		
24	FADEC-Investissement - Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural et Semi-Urbain (AEP-MRSU)	ETAT	1 797 500 000		
<b>Ministère de l'Energie (ME)</b>					
25	Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (DAEM)	AID	0	423 300 649	
26	Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne (PDAEM)	NDF			138 071 458
27	Projet de construction de la ligne d'interconnexion électrique 161 KV Bembéréké-Kandi-Malanville au Bénin	BOAD	0	2 964 838 405	
28	Programme d'Action pour l'Electrification des Localités Rurales du Bénin	ETAT	226 945 880		
29	Appui à la réalisation des Projets d'aménagement des barrages électriques au Bénin (ABEB)	ETAT	0		
30	Projet de Promotion de la Production de Biomasse Electricité au Bénin (Biomasse Electricité)	ETAT	325 976 538		
<b>Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)</b>					
31	Projet de Nutrition et de Développement de l'Enfant à bas âge (D4250)	AID			6 920 674 950
32	Programme Spécial de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement, des Infrastructures scolaires des Zones à Besoins spécifiques	ETAT	339 431 038		
<b>Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)</b>					

N° D'ORDRE	INTITULE DES PROJETS	BAILLEURS	MONTANTS D'ORDONNANCEMENT		
			BUDGET NATIONAL	PRÊTS	DONS
33	Institut de Mathématiques et sciences physiques PH II	BOAD		49 573 125	
<b>Ministère de Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)</b>					
34	Financement Rural au Bénin	KFW			21 886 000
<b>Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts (MTCA)</b>					
35	Projet de Compétitivité de Tourisme Transfrontalier (PCTT)	AID		3 402 919 626	
<b>Présidence de la République (PR)</b>					
36	Programme de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance	KFW			414 502 730
<b>Total</b>			<b>25 381 022 924</b>	<b>7 656 250 220</b>	<b>62 898 116 344</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>95 935 389 488</b>	

Source : DGPSIP sur la base des données collectées au niveau de la CAA, du SIGFIP et des ministères au 31 décembre 2019.

Annexe 4 : Point des réalisations physiques de la Présidence de la République et des ministères

## Point des réalisations physiques par ministère et la Présidence de la République

### *Ministère de la Défense Nationale (MDN)*

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MDN est de **62,5 %**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique du seul projet et programme se présente comme suit :

**Projet de Renforcement de la Capacité des Forces Armées Béninoises (PRCO) : 62,5%.**

Action 1 : Fonctionnement du Projet de Renforcement de la Capacité des Forces Armées Béninoises : **74,6%**

- Achat de carburant et lubrifiants pour les missions de contrôle, et le suivi des travaux du PRCFAB : 90% (Le carburant des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres sont été rendus disponibles) ;
- Paiement de frais de mission dans le cadre du contrôle et du suivi des travaux du PRCFAB : 95% (Les missions sont organisées) ;
- Achat de fournitures et matériels de bureau pour la gestion du projet : 25% (La procédure de passation du marché d'acquisition des matériels est en cours);
- paiement des études de faisabilité des projets antérieurs (PRCIAC et PEOME) :50%( Les dépenses ont été engagées);
- finalisation de l'étude de faisabilité du PRCFAB : 20% ;
- réalisation des études techniques, contrôle et surveillance des travaux du PRCFAB : 75%( Les études et les opérations de contrôle sont en cours) ;
- paiement des honoraires de l'architecte dans le cadre de la construction du bâtiment devant abriter le MDN à Cotonou : 50% ;
- Réalisation des études de faisabilité du renforcement des écoles PMB et LMJF-GMK (écoles d'excellence) :10 % (Les TDR sont disponibles);
- assainissement et pavage du site du MDN (VRD sur le site abritant le bâtiment devant abriter le Cabinet du Ministre) :30% (Les travaux sont en cours) ;
- déménagement, transport et installation des équipements de l'Administration centrale du MDN vers le nouveau site devant abriter les locaux : 100% (Le service est effectué) ;
- réalisation d'un plan quinquennal détaillé des équipements spécifiques des Forces par la DMA : 100 % ( Le projet de plan d'équipement est disponible) ;
- réalisation de la connexion Internet via le réseau gouvernemental par l'ASSI : 20% (Les démarches administratives sont en cours) ;
- raccordement du Ministère de la Défense Nationale (nouveau site) au réseau par Bénin Télécom : 10% (Les démarches administratives sont en cours) ;

Action 2 : Réhabilitation et construction au profit de l'Administration Centrale : 67,22% ;

- travaux de branchement au réseau SBEE du site MDN à Cotonou (Poste de transformation H59 et tableau Général Basse Tension):30% (Les premiers branchements ont été effectués) ;
- travaux d'aménée d'eau et de branchement au réseau SONEB y compris installation d'un supprimeur sur le site abritant le Cabinet du Ministre de la Défense Nationale : 100% (Les travaux d'aménée d'eau et de branchement au réseau SONEB ont été réalisés) ;
- travaux de construction des abris du poste de transformation H59, du TGBT et du Groupe Électrogène : 20%( Le Dossier technique est disponible et les procédures de financement et de passation du marché sont en cours) ;
- travaux de réhabilitation du mur de clôture du site du Ministère de la Défense Nationale sur un linéaire de 711,92ml: 48% (Les travaux sont en cours) ;
- travaux de construction du mur de clôture du site du Ministère de la Défense Nationale sur un linéaire de 230, 28ml : 37,76% (Les travaux sont en cours) ;
- travaux de construction du poste de police, du corps de garde et de deux (02) guérites sur le site abritant le Ministère de la défense Nationale à Cotonou : 100% (Les travaux sont achevés mais non encore réceptionnés);



- travaux de construction d'un bloc sanitaire "Hommes" et d'un bloc sanitaire "femmes" sur le site du Ministère de la Défense Nationale à Cotonou : 50%( Les travaux sont en cours) ;
- travaux de construction de quatre (04) parkings couverts de capacité totale de soixante-quatre (64) véhicules sur le site du Ministère de la Défense Nationale à Cotonou : 47,47%( Les travaux sont en cours) ;
- travaux de cloisonnement en baies vitrées de certains bureaux du bâtiment abritant les locaux de service du ministère de la Défense Nationale : 70% (Le Plan de cloisonnement et le dossier technique sont élaborés) ;
- travaux d'aménagement de bureaux, des espaces d'accueil en façades principale et arrière du bâtiment abritant les locaux de service du Ministère de la Défense Nationale : 35%( Le Plan d'aménagement est réalisé) ;

Action 3 : Réhabilitation et construction au profit de l'Etat-Major Général et des structures sous-tutelle : 76,99% ;

- travaux de réfection des toitures des salles de cours au profit du PMB (Laboratoire et salle informatique)-Phase 2 : 100% ; (Les travaux sont achevés mais non réceptionnés)
- travaux de pose de faux plafonds du réfectoire et du laboratoire du LMJF-GMK : 10% ;
- travaux d'électrification et d'adduction d'eau du Centre médico-social de Kandi : 10%( Les travaux sont achevés mais non réceptionnés);
- paiement de la dette liée aux travaux de construction d'une cabine de transformation à l'ENO et réception définitive de l'ouvrage : 100%( Activité exécutée) ;
- extension du CMS de la garnison de OUIDAH en bâtiment de type R+1 avec charpente et couverture légère en bac alu : 52,6% (Les travaux sont en cours);
- achèvement des travaux de construction du mur de clôture de la base logistique du Génie Militaire à Calavi : 100%( Les travaux sont provisoirement réceptionnés) ;
- poursuite et achèvement des travaux de réhabilitation du bâtiment à usage de logement + construction d'une retenue d'eau et un mirador à Tofo : 70% (Les travaux sont en cours) ;
- construction d'un poste de commandement au profit du CFOMP à CANA : 100% (Les travaux sont provisoirement réceptionnés) ;
- travaux d'extension et de rénovation d'un local pour abriter le SCANNER à l'HIA-CHU de PARAKOU: 86,26%(Les travaux sont en cours) ;
- travaux de construction d'un magasin de stockage des matériels didactiques pour les déploiements au profit du CFOMP à Cana : 100%( Les travaux sont provisoirement réceptionnés) ;
- Poursuite des travaux de construction des blocs sanitaires à Natitingou : 70% (Les travaux sont en cours)

Action 4 : Réhabilitation et construction au profit de l'Armée de Terre : 10%

- travaux d'exécution de quatre (04) forages sur le site de construction de la caserne d'Allada : 10% ;
- travaux de réalisation de quatre (04) socles en béton au niveau des forages sur le site de construction de la caserne d'Allada : 10% ;
- travaux de construction d'un bloc sanitaire au camp Guézo de Cotonou (zone réservée) : 10% ;

Action 5 : Réhabilitation et construction au profit des Forces Aériennes : 15%

- construction d'un bloc sanitaire autonome à la base aérienne de Cotonou : 15%

Action 6 : Équipement des Forces Armées Béninoises : 48% (Ce taux prend en compte le règlement de décomptes d'acquisitions réalisées antérieurement)

- fourniture et installation de la vidéo surveillance au 2ème étage du bâtiment abritant le Cabinet du Ministre de la Défense Nationale : 10% (En cours de passation);
- fourniture et installation de la sécurité alarme et incendie sur le bâtiment devant abriter le MDN: 10%( En cours de passation) ;

- fourniture et installation de climatiseurs sur le bâtiment abritant le Cabinet du Ministre de la Défense Nationale (1ère phase) : 10% (En cours de passation);
- fournitures et installation d'un ascenseur de douze (12) personnes (900kg)/R+4 sur le bâtiment abritant le Cabinet du Ministre de la Défense Nationale (1ère phase) : 10% (En cours de passation) ;
- fourniture et installation des réseaux téléphonique et informatique et du système de distribution de l'heure sur le bâtiment abritant le MDN: 10%( En cours de passation) ;
- équipement et installation de la salle technique de la DIP : 10% ; (En cours de passation)
- fourniture et installation de la vidéo surveillance sur le bâtiment abritant les locaux du MDN à Cotonou (sous-sol et rez-de-chaussée 1er étage) : 10% (En cours de passation) ;
- acquisition d'équipements spécifiques au profit de la Direction Centrale du Génie des Armées (Génie Militaire) : 20%(En cours de passation) ;
- règlement des décomptes de diverses acquisitions : 100%( Il s'agit de paiements de dettes imputés au PIP 2019)

### ***Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)***

Le taux d'exécution physique global au 31 décembre 2019 des projets du PIP du MEF est évalué à **46,28%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Projet d'appui-conseils macroéconomique pour la réduction de la pauvreté : 37,53 %**

Activité programmée ; Elaboration du cahier de charge pour la mise en place de la plateforme de collecte des informations financières et l'élaboration des statistiques des finances publiques de l'administration centrale budgétaire, des communes, de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et des Etablissements Publics Nationaux dans le cadre de l'élargissement du champ du TOFE-UEMOA

- TDR élaborés 15 %

Activité programmée : Elaboration et mise en place de la plateforme de collecte des informations financières et d'élaboration des Statistiques des finances publiques pour l'administration centrale budgétaire, les 77 communes, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et les Etablissements Publics Nationaux dans le cadre de l'élargissement du champ du TOFE-UEMOA)

- TDR élaborés 15 %

Activité programmée : Formation des acteurs de l'administration centrale à l'élaboration des statistiques des finances publiques et à l'utilisation de la plateforme de collecte d'information et d'élaboration des statistiques des finances publiques

- TDR élaborés 15 %

Activité programmée : Formation des acteurs des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à l'élaboration des statistiques des finances publiques à l'utilisation de la plateforme de collecte d'information et d'élaboration des statistiques des finances publiques

- TDR élaborés 15 %

Activité programmée : Reconstitution de la théorie de changement du projet

- Elaboration TDR et transmission du dossier à la PRMP pour le recrutement prestataire 20%

Activité programmée : Appui à la démarche qualité de la CSPEF

- TDR actualisés 15 %

Activité programmée : Achat de matériels informatiques

- Paiement de la dette de la gestion 2018 100%

Activité programmée : Matériels et Mobiliers de bureau

- Spécifications techniques définies

Déroulement du processus de passation de marché jusqu'à la sélection 35 %

Activité programmée : Achat de matériels électriques

- Spécifications techniques définies

- Déroulement du processus de passation de marché jusqu'à la sélection 35 %
- Activité non définie (RE) 33%

#### **Projet d'appui à la gouvernance économique : 64,80 %**

Activité programmée : Exploitation du compteur pré payé

- Paiement de crédit pour le chargement du compteur 90%

Activité programmée : Reconstitution de la théorie de changement du projet

- Elaboration des TDR 30%

Contrat en cours de signature

Activité programmée : Achat de fournitures de bureau

- Fournitures de bureau acquises pour la moitié 50%

Activité programmée : Mise en place du système d'information de gestion des finances publiques conforme aux directives de l'UEMOA : Financement FED

- Mise en place des budgets exécutoires 2019 mode programme des 7 ministères pilotes dans le SIGFP
- Mise en œuvre de la stratégie de formation : Formation des formateurs/concepteurs à Abidjan, conception des modules de formation (préparation budgétaire, exécution budgétaire, comptabilité)
- Finalisation du module P4 (Comptabilité)
- Mise en production du module P2 (Préparation budgétaire) pour la préparation du budget 2020 gestion mode programme
- Bascule en double commande avec les 7 ministères pilotes.

#### **Projet d'appui à l'accroissement des recettes intérieures du Bénin : 51,57%**

Activité programmée : Reconstitution de la théorie de changement du projet

- TDR élaborés et transmis à la PRMP 30%
- Passation du marché jusqu'à la réservation des crédits

Activité programmée : Ressources extérieures

- Poursuite des mises à jour (améliorations) du logiciel SIGTAS;
- Assistance aux utilisateurs ;
- Poursuite de la dynamisation du service au contribuable (CSC) et de l'Unité de Politique Fiscale ;
- Poursuite (revue et optimisation des tâches) des travaux des équipes chargées de la rédaction des procédures par fonction et par direction ;
- Tests pour l'ajout des fonctionnalités non mise en production dans SIGTAS (module vérification) ;
- Renforcement des capacités du personnel de la DGI ;
- Poursuite des travaux de rédaction des manuels de procédure de la DGE et des autres directions de la DGI.

#### **Projet de construction des bâtiments des régies financières de l'Etat : 72%**

Activité programmée : Achat carburant

- Carburant acquis 100%

Activité programmée : Frais de mission

- Totalité des frais de mission mobilisés 100%

Activité programmée : Paiement des titres retournés du Trésor

- DENO payés 100%

Activité programmée : Paiement des autres décomptes en instance sur les travaux de construction des régies financières de l'Etat

- Les quatre décomptes sont transmis au Trésor 100%

Activité programmée : Travaux de réfection des anciens bâtiments de la Direction Régionale de la Lutte contre la Fraude du Zou Colline (Bohicon)

- Dossier engagé, reste à être ordonnancé 50%

Activité programmée : Travaux de construction d'un bloc administratif à la recette des douanes de Sonahoulou

- Dossier engagé, reste à être ordonnancé 50%

## **Projet de construction du bâtiment des archives et du centre de formation de l'administration centrale des finances : 5,5 %**

Activité programmée : Reconstitution de la théorie de changement du projet

- élaboration des TDR Contrat en cours de signature : 30%

Activité programmée : Poursuite des travaux de construction du bâtiment des archives et du centre de formation professionnelle

- coulage du reste de la dalle du RDC : 10%

## ***Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MJL est de **64,57%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

### **Projet d'Appui à l'Amélioration de l'Accès à la Justice et de la Reddition de Compte : 90,56%**

Activité : Renforcer les capacités des OSC pour la veille citoyenne et le plaidoyer en matière de législation axée sur les droits humains

- Séance de travail avec le DRIPDS
- Une feuille de route a été élaborée pour la réalisation de l'activité
- TDR élaboré et disponible : 20%

Activité : Installation de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH)

- La CBDH a été installée le 3 janvier 2019 et une formation initiale a été donnée aux commissaires par une équipe d'expert financée par l'OIF (Le règlement intérieur de la CBDH a été amendé, validé et adopté par les membres installés) Le règlement intérieur de la CBDH a été adopté par ses membres : 100%

Activité : Rédiger les textes relatifs au cadre organisationnel de la CBDH (manuel de procédures)

- Les TDR sont disponibles pour l'élaboration du manuel de procédures de l'institution : 20%

Activité : Doter la CBDH de matériels informatiques et de fournitures de bureau

- Des fournitures de bureau ont été acquises et remises à la CBDH
- Des équipements composés de - 02 ordinateurs de bureau, - 01 photocopieur, - 01 vidéo projecteur, - 03 ordinateurs portables, - 01 rallonge de 25 mètres sont acquis, estampillés et la cérémonie de remise est en cours de préparation : 90%

Activité : Appui à l'organisation des sessions de la CBDH

- La première et la deuxième session ordinaire de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH) a été organisée. La formation des commissaires de la CBDH sur les ODD et sur l'agenda 2030-2063 : 100%

Activité : Elaboration des rapports pays dus aux organes

- Rapport pays concernant le protocole de Maputo ;
- Rapport réponses au comité sur la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants ;
- 5ème rapport sur la mise en œuvre de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF);
- Rapport initial combiné sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (2002-2018);
- Rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention de l'Union Africaine sur la Protection et l'Assistance aux Personnes Déplacées en Afrique (Convention de Kampala) (2012-2019);
- Rapport réponses nationales aux préoccupations du Comité des Droits Economiques, Sociaux et Culturels (ECOSOC);
- Par ailleurs, une compilation d'actions envisagées est disponible pour l'élaboration du plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de l'EPU. Les Tdr sont disponibles pour l'organisation de l'atelier d'élaboration dudit plan.

- Pour faciliter le suivi de ces instruments, une base de données de suivi des rapports pays a été élaborée et validée au profit de la DAPPDH : 100%

Activité : Formation des acteurs sociaux sur les Mécanismes et Procédures de Protection de l'Enfant

- Les acteurs sociaux des départements de Littoral, de l'Ouémé et du Plateau ont été formés sur les Mécanismes et Procédures de Protection de l'Enfant : 100%

Activité : Mettre en place le cadre juridique et institutionnel régissant l'aide juridictionnelle

- Elaboration et validation de l'avant-projet de loi portant aide juridique en République du Bénin par un comité pluridisciplinaire d'experts élargi d'acteurs : 100%

Activité : Vulgarisation des textes de lois/sensibilisation des populations, détection des personnes vulnérables

- Mise à la disposition du Centre de Documentation et d'Information Juridique (CDIJ) d'une base de données des textes de lois et actes réglementaires consultable en ligne dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'information juridique : 100%

Activité : Formation sur la sécurité pénitentiaire

- Les responsables des établissements pénitentiaires du Bénin (Régisseur, Gardien chef) ont été formés à Allada, hôtel Hibiscus sur la sécurité pénitentiaire : 100%

Activité : Informatisation de la gestion des prisons

- Acquisition de 11 ordinateurs, 11 clé USB 8G et 11 Onduleurs mono poste pour accompagner l'APB à étendre son application de gestion des établissements pénitentiaires. L'estampillage des matériels est en cours : 100%

Activité : Organisation d'une mission de collecte des décisions prises dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de désengorgements

- Mission réalisée. Il résulte de cette mission que des mesures ont été prises pour la mise en liberté d'office de certains détenus. D'autres mesures ont été prises telles que :
- l'accélération des procédures d'instruction des dossiers des détenus,
- l'augmentation par le recrutement de magistrats
- la promotion de la mise en œuvre de la politique pénale en vue d'éviter les détentions préventives prolongées : 100%

Activité : Formation des détenus

- Les 2297 détenus formés en fabrication de savons (liquide, solide et en poudre) de l'eau de javel et en fabrication de bijoux de perles ont chacun reçu une attestation de formation : 100%

Activité : Mise en place d'un système de Management Anti-corruption à l'IGSJ et à l'IGF

- Les TDR de l'activité sont élaborés mais présentent quelques insuffisances. Un courrier est adressé à l'IGF pour la correction desdites insuffisances. Le retour est toujours attendu : 100%

Activité : Formation des OSC sur les techniques de rédaction des dénonciations et du processus conduisant à l'interpellation et aux poursuites éventuelles

- 16 Membres des organisations de la société civile Social Watch Bénin et du FONAC (6 femmes et 10 hommes) ont acquis des compétences dans ce domaine. Ils sont en mesure de rédiger eux même les plaintes et maîtrise le processus conduisant à l'interpellation : 100%

Activité : Renforcement des capacités des leaders d'OSC en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

- 16 Membres des organisations de la société civile Social Watch Bénin et du FONAC (6 femmes et 10 hommes) ont acquis des compétences en la matière et sont aptes à détecter et lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 100%

Activité : Formation et information des Députés et cadres parlementaires sur le contrôle et l'évaluation de l'action publique au moyen de la fiche d'évaluation citoyenne

- Cette formation destinée aux Députés et cadres parlementaires se déroulera en deux phases :

- La première phase (théorique) est déjà réalisée et a permis aux Députés de la 8ème législature de se familiariser avec les nouveaux outils de contrôle et d'évaluation de l'action publique.

- la deuxième phase sera consacrée aux travaux de terrain

Activité : Participation à la formation des acteurs de la réforme budgétaire sur la méthode harmonisée de calcul du taux d'exécution physique (TEP)

- Le DNP, le Point focal et l'Expert juriste ont pris part à ladite formation organisée par le PAGIPG : 100%

Activité : Elaboration des documents d'opérationnalisation (2019 et 2020) du projet

- Un atelier a été organisé avec toutes les parties prenantes du PAAAJRC II pour décliner les actions inscrites au Plan de Travail Biennuel (2019-2020) en activités. au cours de cet atelier, les TDR ont été élaborés et validés. Une programmation a été faite pour que les activités se déroulent à bonne date : 100%

### **Projet de Modernisation des Services Judiciaires : 39,51%**

Activité : Acquisition au profit des officiers de police judiciaire de documents techniques et de doctrine (dictionnaire, code pénal, code de procédure pénale et lexique des termes juridiques...)

- Un prestataire a été sélectionné : 15%

Activité : Réalisation de formations au profit des OPJ

- Les TDR sont élaborés et validés. La fiche de financement est en cours de signature : 15%

Activité : Organisation de l'examen professionnel des Officiers de Police Judiciaire

- Transmission de la fiche de financement à la DAF : 5%

Activité : Harmonisation du format des PV de la Police et de la Gendarmerie et former les OPJ

- Les TDRs sont élaborés et sont en attente de validation : 10%

Activité : Développement du module enquête par les OPJ à intégrer à la chaîne pénale

- Les TDR sont validés et transmis à la PRMP : 15%

Activité : Réalisation de la formation des préposés à l'accueil au niveau des juridictions (CA et TPI)

- Les TDR sont validés et transmis à la PRMP : 15%

Activité : Réalisation de l'évaluation du passif documentaire dans les six nouvelles juridictions et les trois cours d'appel

- L'activité est en cours d'exécution et des missions ont été effectuées en décembre par la DIP au niveau des juridictions : 30%

Activité : Paiement de la dette relative à l'étude sur l'évaluation de la perception des organisations de la société civile sur l'état de la gouvernance au Bénin

- Dette payée : 100%

Activité : Réalisation du contrôle technique des chantiers de construction et de réhabilitation des juridictions

- Des fiches d'informations ont été produites au Garde des Sceaux dans le cadre de la réalisation de cette mission : 100%

Activité : Réalisation des missions de suivi du projet

- Les fonds sont engagés pour achat de carburants et lubrifiants et au paiement des frais de mission au profit du projet : 100%

Activité : Achat de fournitures pour le fonctionnement du projet

- Les fonds sont engagés pour achat de fournitures du fonctionnement de l'équipe de gestion du projet : 45%

Activité : Paiement des dettes relatives aux achats de biens et services(1- suivi et au contrôle technique des travaux de construction d'un bâtiment scelles au TPI de Lokossa au titre de 2017; 2-formation des Organisations de la Société Civile(OSC) au titre de l'année 2017; 3-réparation de l'inverseur du groupe électrogène et du supprimeur d'eau, fabrication de tanque et mise en place d'un système de protection du groupe électrogène du CDIJ; 4-prise en charge des participants de la retraite de finalisation du programme national de

développement du secteur de la justice au titre de 2017; 5- prise en charge dans le cadre de la formation des magistrats pour la mise en service des juridictions de commerce au titre de l'année 2017)

- les fonds sont engagés pour le paiement de la facture relative au suivi et au contrôle technique des travaux de construction d'un bâtiment scelles au TPI de Lokossa au titre de 2017; de la dette relative à la formation des Organisations de la Société Civile (OSC) au titre de l'année 2017; de la dette relative la réparation de l'inverseur du groupe électrogène et du supprimeur d'eau, fabrication de tanque et mise en place d'un système de protection du groupe électrogène du CDIJ; de la facture relative à la prise en charge des participants de la retraite de finalisation du programme national de développement du secteur de la justice au titre de 2017; de la facture relative à la prise en charge dans le cadre de la formation des magistrats pour la mise en service des juridictions de commerce au titre de l'année 2017

Activité : Acquisition de tableaux d'affichage de rôles dans les TPI et tableaux multimédias dans les juridictions (phase 1)

- Un prestataire a été retenu mais la procédure n'a pu aboutir pour raison d'insuffisance de crédit sur la ligne : 40%

Activité : Elaboration des spécifications techniques pour la réalisation des travaux d'étanchéité, de peinture des juridictions et reconstruction du pan de la clôture effondrée au TPI Pobè

- Elaboration des spécifications techniques pour la réalisation des travaux d'étanchéité, de peinture des juridictions et reconstruction du pan de la clôture effondrée au TPI Pobè : 100%

Activité : Réalisation des travaux de construction d'un abri pour l'élevage des porcs au CSEA Agblangandan

- Le bon à lancer a été délivré par la DCMP mais l'activité n'a pu être lancée avant la clôture de l'exercice budgétaire : 100%

Activité : Poursuite des travaux de carrelage de sol des salles d'audience et peinture des bâtiments du TPI Parakou

- Travaux en cours d'achèvement : 40%

Activité : Réalisation des travaux de connexion du CDIJ à la fibre optique

- L'identification des spécifications techniques est effectuée : 20%

Activité : Acquisition des équipements informatiques et mobiliers de bureaux pour les juridictions (y compris l'acquisition de deux numériseurs)

- Les contrats sont en cours de signature : 30%

Activité : Paiement des dettes relatives aux acquisitions et grosses réparations (1-acquisition de climatiseurs et petits outillages au profit de l'administration centrale du MJL au titre de l'année 2017 ; 2-acquisition de serveurs et ordinateurs au profit des juridictions au titre de l'année 2018; 3- acquisition de mobiliers et matériels pour l'équipement de la salle de scellés du tribunal de Première Instance de Lokossa)

- Montant engagé pour le paiement des dettes : 80%

Activité : Paiement des frais de formation complémentaires des 77 auditeurs de justice

- Frais de formation payés : 95%

Activité : Acquisition d'un groupe électrogène au profit du TPI de Cotonou

- La sélection du fournisseur est en cours : 45%

Activité : Acquisition de kits de sécurité au profit des TPI de Pobè et de Porto Novo (Phase 1)

- La sélection du fournisseur est en cours : 40%

Activité : Renouvellement des équipements des salles d'audiences et autres travaux de réparation

- La sélection du fournisseur est en cours : 35%

Activité : Evaluation à mi-parcours du projet modernisation des services judiciaires

- La procédure en cours pour recevoir les propositions des offres techniques et financières : 30%

Activité : Paiement des dettes relatives aux études (1- réalisation des études architecturales et techniques pour la construction de nouveau bureaux avec scellés au TPI de Parakou, 2- Réalisation de l'étude sur l'évaluation de la perception des organisations de la société sur l'état de la Gouvernance au Bénin (Phase 2))

- Dette payée : 100%

Activité : Poursuite des travaux de forage et de plateforme sur levée pour réservoir au TPI de Savalou

- Travaux en cours d'achèvement : 70%

Activité : Poursuite des travaux de construction de poste d'eau autonome (forage) au TPI et à la CA d'Abomey

- Les travaux sont achevés et la réception a été prononcée : 100%

Activité : Achèvement des travaux de construction du domaine de l'ex DDCRI OUEME PLATEAU : 100% : réalisée

Activité : Poursuite des travaux de réhabilitation des installations électriques du TPI de Savalou : 95% : réalisée

Activité ; Poursuite des travaux d'assainissement de la cour intérieur du TPI d'Aplahoué : 100% : réalisée

Activité : Poursuite des travaux d'étanchéité et de construction d'escaliers au TPI de Cotonou et étanchéité au TPI de Ouidah : 5% : réalisée

Activité : Paiement de la dette relative au suivi et contrôle des travaux de carrelage de sol des salles d'audience et peinture des bâtiments du TPI Parakou

- La mise en état du dossier est effectuée : 30%

Activité : Achèvement des travaux de construction du domaine de l'ex DDCRI MONO COUFFO: 95% : réalisée

Activité : Mise en œuvre du contrat relatif à l'acquisition de mobiliers pour l'équipement des juridictions, lot 2 (matériels de bureaux): 90% : réalisée

Activité : Paiement de la dette relative aux publications des appels d'offre et diverses insertions publicitaires

- Réservation de crédits relatifs à la publication des avis et insertion publicitaire dans le journal la nation : 80%

Activité : Paiement de la dette relative aux travaux de reprise des installations électriques et câblage du bâtiment de la cantine de l'annexe 1

- la mise en état du dossier est effectuée : 30%

Activité : Paiement de la dette relative au suivi et contrôle technique des travaux de pavage et assainissement de la cour intérieure du TPI Aplahoué

- la mise en état du dossier est effectuée : 30%

Activité : Paiement de la dette relative au suivi et contrôle relatif aux travaux d'étanchéité et de construction de d'escaliers au TPI de Cotonou, reprise de toiture, de faux plafond et peinture partielle au TPI Ouidah et réalisation de la phase 2 de l'étanchéité au TPI d'Abomey

- la mise en état du dossier est effectuée :: 30%

Activité : Paiement de la dette relative au suivi et contrôle technique des travaux de réfection et de construction d'un parking aux TPI de Pobè, reprise de carrelage et peinture au TPI porto novo, Lokossa et Pobè, la construction de postes d'eau autonomes à la cour d'appel et au tribunal d'Abomey

- la mise en état du dossier est effectuée :: 30%

Activité : Réalisation des travaux d'installation de 20 lignes téléphoniques, installation de 25 nouvelles lignes conventionnelles et interconnexion de ces lignes dans les juridictions

- la mise en état du dossier est effectuée : 40%

Activité : Réalisation les travaux de réparation du contacteur et de l'inverseur du groupe électrogène aux TPI de Natitingou, Abomey Calavi, Pobè, Parakou et Kandi

- le lancement de la consultation est effectué: 10%

Activité : Réalisation les travaux d'aménagement au niveau du CSEA Aplahoué

- le lancement de la consultation est effectué: 10%



Activité : Acquisition d'outillage mécanique, de machines de vulcanisation et de transformation de produit agricole au profit du CSEA PARAKOU

- les spécifications techniques sont identifiées : 10%

**PROJET : Opérationnalisation des Chambres Administratives dans les juridictions de Fond : 34,9%**

Activité : Mise à disposition des juridictions de fond des mallettes juridiques

- Le dossier est repris et l'ouverture de plis est intervenue le 16 septembre 2019. Les PV d'ouverture, de dépouillement, d'analyse des offres et d'attribution du marché sont entérinés par la CCMP. Le contrat de prestation est signé : 35%

Activité : Acquisition de fournitures de bureau au profit des juridictions de fond

- Le dossier est relancé, ouvert et étudié. Les PV sont soumis à la CCMP. Le contrat est en cours de signature : 35%

Activité : Renforcement des capacités des juridictions de fond en équipements divers (matériels informatiques, mobiliers de bureau)

- Le dossier est relancé, ouvert et étudié. Les PV sont soumis à la CCMP. Le contrat est signé : 40%

Activité : Sensibilisation des élus locaux et les populations sur la fonctionnalité des chambres administratives au niveau des juridictions de fond

- Une liste de trois structures est consultée. L'ouverture de leur proposition est intervenue le 30 septembre 2019, le dépouillement et l'analyse des propositions ont démarré. L'ouverture et l'analyse des propositions sont réalisées. Une liste de trois structures est proposée pour être consultée : 35%

Activité : Sensibilisation des élus locaux et les populations sur la fonctionnalité des chambres administratives au niveau des juridictions de fond

- Une liste de trois structures est consultée. L'ouverture de leur proposition est intervenue le 30 septembre 2019 et le dépouillement est en cours. Un prestataire est sélectionné : 35%\*

Activité : Coordination et suivi-évaluation du projet

- Les frais de mission et le carburant sont mobilisés sur le projet. Une mission de suivi des réalisations a été effectuée avec l'UPS du 10 juin au 06 juillet 2019 : 25%

Activité : Formation intensive des magistrats et greffiers des juridictions pilotes sur le traitement des dossiers de contentieux administratifs

- La fiche de financement est signée. Des séances techniques sont tenues pour l'organisation pratique des formations avec la Direction des Services Judiciaires et l'Ecole de Formation des Professions Judiciaires : 45%

Activité : Acquisition de matériels archivistiques

- Les spécifications sont élaborées et transmises à la PRMP : 10%

Activité : Organisation des stages de moyen terme de magistrats et greffiers auprès de juridictions étrangères

- La fiche de financement est signée. Une réservation de crédits est effectuée pour l'acquisition des billets d'avion : 20%

Activité : Elaboration et validation d'un code administratif rassemblant le droit applicable et les procédures administratives devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel ainsi que la mission du greffe administratif

- Les entreprises sont consultées pour leurs propositions. A l'échéance le 30 septembre 2019, seule une structure a déposé sa proposition. Le dossier est relancé et a connu une nouvelle issue infructueuse : 20%

Activité : Développement d'une application informatique pour la gestion du contentieux administratif

- Les trois structures retenues sont consultées pour leurs propositions. A l'échéance le 30 septembre 2019, deux structures sur trois ont déposé leur proposition. Le dossier est relancé. L'ouverture, le dépouillement et l'analyse des offres techniques ont eu lieu : 30%

Activité : Evaluation à mi-parcours du projet POCA

- Le dossier de consultation est publié pour l'avis à manifestation d'intérêt. Le dépouillement est réalisé et 4 structures sont présélectionnées. Une demande de proposition a été soumise. Les cabinets présélectionnés ont soumis leur proposition, l'ouverture, le dépouillement et l'analyse des offres technique ont eu lieu : 35%

Activité : Multiplication des guides en matière de procédure administrative à l'usage des acteurs judiciaires et du public

- Le dossier de consultation est publié. L'ouverture, le dépouillement et l'analyse ont eu lieu. Les PV soumis à la CCMP sont entérinés et le contrat est signé : 35%

Activité : Elaboration du plan de communication

- Le contrat est signé. L'étude est lancée le 04 septembre 2019 pour un mois. Un rapport provisoire est soumis par le prestataire et étudié par le comité de suivi de l'étude. Le rapport définitif est validé : 95%

## **PROJET D'APPUI A LA JUSTICE : 61,75%**

Activité : Appui au déploiement de la nouvelle version de la base de données SIPAGeS

- Le recrutement et la mobilisation des experts sont finalisés. La séance de démarrage et de cadrage a eu lieu le 17 septembre 2019. Les experts n'ont pas finalisé leur travail. Une rencontre a été organisée en décembre pour échanger sur l'état d'avancement de la mission : 70%

Activité : Appui aux OSC (subvention pour la mise en œuvre de micro-projets)

- Les activités des différentes OSC bénéficiaires de cette subvention sont en cours de réalisation et font régulièrement l'objet de suivi. Toutes les activités prévues au titre de l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre des subventions ont été réalisées : 100%

Activité : Appui technique et matériel à l'IGSJ

- Les formations des inspecteurs ont été assurées du 18 au 20 novembre 2019 Non réalisée : 100%

Activité : Organisation de rencontres périodiques entre les chefs d'unité (Police républicaine) et les TPI

- Rencontre d'échanges entre la Police Républicaine et les TPI du ressort de la Cour d'Appel de Cotonou a été réalisée en décembre 2019 Les étapes de Parakou et d'Abomey sont reportées pour janvier 2020 : 44%

Activité : Appui au barreau dans le cadre de la mise en œuvre de l'aide juridictionnelle

- Les différentes activités du barreau bénéficiaires de cette subvention sont en cours de réalisation et font régulièrement l'objet de suivi. Toutes les activités prévues au titre de l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre des subventions ont été réalisées : 100%

Activité : Formation continue des acteurs judiciaires

- Formation des magistrats, greffiers sur la traite des êtres humains. Cette formation a eu lieu à Abomey et à Cotonou au projet des magistrats et des greffiers : 100%

Activité : Formation des Educateurs des CSEA et des assistants sociaux sur la prise en charge des mineurs en conflit avec la loi et en danger moral

- La formation est organisée du 16 au 17 juillet 2019 : 100%

Activité : Réalisation des travaux de construction de dortoirs et d'ateliers de formation à la PC de Lokossa

- Remise de site des travaux de construction effectuée le 31 mai 2019
- Travaux de finition en cours. Les travaux sont finalisés. Le constat d'achèvement est effectué en décembre 2019 : 100%

Activité : Réalisation d'un château d'eau autonome (forage+château) à la PC de Lokossa

- Les gros œuvres sont achevés. Les travaux de finition sont en cours. : 95,32%

Activité : Organisation des missions de suivi et de contrôle des travaux

- Des missions de suivi de chantier et des réalisations des OSC sont effectuées : 100%

Activité : Réalisation du site web du PAJ

- Site web du PAJ fonctionnel. Activité réalisée au premier trimestre 2019 : 100%

Activité : Formation des magistrats, officiers et greffiers sur les pratiques de corruption

- Formation tenue dans le mois de janvier 2019 : 100%

Activité : Sensibilisation du personnel judiciaire (magistrats /greffiers et cadre de l'administration central et structures sous tutelle) sur la loi portant lutte contre la corruption en République du Bénin

- Formation tenue dans le mois de janvier 2019 : 100%

Activité : Mise en place de bibliothèque spécialisée au profit du CSM

- La réception des ouvrages est effective. La remise officielle est en vue. La rédaction du catalogue numérique pouvant permettre l'accès facile aux ouvrages est bouclée. La non disponibilité des ouvrages au niveau de la librairie Notre Dame a retardé la réalisation de l'activité : 100%

#### **PROGRAMME 4 : MODERNISATION DU SYSTÈME PENITENTIAIRE 64,75%**

Activité : Acquisition de trois (03) véhicules spécialisés pour le transport des détenus

- les spécifications techniques sont identifiées; le dossier est en attente d'autorisation à la DGML : 10,00%

Activité : Organisation des ateliers de finalisation des textes relatifs à l'administration pénitentiaire

- Les textes régissant l'administration pénitentiaire ont été relus : 80,00%

Activité : Réalisation des travaux d'extension, de réfection des PC et maisons d'arrêt du Bénin

- Appel d'offre lancé et ouverture, analyse et évaluation des offres, signature des contrats : 19,00%

Activité : Acquisition de registres spécialisés pour la mise aux normes internationales des établissements pénitentiaires du Bénin

- registres spécialisés sont acquis et réceptionnés au profit des EP : 100,00%

Activité : Acquisition et l'installation de scanners et d'équipements sécuritaires (Système de contrôle d'accès moderne, de filtrage et de surveillances) au profit des Etablissements pénitentiaires de Parakou, Abomey et Apkro-Misséréte et de logiciels de gestion des détenus

- les spécifications techniques sont identifiées;
- sélection d'un fournisseur, la livraison des commandes est faite et paiement effectués : 100,00%

Activité : Paiement des dettes de 2017 du projet de modernisation du système pénitentiaire et procéder aux grosses réparations

- Les dettes de 2017 enregistrées sous cette rubrique ont été payées : 100,00%

Activité : Suivi et contrôle technique des travaux et paiement d'une partie des dettes y relatives

- Le contrat a été signé et les travaux se déroulent normalement : 100,00%

Activité : Formation continue des surveillants, régisseurs, et renforcement des capacités du Personnel et du Conseil d'Administration

- Plusieurs modules de formations ont été développés à l'endroit de ces différentes composantes : 85,00%

Activité : Acquisition et l'installation d'un logiciel de gestion informatisé des détenus des établissements pénitentiaires

- les spécifications techniques sont identifiées; sélection d'un fournisseur, la livraison des commandes est faite et paiement effectué : 100,00%.

#### ***Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)***

Le taux d'exécution physique est estimé à **64,18%** au 31 décembre 2019. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **FADEC Investissement 92,32%**

Activité programmée : Mobiliser et transférer les ressources suivant les taux prescrits dans le Manuel de procédures

- Mobilisation et transfert des ressources du FADEC investissement ;

Activité programmée : Auditer les Ressources propres des préfectures de l'année 2018

- Réalisation des audits FADeC 2018 et des ressources propres des communes ;

Activité programmée : Préparer la mission de suivi des réalisations sur le terrain

- Signature des conventions des transferts vers les Communes des fonds de la Coopération Suisse ;
- Organisation de réunions du sous-groupe Finances Locales ;

Activité programmée : Appui du CeFAL pour l'organisation des formations

- Organisation des sessions du CONAFIL ;

Activité programmée : Restitution des audits de l'année 2016

- Organisation des séances de restitution départementale des résultats de l'audit du FADeC 2017

### **Projet de Modernisation des Principaux Marchés des Communes :58%**

Activité programmée : Poursuite et achèvement des travaux de construction des équipements marchands dans les communes de : Allada, Dangbo, Agbangnizoun, Dassa-Zoumé, Aplahoué ; Suivi des chantiers

- Paiement du dernier décompte des travaux de construction des marchés de Dangbo;
- Réceptions définitives des travaux de construction du marché d'Aplahoué et Dangbo;
- Réception provisoire des travaux d'assainissement et d'aménagement du marché d'AIFA, Commune de Zè ;
- Mobilisation des ressources pour l'exécution des missions de suivi des travaux de construction ;
- Procédure de signature de contrat avec le nouveau prestataire pour l'achèvement des travaux de construction dans le marché d'Agbangnizoun ;
- Envoi des lettres de demandes de résiliation des marchés relatifs aux chantiers de Dassa et Allada suite à la l'envoi des lettres de mise en demeure à l'entreprise MGF ;
- Augmentation des crédits du projet.

### **Programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des infrastructures au niveau central et des préfectures : 57,95%**

Activité programmée : Poursuivre la réfection de la clôture de la résidence du Préfet de Lokossa

- Paiements des décomptes relatifs aux travaux de réhabilitation du bâtiment central de la préfecture d'Abomey et de la construction d'une façade de la préfecture de Lokossa ;

Activité programmée : Poursuivre et achever la construction de la salle de conférence sise au 7<sup>e</sup> étage bâtiment MDGL

- Achèvement des travaux de construction de la salle de conférence au 7<sup>e</sup> étage (réception provisoire en attente) ;
- Prise d'un avenant au contrat du marché de construction de la salle de conférence du 7<sup>e</sup> ;
- Engagement de la procédure de paiement de décompte relatif aux travaux de réhabilitation du bâtiment principal de l'IGAA ;

Activité programmée : Poursuivre la réfection des bureaux de la Préfecture d'Abomey

- Paiement de décompte relatif à l'embellissement de la salle de conférence du 1<sup>er</sup> étage ;
- Procédure de recrutement de prestataire d'une part, pour la peinture et câblage des murs extérieurs du bâtiment et d'autre part, pour l'acquisition d'un ascenseur ;

Activité programmée : Suivi des chantiers

- Exécution des missions de suivi ;
- Augmentation des crédits du projet.

### **Projet de Construction et d'Equipement du centre de formation du MDGL : 9,25%**

Activité programmée : Construction du CeFAL ; Réalisation de l'étude de sol du site ; Phasage de et actualisation de l'étude architecturale

- Signature en cours des contrats des entreprises pour la construction du CeFAL.

### **Projet de délimitation et de matérialisation des unités administratives du Benin :31,40%**

- Annulation de la procédure de signature de contrat relatif à la réalisation de l'étude de faisabilité après accord de la DNCMP ;

- Notification de l'arrêt de l'étude de faisabilité au prestataire adjudicataire ;
- Diminution des crédits du projet au profit de la construction du siège de l'ANCB et des autres projets PIP ;
- Réflexion sur les nouvelles orientations de la CNAD ;
- Echanges et entente avec l'IGN sur la stratégie de réalisation du projet.

### ***Ministère des Sport (MSP) :***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MSP est de **38,23%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique du seul projet et programme se présente comme suit :

#### **PROGRAMME DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SPORTIVES : 52,54%**

- Assurer le paiement des allocations des encadreurs sportifs des associations sportives communales (100%) ;
- Subventionner la participation des arrondissements au tournoi inter - arrondissements (100%) ;
- Acquérir du matériel et équipement au profit des associations sportives communales (30%) ;
- Organiser les championnats inter-Communes (100%) ;
- Subventionner le fonctionnement des classes sportives (Participations et formations) (10%)
- Acquérir du matériel et équipement au profit des Classes Sportives (30%)
- Effectuer des missions conjointes de suivi et d'encadrement des Classes Sportives (100%)

#### **PROGRAMME DE CREATION DES ACADEMIES SPORTIVES : 5,04%**

- Poursuivre la réalisation des études architecturales et techniques des infrastructures (5%)
- Poursuivre la Construction des académies sportives (5%)

#### **PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU SPORT A LA BASE :28,79%**

- Poursuivre la construction ou la réhabilitation des stades communaux (30%)
- Effectuer le suivi des chantiers de construction des stades communaux (34%)

#### **PROGRAMME DE DYNAMISATION DE ADO TV : 27,71**

- Poursuivre la réfection des locaux d'Ado-TV (30%)
- Acquérir du matériel et équipement modernes au profit de la nouvelle Chaîne (30%)

### ***Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MIC est de **28,09%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique du seul projet et programme se présente comme suit :

#### **Programme de Renforcement des Capacités Productives et commerciales : 63,85%**

- Participation du CIR à la conférence annuelle de l'Alliance Karité Bénin
- Organisation à Cotonou de l'atelier régional de l'Afrique francophone et lusophone sur le lancement du plan stratégique mondial du CIR 2019\_2022
- Sélection de 06 zones (Communes) d'implantation des Pôles Pilotes de Compétitivité de la Chaîne de Valeur Karité (PPC-CVK) ;
- Organisation de quatre sessions préparatoires de l'Examen Global de l'Aide pour le Commerce.
- Finalisation de l'étude de faisabilité sur la création d'espaces marchands au niveau des frontières ;
- Organisation de l'atelier de clôture du PRCPC ;
- Acquisition et mise à disposition de 10 mille cartons d'emballages aux acteurs de la filière ananas ;
- Mise en place d'une association nationale des consultants pour le PRCPC ;

- Réalisation de l'étude finale du PRCPC ;
- Validation de l'étude de faisabilité de création des espaces marchands transfrontaliers ;
- Validation de la sélection des 6 zones d'intervention du Projet sur le Karité ;
- Réalisation de la cartographie des acteurs de la chaîne de valeur karité des 6 zones sélectionnées ;
- Renforcement de la capacité de 18 cheffes d'entreprises femmes sur la digitalisation et l'utilisation de e-commerce ;
- Adoption du projet régional sur la facilitation des échanges et le transit en Afrique Occidentale (Bénin, Burkina et Niger) ;
- Formation de 70 acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile sur le partenariat public-privé ;
- Réalisation de l'Audit Annuel des Comptes - Projets du SNCIR ;
- Finalisation de l'évaluation finale du PRCPC
- Formation de 75 femmes chefs d'entreprises sur trois thématiques du référentiel orienté vers l'exportation ;
- Réalisation d'une mission d'évaluation sur le terrain ;
- Réalisation du Plan d'actions de la Politique Nationale de Développement du Commerce ;
- Réalisation de l'étude référence du Projet Karité ;
- Validation du Plan d'actions de la Politique Nationale de Développement du Commerce ;
- Validation de l'étude référence du Projet Karité ;
- Mission de suivi-évaluation sur le terrain dans le cadre du Projet Karité.

### ***Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MISP est de **50,09 %**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Programme de gestion intégrée des espaces frontaliers (PGIEF) : 100 %**

Action 1 : Sécurisation des frontières terrestres et maritimes entre la République du Bénin et les pays limitrophes : 100%

- Poursuite des recherches documentaires : 100%
- Gestion du différend frontalier Bénin/Burkina : 100%
- Réaffirmation/démarcation de la frontière terrestre Benin-Togolaise : 100%
- Travaux de délimitation de la frontière maritime avec le Togo et le Nigéria : 100%
- Travaux de démarcation et de réaffirmation de la frontière terrestre Bénino-Nigériane :100%
- Travaux de démarcation de la frontière Bénino-Nigériane dans le secteur fluvial (Niger) :100%
- Fourniture d'équipements des infrastructures de sécurité en mobiliers :100%

Action 2 : Offre de services sociaux de base aux populations frontalières : 100%

- Organisation de plaidoyers en direction des ministères sectoriels, les PTF, les Institutions et la Société civile au profit des zones frontalières : 100%
- Organisation des consultations foraines sanitaires et audiences foraines dans les espaces frontaliers :100%
- Appui aux populations frontalières et aux organisations de femmes pour le développement des activités génératrices de revenus :100%
- Organisation de la Journée Africaine des Frontières édition 2018 :100%
- Réalisation des enseignes et panneaux au niveau des frontières du Bénin :100%
- Travaux de construction des modules de trois salles de classe + batterie de latrines à quatre cabines + logement pour enseignants à l'EPP wassaré à Tounga Issa (Ségbana),

Worou-Ouré-Kparou, Swanwosou et Bouin (Pèrèrè) et réalisation de la clôture de la base USSF :100%

- Evaluation interne de la PNGIEF :100%
- Réalisation de forages au profit des populations frontalières des communes de Ogamoin, Gninsy, Monsy-Gourou (Pèrèrè), Ayétoto, Ferme Okpara, Affèsomou (Ouèssè), Anandan (Copargo) , USSF Kabo, commissariat Kabo (Tchaourou), Kamanan (Ségbana), Hounsahoué (Aplahoué) , Pitinga (Matéri) :100%
- Réalisation des rapports techniques annuels 2016-2018 sur l'état des frontières et des espaces frontaliers et la vulgarisation des concepts clés relatifs à la gestion des frontières, édition 2020 :100%
- Programmation et mission de suivi des activités du PNGIEF :100%
- Collecte et traitement des informations, images et production de supports de communication (jingles, spots, magazines et films documentaires) :100%
- Couverture médiatique de toutes activités à impact sur l'image de l'ABeGIEF :100%
- Recherches, enquêtes et renseignements :100%
- Réception définitive et paiement des décomptes relatifs aux travaux de construction d'équipements marchands à Basso (Kalalé) et des travaux de construction et d'équipement d'un module de quatre (04) salles de classe au CEG de Lonkly, d'Ayiguinnou, d'Akonana, d'Agouna et de Savalou :100%

Action 3 : Coopération transfrontalière :100%

- Organisation des sessions des commissions mixtes paritaires avec le Togo, le Niger et le Nigéria :100%
- Organisation de la réunion du Comité Mixte de Gestion Concertée de la zone de Kourou (COMGEC-K) :100%
- Organisation de l'Assemblée Générale de l'Association Béninoise des Communes Frontalières :100%
- Appui à l'organisation des fêtes et manifestations culturelles de portée transfrontalière concourant à la fraternité et à la coopération :100%
- Appui au renforcement de la gouvernance transfrontalière (acteurs frontaliers, osc, etc....) :100%
- Mise en place et organisation de réunions des plates-formes de concertation et d'échanges entre les FDS et les chefs traditionnels, religieux, et les élus locaux dans les secteurs frontaliers :100%
- Participation aux travaux du Conseil de l'Entente, de la Commission de la CEDEAO, de l'UEMOA, de l'UA et les Organismes internationaux sur les questions de frontières (ONU, UE, MOT, FRONTEX, PECoGEF etc....) et voyage d'études sur l'acquisition de connaissance sur le processus de convergence et de divergence sur les frontières :100%

Action 4 : Renforcement des capacités fonctionnelles de l'Agence :100%

- Achat de fournitures de bureaux et consommables :100%
- Achat de carburant et lubrifiant :100%
- Travaux d'entretien et de réparation :100%
- Activité 4 Paiement des salaires, compléments de salaires et accessoires :100%
- Assurances diverses :100%
- Animation du dispositif organisationnel de l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) :100%

**Programme d'Opérationnalisation de la Police Républicaine : 76,56%**

- Programme d'Opérationnalisation de la Police Républicaine : 76,36%

**Projet E-Security : 0%**

- Projet E-Security: 0%

**Programme de construction et d'équipement des infrastructures au profit des forces de sécurité publique : 30%**



- Programme de construction et d'équipement des infrastructures au profit des forces de sécurité publique : 30%

### ***Ex-Ministère de l'Économie Numérique et de la Communication (Ex-MENC)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MENC est de **29,49%**. Cette situation est due à la faible performance physique des projets phares.

Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Projet de Passage de la Radiodiffusion Analogique à la Radiodiffusion Numérique (47,25%)**

- Travaux de construction de clôture, guérites et cabines SBEE sur les sites TNT de Cotonou, Calavi, Porto-Novo, Gbéhoué, Malanville, Kandi et Parakou très avancés ;
- Paiement d'une partie des dettes sur le projet PRAN (audit technique des installations des armatures des pylônes, appui à la gestion de la communication digitale du MENC, aménagement de la voie d'accès au site d'émission de la TNT Kétou, gardiennage et sécurité des locaux de la TNT) ;
- Acquisition de Gasoil pour le groupe électrogène de seize (16) sites TNT (Parakou, Nikki, Bembèrèkè, Ségbana, Kandi, Malanville, Kompa, Banikoara, Tchaourou, Lokossa, Sèhouè, Abomey, Dassa, Savalou, Savè et Bantè) ;
- Prise en charge du gardiennage, surveillance et sécurité jour et nuit des locaux de la TNT de Porto-Novo, Gbéhoué, Calavi, Malanville et Parakou ;
- Reprise câble SBEE à Dassa pour l'adapter aux équipements TNT ;
- Remplacement et sécurisation du câble d'alimentation de la TNT à Sehouè ;
- Remplacement du disjoncteur SBEE sur le site de Bante ;
- Déplacement de l'armoire électrique vers local d'énergie sur le site de Save ;
- Poursuite de la formation des journalistes par CESTI.

#### **Télévision Numérique Terrestre (29,85%)**

- Recherche de partenaires pour l'exploitation des sites TNT ;
- Création de la SBIR et nomination du commissaire aux apports ;
- Sélection de l'Agence de Communication pour le lancement de la TNT ;
- Installation de la station terrienne, achèvement de la construction des pylônes et des bâtiments techniques dans le cadre de la TNT
- Location et mise en service du segment spatial pour la TNT.

#### **Projet de Renforcement des Structures Centrales de Gouvernance (27,7%),**

- Réalisation de la communication autour des réalisations du projet ;
- Achèvement du bâtiment devant abriter le Data center national ;
- Notification et publication des résultats d'attribution dans le cadre de la poursuite de l'aménagement du Data Center selon la norme tiers 3 ;
- Notification et publication des résultats d'attribution dans le cadre de la poursuite de l'aménagement IT du data center selon la norme tiers 3 ;
- Signature du contrat relatif à la prise en compte des modifications sur le bâtiment du data induites par les exigences de la certification TIA 942 du data center ;
- Signature du contrat dans le cadre de l'installation et la mise en service des interconnexions pour la mise en place d'un réseau national informatique au profit de l'administration béninoise ;
- Exécution des travaux relatifs à la fourniture, installation, mise en service et maintenance préventive de sources solaires photovoltaïques sur des sites du réseau national informatique de l'administration béninoise ;
- Mise en œuvre de l'assistance technique sur le PRSCG pour l'année.

#### **Projet SMART GOUV (41,90%)**

- Paiement du premier acompte relatif à la poursuite de la mise en place du système national de PKI et de Signature Electronique ;

- Elaboration et validation de la stratégie de mise en œuvre de la GED relative à la mise en place de la plateforme d'archivage et de numérisation des données administratives (phase 2)
- Paiement de la tranche annuelle des licences Microsoft ;
- Réception de l'avis de non objection sur la procédure relative à la réalisation de l'audit du système de sécurité de l'infrastructure de l'intranet Gouvernemental ;
- Déploiement des outils de productivité ;
- Suivi de l'exécution du déploiement relative à la configuration et le déploiement de l'intranet gouvernemental (phase pilote) ;
- Formation des administrateurs et des développeurs dans le cadre de mise en place de la plateforme d'interopérabilité ;
- Mise en place d'un prototype de portail des e-services ;
- Achèvement de la phase 1 de la mise en place de la plateforme nationale d'interopérabilité ;
- Identification et validation des services publics à mettre en ligne dans le cadre de la dématérialisation des services publics ;
- Certification obtenue pour le design du DCN ;
- Poursuite de la mise en place du système national de PKI et de Signature Electronique (350 000 cartes d'identité déjà réalisées) ;
- Déploiement des outils de productivité dans les Ministères ;

#### **Généralisation du numérique par l'éducation et la formation (25,30%)**

- Réalisation de surveys détaillés dans le cadre de la construction du Réseau Béninois d'Education et de Recherche ;
- Processus de marché en cours de finalisation dans le cadre de la construction du Réseau Béninois d'Education et de Recherche ;
- Réalisation de points d'accès dans 4 établissements d'excellence (Prythanée Militaire de Bembèrèkè, Lycée militaire de Natitingou, Lycée des jeunes filles de Parakou, Lycée des jeunes filles de Natitingou) ;
- Signature protocole d'accord et contractualisation avec SOFRECOM effectué dans le cadre de la construction d'un centre de formation lié aux métiers de la fibre ;
- Réalisation de l'étude de faisabilité sur Connexion des établissements d'enseignement secondaire : rapport provisoire disponible

#### **Généralisation de l'e-Commerce (1,40%)**

- Réception de l'avis favorable de la DNCMP dans le cadre du développement des services payables via mobile et en ligne : Plateforme Nationale de Paiement Electronique (Phase 2).

#### ***Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MCVDD est de **43,89%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

##### **Projet Etudes MCVDD : 60,60 %**

Activité : Organiser la deuxième tournée de Suivi-Evaluation des projets inscrits au PIP 2018 du MCVDD

- Réalisation effective de la deuxième tournée de Suivi-Evaluation des projets inscrits au PIP 2018 du MCVDD

Activité : Organiser une tournée d'évaluation des prescriptions environnementales des projets mis en œuvre par le ministère

- Réalisation de la mission d'une tournée d'évaluation des prescriptions environnementales des projets mis en œuvre par le ministère

Activité : Payer les décomptes relatifs aux études de faisabilité réalisées sur le projet Etudes MCVDD

- Paiement des décomptes à hauteur des disponibilités

Activité : Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne PPBS sur les applications du logiciel Excel

- Recyclage des acteurs de la chaîne PPBS sur les applications du logiciel Excel

**PROGRAMME DE PROTECTION DU LITTORAL CONTRE L'EROSION COTIERE (PPLCEC) :72,08 %**

Activité : Dédommager les sinistrés

- élaboration et validation des contrats et protocoles au profit des sinistrés ; Deux contrats signé

Activité : Produire les enrochements

- plus de 200 000 tonnes d'enrochement produit

Activité : Transporter les enrochements vers le site de construction à Cotonou

- chargement, pesage des camions et transport des enrochements

Activité : Construire une digue immergée entre l'épi Sifato et l'épi N°1

- réalisation de travaux topographiques et bathymétriques
- pose de pierres par Bateau

Activité : Poursuivre le dragage et le rechargement de la plage à l'Est de Cotonou par injection de sable dans le système d'épis

- dragage de 1 775 000 m<sup>3</sup> de sable marin pour rechargement de certaines cellules de plage

Activité : Payer les prestations des bureaux de contrôle INROS LACKNER et ANTEA GROUP

- traitement des factures du Consultant

Activité :Draguer et mettre en dépôt du sable par refoulement hydraulique

- identification des zones d'emprunt
- mobilisation des matériels et équipements de dragage
- mise en dépôt des sédiments

Activité :Poursuivre les travaux de construction du brise-lame à AVLEKETE

- réalisation des travaux de construction de la digue d'AVLEKETE à 69%

Activité : Assurer l'enlèvement des ordures collectées sur la plage et leur transport vers les lieux d'enfouissement sanitaire

- Exécution pour l'enlèvement des ordures collectées sur la plage et leur transport vers les lieux d'enfouissement sanitaire

Activité : Assurer le nettoyage des plages et la mise en dépôt des ordures collectées  
exécution des prestations pour le nettoyage des plages et la mise en dépôts des ordures collectées

**PROJET D'APPUI A LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT (PAGDE) : 64,80%**

Activité : Acquérir 12 détecteurs d'emballages et de sachets biodégradables

- L'Adjudicataire du marché est sélectionné et le processus aboutissant à la livraison se poursuit

Activité : Confectionner les brochures et plaquettes relatives à la loi N°2017 - 39 sur l'interdiction des sachets plastiques et de ses décrets d'application

- le contrat est prêt pour signature et l'adjudicataire l'a déjà signé

Activité : Vulgariser la loi N°2017 - 39 sur l'interdiction des sachets plastiques et de ses décrets d'application en s'appuyant sur les ONG locales

- sélection des prestataires en cours. Bon à lancer reçu de la PRMP

Activité : Réaliser des SPOT relatifs à l'utilisation des sachets biodégradables sur 4 Chaînes de Télévision, 12 radios communautaires, Radio nationale, Radio-Tokpa et radio SOGEMA

- contrat est prêt pour signature et l'adjudicataire l'a déjà signé

Activité : Mettre en place un Système d'information sur les pollutions

- les 03 consultants ont été retenus. Les offres attendues

Activité : Acquérir deux (02) analyseurs de gaz et ses consommables en vue du contrôle réglage des émissions de gaz d'échappement des véhicules motorisés à Cotonou, Porto-Novo et Parakou

- livraison du matériel attendue

Activité : Poursuivre la surveillance continue de la qualité de l'air

- LSE réalise une collecte continue des données de pollution de l'air par 09 capteurs solaires de polluants atmosphériques

Activité : Faire l'offensive diplomatique de l'initiative du CIRACC

- Le processus se poursuit. Les TDR de l'étude de faisabilité de la création du CIRACC sont élaborés

Activité : Actualiser le document de stratégie de renforcement des ressources humaines de l'apprentissage et du développement des compétences pour favoriser un développement vert faible en émission et résilient aux changements climatiques

- Signature du marché en cours

Activité : Recruter un cabinet pour faire l'état des lieux de la gestion des conventions l'évaluation des point focaux

- cabinet sélectionné. La signature du marché est en cours

Activité : Appui à la sensibilisation sur les polluants à courtes durées de vie

- mission de sensibilisation sur les polluants à courtes durées de vie

#### **PROJET INTEGRE DE REHABILITATION DU LAC AHEME (PIRA) : 40,69%**

Activité : Finaliser l'étude sur la modélisation hydrologique du lac Ahémé et ses chenaux

- dépôt du rapport définitif

Activité : Promouvoir les activités alternatives de revenu aux pêcheurs et de soutien au dragage dans la zone du PIRA (héliculture, maraîchage, pisciculture, aviculture, ostréiculture, ...)

- actualisation et validation des TdR

Activité : Assurer diverses prestations de services et autres

- paiement des factures de prestation

Activité : Assurer la réalisation du logiciel de comptabilité

- réalisation du logiciel de comptabilité

#### **Projet WACA RESIP : 37%**

Activité : Organiser au moins une session au niveau de chacun des 05 comités communaux pour la gestion intégrée de la zone côtière

- deux sessions sont tenues pour la gestion intégrée de la zone côtière

Activité : Acquérir les équipements techniques de suivi des indicateurs biologiques et de pollution au profit de l'Observatoire de suivi de l'environnement de l'ABE (Indicateurs chimiques et biologiques, mallettes d'indicateurs, indicateurs de stérilisation...)

- obtention de l'avis de non objection de la DNCMP et de la Banque mondiale sur le Mémo justificatif

Activité : Signer les conventions de partenariat avec les institutions nationales (DGECC, ABE, DGEFC) pour la mise en œuvre des activités du projet

- convention signée avec l'ABE projet de convention avec la DGECC et DGEFC disponibles

Activité : Appuyer l'élaboration et l'adoption des textes d'application de la loi littorale

- La loi est votée et promulguée par le chef de l'Etat. La rédaction des décrets d'application est en cours

Activité : Recourir à l'assistance technique du secrétariat de la Convention de Ramsar pour la mise en œuvre des activités du Projet

- TDR élaborés et requête faite à l'adresse d'un expert en gestion des zones humides

Activité : Créer les ACCB de Djègbadji-Avlékété et Chenal Gbaga

- Les sites devant abriter les ACCB sont identifiés de façon participative
- Les acteurs sont sensibilisés
- les comités villageois sont installés autour de l'ACCB de Tanou

Activité : Actualiser les plans de gestion des ACCB de Vodountô et Togbin-Adouanko

- Le rapport provisoire est déposé par le Consultant

Activité : Réaliser l'étude de faisabilité technique pour la protection de la côte transfrontalière Bénin-Togo

- Mémoire d'entente signé entre le Bénin et le Togo
- Tenue de la session du CPM pour l'ouverture et l'analyse des manifestations d'intérêts,
- Obtention de l'avis de non objection du NDF sur les TDR et l'AMI
- Evaluation combinée des propositions techniques et financières faite

Activité : Réaliser l'étude de faisabilité technique, d'EIE et du contrôle pour la stabilisation et l'aménagement de la berge sud du fleuve Mono à Gbékon

- Elaboration et dépôt de l'Avant-projet sommaire du document par le Consultant en cours

Activité : Renforcer les capacités du comité local de gestion pour l'ouverture de la Bouche du Roy

- Formation des acteurs locaux à l'ouverture régulière de la Bouche du Roy en cours

Activité : Réaliser une évaluation environnementale et sociale pour les sites de relocalisation des populations identifiés dans la commune de Grand-Popo et prendre en compte les activités socio-économiques des populations déplacées dans le choix final du site de relocalisation

- Validation du rapport provisoire de l'étude. Screening environnemental réalisé pour les trois sites mis à disposition par la commune de Grand-Popo

Activité : Organiser des séances d'information et d'appel à proposition de microprojets à financer et la sélection des bénéficiaires de microprojets d'AaGRs

- Bénéficiaires de la 1ère génération des AGR sont sélectionnés soit 499 personnes dont 75% de femmes

#### **PROJET DE MODERNISATION DE LA GESTION DES DECHETS SOLIDES MENAGERS DANS LE GRAND NOKOUE (MGDSM-GN) : 70,60%**

Activité : Appui au démarrage opérationnel de la Société de gestion des déchets solides ménagers du Grand Nokoué (SGDS-GN SA)

- Une dizaine de cadres recrutés
- 37 superviseurs recrutés (des jeunes de 25 à 35 ans)
- 7 appels d'offres lancés, 3 en cours d'analyse ; 1 AO finalisé (lots attribués)
- Première déclinaison du plan de communication en cours : site web, newsletter, forum WhatsApp, etc.
- 18/12/19 - Lancement de la composante Salubrité

Activité : Mise en œuvre du plan de communication

- Analyse validation du plan d'actions proposé
- Poursuite de l'analyse du plan de communication
- Suivi de la mise en œuvre du plan de gestion des déchets solides ménagers du Grand Nokoué (SGDS-GN SA)

Activité : Suivi de l'activité de la SGDS-GN

- Analyse et validation du dispositif GEORED.
- Validation du rapport d'activités 1

#### **UNITE DE GESTION DU PROJET DE GESTION DES FORETS ET TERROIRS RIVERAINS (PGFTR) : 73,78 %**

Activité : Réaliser l'étude sur la contribution du secteur forestier au PIB avec l'appui de l'INSAE

- actualisation des TDRs pour la réalisation de l'étude sur la contribution du secteur forestier au PIB (30%)
- organisation de séances de travail avec l'INSAE sur le déroulement de l'étude

Activité : Organiser la formation professionnelle du personnel pour l'obtention du Diplôme d'Officier Conservateur des Eaux, Forêts et Chasse (DOC-EFC) en application des nouvelles dispositions de la loi 2015-20 et ses textes d'application

- admission des élèves-Officiers forestiers à l'Ecole Nationale des Officiers de Toffo (ENO)
- exécution de la formation militaire à l'ENO

- élaboration du curriculum de formation professionnelle
- exécution de la formation professionnelle
- organisation de la cérémonie de sortie et prise de service des élèves-Officiers

Activité : Organiser le stage professionnel du personnel forestier pour l'obtention du Diplôme Professionnel de perfectionnement niveau 1 (DPP1)

- élaboration du curriculum de formation
- prise de la décision de mise en formation des agents
- mise en place de l'équipe d'encadrement du déroulement de la formation
- élaboration du programme de déroulement du stage
- mise en œuvre du programme de déroulement du stage
- mise en œuvre du programme de déroulement du stage
- organisation de la cérémonie de sortie officielle et délivrance des attestations de fin de stage

Activité : Organiser le stage professionnel du personnel forestier pour l'obtention du Diplôme Professionnel de perfectionnement niveau 2 (DPP2)

- élaboration du curriculum de formation
- préparatifs pour le lancement de la formation
- élaboration du programme de déroulement du stage
- mise en place de l'équipe d'encadrement du stage
- formation du personnel forestier pour l'obtention du Diplôme Professionnel de perfectionnement niveau 2 (DPP2) en cours d'exécution\*

Activité : Organiser la formation professionnelle du personnel pour l'obtention du Diplôme de Sous-Officier Contrôleur (DSOC) en application des nouvelles dispositions de la loi 2015-20 et ses textes d'application

- Elaboration du curriculum de formation
- Prise de la décision de mise en formation des agents
- Mise en place de l'équipe d'encadrement du déroulement de la formation
- Lancement de la formation
- Formation en cours d'exécution

Activité : Organiser la formation professionnelle du personnel pour l'obtention du Diplôme Professionnel de Perfectionnement d'Officier Forestier (DPPOF) en application des nouvelles dispositions de la loi 2015-20 et ses textes d'application

- formation professionnelle des officiers conservateurs pour l'obtention du Diplôme Professionnel de Perfectionnement d'Officier Forestier (DPPOF) en application des nouvelles dispositions de la loi 2015-20 et ses textes d'application (L'étape suivante est le port de galons aux 13 Officiers conservateurs des EFC ayant obtenus le DPPOF)

Activité : Elaborer et valider les documents stratégiques de gestion des ressources humaines au profit du personnel civil de la DGEFC (cadre organique, plan de formation, etc)

- Elaboration des TDRs
- Sélection du consultant en cours
- Elaboration du cadre organique et du plan de formation DGEFC

Activité : Appuyer la participation du personnel forestier au défilé militaire du 1er août 2019

- identification des fonctionnaires pour le défilé militaire
- organisation des séances d'exercice pour le défilé
- participation de 02 pelletons et d'une session d'agents forestiers au défilé militaire du 1er août 2019

Activité : Poursuivre la construction des logements et bureaux des Inspections Forestières et bureaux des Cantonnements forestiers

- paiement des dettes du projet sur la ligne 23 contractées au titre de 2018

Activité : Acquérir le matériel roulant (5 véhicules et 10 motos) au profit du personnel forestier

- élaboration et transmission au MEF, de la demande d'autorisation de l'acquisition des véhicules
- actualisation du DAO

Activité : Acquérir le paquetage d'habillement militaire au profit du personnel forestier

- Validation des spécifications techniques/
- Actualisation et lancement du DAO
- Sélection du prestataire

Activité : Organiser des opérations de patrouilles/ratissage et de sécurisation des forêts classées

- élaboration d'un plan de sécurisation des aires protégées
- Réalisation de missions de patrouilles/ratissage dans les aires protégées au titre de 2019

Activité : Suivre la mise en œuvre des PAPFs des massifs forestiers

- poursuite des sensibilisations sur le processus de retour vers les séries agricoles
- Suivi de la collecte des contributions aux fonds d'aménagement au niveau des massifs forestiers en aménagement

Activité : Appuyer la célébration la 35ème édition de la JNA et les autres Journées Internationales relatives à l'environnement

- identification des sites
- élaboration et transmission au MCVDD, de la communication en Conseil des Ministres sur la JNA 2019
- appui à la célébration des Journées

Activité : Promouvoir une meilleure gestion des feux de végétation

- Elaboration des TDR
- Lancement de la campagne 2019 d'allumage des feux précoces au niveau national

Activité : Assurer le suivi-évaluation des activités du sous-secteur forestier

- déclinaison du PTA 2019 aux structures déconcentrées de l'Administration forestière
- Elaboration et validation du rapport d'activités 2018 de la DGEFC \*Elaboration des bilans trimestriels de 2019 du PTA PEFC 2019

#### **UNITE DE GESTION DU PROJET D'APPUI A LA PRESERVATION ET AU DEVELOPPEMENT DES FORETS GALERIES ET PRODUCTION DE CARTOGRAPHIE DE BASE NUMERIQUE (PAPDFGC) 21,74%**

Activité : Accompagner les comités locaux de gestion de protection des berges de la basse vallée du fleuve Ouémé dans l'entretien et le suivi des plantations réalisées

- actualisation des TDR;

Activité : Appuyer les apiculteurs formés dans la zone d'intervention du PAPDFGC

- actualisation des TDR;

Activité : Appuyer les groupements de pisciculture en cage flottante dans la zone d'intervention du PAPDFGC

- actualisation des TDR;

Activité : Appuyer les comités de gestion des plateformes multifonctionnelles dans la zone d'intervention du PAPDFGC

- organisation d'appui-conseils in situ au profit des comités de gestion.

#### **Projet de Reboisement Intensif (PRI): 51,4%**

Activité : Réaliser les travaux de reboisement dans le cadre de la mise en œuvre du contrat pluriannuel de reboisement 2019-2020 (au moins 650 ha et 100 km linéaires reboisés)

- résultat 2.1 : les écosystèmes forestières sont gérés durablement 31.67%
- élaboration et lancement des DAO \*Ouverture des offres
- identification et géoréférencement des sites à reboiser

Activité : Entretien des anciennes plantations réalisées par le PRI

- actualisation des TDR
- demande de renseignement de prix
- mise à disposition des plants de regarnissage

Activité : Appuyer par la mise à disposition de plants, le verdissement des sites réalisés par les autres programmes du MCVDD

- organisation séance de concertation avec les Chefs de file des programmes pour l'organisation du verdissement des sites
- visite des sites à verdir pour l'évaluation des besoins en plants

Activité : Assurer le suivi-évaluation des activités du PRI

- résultat 4.1 : les services écosystémiques sont promus 100%
- Elaboration du rapport d'activités 2018 du projet
- Organisation de 02 missions de suivi de la campagne de reboisement 2019-2020
- Elaboration et transmission à la DPP des bilans trimestriels 2019 de l'ONAB

#### **Projet d'Appui à la Gestion des Forêts Communales PHASE II (PAGEFCOM2): 30,51%**

Activité : Organiser les sessions ordinaires du Comité d'Orientation et de Suivi (COS) du PAGEFCOM2

- tenue de 02 sessions ordinaires du COS

Activité : Mettre en œuvre le plan de passation de marchés du PAGEFCOM2

- actualisation du plan de passation global de marchés du projet
- élaboration du rapport des 3 premiers trimestres de suivi de mise en œuvre du PPM

Activité : Elaborer et signer les conventions de partenariat entre le PAGEFCOM2 et les différentes structures partenaires

- signature de la convention de partenariat avec la DGEFC, le CENATEL, la Direction des Pêches, l'ABE, le Bénin-Météo et le LEA/UAC

Activité : Actualiser le manuel de procédure de gestion comptable financière et administrative

- Elaboration et lancement de l'AMI
- Evaluation des propositions techniques
- Validation du rapport d'évaluation technique par la CCMP et ANO de la BAD attendu

Activité : Elaborer la grille de mesure de performance du personnel du PAGEFCOM2

- élaboration et internalisation de la grille de performance à tous les agents du projet

Activité : Elaborer le contrat de performance du personnel

- élaboration des contrats de performance 2019 - 2020 du personnel sur la base de la grille élaborée
- remise des contrats au personnel recruté pour exécution

Activité : Actualiser les documents sur les indicateurs de performance du secteur

- Obtention de bon à lancer de l'AMI
- Lancement de l'AMI
- Elaboration et validation de DDP
- Invitation des bureaux de la liste restreinte par lettres d'invitation

Activité : Réhabiliter les infrastructures non achevées du PAMFI au niveau de l'antenne Wari-Marô

- état des lieux des infrastructures
- saisine des structures compétentes en vue de la résiliation des anciens contrats

Activité : Réhabiliter les infrastructures non achevées du PAMFI au niveau de l'antenne Agbassa

- état des lieux des infrastructures
- saisine des structures compétentes en vue de la résiliation des anciens contrats

Activité : Renforcer les infrastructures socioéconomiques dont un module de trois classes (Manigri), un module de trois classes et un centre de santé dans le village de Igbèrè, le centre de santé de Baanon

- état des lieux des infrastructures
- saisine des structures compétentes en vue de la résiliation des anciens contrats

Activité : Acquérir 2 stations wagons et 5 pick up au profit du PAGEFCOM2

- Actualisation des spécifications techniques et DAO
- Evaluation des offres et ANO de la BAD
- Adjudication prononcée et acquisition des véhicules
- Réception de 07 véhicules (2 stations wagons et 5 pick up)



Activité : Elaborer les PAGS des périmètres de reboisement de Parakou et d'Abomey

- élaboration des TDR
- sélection des consultants en cours

Activité : Réaliser la surveillance des ranchs (plan de surveillance, mise en place de brigade, et formation)

- élaboration de plan de surveillance des ranchs

Activité : Installer 20 ha d'anacardier sur le périmètre d'Abomey

- préparation des sites de reboisement
- installation de 04ha d'anacardier

Activité : Réaliser l'enrichissement de 05 hectares de forêts galeries dans le complexe Mont Kouffé (MK), Wari Maro (WM) par le pentadesma

- Identification des berges à enrichir 10%

Activité : Assurer la sécurisation des forêts classées de Monts Kouffé et Wari-Marou

- élaboration du plan d'action de surveillance des massifs 20%

Activité : Réaliser des opérations de simulation et mise en place des équipes mixte SAP FV (forestiers, pompiers, gendarmes et civils)

- Elaboration des TDR

Activité : Assurer la surveillance du noyau centrale, des zones de chasses (Plan de surveillance, brigade de surveillance) de Wari Maro et Monts Kouffé

- Elaboration des TDR
- Réalisation des opérations de surveillance

Activité : Réaliser les plantations dans 10 écoles

- préparation des sites de reboisement
- acquisition des plants
- installation de 22ha de plantations dans 10 écoles

Activité : Réaliser les actions de IEC/CCC sur la surexploitation des forêts, des parcs à fourrages, et sur la divagation des animaux d'élevage en forêts dans la ZIP et les écoles bénéficiaires des plantations

- Identification des thématiques
- Elaboration des supports et directives de la conduite des séances d'IEC
- Organisation des séances IEC dans les villages et arrondissements
- Organisation des séances IEC dans les écoles

Activité : Réaliser la plantation communale de 150 ha de Bassila

- préparation des sites de reboisement
- installation de 150ha

Activité : Réaliser la plantation communale de 150ha de Tchaourou

- préparation des sites de reboisement 20%

Activité : Réaliser la plantation communale de 150h d'Allada

- préparation des sites de reboisement 20%
- Installation de 100ha

Activité : Réaliser l'étude diagnostique sylvicole des plantations de la première phase du PAGEFCOM

- Elaboration des TDR

Activité : Assurer la sécurisation foncière des plantations communales

- Collecte des actes de sécurisation foncière

Activité : Assurer le suivi-évaluation du PAGEFCOM2

- Elaboration et transmission à la DPP, des bilans trimestriels de 2019
- Organisation de 02 missions de supervision de la BAD
- Organisation de missions de suivi-évaluation
- Préparation et participation aux diverses revues

**Projet de Substitution du Bois-Energie par le Gaz Domestique (PSBE-GAZ): 35,13%**

Activité : Assurer le fonctionnement du PSBE-GAZ

- acquisition de carburants

- élaboration d'une feuille de route de mise en œuvre du processus
- paiement de la dette relative à la réalisation de l'étude de faisabilité du projet

Activité : Conduire le processus de mise en œuvre des nouvelles mesures de réformes dans le secteur du gaz

- actualisation des TDR
- organisation de séances de travail avec les sociétés distributrices de gaz et les autres acteurs dans le cadre de la mise en œuvre des réformes

**Projet de Réserve de la Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono (PRBTDM): 10%**

Activité : Réaliser les actions de conservation de la biodiversité au niveau de la Réserve de Biosphère Delta du Mono

- actualisation des TDR 10%;

**Programme Villes Durables (PVD): 65,88%**

Action : Création de villes durables

- réalisation des Travaux d'aménagement du site d'accueil (place IDI d'Akpakpa) à Cotonou des pèlerins dans le cadre du Hadj
- poursuite des travaux relatifs au projet de pavage de rues et d'assainissement dans la ville de Kpomassè, d'Abomey-Calavi, de Zogbodomé, de Kérou, de Bembèrèkè et Zè.
- signature du marché relatif à la conception et réalisation des travaux d'urgence pour l'adaptation de la station de traitement des eaux usées de Takon en station de traitement des boues de vidange.
- signature du marché relatif à la conception et réalisation d'une station de traitement des boues de vidange à Parakou
- signature du marché relatif à la mission de maîtrise d'œuvre complète du projet d'aménagement de la corniche Est de Cotonou

Action : Amélioration de la gouvernance urbaine et foncière

- recrutement d'un expert pour la relecture du code de l'urbanisme
- recrutement d'un expert pour proposition de règles pour l'occupation du domaine public
- élaboration des TDR et AMI pour la mise en place et signature d'un contrat cadre de mobilisation de groupe d'experts;

Action : Promotion d'un aménagement équilibré et durable de l'espace national

- participation aux travaux du Comité technique de supervision des réalisations cadastrales MCVDD/MEF;
- suivi de la mise en œuvre du projet d'appui à la commune des Aguégus;
- suivi de la mise en œuvre du projet GANVIE.
- suivi de la mise en œuvre du projet de modernisation des marchés
- assistance à la Maîtrise d'Ouvrage sur les projets de l'Etat ;
- suivi des études architecturales des projets touristiques dans les villes de Ouidah, Abomey et Allada ;

**Projet d'Aménagement Urbain et d'Appui à la Décentralisation (PAURAD): 57,26%**

Action : Création de villes durables

- suivi de la mise en œuvre des mesures sociales et environnementales des travaux dans la ville de Porto Novo, Sèmè-Podji, Abomey-Calavi, Parakou, Kandi, Lokossa, Abomey, Bohicon et Comè.
- suivi de la mise en œuvre des activités exécutées en MOD par l'AGETUR ;
- suivi de la mise en œuvre des activités exécutées en MOD par les Communes du PAURAD ;
- exécution des travaux du gros œuvre dans le cadre de la construction des infrastructures socio-communautaires à l'EPP Togoudo dans la commune d'Abomey-Calavi ;
- recrutement du bureau de contrôle et signature du contrat pour la réhabilitation du palais de Kpingla et du temple Adomou dans la commune d'Abomey ;

Action : Amélioration de la gouvernance urbaine et foncière

- constitution de la liste restreinte pour la mise en œuvre de la mission pour l'élaboration des plans directeur d'assainissement pour les villes de Parakou, Kandi, Lokossa, Natitingou, Comè et Djougou ;
- élaboration, signature et enregistrement du contrat de marché pour la formation des acteurs de la chaîne de passation de marchés publics au niveau central ;
- mise en œuvre de la mission de renforcement des capacités des élus et chefs de services sur les impositions perçues au profit des communes ;
- élaboration, signature et enregistrement du contrat de marché pour la mise en œuvre de la mission de renforcement des capacités des municipalités sur les services urbains : rôles et responsabilités;
- élaboration, signature et enregistrement du contrat de marché pour la mise en œuvre de la mission de renforcement des DST et/ou CST sur les méthodologies d'entretien des ouvrages et équipements urbains
- mise en œuvre de la mission pour l'élaboration de supports de formation au profit du CeFAL;
- démarrage de la mission pour l'étude et la mise en place d'un système de gestion physique et électronique des archives de la DGDU.
- exécution de la mission pour la mise en œuvre du plan de communication pour la sensibilisation (CCC) des populations au paiement des impôts ;

Action : Promotion d'un aménagement équilibré et durable de l'espace national

- Mise en œuvre du plan de communication du PAURAD
- réalisation de l'audit financier du PAURAD.
- organisation et tenue de la 1ère mission semestrielle de supervision de la Banque Mondiale.
- organisation des sessions semestrielles du CIS du PAURAD

#### **Programme Spécial de Réhabilitation de la Cite Historique d'Abomey (PSRCHA) : 84,12%**

Action : Création de villes durables

- Démarrage des travaux de la troisième phase des travaux de pavage et d'assainissement du tronçon de rues carrefour Sagbajou-Giratoire Sogbo Aliho + construction de collecteur et dalots ;
- Réalisation des travaux de réhabilitation, d'extension de réseau électrique et de l'éclairage public dans les communes d'Abomey, d'AGBANGNIZOUN et de DJIDJA
- Réalisation des travaux d'extension de réseau électrique dans les communes d'AGBANGNIZOUN et de ZAKPOTA
- Réalisation des travaux de Réhabilitation de construction de muraille les palais privés du roi GLELE (COVEKPA et SEDESSA)
- Réalisation des travaux de Réhabilitation de construction de muraille dans le palais privé du ROI GUEZO à AGBANGNIZOUN
- réalisation des travaux préliminaires de réhabilitation du conservatoire de vodoun.

#### **Programme d'Adaptation des Villes aux Changements Climatiques (PAVICC): 57,03%**

Action : Création de villes durables

- suivi de la réalisation des études techniques et environnementales des projets de type A et B dans le cadre du PAVICC
- sélection d'un bureau pour le recrutement de l'équipe de gestion du projet.

Action : Amélioration de la gouvernance urbaine et foncière

- Résultat 4.2.1: Les villes sont mieux gérées (éco gouvernance) et contribution à une meilleure transparence dans le foncier 10.28%
- élaboration et transmission à l'AFD des TRD pour le recrutement d'un Bureau d'Etudes pour l'élaboration des documents de planification stratégique dans le cadre du PAVICC ;
- élaboration et transmission à l'AFD des TRD pour la réalisation d'une étude socio-économique d'élaboration du cadre logique et de détermination des valeurs de base des indicateurs du PAVICC ;

- élaboration des TRD pour la réalisation de l'audit organisationnel municipal partagé des communes de Cotonou, Bohicon, Sèmè-Podji et Comè pour le compte du PAVICC
- élaboration des TRD pour le recrutement et déploiement d'une dizaine d'experts permanents seniors (AT locaux) pour appuyer ANCB et les communes de Cotonou, Bohicon, Sèmè--Podji, et Comè pour le compte du PAVICC.

Action : Promotion d'un aménagement équilibré et durable de l'espace national

- acquisition de carburant et lubrifiant pour le compte du 2ème trimestre;
- obtention de l'avis de la DNCMP sur le DAO pour l'acquisition des véhicules

#### **FADeC-ASSAINISSEMENT : 46,55%**

Action : Amélioration de la gouvernance urbaine et foncière

- transfert des fonds FADeC à la mairie de Cotonou pour les prestations de salubrité de la ville exécutées par l'entreprise GLASSEM

Action : Promotion d'un aménagement équilibré et durable de l'espace national

- acquisition de carburant pour le compte du 2ème trimestre.
- paiement des dettes et acquisition des fournitures pour le fonctionnement du projet FADeC

#### **PROJET D'APPUI A LA COMMUNE DES AGUÉGUÉS 50%**

Action : Mission d'études techniques et élaboration des dossiers d'appels d'offre ; Passation des marchés

- Etudes technique (APS, APD, EIES - Élaborer DAO)
- Etudes d'impact environnemental et social (EIES)

Action : Lancement des travaux des lots Construction de latrine et lot Réfection de voirie

- Contrôle et supervision des travaux

#### **Projet de Réhabilitation et d'Aménagement des Voiries des Villes de Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Bohicon et Abomey (Asphaltage) : 50.25%**

Action : Supervision de la mise en œuvre des travaux des lots de voirie assainissement (12 lots voirie assainissement)

- Participer aux réunions de chantier
- Organiser les visites de contrôle qualité sur site (au moins 1 par semaine).
- Répondre dans le temps aux courriers des entreprises
- Vérifier et payer des décomptes des Missions de contrôles.
- Participer au moins à une réunion d'interface avec les autres projets du PAG (Marina, Amazone, PAPC)
- Organiser les visites de contrôle qualité sur site (au moins 1 par semaine)

Action : Lots Spécifiques : (Finalisation des contrats des lots spécifiques Eclairage Public, Espace vert et Equipement de sécurité)

- Préparer les projets de contrat et soumettre à la validation des organes de contrôle,
- Prendre en compte les observations des organes de contrôle.
- Elaboration le projet de convention entre l'ACVDT et la structure porteuse du financement.
- Eclairage public.
- Vérifier et payer l'avance de démarrage pour le lot équipement de sécurité

Action : Vérification et paiement des décomptes de l'AMO

- Assurer la tenue des réunions de validation des rapports bimensuels d'activités.
- Avis et commentaires sur les rapports bimensuels de l'AMO.
- Vérification et Paiement des factures

#### **PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE GEOGRAPHIQUE DE BASE ET DU CADASTRE : 54,73%**

##### **Assainissement Pluvial de Cotonou : 40%**

Action : Préparation de la mise en œuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou

- Organisation des réunions de briefing dans le cadre de l'encadrement des missions de préparation des PTFs.
- Organisation des réunions sectorielles dans le cadre de l'encadrement des missions de préparation des PTFs.
- Encadrement des visites de terrain, Organisation des réunions de debriefing, Organisation des réunions de revue d'aide-mémoire et Rédaction des rapports des visites.

Action : Mission d'études Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par le programme

- Consultation publique par bassin
- Collecte de données sur les Personnes
- Elaboration des rapports provisoires de 35 PGES, 35 PAR et de rapport EIES général

#### **Projet d'Appui à la Commune des Aguégus (PACA) : 50%**

- réalisation des travaux de réfection des voies de desserte dans le cadre de la mise en œuvre du projet
- Préparatifs en cours pour le démarrage des travaux dès la 2ème quinzaine du mois de novembre 2019

#### **Projet d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires : 20%**

Action : Réaliser les EIES et du PAR dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'Assainissement Pluvial des villes secondaires

- Elaborer les TdRs pour les EIES et PAR sur le modèle des études du APC en absence des bailleurs identifiés.
- Elaborer le dossier de Manifestation d'intérêt et le soumettre à la validation de la DNCMP.
- Prendre en compte des observations éventuelles de la DNCMP

Action : Finalisation des études et du DAO pour la phase prioritaire de 20 marchés

- Analyse, Validation et paiement des études ESQ-APS
- Analyse, Validation et paiement des études APD -PRO
- Analyse, Validation et paiement des études DAO
- Appel d'offres - dépouillement et adjudication
- Notification, Contractualisation et remise de site
- Notification d'attribution et Contractualisation
- Ordre de service et remise de site

Action : Finalisation des études et du DAO pour la phase de 15 autres marchés

- Suivi des études des 7 APS par les MoEX

#### **Programme de développement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre 76.34%**

Action : Densification du réseau géodésique d'environ 125 points

- Construction et réception des bornes géodésiques

Action : Contrôle des ortho photos et le MNT de LIBER-Technologie/ANDF sur l'étendue du territoire national

- Mission de Contrôle des ortho photos et du MNT sur le terrain
- Production du Rapport de contrôle

Action : Organisation des missions de suivi des stations à l'intérieur du pays

- Tenue de la mission et production du rapport de missions

#### **Construction de marchés régionaux, secondaires et de quartiers 27.50%**

Action : Finalisation des études et du DAO pour la phase prioritaire de 20 marchés

- Analyse, Validation et paiement des études ESQ-APS
- Analyse, Validation et paiement des études APD -PRO
- Analyse, Validation et paiement des études DAO
- Appel d'offres - dépouillement et adjudication

- Notification, Contractualisation et remise de site
- Notification d'attribution et Contractualisation
- Ordre de service et remise de site

Action : Finalisation des études et du DAO pour la phase de 15 autres marchés

- Suivi des études des 7 APS par les MoEX

#### **Projet de Construction des Bâtiments Administratifs (PCBA) : 73,62%**

Action : Mise en cohérence des actions d'aménagement relevant de l'Etat, notamment du PAG avec les interventions de la Commune de Porto-Novo

- Séance de concertation avec la Mairie de Porto-Novo

Action : Mise en œuvre des recommandations du Conseil des Ministres au sujet des travaux de la Construction du siège de l'Assemblée Nationale sur la belge lagunaire de Porto-Novo

- Exécution des actions de la feuille de route prévues dans le mois d'octobre ;
- Exécution des actions de la feuille de route prévues dans le mois de novembre ;
- Exécution des actions de la feuille de route prévues dans le mois de décembre ;
- Elaboration du contrat

Action : Etudes architecturales et techniques d'un nouveau projet de Construction du siège de l'Assemblée Nationale

- Actualisation des TDR

Action : Mobilisation des Partenaires Techniques et des ressources financières pour le développement des Projets ou opérations assurant le développement de la ville

- Indentification des partenaires techniques potentiels

Action : Poursuite de l'étude en vue de l'élaboration du projet de décret portant règles de construction des bâtiments et règles de sécurité et de protection des immeubles en République du Bénin

- Elaboration de la version provisoire du projet de décret

Action : Reconstitution des plans architecturaux du patrimoine immobilier de l'Etat

- Elaboration du Contrat

Action : Etudes de la réhabilitation du Bloc Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances

- Réception des documents définitifs (Plans et DAO)

Action : Actualisation de la plaquette des matériaux locaux de Construction

- Avis de la CCMP sur le PV dépouillement

Action : Actualisation des index de prix des matériaux locaux et ouvrages élémentaires de construction

- Finalisation du document actualisé d'index de prix

Action : Actualisation de l'étude architecturale du projet du complexe spécialisé de l'IGN

- Elaboration du contrat

Action : Etude pour l'élaboration du décret portant condition d'agrément et d'exercice de la mission de contrôle technique des travaux de construction en République du Bénin

- Lancement de l'AMI

Action : Evaluation et actualisation du document du Programme Habitat

- Elaboration du contrat

Action : Elaboration d'un répertoire des emplois créés par les interventions du MCVDD de 2016 à 2018

- Lancement de la DP

Action : Elaboration d'un manuel de procédure technique, administrative et comptable pour la DGHC

- Finalisation de la DP

Action : Formation des acteurs du permis de construire sur les normes de construction en vigueur en République du Bénin

- Rédaction du rapport des Ateliers

Action : Entretien des bureaux et de la cour et maintenance informatique et des climatiseurs de l'ARPN

- Entretien, maintenance, Constat de service fait et Réservation de crédit (4ème trimestre) ;
- Obtention, Liquidation des factures et Préparation des fiches d'engagement (4ème trimestre) ;

Action : Suivi-évaluation des projets du programme habitat en collaboration avec la DPP et le MPD

- Préparation intellectuelle et matérielle de la mission du deuxième semestre ;
- Déroulement de la mission de suivi-évaluation du premier semestre (Novembre 2019);
- Dépôt du rapport de mission du deuxième semestre.

Action : Suivi mensuel administratif et technique des travaux du Projet de Construction des Bâtiments Administratifs (cours suprême, CeFAL, inspections forestières, cantonnements, bureaux ARPN, CENAGREF à Kandi, Bureaux IGN, recette perception etc.)

- -Suivi administratif mensuel de l'exécution des travaux des projets de construction du Programme Habitat pour le mois d'octobre ; -Suivi administratif mensuel de l'exécution des travaux des projets de construction du Programme Habitat pour le mois de novembre ; -.

Action : Etude d'impact environnementale des travaux de réhabilitation du palais des congrès et du stade de l'amitié

- Avis de la DCMP sur le PV de dépouillement

Action : Travaux du second œuvre du bâtiment R+1 de la DDCVDD Zou

- Etablissement du 2ème mandat de paiement
- transmission de dossier du 2ème mandat au trésor
- Exécution des travaux à 70%

Action : Réalisation des travaux de viabilisation primaires des sites devant abriter les logements de OUEDO

- exécution des travaux à 25%;
- exécution des travaux à 35%;

Action : Travaux de construction de nouveaux bureaux pour l'ARPN

- Poursuite et exécution des travaux à 25%

Action : Transfert de ressources à la Présidence de la République pour les travaux de réfection

- Mandatement de fonds pour la régularisation des OP
- trésors émis dans le cadre des travaux de réfection du
- Palais de la Présidence et des villas présidentielles

Action : Réhabilitation du bâtiment ozone du MCVDD

- Paiement de la facture

Action : Poursuite des travaux de construction du complexe spécialisé de l'IGN

- Exécution des travaux à 25%

Action : Travaux de réhabilitation du bâtiment de la Cour Suprême

- exécution des travaux à 70%

Action : Paiement de la dette relative aux travaux de construction sur PCBA

- Dix (10) dettes payées sur quatorze (14)

Action : Construction de quatre nouvelles recettes perceptions pour le compte du MEF

- Elaboration du contrat

Action : Réalisation des espaces verts et autres aménagements au Palais des Congrès

- Elaboration du contrat

Action : Acquisition et installation d'un ascenseur au profit du MCVDD

- Réception de la commande

Action : Acquisition de mobiliers de bureau au profit du programme habitat

- Lancement de l'appel d'offres

Action : Acquisition de matériels informatiques au profit du programme habitat

- Transmission des résultats à la CCMP pour avis

Action : Dettes relatives aux matériels acquis sur le Projet de construction des bâtiments administratifs pour le compte de l'exercice 2017-2018

- Etablissement du mandat de paiement

Action : Achat et installation d'un groupe électrogène de 40 KVA y compris l'aménagement d'un abri au profit de la DPM et la DDCVDD-Littoral

- Définition des caractéristiques et élaboration des lettres de consultations (TDR)

Action : Paiement des prestations relatives aux levés topographiques et études géotechniques des projets phares et prioritaires du PAG

- Suivi du paiement par l'ACVDT des prestations pour l'identification et le levé topographique du site devant abriter les ouvrages du projet de construction de six (06) cités Administratives Départementales

Action : Poursuite de la réalisation des études d'impact environnemental des projets de construction des cités ministérielles, techniques et administratives départementales

- Finalisation et dépôt de rapports

Action : Construction d'une cité ministérielle à Cotonou (phase étude)

- Enregistrement du contrat ;
- Démarrage des études

Action : Construction d'une cité ministérielle à Cotonou (phase Travaux)

- Finalisation des DAO

Action : Construction d'une cité administrative à Abomey-Calavi et douze (12) cités départementales (Etudes)

- Paiement de la facture du maître d'œuvre

Action : Construction d'une cité administrative à Abomey-Calavi et douze (12) cités départementales(travaux)

- Suivi mensuel de l'exécution des travaux, mois 9

### **Projet de Construction des Infrastructures Sociocommunitaires (PCIS) : 71,01%**

Action : Organisation des activités du mois de l'Habitat édition 2019

- Organisation de l'activité ;
- Rédaction du rapport de célébration du mois de l'Habitat.

Action : Mission de suivi administratif des travaux de construction du PCIS (Jardin public de Dowa, Centre de Sauvegarde d'Agblangandan, FASEG, logements de Ouèdo, etc.)

- Suivi administratif mensuel de l'exécution des travaux des projets de construction du Programme Habitat pour le mois 10 ;
- Suivi administratif mensuel de l'exécution des travaux des projets de construction du Programme Habitat pour le mois 11 ;
- Suivi administratif mensuel de l'exécution des travaux des projets de construction du Programme Habitat pour le mois 12.

Action : Participation de deux (02) Cadres du programme habitat à la COP 25

- Transmission de la liste des participants du Programme Habitat à la COP 25 au MEF

Action : Poursuite de la vulgarisation dans les communes du Bénin de la loi sur le bail à usage d'habitation domestique et de ses décrets d'application

- Rédaction du rapport de la vulgarisation

Action : Achèvement de l'étude de définition de pondération type des tâches/activités techniques relevant du MCVDD

- transmission de dossier au trésor

Action : Etude architecturale de la réhabilitation du Palais Royal de Honmè à Porto-Novo

- Elaboration du contrat

Action : Etude architecturale du projet de construction du Palais Impérial de Nikki

- Elaboration du projet de contrat de marché

Action : Etude de faisabilité de l'aménagement de la place AYINONKO à Porto-Novo

- Avis de la DCMP sur le PV de dépouillement

Action : Dettes relatives aux études et consommables sur le Projet de construction des infrastructures sociocommunitaires pour le compte de l'exercice 2017-2018



- Dix-sept (17) dette engagée sur trente-deux (32)

Action : Suivi des travaux de Construction de 6 académies de sports

- Suivi de l'élaboration de l'APD

Action : Suivi des travaux de construction d'une Caserne et prison à Allada

- Réception des fondations

Action : Suivi des travaux de Construction des infrastructures de la FASEG à OUIDAH

- Suivi de la Signature des contrats

Action : Suivi des travaux de construction de 02 arènes culturelles et sportives

- Suivi de l'élaboration de l'APD

Action : Suivi des travaux de construction de 21 marchés régionaux (1 ère phase = 10) (Contrôle de construction de marchés urbains et régionaux)

- Démarrage des travaux

Action : Suivi des travaux de Construction de 22 stades

- Exécution des travaux à 45%

Action : Suivi administratif de chantiers de construction du Programme Habitat ouverts dans les communes par les DDCVDD concernées

- Exécution des activités d'Assistance conseil et de suivi technique par les DDCVDD aux communes pour compte du trimestre 1 (réception des rapports d'activités et paiement des frais y relatifs)

Action : Construction des infrastructures de la Police Républicaine (Quartier Général, Ecole de Police, Directions D. et 155 commissariats de Police + 450 logements) (Etudes)

- Validation de l'APD

Action : Travaux de viabilisation primaire des sites devant abriter les infrastructures de la police républicaine

- Elaboration du DAO

Action : Poursuite des travaux de construction du parc d'attraction de Dowa

- exécution des travaux à 90%

Action : Réalisation des travaux d'urgence d'aménagement du site d'accueil à Cotonou des pèlerins dans le cadre du Hadj par l'entreprise DELCO

- Suivi du constat d'achèvement

Action : Réhabilitation et extension du Centre de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence d'Agblangandan

- Démarrage des travaux des lot 1, 2,3 et 4

**Projet de Développement de Programme Immobilier d'Habitat Social et Economique (PDPHSE): 77,80%**

Action : Réalisation des Etudes d'impact environnementale et social (EIES) du reste des sites devant accueillir les 8500 logements sociaux et économiques

- Dépôt du rapport

Action : Réalisation d'Enquêtes foncières et immobilières sur les sites des logements

- Dépôt du rapport définitif des études

Action : Réalisation des travaux de viabilisation secondaire et tertiaire des sites devant abriter les logements de OUEDO

- Recrutement des entreprises

Action : Construction de 3035 logements et exécution des travaux de viabilisation secondaires et tertiaires des ilots 3,4,7 et 8 à Ouèdo

- Recrutement des entreprises

Action : Réalisation des travaux de viabilisation primaires des sites devant abriter les logements de OUEDO

- exécution des travaux à 35%

**PROJET DE CREATION D'UN COMPLEXE INTERNATIONAL (THEATRES ET CONFERENCES) A COTONOU (PCCIC) : 72%**

Action : Réhabilitation de l'UNAFRICA

- Actualisation du DAO

Action : Conception, financement, construction et exploitation d'un complexe Mall-Galerie commerciale-Piscine au Stade Général Mathieu KEREKOU de Cotonou

- Finalisation des dossiers de consultations

Action : Conception, Construction d'un Sofitel hôtel et Rénovation du CCIC

- Exécution des travaux à 10%

#### ***Ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts (MTCA)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 30 Septembre 2019 du MTCS est **non disponible**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Projet de Préservation et mise en valeur du patrimoine culturel et du patrimoine naturel à caractère culturel (PPMVPCPNCC) : 25,75%**

- établissement de la pré-liste du patrimoine culturel et du patrimoine naturel à caractère culturel dans le cadre de l'inventaire général du patrimoine ;
- organisation de la conférence internationale de la Route de l'Esclave ;
- organisation de la fête de la musique ;
- réception des travaux de réhabilitation du palais royal d'Abomey ;
- Appui à l'élaboration du plan de gestion des palais royaux d'Abomey ;
- règlement des divers décomptes contractés sur le projet.

#### **Projet de Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (PPTRCSC) : 18,50%**

- sélection des formateurs des encadreurs par discipline culturelle (danse, musique, chant, théâtre et des arts plastiques) ;
- organisation d'une mission conjointe de travail dans le cadre de l'opérationnalisation des classes culturelles ;
- règlement de quelques décomptes contractés sur le projet

#### **Projet d'Appui à la modernisation des bibliothèques et centres de lecture public (PAMBCLP) : 29,70%**

- réception provisoire des travaux de construction des façades (principales et secondaires) de la clôture de la Bibliothèque Nationale ;
- réception provisoire des travaux de réhabilitation du bureau du conservateur du musée d'Abomey ;
- organisation du concours du Grand Prix Littéraire ;
- organisation du Salon national du livre

#### **Projet d'Aménagement des sites touristiques et de leurs voies d'accès (PASTVA) : 58,35%**

- transfert des ressources vers IANPT soit 32 934 321 000 FCFA ;
- réalisation des études architecturale, technique, suivi et contrôle des travaux de réhabilitation du Musée Akaba Idena de Kétou ;
- poursuite des travaux d'aménagement des sites et voies d'accès dont les contrats sont en cours;
- réception des travaux de clôture du site de Belvédère de Bopa ;
- réception des travaux de construction des ouvrages d'assainissement et travaux confortatifs au niveau des voies d'accès du Belvédère de Bopa ;
- réception des travaux d'aménagement partiel du site des chutes de Tanougou ;

- réception des travaux d'aménagement de la voie d'accès à l'embarcadère de Djassin ;
- réception de la réfection des toitures des paillottes du site des chutes de Kota et travaux connexes.
- réglementation des dettes relatives aux études architecturales et techniques des travaux d'aménagement de la voie d'accès à la mare Zèkpon à Avrankou ;
- paiement de la retenue de garantie des travaux d'aménagement de la voie d'accès au belvédère de Bopa.

**Achèvement des travaux et règlement des décomptes des projets clôturés : 50 %**

**FaDEC Investissement : 63,04 %**

### ***Ministère la Santé (MS)***

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2019 du MS est de **58,31%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

**Projet d'Appui aux Activités de la Santé de la Reproduction (PAASR) : 80,42%**

- Organisation une mission de collecte des données et d'évaluation de la qualité de la mise en œuvre des recommandations issues des audits des décès maternels et des SONU dans les 06 départements 1%
- Organisation du suivi conjoint DSME et DDS de l'introduction de Sayana Press dans les centres de santé et la communauté des zones sanitaires (ZS DCO, Bassila, Tchaourou, Kandi, AS, Cotonou 2&3, AZT, CBGH, SABA, CoZO) :1%
- Acquisition des Produits contraceptifs (Jadelle, Dépoprovera, Implanon, noristéra, Sayana press et Norlevo) :1%
- Organisation d'un suivi de la Sécurisation des Produits de la Santé de la Reproduction dans 06 départements : 1.5%
- Organisation de suivi conjoint DSME et DDS des prestataires formées sur le TETU (Tri, Evaluation et Traitement d'Urgence) dans 1 HZ par départements : 1%
- Organisation d'une supervision conjointe (DSME, DDS, ZS) de 65 prestataires formés dans les ZS SABA, DAGLA, ABD OKT et AZT sur la Prise en charge de Malnutrition : 1.5%
- Organisation d'une supervision intégrée de la mise en œuvre de la stratégie de supplémentation de la vitamine A en routine et de l'utilisation de la nouvelle carte infantile pour le suivi promotion de la croissance des enfants de moins de 5 ans dans les ZS PAK, LA, 2KP et KTL : 2%
- Acquisition de l'albendazole pour la campagne de déparasitage couplée à la supplémentation vitamine A : 1.125%
- Organisation de la supervision du niveau national des activités de supplémentation en vitamine A et de déparasitage lors des campagnes de semaines de survie de l'enfant ou JNV Polio (2 tours) :1.5%
- Pré positionnement des comprimés d'albendazole et de vitamine A dans les départements pour la SVA et le déparasitage des enfants de moins de 5 ans :1%
- Appui aux DDS pour le renforcement de capacité des agents de santé pour la sensibilisation de la population sur l'AME avec la projection du téléfilm "le lait de vie" lors de la Semaine Mondiale de l'Allaitement Maternel (SMAM) : 0.9%
- Organisation des sessions ordinaires de la commission béninoise de la fortification des aliments 0.05%
- Acquisition du carburant au titre du premier trimestre : 2%
- Acquisition du carburant au titre du deuxième trimestre : 2%

- Acquisition de 01 photocopieur, 01 Climatiseurs, 01 ordinateurs portatifs, 01 imprimantes, 01 scanner, 01 retroprojecteur LG petit modèle pour la coordination et la régis du PAASR : 0.25%
- Paiement des arriérées de frais de mission de 2018 :1%
- Acquisition de matériels pour le dépistage et la prise en charge du cancer du col, de l'utérus et du sein chez les âgés de 25 à49 ans :0.1%
- Acquisition de consommable médicaux pour le dépistage et la prise en charge du cancer du col, de l'utérus et du sein chez les âgés de 25 à49 ans : 0.4%
- Organisation de séances de dépistage et de traitement des cas de cancer du col, de l'utérus et du sein chez les âgés de 25 à 49 ans : 0.1%
- Formation "Commodity req tool" : Former 72 personnes au processus d'évaluation de la maturité de la chaîne d'approvisionnement et de résolution des goulots à la maturation de la chaîne et à l'utilisation de "Commodity request tool" : 4%
- Digitalisation SNIGS / DHIS2 : Appui au renforcement de la digitalisation du système sanitaire (SNIGS) et à la disponibilité des données désagrégées en SR dans le DHIS2 (.6%)
- Appui documents politiques : Apporter un appui effectif à : (i) la validation et finalisation du plan national budgétisé de la PF prenant en compte les adolescentes et son plan de S&E ; (ii) Travaux de préparation du PMA 2020 ; (iii) L'élaboration du plan de contingence national prenant en compte les risques liés aux catastrophes intégrant la SR : 8%
- Organisation des rencontres trimestrielles de coordination des PTFs de la DSME sur le suivi des interventions en santé maternelle : SMNE/SR/Nutrition : GTT/SR (2); Coordination FO (2); Panel PF (2); Coordination Sous-Programme SR (4) : 8%
- Appui au CMU/ARCH/Costing/SONU : Appuyer la mise en œuvre du CMU/ARCH/Costing/SONU-PF dans les trois zones sanitaires pilotes : AS ; DAGLA ; DOC : 4%
- Coordination nationale et déc : Appuyer les structures nationales dans leur rôle de coordination (deux réunions de coordination regroupant les points focaux SSRAJ, directeurs d'écoles expérimentant l'ESS, une mission de supervision des centres près des écoles expérimentant l'ESS et deux réunions du comité de suivi) : 2%
- Opérationnalisation NESPRO : LMIS : Rendre opérationnel le site web de surveillance hebdomadaire NESPRO : 2%
- Construction Réseau SONU : Poursuivre le développement du réseau national SONU (Monitoring des formations sanitaires du réseau SONU de T4 2018 ; Monitoring des formations sanitaires du réseau SONU de T1 2019 ; Monitoring des formations sanitaires du réseau SONU de T2 et T3 2019; Analyse des données de monitoring de T4 2018, T1 et T2 T3 2019 avec l'appui du Siège) :8%
- Appui intégration données : Renforcer les capacités des points focaux SSRAJ sur la SSRAJ et la supervision des activités SSRAJ en lien avec l'ES :S 3%
- Intégration décès périnatal. SDM : Intégrer les décès périnatals dans la surveillance des décès maternels et néonataux (restitution de l'atelier de Johannesburg et mise en œuvre des recommandations) :0.75%
- Appui capacités logistiques : Appui en équipement matériel à la DSME pour l'amélioration de l'environnement de travail : 4%
- Appui activités DSIO : Appui à la mise en œuvre des activités de la DSIO pour l'amélioration de la qualité des services de SMNI : 2.25%
- Supervision sites stages : Appuyer la supervision de 24 sites de stage clinique (E-Platform) 3%
- Mise à niveau personnel soignant : Assurer la mise à niveau du personnel soignant au niveau des infirmeries et centres de santé près des écoles expérimentant l'ESS en SRAJ : 6%

**Projet National des Soins Palliatifs (PNSP) : 51,4%**



- Démarrage de la construction du bâtiment abritant le siège du programme, l'unité de soins palliatifs et l'unité de chimiothérapie au CNHU-HKM : 20%
- Acquisition des consommables médicaux et autres accessoires : 2%
- Edition de 2500 dossiers patients et cartes de suivi : 0.8%
- Organisation mensuelle des suivis à domiciles des malades : 5%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 1er trimestre :2%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 2ème trimestre :2%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 3ème trimestre :0%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 4ème trimestre :0%
- Acquisition de 1 Kg de poudre de morphine et autres intrants nécessaires (conservateur, colorants, flacons, etc.) pour la production de la solution orale de morphine : 4%
- Acquisition des autres médicaments essentiels pour les soins palliatifs et de 3 valises pour les visites à domicile : 1.4%
- Contractualisation avec une structure privée pour la prise en charge des assistants bénévoles aux patients :0%
- Acquisition du matériel informatique et accessoires (02 ordinateurs de bureau et accessoires, 03 ordinateurs portatifs, 02 imprimantes couleur, 01 imprimante blanc noir, 02 onduleurs, 02 rallonges électriques de 25 mètres avec poulie) : 0.4%
- Acquisition d'un (01) Vidéo projecteurs et d'un (01) Scanner (option de tirage de plusieurs documents à la fois) : 1%
- Acquisition de fournitures de bureau et produits d'entretien : 1%%
- Connexion du siège du programme à l'internet : 0.4%
- Dépenses diverses de fonctionnement (Pause-café pour les réunions, Disques externes, Clés USB, ...) : 0%
- Organisation d'un atelier de formation de haut niveau de 5 jours de 30 médecins et 20 infirmiers sur la prise en charge de la douleur et la prescription de la morphine au Bénin : 2.5%
- Formation de 4 agents aux soins palliatifs en Ouganda en juillet 2019 :5%
- Elaboration et édition d'un manuel sur la prise en charge des malades en soins palliatifs :0%
- Acquisition de vivres au profit des malades en soins palliatifs qui sont dans le besoin : 5%
- Elaboration et édition de plaquettes d'information de la population sur les soins palliatifs :0%
- Contractualisation avec des médias pour la sensibilisation de la population sur les soins palliatifs :0%
- Mise en place d'un logiciel d'enregistrement et d'analyse des données sur les soins palliatifs : 0%
- Participation de 2 personnels à un congrès international sur les soins palliatifs : 2%

**Projet de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement (PPHA) : 51,61%**

- Réalisation des travaux de construction de dix (10) modules de latrines institutionnelles de 4 cabines à vidange arrière dans les écoles et centres de santé : 6.3%
- Paiement de la dette relative à la construction de six (6) incinérateurs de type Montfort réalisés en 2018 : 7%
- Paiement de la dette relative à l'achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques acquis en 2018 : 6%
- Organisation d'une mission de réception définitive des vingt-six (26) incinérateurs de type Montfort construits : 6.6%
- Réalisation de l'étude sur la qualité de l'eau de boisson consommée dans les ménages : 1.5%

- Organisation de la mission de vulgarisation des deux Stratégies Nationales de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (SNPHAB) de 2018-2030 : 3.5%
- Acquisition de 05 bureaux au profit de la coordination du Programme et des agents de la DNSP : 5.5%
- Organisation des sessions semestrielles ordinaires de rencontre de bilan et de planification des activités du sous-secteur HAB avec les acteurs déconcentrés et décentralisés : 1%
- Acquisition du carburant et lubrifiant au profit de la coordination du Programme : 10%
- Contrôle et Supervision des travaux de construction des latrines institutionnelles de 4 cabines à vidange arrière dans les écoles et centres de santé : 4.2%

#### **Programme Santé de Lutte contre le SIDA (PSLS) : 79,8%**

- Acquisition du carburant pour le PSLS (groupe électrogène du PSLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PSLS et pour les activités de supervision et dotation au personnel) au titre du premier trimestre : 1,4%
- Acquisition du carburant pour le PSLS (groupe électrogène du PSLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PSLS et pour les activités de supervision et dotation au personnel) au titre du deuxième trimestre : 1,4%
- Acquisition du carburant pour le PSLS (groupe électrogène du PSLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PSLS et pour les activités de supervision et dotation au personnel) au titre du troisième trimestre : 1,4%
- Acquisition du carburant pour le PSLS (groupe électrogène du PSLS, groupe électrogène du Laboratoire de référence du PSLS et pour les activités de supervision et dotation au personnel) au quatrième trimestre : 1,4%
- Acquisition du carburant pour les 6 CIPEC (Atacora/Donga, AtlantiqueLittoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; ouémé/Plateau et Zou/Collines) au titre du premier trimestre : 0,4%
- Acquisition du carburant pour les 6 CIPEC (Atacora/Donga, AtlantiqueLittoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; ouémé/Plateau et Zou/Collines) au titre du 2ème trimestre : 0,4%
- Acquisition du carburant pour les 6 CIPEC (Atacora/Donga, AtlantiqueLittoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; ouémé/Plateau et Zou/Collines) au titre du troisième trimestre : 0,4%
- Acquisition du carburant pour les 6 CIPEC (Atacora/Donga, AtlantiqueLittoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; ouémé/Plateau et Zou/Collines) au titre du quatrième trimestre : 0,4%
- Entretien des locaux du PSLS et du Laboratoire National de Référence : 0,16%
- Entretien des locaux du Laboratoire de Référence SIDAG Atlantique/Littoral : 0,16%
- Entretien des locaux des 6 CIPEC (Atacora/Donga, AtlantiqueLittoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; ouémé/Plateau et Zou/Collines) : 2,4%
- Appui à la réalisation de la Sérosurveillance chez les femmes enceintes : 0%
- Appui à la réalisation de l'Enquête de Ssurveillance de Deuxième Génération : 0%
- Contrôle de qualité trimestriel des données VIH par les 6 CIPEC (Atacora/Donga, Atlantique/Littoral, Borgou/Alibori, Mono/Couffo; Ouémé/Plateau et Zou/Collines) : 3%
- Contrôle de qualité semestriel du système de suivi-évaluation du PSLS : 0,5%
- Réunion semestrielle avec les démembrés du PSLS (Le niveau central, les CIPEC, les ONG en partenariat avec le PSLS et les PTF) pour fixer et évaluer les objectifs par département : 0,3%
- Supervision du niveau opérationnel (02fois) par chaque CIPEC (un million deux cent cinquante mille par CIPEC) des activités de conseil dépistage, PTME, prise en charge, IST : 0,4%
- Supervision (02 fois) au niveau des départements et des sites par le niveau central : 0,4%

- Evaluation des agents recrutés sur financement Fonds Mondial (salaires payés par le FM) : 4%
- Maintenance des appareils médico techniques du Laboratoire de Référence du PSLS : 2,4%
- Prise en charge des agents identifiés pour l'organisation de la campagne de dépistages en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés dans tous les départements : 1,1%
- Supervision des gestionnaires des dépôts répartiteurs et des agents de santé prescripteurs d'ARV : 0,4%
- Acquisition des ARV, médicaments IO pour assurer la PEC de 44 563 PVVIH en complément des ressources du Fonds Mondial : 10%
- Supervision et contrôle de qualité annuelle des laboratoires de biologie moléculaire : 0,016%
- Paiement de la dette relative à la production et multiplication des outils de collectes de données en PTME, IST/GHR, CD, PEC : 0,2%
- Paiement de la dette relative à l'entretien des locaux du CIPEC Atacora/Donga pour le 4ème trimestre 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à l'entretien des locaux du CIPEC Mono/couffo pour le 4ème trimestre 2018 : 3 %
- Paiement de la dette relative à l'entretien des locaux du CIPEC Zou/collines pour le 4ème trimestre 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à l'entretien des locaux du PSLS au titre du 4ème trimestre 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à l'entretien des locaux du Laboratoire de Référence et du SIDAG au titre de l'année 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à la maintenance des appareils de conditionnement d'air des CIPEC au titre du 4ème trimestre 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à l'achat de vêtements, de chaussures et de ceintures pour 15 chauffeurs du PSLS au titre de la gestion 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à la reunion semestrielle de concertation avec les démembrements du PSLS au titre de 2018 : 3%
- Paiement de la dette relative à l'achat de diverses pièces pour le système anti braquage importé au profit des véhicules du PSLS au titre de 2018 : 3%
- Acquisition des réactifs et consommables pour assurer la prise en charge et le suivi biologiques de 44 563 PVVIH en complément des ressources du Fonds Mondial : 3%
- Règlement de la dette relative aux travaux de réfection du bâtiment abritant le centre d'information et de conseil du PSLS au titre de 2018 : 0%
- Paiement de la dette relative à l'acquisition d'un groupe électrogène au profit du PSLS au titre de 2018 : 0%
- Paiement de la dette relative à l'acquisition de matériels informatiques au profit du PSLS au titre de 2018 : 0%
- Acquisition des ARV, médicaments IO et réactifs sur financement Fonds Mondial : 10%
- Contribution à la Prévention de l'infection à VIH chez les adolescents (es)/jeunes de 10 à 19 ans et 20-24 ans : 3%
- Organisation de la revue à miparcours du plan ETME 2016-2020 : 1,4%
- Organisation d'une série de caravane et débat sur l'ETME et PFE dans les localités à faible performance pour les interventions ETME : 0,41%
- Contrat avec les radios communautaires pour la diffusion de message sur le VIH dans la Donga et le Couffo : 0,25%
- Renforcement des capacités des acteurs du PSLS sur la prise en charge antiretrovirale des adultes et des enfants (RCactPSLSPECARV) : 2,1%

**Programme National de Lutte contre les Hépatites (PNLH) : 67%**

- Acquisition du matériel informatique et accessoires (02 ordinateurs de bureau et accessoires, 03 ordinateurs portatifs, 02 imprimantes couleur, 01 imprimante blanc noir, 02 onduleurs, 02 rallonges électriques de 25 mètres avec poulie) : 5%
- Acquisition de deux (02) Vidéo projecteurs, de deux (2) Scanners (option de tirage de plusieurs documents à la fois) : 3%
- Organisation d'une mission de collecte de données pour l'élaboration du guide de PEC communautaire des Hépatites dans tous les départements : 4%
- Validation du draft du guide de PEC communautaire des Hépatites : 1%
- Célébration de la Journée Mondiale de Lutte contre les Hépatites (JMH 2019) :5%
- Acquisition de 20 coffrets HCV (tests de dépistage rapide de l'hépatite C et accessoires) :0.45%
- Acquisition de 50 coffrets HBs Ag (tests de dépistage rapide de l'hépatite B et accessoires) :0.45%
- Acquisition de 2300 doses de vaccin monovalent contre l'hépatite B (3 doses pour une personne) : 0.45%
- Acquisition de consommables médicaux pour le dépistage rapide des hépatites virales B et C :0.45%
- Organisation d'une campagne de vaccination pour les séronégatifs dans le cadre de la quinzaine de la Journée Mondiale contre l'Hépatite virale (Prévoir les trois doses 0-1-6 mois) : 0.6%
- Recensement des ONGs intervenant dans le domaine de la lutte contre les hépatites au Bénin :4%
- Organisation d'une mission de sensibilisation des praticiens de la médecine traditionnelle sur l'importance et la nécessité des essais thérapeutiques pour la PEC des hépatites dans les départements du Zou/Collines et Borgou/Alibori : 4%
- Appui à l'enquête nationale de prévalence des hépatites virales au Bénin : 2%
- Paiement au CNLS-TP des dettes relatives à la célébration de la journée mondiale de lutte contre les hépatites (JMH 2018) : 3%
- Formation des formateurs départementaux à la prise en charge des hépatites virales dans le département du Borgou : 0.8%
- Confection et installation de plaques indicatives du PNLH (Panneau et enseignes sur portes) : 0.35%
- Sensibilisation des acteurs du niveau intermédiaire et périphérique pour l'introduction de la vaccination systématique des nouveaux nés contre l'hépatite B avec le vaccin monovalent dans les 12h suivant la naissance au Bénin :3%
- Collecte de données sur les hépatites virales au niveau des antennes départementales de l'Agence Nationale de la Transfusion Sanguine en vue de planifier le suivi des donneurs de sang et des malades transfusés :3%
- Collecte de données pour l'élaboration du document de procédures standards de prise en charge des Accidents par Exposition au Sang (AES) par rapport au risque d'hépatites B et C dans des hôpitaux du Bénin :0.15%
- Contractualisation pour l'entretien des locaux du PNLH :2.55%
- Edition de 1000 exemplaires de l'algorithme de dépistage à l'usage des professionnels de la santé :
- Dissémination du plan stratégique national de lutte contre les hépatites :3%
- Organisation d'une mission d'inventaire des outils de collecte des données sur les hépatites virales B et C dans les douze départements en vue de l'intégration des indicateurs de suivi de la prise en charge dans le DHIS2 :0.9%
- Acquisition des fournitures de bureau et produits d'entretien :1.5%
- Acquisition du carburant au titre du 3ème trimestre 2019 :1.5%
- Acquisition du carburant au titre du 4ème trimestre 2019 :1.6%
- Paiement à la CAME de prestation de services relatif à la réception, au stockage, à la gestion et à la distribution des kits de dépistage des hépatites B et C offerts par Rotary



Group for Hepatitis Eradication et les médicaments antirétroviraux reçus de la Fondation GILEAD pour la prise en charge de 150 malades d'hépatite chronique C :1%

- Organisation du dépistage des hépatites virales B et C du personnel du Ministère de la Santé, et vaccination des séronégatifs au virus de l'hépatite B :5%
- Organisation du suivi des malades à traiter avec les anti-rétroviraux dons de la Fondation GILEAD :
- Edition de 900 exemplaires de fiches techniques des hépatites B et C :3.25%

#### **Programme National contre la Tuberculose (PNT) : 71,6%**

- Réalisation d'une étude architecturale pour la construction d'un bâtiment abritant un service de pneumologie et un service de kinésithérapie respiratoire : 5%
- Acquisition des matériels médicaux pour les cliniques de CNHUPPC et CHPP d'Akron : 2%
- Réhabilitation de 2 laboratoires TB en état de défectuosité (Parakou et Tori-bossito) : 0%
- Remboursement des dettes des travaux de réhabilitation des locaux de la pharmacie et de la caisse du PNT : 5%
- Acquisition de 50 lits et matelas pour les salles d'hospitalisation des patients tuberculeux des CDT :0%
- Acquisition du carburant pour les activités de coordination du programme au titre du premier trimestre :2%
- Acquisition du carburant pour les activités de coordination du programme au titre du deuxième trimestre : 2%
- Acquisition du carburant pour les activités de coordination du programme au titre du troisième trimestre : 0%
- Acquisition du carburant pour les activités de coordination du programme au titre du quatrième trimestre : 0%
- Réalisation d'un audit externe annuel des comptes du Programme : 10%
- Acquisition des fournitures de bureau pour le fonctionnement du Programme : 1%
- Acquisition des produits d'entretien pour le nettoyage et l'entretien des salles et bureaux du CNHUPPC : 1%
- Equipement en mobiliers des nouveaux bureaux réfectionnés : 2%
- Acquisition de 5 climatiseurs simples (1,5 Cv) et d'un climatiseur armoire (5 Cv) pour les bureaux et la salle de conférence :1%
- Réalisation des activités prévues dans le cadre de l'Appui de l'UICTMR (Cours internationaux sur la tuberculose et/ou cours international de mycobactériologie appliqués aux besoins des PNT) :2%
- Paiement des primes aux agents du PNT (arriérés de 2012 et 2013) :1%
- Acquisition des médicaments antituberculeux de 1ère ligne pour la prise en charge des malades tuberculeux :5%
- Acquisition des médicaments (spécifiques ou non) pour la prise en charge des malades tuberculeux :0%
- Apport d'un Appui alimentaire aux malades tuberculeux (TB/VIH, TBMR et dénutris) au cours de leur traitement en complément à la contribution de l'Etat : 2,25%
- Acquisition des réactifs et consommables au profit du service de radiologie du CNHUPPC de Cotonou et le CHPP Akron à Porto-Novo : 0%
- Approvisionnement des laboratoires du réseau en matériels, réactifs et consommables pour le diagnostic de la tuberculose : 6%
- Acquisition des réactifs et consommables au profit du Laboratoire de référence des Mycobactéries : 0,8%
- Production du rapport annuel d'activités du programme faisant une synthèse de la situation épidémiologique :0,5%
- Organisation d'une réunion annuelle de discussion et d'échanges sur le rapport annuel du PNT avec le niveau intermédiaire : 4%

- Supervision des CDT, selon les besoins d'évaluation des activités :10%
- Signature des contrats de sensibilisation des populations clés avec les ONG sélectionnées : 3%
- Contractualiser avec les radios communautaires, les Chaînes de TV pour la diffusion des messages de sensibilisation : 3%

#### **Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) : 84,71%**

- Réalisation d'une mission d'appui au suivi semestriel de la gestion des MIILD de routine dans les 12 départements : 0,18%
- Remboursement des frais d'acquisition des microscopes et des pièces de rechange de véhicule (exercice 2018) : 0,01%
- Réalisation d'une mission d'appui et de suivi de la mise en œuvre des activités de communication sur le paludisme dans 20 entreprises, instituts, écoles et universités publiques et privées des départements du Zou, des Collines, de l'Ouémé et du Plateau :0,1%
- Organisation de la Journée Mondiale de lutte contre le Paludisme (JMP) édition 2019 : 0,26%
- Acquisition de l'Artésunate injectable pour la prise en charge du paludisme grave :0,04%
- Acquisition de la Sulfadoxine-Pyriméthamine pour le Traitement Préventif Intermittent à la SP : 0,11%
- Remboursement des frais d'acquisition des 40 000 MIILD pour appuyer la distribution de routine de MIILD et la distribution aux groupes spécifiques au titre de 2018 : 3%
- Acquisition de 500 000 MIILD contrepartie nationale pour appuyer la campagne nationale de distribution de MIILD en 2020 : 0%
- Réalisation d'une mission d'appui à la mise en œuvre de l'audit des décès liés au paludisme au titre de l'année 2018 dans les départements : 0,18%
- Acquisition du Carburant pour le fonctionnement :0,21%
- Acquisition des fournitures de bureau pour la coordination et les cellules départementales PNLP : 0,01%
- Acquisition des consommables informatiques et électrique pour la coordination et pour les cellules départementales PNLP : 0,01%
- Contribution à la mise en œuvre de la CPS :0,14%
- Acquisition des pièces de rechange, de lubrifiants, pneus pour les véhicules roulant au profit de la coordination PNLP :0,01%
- Organisation de la mission d'échange avec les structures départementale du PNLP et des EEZS des zones sanitaires : 0,16%
- Acquisition de 20 000 Test de diagnostic rapide : 0,04%
- Acquisition de 108 000 plaquettes de CTA AL P6 : 0,22%
- Entretien des locaux du PNLP :0,01%
- Réalisation chaque semestre de l'évaluation externe de la qualité du diagnostic biologique du paludisme dans 30 laboratoires publics et assimilés :0,14%
- Supervision intégrée semestrielle des acteurs des départements et des zones sanitaires sur les activités de Lutte contre le Paludisme (SPECTPI, SLCS, SPPV, SLAVI) : 0,33%
- Supervision intégrée semestrielle des acteurs des départements et des zones sanitaires sur les activités de Lutte contre le Paludisme (Diagnostic GASSSEIBC) :0,2%
- Contribution à la mise en œuvre de la pulvérisation Intra domiciliaire organisée par Vector Link dans les départements du pays :0,14%
- Formation des prestataires de soins des structures publiques et privées du Bénin sur la prise en charge du paludisme simple et grave :1,7%
- Formation de deux bio technologistes en certification ISO sur le paludisme :0%

- Célébration de la journée Mondiale de lutte contre le Paludisme (JMP) le 25 avril 2019 : 0,1%
- Validation des données du Système d'Information de Routine du Paludisme (SIRP) pour la prise de décision : 3,1%
- Collecte des données épidémiologiques, entomologiques et socio anthropologiques pour une prise de décision dans la région septentrionale du Bénin :0,6%
- Appui à la mise en œuvre pilote du Traitement Préventif Intermittent communautaire dans 3 zones sanitaire au Bénin : 0,7%
- Plaidoyer auprès des leaders locaux en vue de la mise en œuvre des interventions de lutte contre le paludisme :0,4%
- Réalisation d'une étude d'efficacité thérapeutique :0,8%
- Matériel et Equipements : 0%
- Recrutement de personnel : 1,23%
- Audit du compte spécial : 0%
- Appui à la supervision intégrée des activités de lutte contre le paludisme dans les formations sanitaires du Bénin (Activité trimestrielle à mener par les PNLP/Départements) : 0,04%
- Appui à la supervision semestrielle OTSS : 0,21%
- Atelier de mise à niveau de 20 biologistes médicaux sur le diagnostic biologique du paludisme 0,14%
- Appui à la supervision semestrielle des prestataires des interventions à base communautaire pour le changement de comportement : 0,18%
- Organisation de la revue à mi-parcours du PSN 2017-2021 : 0%
- Validation semestrielle des données liées à la cession/distribution des ILP au niveau de la CAME et Annexes :0,17%
- Contractualisation avec trois (03) Radio pour la diffusion des messages, spots et débats sur la lutte contre le paludisme/Services IBCPPIEC :0,06%
- Réparation et entretien des équipements :0,01%
- Organisation des journées scientifiques sur le paludisme : 0,18%
- Transformation de deux containers en local devant abriter les archives du PNLP :0,06%
- Réorganisation du magasin, fourniture et pose de racks et palettes pour le rayonnage des magasins du PNLP :0,04%
- Fourniture et installation d'un auto commutateur au PNLP :0,03%
- Multiplication et dissémination du manuel de procédures administrative et financière du PNLP :0,01%
- Fourniture de bureau trimestrielle à la coordination :0,01%
- Distribution des MIILD dans les écoles primaires publique du département de l'Atlantique :0,07%
- Renforcement de capacités du personnel du PNLP central (formation courte durée/conférences) : 0,38%
- Réunion trimestrielle de partenaires :0,04%
- Réunion trimestrielle de Groupe Technique de Travail (GTT) :0,03%
- Revue a mi-parcours du PITA 2019 : 0,07%
- Elaboration du PITA 2020 : 0%
- Rédaction des directives et autres documents du PNLP 0%
- Fenêtre d'opportunités (imprévues) pour la coordination :0%
- Paiement des frais de communications et d'internet : 0,19%
- Entretien et réparation des véhicules du PNLP : 0,02%
- Acquisitions des intrants de lutte contre le paludisme (CTA) pour le secteur privé : 1,2%
- Réalisation d'un atelier pour la validation semestrielle des données du rapport PUDR :0,2%
- Suivi au niveau de la zone de la gestion logistique des approvisionnements et le développement de l'information pharmaceutique pour la disponibilité permanente

des médicaments à tous les niveaux y compris le niveau communautaire (mensuel) : 0,1%

- Organisation des réunions trimestrielles de collecte et de validation des données communautaires et formations sanitaires de prise en charge du paludisme par aire sanitaire : 0%
- Approvisionnement des relais communautaires ou OCB en TDR et CTA en quantité suffisante (PIHI) :0,2%
- Organisation des rencontres de monitoring trimestrielle des activités des relais communautaires : 0,3%
- Organisation du suivi mensuel des relais communautaires (suivi groupé) : 2,7%
- Paiements frais de motivation des relais communautaires et pairs éducateurs (dans les 10 anciennes ZS PIHI paquet complet + les 04 de Cotonou) :3,8%
- Organisation des supervisions mensuelles sur sites des RC, GF/OCB PIHI :0,1%
- Organisation d'une restitution communautaire annuelle des résultats au niveau communautaire : 0,1%
- Supervision trimestrielle conjointe des RC par le SR et les équipes des ZS : 0,5%
- Paiement de la motivation aux agents de saisie :0,1%
- Recrutement et paiement des salaires du personnel de l'unité de gestion du SR : 11,9%
- (Salaire, avantage salarial, prime et charge salariale du Sous Bénéficiaire)
- Organisation des activités de prévention dans les zones sanitaires du Littoral par les ONG : 0,6%
- Paiement des frais généraux de gestion du Programme au niveau du SR (Consommables de bureau, Carburant, Maintenance des équipements, Frais de communication, visite technique et entretien des véhicules) : 1,3%
- Frais d'évacuation pour la gestion des cas graves référés par les OCB (Organisation Communautaire de Base) dans les 10 anciennes ZS PIHI paquet complet : 0,8%
- Frais de gestion du sous – récipiendaire :1,2%
- Organisation d'une journée nationale de paludisme au niveau des arrondissements : 0,2%
- Organisation d'une réunion de coordination trimestrielle, coordination CRS, chefs antennes, chargé de suivi évaluation et comptables pendant deux (02) jours :0,1%
- Organisation d'une réunion de coordination semestrielle avec chaque Antenne et le service de santé au niveau des zones sanitaires :0,2%
- Organisation d'une réunion mensuelle de staff avec les chefs d'Antennes, les facilitateurs, les chargés de Suivi Evaluation et les comptables au niveau de chaque Antenne :0,1%
- Multiplication des outils pour le PIHI communautaire (suivi-évaluation, communication) : 1%
- Paiement frais de motivation des, Agents de Santé (AS) et des gestionnaires des dépôts répartiteurs de zone sanitaire : 0,4%
- Réalisation des missions d'audit interne :0,1%
- Organisation des réunions mensuelles ? (Trimestrielles) de coordination dans chaque département 0%
- Suivi au niveau départemental de la gestion logistique des approvisionnements et le développement de l'information pharmaceutique pour la disponibilité permanente des médicaments à tous les niveaux y compris le niveau communautaire (trimestriel) : 0,2%
- Appui aux supervisions des structures du secteur privé pour améliorer le reporting sur le paludisme par le niveau départemental :0,3%
- Renforcement des structures décentralisées du PNLP en personnel (Salaires) : 1,4%
- Recrutement des assistants techniques pour le PNLP/Consultant national :0%
- Organisation d'une rencontre d'échange semestrielle entre les acteurs PNLP du niveau national, cellule et antenne de lutte contre le paludisme : 0,3%

- Organisation des réunions trimestrielles de coordination entre bénéficiaires du fond mondial le RP, la CAME et le MS : 0%
- Recrutement et paiement des salaires du personnel de l'unité de gestion du PR, mettre en place les Frais de gestion (Salaire, avantage salarial, prime et charge salariale du Bénéficiaire Principal) :2,1%
- Recrutement d'une Agence Fiduciaire : 1,1%
- Organisation de la visite de terrain (pour vérifier l'existence de l'ONG et analyser ses capacités de mise en œuvre) :0%
- Gestion de deux Antennes supplémentaires :0,3%
- Réalisation de l'inventaire des immobilisations à la coordination et dans les départements une fois par an :0%
- Coût CAME liés à l'achat et la distribution des intrants/Prestation CAME lié à :0,3%
- l'acquisition, réception, stockage et distribution (8% de la valeur DDP) Niveau communautaire
- Organisation une Revue financière à mi-parcours (SR) : 0%
- Réalisation d'un audit externe annuel des comptes du Programme :0,2%
- Paiement des frais généraux de gestion du Programme au niveau du PNLP (Consommables de bureau, Carburant, Maintenance des équipements, Frais de communication, visite technique et entretien des véhicules) :0,5%
- Paiement les primes de performance au personnel (Agent de l'Etat) du PNLP : 0,3%
- Convoyage mensuel par les comptables des pièces comptables des départements vers la coordination (2 fois par trimestre) :0%
- Mission de vérification et de validation trimestrielles des pièces comptables au niveau du SR et cellules départementales : 0,2%
- Mission mensuelle de vérification, de validation et de récupération des pièces comptables au niveau de chaque zone sanitaire :0,02%
- Paiement à la CAME des frais liés à l'achat et la distribution des intrants /Prestation CAME lie à l'acquisition, réception stockage, et distribution (8% de la valeur DDP) Secteur privé : 0,1%
- Paiement à la CAME des frais liés à l'achat et la distribution des intrants /Prestation CAME lie à l'acquisition, réception stockage, et distribution (8% de la valeur DDP) Secteur public :0,2%
- Réalisation en 2019 un test de contrôle de la qualité et efficacité en cours d'utilisation des MIILD : 0,2%
- Réalisation en 2019 une enquête entomologique sur le paludisme :0,3%
- Acquisition des intrants de lutte contre le paludisme (CTA) pour le secteur public : 2,5%
- Organisation des supervisions semestrielles des agents impliqués dans la gestion des ILP : 0,2%
- Suivi au niveau national de la gestion logistique des approvisionnements et le développement de l'information pharmaceutique pour la disponibilité permanente des médicaments à tous les niveaux y compris le niveau communautaire (semestriel) : 0,2%
- Supervision deux fois par an des gestionnaires des stocks à tous les niveaux : 0,1%
- Dotation des DRZ du matériel garantissant les BCS (Thermomètres, palettes, climatiseur split) : 0,1%
- Acquisitions TDR pour le secteur public : 0,1%
- Organisation par an deux ateliers semestriels de validation des données de consommation des ILP dans le cadre du panier commun :0,3%
- Contrôle de qualité pré et post marketing : 0,2%
- Destruction des périmés 0%
- Assurances maladie : 0,3%
- Acquisition des intrants de lutte contre le paludisme (CTA) Pour le niveau communautaire :2,4%

- Acquisition des Tests de Diagnostic Rapide (TDR) pour le niveau communautaire : 0,9%
- Acquisition des Intrants Gants latex et boîte de sécurité pour le niveau communautaire : 0,1%
- Visite d'échange sur les expériences communautaires en matière de lutte contre le paludisme et autres affections : 0,2%
- Documentation des bonnes pratiques relatives à la prévention, au diagnostic et à la prise en charge des affections prioritaires de l'enfant : 0,1%
- Organisation d'un atelier d'élaboration du protocole de la campagne : 0,1%
- Organisation d'un atelier d'élaboration des outils de gestion et de suivi de la campagne : 0,1%
- Organisation d'un atelier d'élaboration des outils de communication de la campagne : 0,1%
- Organisation d'un atelier d'élaboration des manuels de formation de la campagne : 0,1%
- Organisation d'un atelier de validation du protocole et de tous les documents élaborés (outils de gestion, outils de communication, manuels de formation) 'élaboration des manuels de formation de la campagne : 0,3%
- Elaboration des micros plans des départements (MS, DDS, ZS) : 0,2%
- Validation au niveau national des micro plan des DDS : 0%
- Diffusion des supports : 0,1%
- Organisation du Briefing des animateurs des ONG 0%
- Acquisitions TDR pour le secteur privé : 0,5%
- Suivi de l'efficacité de la pulvérisation et la période de rémanence de l'insecticide utilisée au cours de la campagne PID 2019 : 0,8%
- Renforcement de la surveillance entomologique pour la Pulvérisation Intra Domiciliaire (PID) dans la zone sanitaire Natitingou/Boukoubé/Toucountouna (NTB) : 1,2%
- Monitoring de la durabilité des trois types de MIILDs de la campagne nationale de 2017 : 0,2%
- Réalisation de l'étude sociologique sur les comportements et habitudes de couchage des populations dans le Nord Bénin en vue de prendre des décisions sur la pulvérisation intra domiciliaire (PID :) 0,4%
- Réalisation de l'étude sur la quantification de la résistance des vecteurs aux insecticides au Bénin : 1,4%
- Réalisation de l'étude portant sur la résistance de 07 types de moustiquaires à la détérioration dans la commune de Zagnanado : 0,6%
- Soutien /Appui à l'intégration de la chaîne d'approvisionnement en santé, la mobilisation des ressources et la coordination des parties prenantes : 0,927%
- Renforcement de la quantification nationale, la planification des achats et les approvisionnements en produits de santé essentiels : 0,19%
- Quantification des ILP pour le compte de l'année 2019 : 1,16%
- Acquisition 50 850 bouteilles d'insecticides pour la réalisation de la campagne PID 2019 : 8,9%
- Réalisation d'une mission de reconnaissance géographique pour identification de nouveaux sites dans les deux zones et évaluation des besoins de réfection sur les anciens : 0,1%
- Réhabilitation/Implantation des sites opérationnels : 0,4%
- Réalisation d'une enquête CAP dans les zones d'intervention de la PID 2019 (CAP 2019) : 0,2%
- Organisation de l'atelier de Micro planning (PNLP, DDS de Donga et de l'Alibori) : 0,1%
- Recrutement des agents saisonniers (coordonnateurs, superviseurs de proximité et assistants) avec l'appui de PNLP et des DDS : 0,02%

- Acquisition du matériel, des équipements et des outils de gestion pour la campagne 2019 :2,3%
- Réalisation des travaux d'imprimerie : 1%
- Organisation d'une séance de sensibilisation des autorités locales et plaidoyer pour l'appui à la mise en œuvre des activités de la PID des deux zones :0,06%
- Formation 21 coordonnateurs/superviseurs de site pour la mise en œuvre de la PID dans les différentes zones : 0,5%
- Formation de 128 formateurs d'agents pulvérisateurs sur la mise en œuvre de la PID : 0,8%
- Formation de 1,534 agents opérateurs et chefs d'équipes sur la mise en œuvre de la PID : 0,2%
- Formation de 944 agents IEC (mobilisation) dans la mise en œuvre de la PID :0,01%
- Formation de 43 opérateurs de saisie des données de la PID : 0,01%
- Formation de 29 magasiniers et assistants logisticiens pour la mise en œuvre de la PID : 0,01%
- Formation de 128 agents main tenanciers pour la mise en œuvre de la PID :0,1%
- Réalisation des inspections (pré, certification, mid et post) environnementales et la réhabilitation subséquente des sites opérationnels : 0,4%
- Organisation au niveau départemental deux ateliers de restitution des données de la Campagne PID 2019 (Alibori et Donga) :0,05%
- Appui à la mise en œuvre opérationnelle de la CPS dans MK et TCM : Administration des médicaments de la CPS : 0,864%
- Elaboration d'une feuille route pour la mise à l'échelle des interventions de prise en charge des cas de paludisme sur grossesse :0,5%
- Appui à la mise en œuvre OTSS (Validation, mise en œuvre conjointe et appui aux 4 départements) : 0,05%
- Appui à la communication globale :0,25%
- Supervision nationale des acteurs sur la prise en charge des cas de paludisme grave par l'Artésunate injectable :0,14%
- Suivi du fonctionnement des clubs antipaludiques dans le département de l'Atlantique :0%
- Finalisation du documentaire de 26 minutes sur les bonnes pratiques et les leçons apprises du PMI : 0%
- Acquisition d'un nouveau groupe électrogène :0,1%
- Destruction des emballages vides de moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action :0,43%

**Programme National de Lutte contre les Maladies Transmissibles (PNLMT) : 71,2%**

- Acquisition des mobiliers de bureau : 0%
- Acquisition des 5 climatiseurs : 0%
- Paiement de la taxe de voirie au cordon douanier sur les médicaments utilisés dans le cadre de la lutte contre les Maladies Tropicales Négligées au titre de 2019 :0%
- Acquisition des consommables informatiques : encres pour imprimantes LaserJet et jet d'encre, encres pour photocopieurs, antivirus : 0%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement de la coordination, la supervision, la mise en œuvre des activités de terrain et l'alimentation des groupes électrogènes lors des sorties dans le cadre de la lutte contre les MTN :5%
- Acquisition des fournitures de bureau : 0%
- Acquisition des pièces pour la maintenance du parc automobile : 0%
- Assurance de la maintenance du matériel bureautique et informatique au titre de 2019 : 3%
- Assurance de l'entretien des locaux du programme au titre de 2019 : 1,2%

- Supervision des acteurs intervenants dans la lutte contre les MTN (oncho, filarioses lymphatique, schistosomoses, géohelminthiases, THA, ver de Guinée, etc...) en 4 phases :8%
- Supervision de la formation des enseignants, des infirmiers chef de poste et des relais communautaires impliqués dans le traitement de masse contre la Bilharziose et les vers intestinaux dans les écoles :1%
- Appui à l'organisation de quatre séances de sensibilisation des enseignants, des parents d'élèves et des élus locaux dans le cadre du traitement de masse dans les écoles :10%
- Supervision du traitement de masse contre la Bilharziose et les vers intestinaux dans les écoles :15%
- Supervision de la formation des infirmiers chef de poste et des relais communautaires impliqués dans le traitement de masse contre l'Onchocercose et la Filariose Lymphatique :13%
- Supervision du traitement de masse contre l'Onchocercose et la Filariose Lymphatique : 15%
- Acquisition des produits d'entretien 0%

**Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles (PNLMNT) : 60,66%**

- contribution à la contractualisation des radios et télévision sur la sensibilisation des populations sur les MNT : 0%
- Contribution à la sensibilisation des élus locaux dans 3 communes par département et dans 3 départements (atacora, borgou, alibori) sur les MNT et leur FDR, :9%
- sensibilisation et dépistage l'HTA et le diabète en milieu de travail dans 06 départements ( atacora, donga, borgou, alibori, colline , zou) :8%
- Acquisition de 5 cartouches d'encre pour photocopieur et 12 cartouches pour imprimante laser noir et 1 broyeur :0%
- Acquisition mensuellement de crédit électrique sur les compteurs du programme :0.6%
- Paiement des redevances de connexion à l'internet :1,8%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement du programme, la supervision, la mise en œuvre des activités et la dotation des cadres :2%
- Acquisition des fournitures de bureau : 1,8%%
- Paiement des redevances de l'entretien du parc informatique du programme : 0,6%
- Paiement des redevances de l'entretien des locaux du programme :0,93%
- Paiement des redevances de l'entretien des climatiseurs du programme : 0,6%
- Acquisition des pièces de rechange, du lubrifiant et du pneumatique pour la maintenance du parc automobile du programme : 1,8%
- Elaboration d'un contrat de gardiennage pour assurer la sécurité des biens du programme 0%
- Paiement des frais de missions dus au personnel pour les exercices passés : 1%
- Organisation des Journées nationales et internationales sur les MNT : 0%
- sensibilisation et dépistage de l'HTA et le diabète en milieu de travail dans 06 départements ( atacora, donga, borgou, alibori, colline , zou) : 0,36%
- Appui aux activités techniques de dépistage préventif et de consultation de l'épilepsie en milieu scolaire dans 2 collèges et 2 écoles par départements du zou, des collines de la donga, de l'Ouémé et du littoral, : 0,9%
- Organisation des séances de distributions des supports de communications MNT et autres documents de sensibilisation : 0,15%
- Appui aux activités techniques de consultation, de dépistage et de PEC de masse de la population sur les MNT prioritaires (HTA, DIABETE, CANCER, ARV) dans les départements de l'atacora de la donga et l'alibori : 10%



- Appui aux activités techniques de renforcement des capacités des agents de santé sur les protocoles de dépistages et de PEC des MNT au niveau de 3 zones sanitaires de la périphérie dans Atacora, Donga, Borgou (utilisation du protocole Whopen) : 0,36%
- Appui aux activités techniques de consultations dans tous les centres de santé mentale de Madjrè, Avrankou, Djougou, Bohicon, Savè : 0,36%
- Appui technique aux activités de dépistage et de PEC pour les affections Cécitantes dans 04 Zones Sanitaires (Kandi Bassila Save et Cove) : 5%
- Appui technique aux activités de dépistage et de PEC pour les affections buccodentaires dans 05 départements (Atacora Donga Borgou Zou Colline) : 5%
- Collection et enregistrement des données épidémiologiques et logistiques des cas de cancers dans les hôpitaux de tanguiéta, du littoral de Parakou et de l'Atlantique, : 3%
- Supervision des agents de santé sur la prise en charge des MNT dans les centres de santé whopen et les cliniques de diabète : 4%
- collection et enregistrement des données sur les AVP dans les CHD, CHU : 3%
- Organisation de la marche du cœur : 1%

**Programme National de Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli (PNLLUB) : 63%**

**Programme Elargi de Vaccination (Phase IV) : 76%**

**Projet de Création de l'Unité de Radiothérapie (PUR) : 30%**

**Programme National de Réhabilitation et de Construction des Centres Hospitaliers (PNRCCH) : 53,53%**

- Construction de l'unité de dialyse du CHUD de l'Ouémé/Plateau : Paiement de décompte (PAG) : 7,73%
- Construction de l'unité de dialyse du CHD de Atacora (de l'appel d'offres au paiement de l'avance de démarrage) : 0,378%
- Paiement de la facture de K BUSINESS SINTER n° 028/2017/SP/DT/K.BS relative aux travaux d'aménagement du bloc opératoire, de la salle d'hospitalisation catégorielle dans les services et de traitement de la toiture terrasse du bâtiment de la dialyse au CHUD Borgou/Alibori (BC n° 477/MS/DC/SGM/DIEM/SGC/SA du 21-08-2017 : 3,37%
- Paiement de facture relative aux travaux de réhabilitation du bâtiment "D" du CHU MEL à Cotonou de l'entreprise LA PART DE DIEU : BC n° 611/MS/DC/SGM/DIEM/SGC/SA du 21 - 08 - 2015 (paiement d'un décompte) : 1,49%
- Paiement de la facture n° 003/2017/PNRCCH/MS de l'entreprise GTC relative aux travaux de Construction du Centre hospitalier Départemental de la DONGA (lot 3 : blocs consultations ORL, médecine générale, ophtalmologie, stomatologie) : CM N° 068/MEF/MS/DNMP/SP du 16-01-2009 : 1,04%
- Paiement de la facture n° 003/Donga/ACB/09 de l'entreprise ACB relative aux travaux Construction du Centre hospitalier Départemental de la DONGA (lot 6 : cuisine africaine, buanderie, morgue, local accompagnants, local incinérateur) CM N° 134/MEF/MS/DNMP/SP du 11-02-2009 : 0,82%
- Paiement du décompte de l'attachement n° 4 de l'entreprise CAAM pour les travaux de construction d'un bloc de gynécologie Obstétrique au CHD Zou ; CM n° 1006/MEF/MS/DNMP/SP du 11/09/2008 : 2,14%
- Paiement du décompte de l'attachement n° 4 de l'entreprise SILCO pour les travaux de réhabilitation et de l'extension de la maternité du CHUD Ouémé/Plateau à Porto-Novo; CM n° 477/MDEF/M.Santé/DNMP/SP du 27/05/2009 : 0,39%
- Paiement du décompte de l'attachement n° 2 de l'entreprise SILCO pour les travaux de réhabilitation et de l'extension de la maternité du CHUD Ouémé/Plateau à Porto-Novo; Avenant au CM n° 477/MDEF/M.Santé/DNMP/SP du 12/04/2012 : 0,2%
- Réfection du bâtiment abritant le PNRCCH et du magasin (toiture, révision des installations, des portes des toilettes du bâtiment abritant le PNRCCH : 0,243%
- Paiement de décompte du cabinet Nouvelle Vision pour le suivi et contrôle des travaux de construction du CHD Donga : 0,42%

- Paiement de la facture n° 01/EGF-BTP/12/15 de l'entreprise EGF-BTP relative aux travaux de réhabilitation de la clinique universitaire de gynéco-obstétrique au CNHU-HKM (lot n° 3 : Hospitalisation et galerie couverte CM n° 192/MEF/MSP/CNMP/SP du 24-08-2004) :1,98%
- Acquisition d'un scanner au profit du CHUD Borgou/Alibori (Paiement de l'avance de démarrage) :6,223%
- Acquisition d'un scanner au profit du CHD Mono/Couffo :: 1,778%
- Extension du réseau de distribution des fluides médicaux dans les blocs d'hospitalisation au CHU MEL : payer 30 % d'avance de démarrage (Contrepartie béninoise : 5,003%
- Paiement de la facture relative à la fourniture et mise en service de deux autoclaves de grande capacité et accessoires au profit du bloc de stérilisation du CNHU-HKM de Cotonou CM N°160/MEF/M.Santé/DNCMP/SP du 25/05/18 (PAG) : paiement d'acompte (70%) suite à la réception provisoire :11,46%
- Paiement de la facture relative à l'acquisition des équipements et matériels médico-techniques au profit du bloc opératoire du CHU-MEL de Cotonou /Société BUCO CM n° 412/MEF/M. Santé/DNCMP/SP du 26-10-2017 (PAG) : paiement de décompte : 2,6475%
- Acquisition des équipements et mobiliers de bureau au profit du PNRCCCH (Ordinateurs complet, ordinateur portatif et de Bureau pour cadre) :0,093%
- Paiement de la contrepartie béninoise du PADS : CM de SETREC n° 530/MEF/MS/DNCMP/SP du 01 - 12 -2015 relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipement médico-techniques au profit du Service de réanimation du CHD Borgou/Alibori (lot 2) : paiement de décompte : 0,71%
- Paiement de la contrepartie béninoise du PADS : CM de BEREC n° 575. /MEF/M Santé/DNCMP/SP du 19-12-2017 relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements hospitaliers et de mobiliers ordinaire au profit du Service de Pharmacie du CHD Borgou/Alibori (lot 4) : paiement de l'avance de démarrage :3,4275%
- Acquisition des fournitures de bureau et des produits d'entretien au profit du PNRCCCH 0,026%
- Acquisition du carburant du premier trimestre au profit du PNRCCCH : 0,13%%
- Acquisition du carburant du deuxième trimestre au profit du PNRCCCH :0%
- Acquisition du carburant du troisième trimestre au profit du PNRCCCH : 0%
- Acquisition du carburant du quatrième trimestre au profit du PNRCCCH :0%
- Acquisition de pneus et entretien du matériel roulant du PNRCCCH : 0,027%
- Entretien et maintenance des équipements et matériel de bureau du PNRCCCH :0,013%
- Entretien quotidien des bureaux du PNRCCCH : 0,013%
- Réalisation de relevé d'état des lieux, de suivi, des attachements, des réceptions et des supervisions trimestrielles des travaux de construction dans les CHD et CHU :1,78%%
- Règlement des frais des prestations d'huissier dans le cadre des divers dossiers de résiliation des contrats :0%

#### **Projet de Construction de l'Hôpital de Zone d'Allada (PCEHZ-A) : 5,91%**

- Obtention du titre foncier pour le domaine de construction de l'hôpital de zone d'Allada : 0,00%
- Achèvement des travaux du lot n°5 relatifs à la construction de l'unité de kinésithérapie, de l'unité de maintenance, d'un logement, des bâtiments pour accompagnants, de la guérite, deux hangars de séchage à l'hôpital de zone d'Allada et la conduite du processus d'obtention du permis de construire :0,00%
- Réalisation des travaux de séparation en grille et l'éclairage de l'intérieur du local poste de transformateur de l'hôpital de Zone d'Allada : 0,32%

- Réalisation des travaux de raccordement des bâtiments de la partie béninoise au réseau électrique :1,75%
- Acquisition des équipements médicotecniques complémentaires au profit de l'Hôpital :2,94
- Acquisition des fournitures de bureaux et produits d'entretien :0,60%
- Acquisition du carburant :0,00%
- Entretien et maintenance du matériel roulant : 0,30%
- Paiement des dettes des frais de missions : 0,00%

**Projet d'Equipement et de Réhabilitation des Formations Sanitaires (PERFS) : 47,12%**

**Projet d'Equipement et de Réhabilitation des Formations Sanitaires de la Zone de Bantè (PERFS-B)**

- Acquisition d'une unité d'IRM au profit du CNHU : 0%
- Acquisition d'une unité de scannographie au profit des CHD O/P :0%
- Acquisition des équipements de Radiodiagnostic et d'Echographie : 17%
- Acquisition des équipements de Laboratoires, Bloc opératoire, Anesthésie, Réanimation et Maternité :26,4%
- Construction d'incinérateurs de type Montfort à l'HZ Klouékanmè (1), à le HZ de Bassila (1) et au CHD Atacora-Donga (1) :0,0175%
- Réfection de la toiture du CS de Chabikouma : 0,02%
- Acquisition des pneumatiques et autres accessoires pour la maintenance du véhicule de la CE/PERFSB : 0,08%%
- Réfection du dispensaire d'Agoué :0,023
- Maîtrise d'œuvre dans le cadre de la mise en œuvre du PERFSB :2%
- Collecte de données pour la réfection du CS de Chabikouma et du dispensaire d'Agoué :0,018%
- Paiement des frais de missions dans le cadre des remises de sites :0,09%
- Paiement des frais de missions dans le cadre du suivi et de la supervision de l'exécution des marchés :1%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement du projet 1er trimestre :0,14%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement du projet 2ème trimestre :0,14%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement du projet 3ème trimestre :0,05%
- Acquisition du carburant pour le fonctionnement du projet 4ème trimestre :0,05%
- Acquisition des fournitures de bureau pour le fonctionnement de la coordination du projet :0,09%

**Projet Santé et Population de la Grande Commerce de Tchaourou (PSP\_GCT) : 21,65%**

**Projet de Construction de l'Hôpital de Zone de Savè (PCHZ-S) : 76,43%**

**Programme National de Développement des Ressources Humaines du Secteur Santé (PNDRHS) : 88,53%**

- Poursuite de la formation de 21 médecins de deuxième année dans les spécialités au Bénin (Anesthésie ; 01, Chirurgie générale ; 06, Chirurgie pédiatrique : 02, Gynécologie : 01, Pédiatrie ; 06, Traumatologie Orthopédie ; 05,) avec une bourse de formation : 100%
- Poursuite du paiement de la première année de formation des 21 médecins dans les spécialités au Bénin (Anesthésie ; 01, Chirurgie générale ; 06, Chirurgie pédiatrique : 02, Gynécologie : 01, Pédiatrie ; 06, Traumatologie Orthopédie ; 05,) avec une bourse de formation : 100%
- Paiement des frais de scolarité (Inscription et formation) de 21 médecins de deuxième année dans les spécialités au Bénin (Anesthésie ; 01, Chirurgie générale ; 06, Chirurgie pédiatrique : 02, Gynécologie : 01, Pédiatrie ; 06, Traumatologie Orthopédie ; 05,) avec une bourse de formation : 100%

- Poursuite de la formation de cinq paramédicaux dans les spécialités au Togo avec une bourse de formation (Master en Instrumentation chirurgicale : 1, Master en chirurgie : 2, Master en Anesthésie Réanimation : 2) 2ème année : 100%
- Poursuite de la formation de 26 paramédicaux dans diverses spécialités au BurkinaFaso avec une bourse de formation (Licence en ORL : 4, Licence en Soins Infirmiers et Obstétricaux : 7, Anesthésie Réanimation : 2, Licence en Aide Chirurgie : 9, Licence en Pédiatrie : 4) 2ème année : 100%
- Poursuite du paiement des allocations de 26 paramédicaux dans diverses spécialités au Burkina Faso avec une bourse de formation (Licence en ORL : 4, Licence en Soins Infirmiers et Obstétricaux : 7, Anesthésie Réanimation : 2, Licence en Aide Chirurgie : 9, Licence en Pédiatrie : 4) 1ère année : 100%
- Poursuite de la formation de cinq médecins de deuxième année dans les spécialités à l'étranger (Pneumologie : 1, Infectiologie : 1, Neurochirurgie : 1, Néphrologie : 01, Parasitologie : 01) 2ème année : 100%
- Poursuite du paiement des allocations de 5 médecins de première année dans les spécialités à l'étranger (Pneumologie : 1, Infectiologie : 1, Neurochirurgie : 1, Néphrologie : 01, Parasitologie : 01) 1ère année : 100%
- Poursuite de la formation d'un agent aux nouvelles technologies de maintenance des appareils d'imagerie médicale : 100%
- Poursuite de la formation de deux paramédicaux en Master en Ophtalmologie au Mali (2ème année) : 100%
- paiement des allocations de deux paramédicaux en Master en Ophtalmologie au Mali (1ère année) : 100%
- Poursuite de la formation d'un agent en Santé Publique : 100%
- Paiement des frais de scolarité (Inscription et formation) d'un paramédical en Santé Publique à Lomé : 100%
- Poursuite de la formation de deux agents en deuxième année de Puériculture (Licence :) 2ème année : 100%
- Poursuite du paiement des allocations de deux agents en Puériculture (Licence :) 1ère année : 100%
- Poursuite de la formation d'un agent de deuxième année en Sciences Pharmaceutiques et Biomédicales : 100%
- Poursuite le paiement des allocations d'un agent de première année en Sciences Pharmaceutiques et Biomédicales : 100%
- Poursuite de la formation d'un paramédical en Virologie au BurkinaFaso (2ème année) : 100%
- Paiement les frais de scolarité (Inscription et formation) d'un paramédical en Virologie au BurkinaFaso : 100
- Poursuite de la formation de deux paramédicaux en Master en Ophtalmologie en Gambie (2ème année) : 100%
- Poursuite du paiement des allocations de deux paramédicaux en Master en Ophtalmologie en Gambie (1ère année) : 100%
- Appui à la formation des agents administratifs et techniques dans les écoles professionnelles du Bénin : 0 %
- Formation des médecins dans diverses spécialités : 100%
- Formation des paramédicaux dans diverses spécialités Odontostomatologie, Santé Publique, Aide chirurgie : 75%
- Réalisation du suivi des stagiaires dans les écoles de formation : 100%
- Elaboration du plan de formation du Ministère de la Santé (2019-2021) : 15%
- Dissémination du plan de formation du Ministère de la Santé (2019-2021) : 10%
- Elaboration d'un tableau de bord des Ressources Humaines du Secteur Santé : 10%
- Réalisation de quatre missions de supervision des étudiantes sages-femmes d'état et infirmiers en stage dans les zones : 10%

- Acquisition des fournitures de bureau : 100%
- Acquisition du carburant pour la réalisation des activités : 10%
- Acquisition du carburant pour la réalisation des activités : 100%
- Acquisition du carburant pour la réalisation des activités : 0%
- Acquisition du carburant pour la réalisation des activités : 0%
- Formation par tutorat des agents de santé : une session de formation : 100%
- Acquisition des mobiliers et équipements au profit du programme : 0%

#### **Programme d'Appui au Système de Santé (PASS-Sourou) : 100%**

- Appui stratégiques (AQ, SONU, MNT et RCR) au niveau des EEZS, ZS, HZ, CS dans l'Atacora/Donga et le Mono/Couffo : 25%
- Renforcement de la démarche qualité dans les ZS couvertes : 10%
- Renforcement des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) : 5%
- Déploiement du plan de réponse aux MNT dans les ZS de l'Atacora, Donga, Mono et Couffo : 10%
- Prise en charge des violences basées sur le genre (VBG) dans les zones de couverture : 5%
- Renforcement de la structuration de la demande de soins et services de santé : 5%
- Mise en place du logiciel IRHIS pour la gestion des carrières des RHS : 5%
- Renforcement de la maintenance dans les ZS de couverture : 7%
- Appui au renforcement de la maintenance préventive : 3%
- Appui à l'élaboration du PITA 2020 du MS : 5%
- suivi de la performance de la mise en œuvre du PITA/MS : 2%
- Renforcement du système d'informations sanitaires (SNIGS) : 3%
- L'entretien des bureaux du PASSBEC : 2%
- Remboursement de la dette relative à la construction du bureau R+1 du personnel de PASS Sourou/ ENABEL au ministère de la Santé : 5%
- Organisation sessions de la structure mixte de concertation locale (SMCL comité de pilotage) : 3%
- Organisation des supervisions semestrielle du niveau central dans les départements de couverture : 5%
- Remboursement de la dette relative à la construction du bureau R+1 du personnel de PASS Sourou/ ENABEL au ministère de la Santé : 5%

#### **Programme National de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle (PNPMT) : 71,2%**

- Réalisation de la Clôture du jardin de plantes médicinales de la commune de Savalou dans le Département des Collines (1ère partie) : 2%
- Paiement des dettes relatives à l'édition des documents de Médecine Traditionnelle (Politique Nationale- Plan stratégique quinquennal- Bulletin d'information-cadre réglementaire) de l'année 2018 : 2%
- Renforcement de capacité de 100 PMT sur la protection et l'utilisation des connaissances médicales traditionnelles : 0,9%
- Achat de fournitures de bureau et des produits d'entretien : 1,26%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 1er trimestre : 1%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 2e trimestre : 1%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 3e trimestre : 0%
- Acquisition de carburant et lubrifiant au titre du 4e trimestre : 1%
- Collecte de données pour la rédaction du bulletin d'information "Médecine Traditionnelle" (Départements du Mono et du Couffo) : 4%
- Entretien des bureaux du PNPMT de janvier décembre 2019 : 2%
- Entretien du parc informatique, des climatiseurs et de la plomberie du PNPMT de janvier décembre 2019 : 2%
- Renforcement de capacité de 60 Promoteurs de Médicaments traditionnels améliorés en production MTA (Tous les départements) : 0,72%

- Formation technique en botanique pour les comités de gestion des jardins de plantes médicinales (Tous les départements) : 0,84%
- Collecte de données sur la prise en charge traditionnelles des fractures au Bénin en vue de documenter les bonnes pratiques en MT (Départements de l'Atlantique/Littoral/Ouémé/Plateau/ Mono / Couffo) : 4%
- Validation des données compilées sur la prise en charge traditionnelles des fractures au Bénin : 0,6%
- Renforcement de capacités de 120 PMT sur le cadre réglementaire des praticiens, des pratiques de la médecine traditionnelle et des médicaments issus de la pharmacopée traditionnelle au Bénin : 2,25%
- Réalisation d'enquête sur les cabinets d'exploitation en MT par le PNPMT et la CNRMT (Département de l'Atlantique et du Littoral) : 0,36%
- Célébration de la Journée nationale de la médecine traditionnelle (12 juin) : 4%
- Célébration de la Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle au Bénin (31 août) : 0,8%
- Supervision semestrielle des activités de promotion de la pharmacopée et de la médecine traditionnelle : 7%
- Rencontre annuelle de concertation sur la collaboration entre les Praticiens de la Médecine Traditionnelle et les Professionnels de Médecine Moderne : 0,6%
- Relecture de projet de Loi sur la Médecine Traditionnelle à introduire à l'Assemblée Nationale : 0,24%
- Remboursement de dettes relatives à la réalisation des états des lieux du jardin de plantes médicinales de Savalou en vue de le clôturer : 2%
- Acquisition d'un (1) ordinateur de table et accessoires et d'un ordinateur portatif pour le PNPMT : 2%
- Acquisition de pneumatiques et du matériel de rechange pour l'entretien du véhicule pick up du PNPMT : 1,2%
- Appui à la réalisation des tests de contrôle de toxicité, de phytochimie, de screening et de qualité pour quelques MTA (acquisition des réactifs pour le laboratoire) : 0%
- Dotation du PNPMT d'une connexion internet (WIFI) et une caméra d'identification des visiteurs : 0%
- Acquisition d'un fauteuil et d'un guéridon pour la coordination du PNPMT : 0%

### ***Ministère des Enseignements Maternel et Primaire (MEMP)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 30 Septembre 2019 du MEMP est de **46,48%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Programme de construction et d'équipement d'écoles primaire dans le Département de l'Atlantique (Japon 6, phase 6) : 56,74%**

- selon les conditions générales applicables au don du Japon de janvier 2016, les ressources destinées à financer le projet JAPON VI ne transitent pas par le Trésor public béninois. Un compte est ouvert au nom du gouvernement du Bénin dans une banque au Japon (Compte du don). Cette banque du Japon désignée MUFG Bank a signé un arrangement bancaire avec la Bank of Africa Bénin afin de faciliter le paiement des entreprises locales qui exécuteront les travaux.
- processus de passation des marchés est achevé.
- signature des contrats avec les entreprises est faite.
- appel d'offres est lancé. L'ouverture des offres est faite depuis le 7 août 2019.
- facture de la BOA et celles liées au processus de passation des marchés publics sont en attente d'être payées.

#### **Programme "un Elève sous un Toit, une Classe, un Maitre pour l'Enseignement Primaire" (Projet de développement de l'Education de Base (BID IV)) : 31,64%**

- évaluation des offres relatives aux constructions a généré un déficit de l'ordre de 3,633 milliards que la BID demande au gouvernement béninois de mobiliser conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 14 de l'accord de prêt. Une communication a été introduite en conseil des ministres à cet effet.
- projet attend la lettre de confort avant le lancement des travaux..
- rapport d'évaluation des offres relatives à l'AMI est en attente d'Avis de Non Objection à la BID.

**FADEC-INVESTISSEMENT : 100%**

- les fonds ont été intégralement transférés aux communes.

**Accord-Cadre avec l'UNESCO : 0%**

- aucun transfert n'a été réalisée.

***Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 30 Septembre 2019 du MESTFP est de **75 %**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

**Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures Administratives D'ESG (PCREI-ESG) : 80 %**

Activité : Paiement des dettes relatives aux travaux de maintenance informatique, d'entretien et de bureautique en instance sur PCREI-ESG et Ex PCREIA

- Les dettes liées aux travaux de maintenance informatique et d'entretien de PCREI-ESG et de l'ex PCREIA ont été payées : 100%

Activité : Paiement des dettes de la gestion 2017 relatives aux fournitures et autres équipements acquis au profit du PCREI-ESG et Ex PCREIA

- Deux factures relatives aux fournitures et autres équipements acquis au profit du PCREI-ESG et Ex PCREIA en 2017 ont été payées : 10%

Activité : Démarrage, poursuite et/ou achèvement des travaux de construction d'infrastructures scolaires et administratives

- Les travaux de réfection à la Direction Départementale du MONO ont été Réceptionnés
- le parking des motos de la Tour administrative A a été construit et réceptionné provisoirement.
- Les travaux de construction d'un bloc administratif au CEG LA VALLEE sont achevés et réceptionnés provisoirement.
- Les travaux de construction de modules de 4 salles de classe aux CEG Lon-Agonmey et CEG Sékou ; CEG Ouidah2 et Ouidah3 ; CEG Agon et CEG Hinvi; CEG Avlamè ; sont achevés et réceptionnés provisoirement.
- Les travaux de construction de mur de clôture au CEG Logozohè sont achevés et réceptionnés provisoirement.
- Les remises de site ont été faite pour la construction et l'équipement de modules de 4 salles de classe et un bloc de latrine à quatre cabines respectivement aux CEG Gbakpodji, Mèdetogbo, Zoumondji, Comè4 et Doutou1,

**Projet de Construction, de Réhabilitation et d'Equipement des Infrastructures D'ETFP (PCREI-ETFP) : 75 %**

Activité : Paiement des dettes relatives aux travaux de construction et d'équipement des infrastructures des établissements de l'ETFP

- Les dossiers de dettes relatives aux travaux de construction et d'équipement des infrastructures des établissements de l'ETFP sont transmis à la DAF/MESTFP pour paiement : 70%

Activité : Poursuite/Achèvement des travaux de construction et d'équipement dans les établissements de l'ETFP

- Les Travaux de construction de modules de quatre (4) salle de classe au LT de Pobè, des infrastructures au centre de métiers de Pahou (Lot 1), des infrastructures au profit du LT de Tchaourou (un réfectoire, un atelier électrotechnique), de construction d'un bloc de latrines à quatre cabines à fosses sèches aux CM Pahou, LT Ouidah, LTCI Tchaourou et LTCI Kandi, d'un bloc pédagogique et d'un bloc administratif au CFPA de Bopa sont achevés et réceptionnés provisoirement

Activité : Démarrage des travaux de construction et d'équipements de nouvelles infrastructures dans les établissements de l'EFTP

- Les travaux de mise en forme et rechargement partiel de 500 ml le long de la façade principale, de construction de dix (10) fosses septiques et vingt (20) puisards du Lycée Technique d'Amitié Sino Béninoise d'Akassato sont achevés et réceptionnés provisoirement

### **Projet d'Appui à l'Enseignement Secondaire au Bénin (PAESB) : 70 %**

Activité : Restructuration du dispositif d'encadrement et d'animation pédagogiques

- 100 Inspecteurs et 377 CP ont été formés à la mise en œuvre du nouveau REAP et à l'accompagnement des établissements sur la vie scolaire :  
15 nouveaux outils de mise en œuvre du REAP sont élaborés et appropriés par les Inspecteurs et CP : 70%

Activité : Implémentation de la vie scolaire dans les collèges d'ESG

- 2151 responsables d'établissements 101 inspecteurs et 387 CP sont formés pour l'implémentation du guide vie scolaire, les projets d'établissement et contrats de performance en lien avec l'institution de la pratique des lettres de mission : 100%

Activité : Amélioration de l'environnement didactique pour l'enseignement des sciences

- Les modules de formations des enseignants science sont élaborés et les formateurs sont formés en lien avec l'initiative des évaluations intellectuelles des enseignants
- 3470 enseignants (972 APE ayant satisfait à l'évaluation et 2498 aspirants au métier d'enseignant ayant satisfait aux tests) maths et PCT sont formés
- Les guides et programmes science ont été mis en ligne sur la plateforme Educ Master et téléchargeables pour tout acteur du système éducatif

Activité : Elaboration et mise en œuvre d'un plan sciences pour renforcer l'attractivité des disciplines et séries scientifiques

- Les données d'état des lieux et d'orientations pour le Plan Sciences sont collectées et le rapport des éléments de base élaboré
- Le projet plan science est élaboré et en attente de sa déclinaison en plan d'action et stratégie de mise en œuvre
- Le nouvel environnement didactique est décrit et intégré au Plan science
- Le projet de Plan science a été édité pour approbation

Activité : Réalisation d'études d'aides à la planification sectorielle et sa mise en œuvre

- Le document de base est élaboré et le projet de note d'orientation est élaboré. L'évaluation du FCB est réalisée et le rapport final soumis au comité de suivi. Le projet de rapport d'évaluation du FCB est mis à disposition des membres du comité de suivi

Activité : Fonctionnement de l'unité de gestion du projet

- Les audits du second semestre 2018 et du premier semestre 2019 sont faits et les rapports ont reçu l'ANO de l'AFD
- Les rémunérations et diverses charges liées à la prise en charge du personnel sont payées
- Les menues dépenses de fonctionnement sont assurées
- Achat de papier, fournitures et d'antivirus
- Les entretiens du véhicule et du matériel sont assurés
- Les réceptions technique et provisoire des modules de classe dans l'Atlantique, le Littoral, l'Atacora et la Donga sont faites

### **Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Insertion des Jeunes (AFPIJE)**



Activité : Equipement des centres de formation professionnelle par apprentissage (CFPA) / unités de formation professionnelle (UFP)

- Remise des équipements de la 2ème vague (Coiffure, couture, tissage, froid, climatisation, maçonnerie, électricité, panneaux solaires : 100%

Activité : Accompagnement de la mise aux normes des CFPA/UFP de la zone d'intervention du projet

- Formation des dirigeants des CFP sur les outils de la mise aux normes : 100%

Activité : Appui à l'opérationnalisation de l'outil de gestion des centres

- Installation et formation à l'utilisation des équipements, élaboration des plans de maintenance des équipements : 100%

Activité : Renforcement du dispositif de l'offre de formation des CFPA et UFP

- Redimensionnement et rénovation des CLAI et renforcement des capacités des membres : 100%

Activité : Finalisation et mise en œuvre de la stratégie d'insertion et son plan d'actions

- Elaboration de la stratégie intercommunale d'insertion des jeunes dans le Zou : 100%

Activité : Opérationnalisation du fonds d'insertion

- Mise en place d'un dispositif multimédias d'insertion des jeunes : 100%

Activité : Renforcement des jeunes en création d'entreprise

- Renforcement des capacités en création d'entreprise de 200 jeunes : 100%

**Projet de Développement de l'Enseignement technique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (DEFI- Pro) : 50 %**

Activité : Construction et réhabilitation des infrastructures des 4 lycées et des 3 CFPA appuyés par le projet

- Le PV d'attribution des quatre (04) lots aux Maitres d'œuvre est publié : 10%

Activité : Appui à la filière Tourisme, hôtellerie et restauration

- L'étude de faisabilité sur les modalités d'un appui à l'EFTP dans le secteur du THR a été réalisée, Le rapport final de l'étude est disponible depuis le 30 août 2019 : 100%

Activité : Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de l'EFTP

- Les ateliers de Possotomè, de Grand-popo (du 1er au 04 août 2019), d'Abomey ont été financés. La table ronde de Cotonou, des 29 et 30 juillet 2019 a été partiellement financés, Sept (07) documents de la stratégie et de la Loi cadre ont été édités en soixante (60) exemplaires : 100%

Activité : Mise en œuvre des activités transversales

- L'auditeur financier semestriel est recruté et les audits du second semestre 2017 et des deux semestres de 2018 ont été réalisés. L'audit du premier semestre de 2019 est en cours 50%

Activité : Appui à l'INIFRCF pour garantir sa capacité à répondre aux besoins de production des curricula

- L'INIFRCF a proposé des TDR pour l'élaboration d'une démarche harmonisée d'élaboration de curricula de formation propre au Bénin : 40%

Activité : Mise en place de l'Assistance à maîtrise d'ouvrage

- L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (Cabinet SOFRECO) a été recruté. L'avance de démarrage (20% du montant total de la prestation) a été payée : 100%

Activité : Réalisation des activités de gestion de projets

- La redevance de l'ARMP relative au marché de l'AMO (8263743) a été payée. La participation de délégués à l'atelier sur l'EFTP à Nairobi du 18 au 20 juin a été prise en charge (1561000), L'atelier de prise en compte de l'option relative à l'extension de l'éducation de base en Terminale dans la stratégie de l'EFTP des 18 au 22 décembre 2019 à Grand-popo est financé (3 266 200) : 95%

**Projet de Soutien à l'Enseignement Secondaire (SEnS) : 50 %**

Activité : Construction et équipement de nouvelles salles de classe et de blocs de latrines

- 11 entreprises pour 11 lots sur les 12 ont été sélectionnées pour la construction de 155 modules de 4 salles de classes et de 310 blocs dans les CEG des départements de l'Ouémé, du Plateau, du Zou et des Collines et du Borgou/Alibori. Les avances de démarrage sont payées pour 4 lots : 35%

Activité : Appui au pilotage des programmes et tâches de construction

- Le rapport du premier semestre de la mission d'AMO est disponible. La mission de l'AMO se poursuit par divers appuis à la Coordination et l'ACISE et notamment dans le cadre de la passation des marchés : 60%

Activité : Appui au renforcement des capacités techniques

- Contrat signé pour acquérir 04 véhicules pick-up. : 15%

Activité ; Divers et fonctionnement

- Le paiement de l'enveloppe de motivation à tous les acteurs concernés au titre de 2017 est assuré
- La maintenance du véhicule est assurée et le cloisonnement de la salle 110 de la tour administrative A est fait pour servir de bureaux à l'AT pilotage
- Les diverses des dépenses de fonctionnement sont assurées 50

Activité : Appui à la DPP sur le suivi des performances du système et la préparation du processus d'élaboration de la carte éducative

- - Un projet de décret portant conditions générales d'autorisation de création et de fonctionnement des établissements privés laïcs ou confessionnels des enseignements secondaires du second degré et son arrêté d'application ont été élaborés
- - Deux ateliers ont été organisés et ont permis de réviser les questionnaires de collecte (rentrée, annuel, fin d'année);
- - mettre à jour de la base de données avec paramétrage de STATEDUC 2
- -Un atelier d'identification des aspects à suivre et de définition des modes de calcul des indicateurs des tableaux de bord est organisé à Abomey du 02 au 07 décembre 2019

Activité : Appui à la DIP pour le développement et la maintenance des applications informatiques

- Un atelier sur l'orientation du SIGE a été organisé les 08, 09 et 10 février 2019. L'atelier de définition des fonctionnalités des applications du SIGE en vue de l'élaboration et validation des cahiers des charges a été organisé du 28 octobre au 09 novembre 2019 : 58%

Activité : Assistance à la collecte des données

- Une mission s'est déroulée dans tous les départements en vue de faire la vérification des résultats de la réorganisation du réseau scolaire au niveau de l'Enseignement Secondaire Général.
- Le paiement de la facture relative au véhicule 4x4 station wagon est réceptionné en 2018 au profit du projet est assuré 60

Activité : Accompagnement à la structuration à court terme des modalités de gestion du sous-secteur

- Un atelier s'est tenu du 04 au 09 août 2019 à Abomey et a permis d'analyser les textes et de répertorier les textes à actualiser ou à écrire

Activité : Réalisation d'un cadrage de dépenses à moyen terme (CDMT)

- Un atelier de production du document technique d'interopérabilité de l'application système de management des performances a été organisé du 26 au 30 mai 2019 à Abomey : 30%

Activité : Appui à la définition d'une stratégie de production / acquisition / diffusion de manuels scolaires

- Le document est en cours d'élaboration. Les TDR sont élaborés pour le recrutement d'un consultant en appui à la commission mise en place : 50%

**PROJET « GENERALISATION DE L'ALPHABETISATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT LETTRE (PGADEL) » : 100%**

Activité : Règlement des dettes relatives aux activités de PGADEL

- Règlement des dettes relatives aux activités de PGADEL courant la gestion 2017 : 100%

#### **FADEC INVESTISSEMENT : 100%**

Activité : Construction des infrastructures scolaires sur les fonds FADEC

- Les fonds FADEC ont été transférés aux communes de Cotonou et de Porto-Novo pour :
  - Construire et équiper un module de 4 salles de classe au CEG des sourds d'Akogbato;
  - Réhabiliter un module de 3 salles de classe au CEG des sourds d'Akogbato ;
  - Construire 375 mètres linéaires de mur de clôture au CEG des sourds d'Akogbato ;
  - Construire 500 mètres linéaires de mur de clôture au CEG de l'Unité

#### ***Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MESRS est de **43,54%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Projet de Construction et d'Equipement des Infrastructures Administratives et Pédagogiques : 03%**

Activité : Poursuite des travaux de construction d'un bloc administratif de la FLASH UP

- En cours ;

Activité : Travaux de construction de local devant abriter le groupe électrogène au MESRS

- Exécuté

Activité : Construction Centre de Recherche halieutique et océanologique du Bénin ;

- En cours

Activité : Paiement des frais des études architecturales pour la construction de nouveaux centres universitaires

- En cours

Activité : Paiement de la mission de contrôle chaire UNESCO

- En cours

Activité : Etudes et contrôle des travaux (FASEG et FDSP)

- En cours

Activité : Contrôle des travaux de construction d'un amphithéâtre de type R+2 à l'UAC (lot 1)

- En cours

Activité : Contrôle des travaux de construction d'un amphithéâtre de type R+2 à l'UAC (lot 2)

- En cours

Activité : Etudes techniques et architecturales, le suivi et contrôle des travaux de construction de laboratoires et travaux connexes sur le site de la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou

- En cours

Activité : Etudes techniques et architecturales, le suivi et contrôle des travaux de construction d'un laboratoire pluridisciplinaire de type R+1 à l'Université de Parakou

- En cours.

#### **Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires : 04%**

Activité : Etudes architecturales, technique, contrôle et suivi des travaux de construction de l'ENSET-LOKOSSA

- En cours

Activité : travaux de génies civils à ENSET-Lokossa

- En cours

Activité : Poursuite et achèvement des travaux de construction d'un bloc pédagogique de type R+1 sur le site de Sakété

- En cours

Activité : Travaux de construction d'un (01) réseau électrique au profit du centre universitaire d'Awaï

- En cours

Activité : Travaux complémentaires de construction d'une école type au profit de CU d'Abomey

- En cours

Activité : Suivi et contrôle des travaux de construction de deux châteaux à Idigny et à Abomey

- En cours

Activité : Etudes techniques et suivi des travaux de construction d'un château d'eau de 80m<sup>3</sup> à l'ENSET Lokossa

- En cours

Activité : Etude de sondage pour la réalisation de 4 forages à l'ENSET de Lokossa

- En cours

Activité : Travaux de réalisation d'enseignes lumineuses et des plaques des trois sites (Awai, Idigny et Sakété)

- Exécuté.

#### **Projet de renforcement des infrastructures sociales : 44%**

Activité : Travaux de construction et d'extension de l'IMSP Dangbo (Phase II)

- En cours

Activité : Travaux de réfection de la Résidence CANADA G à l'UAC

- En cours

Activité : Travaux de construction de la clôture des résidences de l'Université de Parakou

- En cours

Activité : Paiement de l'Avenant des travaux d'éclairage des cours de l'IMSP

- En cours

Activité : Etudes pour la réalisation des clôtures des résidences de l'UP et de l'UAC

- En cours.

#### **Projet de Centre d'excellence Africain SMA : 40,60%**

Activité : payer des travaux de construction de l'annexe du Centre de Calcul avec une salle de formation de 50 places modulable ;

- en cours

Activité : Equiper et installer les meubles de la salle de formation et des bureaux du centre de calcul annexe

- exécuter

Activité : Payer la retenue de garantie des travaux d'extension de la bibliothèque

- exécuter

Activité : Payer l'abonnement aux revues scientifiques et à la bibliothèque numérique 2018-2019 et réaliser la dette de 2017-2018

- Exécuter

Activité : Acheter des livres, revues et articles scientifiques pour la Bibliothèque du centre

- Exécuter

Activité : Payer les frais de transport des étudiants étrangers

- Exécuter

Activité : Assurer les stages de formation en entreprises et les mobilités des doctorants

- En cours

Activité : Octroyer des bourses aux étudiants

- Exécuté

Activité : Payer l'assurance maladie au profit des étudiants du CEA-SMA (2018-2019)

- Exécuter

Activité : Organiser les soutenances de mémoires et thèses (les membres de jury)

- En cours

Activité : Organiser des formations continues pour les cadres d'institutions et d'entreprises

- Exécuter

Activité : Transformer les offres de formation existantes pour plus d'impact et développer de nouvelles offres de formation

- En cours

Activité : Organiser les missions d'enseignements et de Recherches

- Exécuté

Activité : Renforcer les capacités des enseignants, des étudiants, de l'équipe d'exécution et du personnel administratif francophones en Anglais

- En cours

Activité : Payer l'abonnement au fibre optique de Benin Télécom (installations et redevances mensuelles de l'internet Débit Garanti 20Mbps- Supervision -Monitoring+ SLA Standard\* + renforcement)

- En cours

Activité : Acquérir du matériel informatique complément

- Exécuté

Activité : Equiper et installer une seconde salle de vidéo conférence avec tableaux numériques, projecteurs et logiciels supportés

- Exécuté

Activité : Organiser des écoles-conférences scientifiques des séminaires internationaux

- En cours

Activité : Organiser la session du COSP

- Exécuté

Activité : Participer à des écoles et conférences à l'extérieur

- Exécuté

Activité : Appuyer les innovations technologiques et entrepreneuriales : Fourniture d'équipement FabLab et incubateurs

- En cours

Activité : Fournitures d'Équipements d'Internet des objets

- En cours

Activité : Signatures de partenariats stratégiques nationaux, régionaux et internationaux

- En cours

Activité : Mener les activités menant à l'accréditation des offres de formation

- En cours

Activité : Assistance technique d'un mentor pour le SPM du CEA-SMA

- Exécuté

Activité : Organiser les sessions du Comité national de suivi

- Exécuté

Activité : Réaliser l'audit financier et de passation de marchés du CEA-SMA pour l'année 2018 et 2019

- Exécuté

Activité : Organiser et tenir des séances de travail de l'Equipe d'Exécution du CEA

- Exécuté

Activité : Organiser le programme de mobilité enseignants-chercheurs

- En cours

Activité : Organiser et tenir des séances de travail et de collaboration avec l'association des diplômés de l'IMSP

- Exécuté

Activité : Organiser un atelier sur le PASET

- En cours

Activité : Assistance technique d'un mentor pour le SPM du CEA-SMA

- Exécuté

Activité : Organiser les sessions du Comité national de suivi

- Exécuté

Activité : Réaliser l'audit financier et de passation de marchés du CEA-SMA pour l'année 2018 et 2019

- Exécuté

Activité : Acquérir des fournitures et de matériels de bureau, consommables informatiques et autres petits matériels pour le fonctionnement de l'IMSP et les diverses activités de formation du CEA-SMA

- En cours

Activité : Communications et couverture médiatique (Promotion et Marketing y compris l'équipement du chargé de communication) sur le CEA-SMA afin d'en augmenter la visibilité à l'échelle nationale et internationale

- En cours.

#### **Programme spécial de couverture des besoins en infrastructures et équipements des UNB (PS) : 03%**

Activité : Recrutement d'un bureau d'études architecturales et techniques et des cabinets de contrôle et de suivi pour les travaux de construction d'infrastructures dans les UNB et agences du MESRS (lot 6 : Recrutement d'un bureau de contrôle et suivi des travaux de construction de CERAF)

- En cours

Activité : Recrutement d'un consultant pour les études architecturales et techniques des travaux de réalisation d'infrastructures pédagogiques, administratives et sociales pour le compte de l'Université Polytechnique d'Abomey

- En cours

Activité : Equipement des universités (lot 1 : Mobiliers de bureau et salles de cours)

- Exécuté

Activité : Equipement de l'université de Parakou (lot 3 : Autres équipements)

- Exécuté

Activité : Marché relatif à l'équipement des infrastructures du centre universitaire d'Abomey (lot 1 : Mobiliers de bureau et salles de cours)

- Exécuté

Activité : Construction de 3 bâtiments abritant les sièges de CIPMA, du CERAF à l'UAC, et de la DEC (lot 2 : Bâtiment abritant le siège de CERAF à l'UAC)

- Exécuté

Activité : Construction de 3 bâtiments abritant les sièges de CIPMA, du CERAF à l'UAC, et de la DEC (lot 3 : Bâtiment abritant le siège de la DEC)

- Exécuté.

#### ***Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)***

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2019 du MTFP est de **98,2%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Programme de Renforcement des Capacités du Ministère du Travail et de la Fonction Publique (RC-MTFP) : 98%**

- locaux de la DDTF Mono-Couffo sont réhabilités et mis en service exécution à 60% des Travaux de pavage et d'aménagement de la cour intérieure de la DDTFP Atacora-Donga ;
- locaux de la DDTFP Borgou-Alibori sont étendus à R+1 et mis en service
- bâtiment principal du CPPE a été réhabilité et mis en service
- cour intérieure de la DDTFP Atacora-Donga a été pavée, la clôture a été reprise
- matériels informatiques ont été acquis au profit des DDTFP
- guérite de la Tour Administrative B a été aménagée.

#### **Projet d'Appui à la Réforme et à la Modernisation de l'Administration Publique (PARMAP) : 100%**

- applications Android des plateformes Portail des Démarches administratives ont été développées
- capacités du staff, agents et points focaux SRU à l'utilisation des plateformes et des outils de productivité sont renforcées

- actions de dématérialisation au sein du MTFP ont été évaluées
- numérisation de 26 331 actes pour 1081 dossiers:
- mécanisme d'appui aux OSC et média pour le renforcement des actions de réformes a été élaboré
- guichets SRU à la tour administrative B ont été mis en place
- voyages d'études et d'échanges d'expériences au Maroc et en France dans le cadre dans le cadre de la réforme et la modernisation de l'Administration
- cadre de mesure des effets et impacts attendus des programmes de réformes administratives et institutionnelles a été élaboré.

### ***Ministère de l'Energie (ME)***

Le taux d'exécution physique moyen du PIP au 31 décembre 2019 du ME est de **64,40%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

**Programme Energie : 64,77%**

**Programme du Bénin pour le millenium challenge 2 (Contrepartie Budget National) : %**

**Approvisionnement en carburants et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques MRI, AGGREKO et APR : 100%**

- Toutes les commandes en combustible pour l'alimentation des groupes ont été livrées et réceptionnées.
- A la date du 29 juin 2019, tous les contrats de location des groupes sont venus à expiration. Ceux de MRI installés à Vèdoko, Kandi et à Parakou ont été démobilisés et le reliquat du gasoil restant transféré dans les cuves des centrales de la SBEE.
- Quant à AGGREKO, son contrat est venu à expiration le 21 juin 2019 mais il a bénéficié d'un avenant de trois mois du 22 juin au 21 septembre 2019. AGGREKO, n'ayant pas bénéficié d'un second avenant à son contrat, est dans la logique de démobiliser ses groupes pour permettre d'organiser le transfert du reliquat du gasoil.
- Toutes les factures relatives aux livraisons de combustible ont été payées.
- Le projet a bénéficié de ressources additionnelles d'un montant de 9.000.000.000 FCFA à travers la prise d'un arrêté de dépassement pour assurer l'approvisionnement de la centrale 120 MW dans le cadre de sa mise en service.

**Réalisation en urgence des travaux d'électrification de 17 localités rurales par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE : 92,40%**

- Signature et réalisation des travaux du contrat relatif à l'alimentation en HTA des localités de Matéri et de Bori à 76 % ;
- Les factures relatives aux travaux de réception dans les localités de BORI et GBEGOUROU ont été payées ;
- La réception définitive des travaux réalisés à Birni, Tapoga et Borifieri est prononcée ;
- Le planning des réceptions provisoires et définitives est validé par le ministre de l'énergie et la réception technique des travaux a été organisée dans 14 localités sur 17 au total ;
- La réception provisoire de treize localités sur les dix-sept ;
- Deux (02) localités réceptionnées avec attachements de 80%

**Restructuration et extension des réseaux de la SBEE dans la commune d'Abomey Calavi et le département de l'atlantique : 69,10%**

- Signature et enregistrement de tous les contrats travaux du projet,
- Octroi de fonds de concours par le MEF pour l'enregistrement dans le SIGFIP des avances de démarrage des marchés signés ainsi que les décaissements liés aux prestations de la maîtrise d'œuvre et du Plan d'Action de Réinstallation et de compensation ;
- Lancement des études d'exécution sur l'ensemble des sites du volet urbain et rural ;
- Démarrage de l'implantation des poteaux dans les zones urbaines et péri-urbaines (Akassato et Cococodji) de la Commune d'Abomey-calavi dont les études d'exécution ont été validées ;

- Les câbles HTA ont été reçus du 31/07 au 01/08/2019 et celle de la BT du 11 au 12 septembre 2019 pour les lots 1 et 2 de l'entreprise RMT
- Le rapport définitif du Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation a été validé et transmis à l'AFD pour avis en vue de sa mise en œuvre.
- Le contrat HTB postes, attribué à SDEL a été approuvé le 07/02/19. La réunion de démarrage s'est tenue le 03/07/19 et la réunion technique les 17 et 18/07/19 au cours de laquelle les spécifications techniques des ouvrages contenues dans leur offre ont été revues. Une remise de site a eu lieu les 28 et 29/11/19 après paiement de la part BEI de l'avance de démarrage ;
- L'IMS continue ses travaux avec l'analyse des données recueillies sur les potentiels clients des zones du projet. Egalement, l'ouverture de compte spécial pour le projet afin de recueillir les fonds à collecter par les opérateurs de téléphonie mobile via le système Mobile Money (MM) et Flooz auprès des ménages de la zone du projet est toujours en cours au niveau de la DCF-SBEE
- Les avenants aux contrats de partenariat avec MTN et MOOV, pour clarifier la modalité de réception de la collecte des frais de branchement via Mobile Money sur des comptes bancaires ouverts et détenus par la SBEE, ont reçu les ANO de la SBEE et de l'AFD, et sont en cours d'enregistrement (côté MTN) ou de signature (côté MOOV),
- Concernant la solution technique Mobile Money, l'interface web services est finalisée, les parcours USSD et les interactions avec MTN comme MOOV sont fonctionnelles,
- Une ébauche de manuel des procédures de l'IMS a été préparée et partagé aux parties prenantes. La dernière partie du manuel, consacrée à la procédure d'abonnement et de mise en service, entre le moment où l'abonné a fini de payer ses frais de collecte et le moment où son compteur est installé et mis en service, sera affinée puis validée par la SBEE au plus tard en janvier 2020,
- RMT a finalisé l'installation des bases-vie de Calavi et de Cococodji ;
- La validation des emplacements des postes préfabriqués et la validation des tracés sont en cours,
- Depuis Juillet, RMT a fabriqué 4988 poteaux béton armés et a implanté 4382 poteaux dans les zones de Akassato, cocotomey et cococodji.
- La recette en usine des transformateurs a eu lieu la première semaine de décembre 2019.

#### **Construction d'une centrale thermique de 120 Mégawatts à Maria-Gléta : phase1 : 83%**

- les travaux généraux ont été achevés avec la clôture de la construction de la salle des Machines ; du local Electrique Moyenne Tension (15kV) et de commande ; de la zone de Stockage HFO ; du bâtiment de traitement du HFO, de la zone des réservoirs de LFO et de traitement HFO ; de la zone des réservoirs d'eau brute, d'eau de service, et d'eau déminéralisée ; de la zone des Aéroréfrigérants ; du réseau d'eau d'incendie ; de la zone des chaudières de récupération de chaleur et cheminées ; du poste HT 161kV site MG1 (Extension CEB) ; du poste HT 161kV site MG2 (Nouveau) ; de la salle de commande du poste MG2 ; du bâtiment administratif ; de la zone de dépotage des combustibles ; de la guérite ; du réseau de terre ; de la canalisation d'évacuation des eaux pluviales du site vers le marigot
- La réalisation de la clôture du site ainsi que de la route d'accès sont quasi terminés
- L'indemnisation des populations du site de 20ha a été réalisée avec la libération du domaine
- En ce qui concerne la construction de la clôture et de l'infirmerie du CEG de HOUETO, la construction des Murs du bâtiment ainsi que des murs de la clôture ont été réalisés. Cependant les travaux de finition sur la clôture sont encore en cours pour défaut de paiement
- Le module de classe pour le CEG de HOUETO a été reçu
- Pour l'équipement des salles de classes et infirmerie, la majorité des travaux ont été réalisés.



- En revanche la livraison des équipements pour l'infirmierie, l'approbation des plans et notes de calcul, l'audit des comptes du projet pour le compte de l'année 2018 sont toujours en cours. Et l'audit du projet pour le compte de l'année 2019 n'a pas encore été lancé
- Réception de lot de documents (Etudes détaillées) pour étude et approbation.
- Poursuite des travaux du consultant
- Paiement des factures dues à l'Ingénieur Conseil jusqu'à Juillet 2019
- Travaux au niveau de l'école en cours (Clôture 100%, Infirmierie 100%, Salles de classe 45%)
- Travaux de densification du réseau électrique : 85%
- Sensibilisation des populations riveraines sur les IST le VIH SIDA, la tuberculose...
- Distribution de moustiquaires imprégnées aux travailleurs du site
- Abonnement internet 1 an
- Acquisition de matériels informatiques et consommables
- Acquisition de matériels informatiques et consommables
- Extension Réseau dans le cadre de l'extension de la centrale est en cours de construction (40%)
- Travaux au niveau de l'école primaire de Maria-Gléta sont en cours d'exécution avec 3 modules de classe (40%) ; clôture (85%) ; Latrines et réfection (25%).
- Pour l'achat des 3,5ha, on note la finalisation de l'évaluation et de l'autorisation d'achat (100%) ; requête de paiement (100%) ; la procédure de paiement (0%).
- Pour l'acquisition d'équipement et construction des infrastructures de sécurité du site des centrales (poste de police, mirador, guérite, dortoir, infirmierie, sécurité incendie) les contrats ont été signés ; le règlement des requête de paiement des avances (100%).
- Les travaux d'acquisition de lampadaires solaires sont en cours d'exécution.
- Concernant les travaux d'acquisition de mobilier de bureau et du matériel de classe au profit de l'école primaire publique de Maria-Gléta la procédure de marché en cours.
- Par rapport à l'acquisition d'équipement et réfection du centre de santé de maria-gléta les travaux sont en cours d'exécution.

#### **Appui à la réalisation des projets de construction de barrages électriques au Bénin (CBEB) : %**

- avenant n°1 au contrat de TRACTEBEL signé et la prestation démarrée.
- Avenant n°1 au contrat de TRACTEBEL signé et la prestation démarrée
- Restructuration du projet en prenant en compte le volet agricole à caractère plus social
- Elaboration des TdR en relation avec le MAEP et TRACTEBEL pour l'étude de faisabilité socioéconomique et environnementale du volet agricole.
- Prise en compte de l'étude de faisabilité du programme de mise en valeur de la basse et moyenne vallée de l'Ouémé, en lieu et place de l'étude de faisabilité socioéconomique et environnementale du volet agricole
- Préparation de l'Appel d'offres et de la communication en Conseil des Ministres pour autoriser la procédure
- Achèvement et réception des travaux d'ouverture des voies d'accès aux sites de Vossa (8 km)
- Achèvement et réception des travaux d'ouverture des voies d'accès aux sites de Bétérou (2 km).

#### **Projet d'amélioration de la performance de la SBEE : 82,5%**

- Acquisition de 75.000 compteurs à prépaiement : les 75.000 compteurs sont réceptionnés au magasin de la SBEE ;
- Acquisition de 75.000 accessoires et pose des kits de branchements aux abonnés de la SBEE : la totalité des accessoires est déjà expédiée sur Cotonou. Tous les matériels arrivés au Port sont déjà déposés dans les magasins de la SBEE. Seulement les 50.000 disjoncteurs restants sont attendus au Port début janvier 2020.

- Elaboration du plan d'amélioration de la gestion de la SBEE, du cahier des charges et du DAO pour sa mise en œuvre : Les prestations du consultant sont en cours. Le DAO pour le programme de protection des revenus est finalisé et le rapport sur les fonctionnalités du Call Center produit par le consultant ;
- Acquisition et pose de 8000 ampoules LED pour l'éclairage public des municipalités : Le contrat est approuvé par le MEF puis notifié au prestataire ;
- Transport et pose des 75 000 kits de branchement aux abonnés de la SBEE : Le contrat est approuvé par le MEF puis notifié au prestataire. Les dispositions sont en cours pour le démarrage de ses prestations.
- Réalisation de l'étude d'impact environnemental simplifié (EIES) des travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution et de mise aux normes des postes HT/MT de la SBEE : Le consultant sélectionné a produit les rapports provisoires revus de l'EIE qui sont transmis à la Banque mondiale pour approbation ;
- Réalisation du Plan d'Action de Réinstallation et de Compensation (PAR) simplifié des travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution et de mise aux normes des postes HT/MT de la SBEE : Le consultant sélectionné a produit les rapports provisoires revus du PAR qui sont transmis à la Banque mondiale pour approbation ;
- Réalisation des études sur la sécurisation de la fourniture en gaz au Bénin : Le contrat est approuvé par le Ministre de l'Energie le 10 décembre 2019 puis notifié au prestataire. La réunion de cadrage pour le démarrage des prestations du consultant est faite le 19 décembre 2019 au bureau de Cotonou de la Banque Mondiale.

**Projet de restructuration et d'extension du système de répartition et de distribution de la SBEE (PRESREDI) : 27,5%.**

- réalisation de l'étude détaillée du volet 63 kV, Le contrat a été approuvé par le PCA/SBEE le 08/08/19 et notification en a été faite au Consultant le 26/08/19. La mission du consultant a démarré le 03/09/19 et la phase d'étude est achevée. L'APD a été livré le 20/11/19. La validation est en cours.
- En ce qui concerne le recrutement du consultant devant assurer le contrôle et la surveillance des travaux, le contrat a été approuvé le 08/10/19, et les factures d'avance de démarrage ont été payées par la Banque le 22/11/19.
- Pour ce qui a trait à la fourniture de matériels et travaux de renforcement et extension des réseaux HTA/BT, les travaux de réexamens sont déjà clôturés.
- L'acquisition des deux véhicules pour le projet a été réalisé avec la réception des véhicules livrés le 26/09/2019.

**Projet de construction d'une centrale thermique de 136 Mégawatts à Maria-Gléta en mode PPP : 0%**

- aucune réalisation physique n'a été enregistrée sur le projet.

***Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 30 septembre 2019 du MIT est de **64,8%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque Projet Programme se présente comme suit :

**Aménagement et bitumage de la route des pêches et de ses bretelles accès : Phase 2: Tronçon Adounko-Porte du Non-retour et quatre bretelles (22,30 Km)**

- Les négociations engagées par l'entreprise Xinxing Group pour la mise en place du financement auprès d'Eximbank de Chine n'ayant pas abouti, les entreprises COLAS, NSE-CI et SOGEA SATOM qui ont manifesté leur intérêt pour rechercher le financement en vue de la réalisation des travaux ont été sollicitées pour la présentation de leurs offres techniques et financières ainsi que leurs conditions de financement. : 7,5%

**Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Béroubouay-Kandi-Malanville (177,20 Km)**

- Le projet consiste au renforcement de la structure actuelle de la route, aux élargissements dans les traversées d'agglomérations et à la facilitation de la circulation le long du tronçon.
- L'avis de la BID est attendu sur le rapport d'évaluation de la Demande de propositions pour le recrutement de la Mission de Contrôle et sur le rapport de pré qualification des entreprises.

#### **Aménagement et Bitumage de la RNIE 7 : Tronçon Banikoara-Kérérou-Fr Burkina-Faso (53,60 Km)**

- La route Banikoara-Kérérou-Frontière du Burkina Faso est une section de la transversale frontière Burkina Faso-Kandi-Ségbana-Frontière du Nigéria classée Route Nationale Inter-Etats n°7 dans le réseau routier national et CU 15 du réseau communautaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Pour permettre l'aménagement et le bitumage du tronçon manquant de la RNIE 7 ; un financement a été obtenu auprès de la Banque Islamique de Développement (BID). La DNCMP a donné son avis de non objection le 28/11/2018. Il convient de préciser que le montant de l'offre retenue dépasse les prévisions de l'accord de prêt pour la réalisation des travaux. A cet effet, l'autorisation de la BID a été obtenue pour utiliser les ressources destinées aux aléas à hauteur de 60% et financer le reste à partir du Budget National. Sur cette base, la BID a donné son avis le 24 septembre 2019. : 14,9%

#### **Construction des routes Kétou-Idigny-Igbodja-Savè (83,02 km), Omou-Iladji-Mossokagbé-Ayékotonia (27 km) et Savè- Okéowo - Frontière Nigéria (27,50 Km)**

- Le projet consiste à l'aménagement et au bitumage des routes Kétou-Idigny-Igbodja-Savè (85,8 km), Omou-Iladji-Mossokagbé-Ayékotonia (26,6 km) et Savè-Okéowo-Frontière du Nigéria.

Au nombre des réalisations, l'on peut citer : Terrassement en cours sur 40 km (19.73% du marché) ; dalots 22 unités (26% du marché) : 39,4%

#### **Travaux d'aménagement et de bitumage de la route BETEROU-TCHAUROU (55 KM)**

- Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, le Gouvernement a confié à l'entreprise SOGEA SATOM, sur préfinancement par cette dernière, les travaux d'aménagement et de bitumage de la section Tchaourou-Frontière Nigeria sur une longueur de 10 km avec la construction du pont sur l'Okpara et du pont effondré au PK 25+632 à Alafiarou. Les travaux routiers sont achevés et réceptionnés provisoirement : 67%

#### **Travaux d'aménagement et de bitumage de la route DJREGBE-DJA-OWODE (10 KM)**

- Le projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voies de la route Djèrègbé-Dja-Owodé longue de 10 km et y compris les travaux connexes comportant la construction des gares routières de Djèrègbé et de Owodé, les postes de la Gendarmerie, de la Douane et de la Police de Owodé.

Les travaux routiers confiés à l'entreprise ADEOTI Sarl sont achevés à l'exception des signalisations horizontale et verticale et de la zone du remblai mise en observation.

Au titre des travaux connexes, les gares routières de Dérèglée et de Owodé ont été réalisées.

Le reste des aménagements n'a pu démarrer en raison de la non libération des sites mis à disposition par la Mairie de Sèmè-Podji : 8,2%

#### **Aménagement et bitumage de la route des pêches -Phase 1 : Tronçon Cotonou-Adouanko (12,547 km)**

- Le projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 2x2 voies de la route allant du carrefour Tri Postal à Adouanko sur un linéaire de 13,200 km. Les travaux sont en cours d'achèvement (couche de fondation 13.2 km ; couche de base 13.2 km ; couche de roulement 12.5 km ; dalots 10 ; caniveau 25.450 km) ; l'éclairage solaire en cours. : 61,1%

#### **Aménagement et bitumage de la RNIE2-Tronçon BOHICON-DASSA-PARAKOU**

- Le projet consiste à la réhabilitation et au renforcement de la route Bohicon-Dassa-Parakou en 1x2 voies sur un linéaire de 291,10 km.

L'entreprise SOGEA SATOM a été retenue pour la réalisation des travaux objet de la tranche ferme (réhabilitation du tronçon Dassa-Glazoué (30,6 Km) et la réalisation de

certaines travaux confortatifs sur la section Glazoué-Parakou) et de la tranche conditionnelle (réhabilitation de la route Glazoué-Parakou) sur financement du Budget National. Après la signature des marchés, l'entreprise a perçu les avances de démarrage pour la tranche ferme et la tranche conditionnelle respectivement en avril et juillet 2019.

Au regard de l'urgence des travaux, le Gouvernement a décidé de la suspension de la procédure de sélection de la Mission de Contrôle et a décidé de confier les prestations au groupement de Bureaux SETEC INTERNATIONAL/BATHY'S CONSULT. Les négociations avec le Consultant ont eu lieu le 17 mai 2019. L'avis du Conseil des Ministres sur les négociations et celui de la DNCMP ont été respectivement obtenus le 24 juillet 2019 et le 12 août 2019. Les procédures d'approbation du contrat sont en cours : 25,4%

#### **Travaux de réhabilitation de la route COME LOKOSSA DOGBO (63,40 km) et de la bretelle ZOUNHE ATHIEME FRONTIERE TOGO**

- Les travaux sont confiés à l'entreprise EBOMAF SA sous le contrôle et la surveillance du groupement de bureaux GAUFF-INGENIEURE/CINTECH/SEAT Consult. Les travaux ont démarré le 12 février 2015 et sont en cours d'exécution. Par un courrier en date du 16 novembre 2018, l'entreprise a annoncé qu'elle a achevé les travaux et a sollicité la réception provisoire des travaux. Suite au constat d'achèvement effectué par la Mission de Contrôle et l'entreprise, il ressort que la contradictoire réception provisoire ne peut être prononcée en l'état. L'entreprise devra lever les réserves émises lors dudit constat avant la programmation de la réception provisoire. : 94,2%

#### **Appui à l'apurement des dettes sur projets achevés**

- Règlement de l'acompte N°2 du décompte N°07 relatif au projet d'aménagement de la Route Bodjécali-Madjécali-Iloua-Frontière du Nigéria ;  
Règlement de la facture du décompte N°14 relatifs au contrôle et à la surveillance des travaux de réhabilitation et de renforcement de la route Parakou-Djougou ;  
Règlement de la facture du décompte N°25 relatifs aux travaux d'aménagement et de bitumage des tronçons Frontière Togo-Tchetti-Savalou et Logozohè-Glazoué ;  
Règlement de la facture N°35/ST/2014 du décompte N°34 BIS relatif aux travaux d'Aménagement et de bitumage de la route Kandi-Malanville ;  
Règlement de la facture relative au décompte N°04 du 25/02/2019 Prestations complémentaires des études. : 89,5%

#### **Aménagement et Bitumage de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué (36,11 Km)**

- Le projet consiste à l'aménagement et au bitumage en 1x2 voies de la route Lokossa-Dévé-Aplahoué longue de 36,11 km. En guise de réalisations, il y a :  
Installation de chantier (75%) ; travaux préparatoires (débroussaillage et nettoyage des emprises) sur 26.910 km (58%) ; terrassement (délais et remblais) sur 19.275 km (41%) ; couche de forme 12.075 km (26%), couche de fondation 9.450 km (20%) ; couche de base en approvisionnement 6.725 km (14%) ; dalots 20 unités achevés, 5 unités en cours et 21 unités restent à construire. :26%

#### **Aménagement et bitumage de la route Ouèdo-Tori (15,5Km)**

- Il a été envisagé que les travaux d'aménagement 1x2 voies de la section Ouèdo-Tori Bossito (15 km) soient confiés à l'entreprise EBOMAF sous forme d'avenant à son marché. Les négociations de l'offre de l'entreprise sont actuellement en cours. : 52,8%

#### **Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pehunco-Kérou-Banikoara**

- Le Projet consiste à l'aménagement et au bitumage d'une route cotonnière d'une longueur de 212 km. Les accords de prêt BAD et AGTF ont été signés le 18 janvier 2019 et mis en vigueur le 12 juin 2019. Les travaux sont scindés en quatre (04) lots dont trois (03) seront financés par la BAD, l'AGTF et l'UE soit de Djougou-Péhunco (72,48 km), Péhunco-Kérou (72,94 km), Kérou-PK 183, 98 (41 km). Le dernier lot d'un linéaire de 25,7 km sera financé par la BOAD qui a annoncé sa participation au projet en 2019.

L'Avis à Manifestation d'Intérêt pour la Constitution de la liste restreinte de Consultant a été lancé. L'analyse des offres reçues est en cours.

L'avis de la BAD est attendu sur le projet de DAO amélioré pour le recrutement des entreprises. Il en est de même de la BOAD par rapport au projet d'AMI pour le recrutement du Consultant à charge du contrôle et de la surveillance des travaux et sur le DAO pour la sélection de l'entreprise exécutante. : 36,3%

#### **Etude des nouveaux projets**

- Cette ligne est dédiée à l'étude de presque tous les nouveaux projets, plus de 17 projets sont en cours d'études.

Entre autres réalisations, il y a :

- la revue des études, contrôle et surveillance des travaux d'aménagement et de bitumage de la route des pêches et de ses bretelles d'accès phase 2 ;
- les études en cours des travaux d'aménagement du Contournement Nord-Est et des berges de la lagune de Cotonou ;
- les études en cours de la liaison auto-routière entre le carrefour Sèmé et Porto-Novo ;
- la mission de conduite d'opération pour la mise en œuvre du projet de construction de l'aéroport international de Glo-Djigbé ;
- les études technico-économique d'Impact environnemental, social et de sécurité routière pour l'aménagement et le bitumage de la Route Nationale 36 : Axe WADON-ADJARRA-MEDEDJONOU-PORTO-NOVO y compris les bretelles (18,5 km). : 98,4%

#### **Projet d'appui à l'entretien du réseau routier**

- Les projets de construction d'ouvrages en cours et réceptionnés :  
Transit des marchandises vers d'autres pays par le Nigeria : Savè-Moka phase1 et Kaboua-Fleuve Okpara), Kilibo-Fleuve Okpara  
Les axes en instance de démarrage :  
Ouvrages de Franchissement dans les départements de l'ATACORA et de la DONGA :  
Axe Bassila KIKELÉ-Wari Maro-Ouberou, Penessoulou-Welam, Taiacou-Manta-Boukoumbé. : 63,1%

#### **PROJET D'APPUI AU SYSTEME DE GESTION DU PATRIMOINE ROUTIER (PASGPR)**

- Conception et installation d'un système Intégré Informatisé de Gestion du Suivi et de l'Evaluation des projets et programmes d'infrastructures ;  
Délimitation en cours du tronçon Sortie Glazoué-Savè-Sortie Parakou (200 km) : 70%

#### **CONSTRUCTION DU PONT DE TOVEGBAME SUR L'AXE AKPROMISSERETE KPEDEKPO**

- Description qualitative des travaux exécutés :  
Ouvrage d'art : préfabrication (poutres, corniche, prédalle et descente d'eau), la fondation, les appuis, le coulage du tablier sont achevés ;  
Travaux routiers : terrassement 90% (le reste des travaux routier est dans l'attente de la fin de pré chargement) ; chaussée 5% ; traitement du sol au niveau des rampes 100% ; stabilisation de l'assise en cours ; drainage et assainissement et protection 30% (préfabrication des bordures et descente d'eau et approvisionnement des perrés) ; sécurité et signalisation 80%. : 67,7%

#### **PROJET DE REALISATION DES TRAVAUX DE FRANCHISSEMENT DU BAS FOND DE WOMEY**

- Description qualitative des travaux exécutés : Les travaux sont achevés et réceptionnés le 29 avril 2019 : 100%

#### **Construction de 24 ouvrages spécifiques sur le réseau de pistes rurales**

- Le projet est à l'étape de sélection de consultant pour la réalisation des travaux : 43%

#### **PROGRAMME D'URGENCE DE DESENCLAVEMENT DANS LES LOCALITES DU BENIN :**

##### **Construction de 15 ponts métalliques**

- Sur les 15 ponts, 12 ont été construits et le marché de l'entreprise est clôturé à cause de la technicité que demandent les ponts restants. L'installation de six tabliers de ponts métalliques confiée au groupement VICO/DYJESCK est achevée et la réception définitive est faite. : 84%

##### **TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PONT SUR LE FLEUVE AFFON AU PK 37 SUR L'AXE DJOUGOU PEHUNCO**

- Les travaux sont achevés mais non encore réceptionnés. : 100%

## **PROGRAMME DE FACILITATION DE TRANSPORT SUR LES CORRIDORS BENIN-NIGER, ABIDJAN-LAGOS (Poste de contrôle juxtaposé de Hillacondji et Sèmè Kraké)**

- Les travaux ont démarré le 1er mars 2016 pour une durée contractuelle de dix-huit (18) mois.

Deux avenants ont été pris dont un au régime fiscal et un aux travaux d'une durée de dix (10) mois. Le marché est exécuté par la Compagnie Générale des Entreprises (CGE) et contrôlé par le Groupement AGE CET/DIWI. Actuellement, les postes de contrôle juxtaposés de HILLACONDJI/SANVEE CONDJI à la frontière entre le Bénin et le Togo sont en cours de construction. : 69,8%

## **PROGRAMME D'URGENCE DE REFECTION DE ROUTES ET PISTES DANS LE CADRE DES CAMPAGNES DE COMMERCIALISATION DU COTON**

- Réalisation des travaux d'urgence de réfection des pistes rurales, campagne 2018-2019, lot 22 dans les communes de Djakotomey et d'Aplahoué ;
- Réalisation des travaux d'urgence de réfection des pistes rurales, campagne 2018-2019, lot 21 dans les communes de Lokossa, Athiémé, Dogbo, Ialo, Toviklin et Klouékanmé ;
- Réalisation des travaux d'urgence de réfection des pistes rurales, campagne 2018-2019, lot 16 dans les communes de Djougou, Ouaké, Bassila et Copargo ;
- Réalisation des travaux d'urgence de réfection des pistes rurales, campagne 2018-2019, lot 02, dans les communes de Kalalé, Parakou, Tchaourou ;
- Réalisation des travaux d'urgence de réfection des pistes rurales, campagne 2018-2019, lot 14, dans les communes de Tanguiéta, Natitingou et Toucountouna. : 94,8%

## **FADEC PISTES RURALES**

- transfert de fonds aux communes dans le cadre du FaDeC affecté pour la réfection de pistes 100%

## **PROJET CONSTRUCTION DE L'AEROPORT INTERNATIONAL DE GLO DJIGBE ET DE LA VOIE EXPRESS GLO GJIGBE – TOGBIN**

- Réalisation de l'enquête foncière et immobilière et Elaboration du Plan d'Actions de Réinstallation et de Compensation des Populations (PARCP) : La mission a été exécutée à 100%.
- Sélection du Consultant chargé de l'Assistance au Maître d'Ouvrage (AMO) et Mise en place de la Cellule d'Exécution du Projet (CEP : Mise à disposition du Chef de Mission d'ADPi depuis le 18/09/2017.
- Contractualisation avec l'entreprise Chinoise CACC et notification du contrat de conception-réalisation : Le projet de communication en Conseil des Ministres est disponible et en cours de traitement.
- Sélection du Consultant chargé du contrôle et de la surveillance des travaux : La procédure est lancée, le dossier de Demande de Propositions est en cours de finalisation.
- Démarrage des paiements des frais de dédommagement
- Démarrage des campagnes géotechniques pour l'établissement des dossiers d'exécution
- Processus de libération des emprises
- Etudes de préféabilité des voies d'accès et de la construction de l'aéroport en cours (66,5%)

## **Reconstruction du tronçon ancien pont de Cotonou-Loterie Nationale-Hôtel du Port-Carrefour CENSAD Erevan (5,80km) -Aménagement**

- Le projet concerne l'aménagement du boulevard de la Marina avec l'aménagement d'un barreau de raccordement au contournement Nord-Est de Cotonou destinée au trafic portuaire. Il n'était pas inscrit au PIP lors du vote du Budget 2019 du ministère.
- \* Les études pour la reconstruction du tronçon Ancien pont de Cotonou-Loterie Nationale-Hôtel du Port-Carrefour CENSAD Erevan (5,80 km) - Aménagement de voies en béton dédiées au trafic portuaire a été réalisées par le Bureau d'Etudes EGIS INTERNATIONAL SA ;

- \* Les travaux ont été confiés au groupement d'entreprises COLAS AFRIQUE/COLAS GABON à l'issue d'un appel d'offres international ;
- \* La supervision des travaux a été confiée au Bureau EGIS INTERNATIONAL par gré à gré après autorisation du Conseil des Ministres ;
- \* Les travaux ont démarré le 06 mars 2019 pour une durée de 15 mois. • Description qualitative des travaux exécutés :
- couche de forme et fondation 4.588 km (côté terre), 3.268 km (côté mer), 4.675 km (TPC) ; couche de base EME 3.905 km (côté terre), 3.100 km (côté mer), 4.675 km (TPC); couche de roulement 0 km ; dalots 3 ; caniveau 4.264 km sur 10.200 km (41,63%)

### ***Ministère du Plan et du Développement (MPD)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MPD est de **82,52%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

**Projet Commune du Millénaire de Bonou pour un développement durable (PCM-Bonou) : 95,65%**

Activité : Atelier d'évaluation du plan de travail annuel 2018 du PCM-Bonou

- Actualisation des TDR ;
- Préparation administrative et technique ;
- Tenue de l'atelier ;
- Rédaction du rapport.

Activité : Atelier d'élaboration des outils du plan de travail annuel et budget 2020 du CePED

- Actualisation des TdR ;
- Préparation administrative et technique ;
- Tenue de l'atelier ;
- Rédaction du rapport.

Activité : Suivi, évaluation des activités du PCM (MPD, CePED, Conseil de Gérance)

- Organisation de deux missions de suivi physique des activités ;
- Organisation des sessions du Comité local ;
- Participation aux revues trimestrielles des projets de la composante croissance inclusive ;
- Participation aux revues trimestrielles du PTA du MPD.

Activité : Communications (documentaires, reportages, spots)

- Production d'au moins deux documentaires ;
- Réalisation de reportages trimestriels ;
- Réalisation de deux spots

Activité : Evaluation d'impact du Projet pilote des Villages du Millénaire à Banikoara

- Actualisation des TDR ;
- Sélection d'un bureau d'étude ;
- Réalisation de l'étude ;
- Validation de l'étude

Activité : Renforcement des capacités nationales en matière de prise en compte du développement durable dans les politiques, plans, programmes et projets

- Actualisation des TDR ;
- Programmation des ateliers et préparation administrative et technique.

Activité : Renforcement de la Direction Nationale du PCM en fournitures, carburants et équipements

- Evaluation des besoins ;
- Commande des fournitures,
- Carburants et équipements
- Réception des commandes.

Activité : Accroissement des opportunités d'insertion économique des couches défavorisées

- Formation des bénéficiaires exploitants du centre de traitement et de commercialisation du poisson d'Assrossa sur la gestion technico-économique et sur la vie en coopérative ;
- Création des unités semi industrielles de fabrication de glace, d'une boulangerie, d'une poissonnerie et d'une écloserie pour valoriser les infrastructures marchandes d'Assrossa ;
- Doter en kits de fonctionnement les unités installées sur la plateforme multifonctionnelle de service (marché de poisson) ;
- Mettre en place des facilités d'accès au financement de tous les bénéficiaires (partenariat avec les IMF et UNCDF, formation sur la culture du crédit, appui institutionnel aux IMF locales...);
- Mettre en réseau les opérateurs formés et/ou accompagnés pour une animation de la contractualisation agricole autour des plateformes construites (échange de produits en cluster) ;
- Créer, équiper et animer un complexe oléagineux semi industrielle (production d'huile de palme, d'huile palmiste et de savon) dans l'arrondissement de Affamè pour valoriser les infrastructures marchandes de Affamè ;
- Appuyer la formalisation des micros entreprises locales (formation, appui à l'élaboration de plans d'affaires, mise en contact, étude pour l'implantation d'un incubateur pour l'économie numérique sur le centre multimédia).

Activité : Développement des mécanismes innovants de facilité d'accès aux marchés pour les produits des bénéficiaires

- Organisation d'une formation technique sur la standardisation de la qualité des produits label Bonou et leur conditionnement ;
- Organisation périodiquement une mini foire ou des journées portes ouvertes pour promouvoir les différents produits et sites de production
- Faire des prospections de partenariats pour représentation commerciale des produits label BONOU dans les grandes villes du pays et de la sous-région
- Appuyer l'amélioration de la présentation des produits des bénéficiaires (emballages aux normes, formations)

Activité : Animation d'une synergie d'activité des acteurs impliqués dans la promotion du genre

- Dynamisation du cadre de concertation genre de la commune ;
- Appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'activités annuel pour la promotion du genre ;
- Répertoire et structurer les associations de promotion de la femme pour une élévation du leadership économique et social ;
- Structuration des associations de promotion de la femme pour une élévation du leadership économique et social ;
- Appuyer le Centre de Promotion Sociale pour la mise en place d'un programme de filet de protection sociale des filles en difficulté pour poursuivre leur scolarisation.

Activité : Réalisation des Activités levier pour la mise en œuvre du plan d'activités pluriannuel issu de l'étude sur la valorisation des potentialités touristiques de la Commune (partenariats, promotion des AGR touristiques et viabilisation jardin botanique ; etc.)

- Installation d'un système d'irrigation et de canalisation sur le site ;
- Aménager des casiers rizicoles au profit des groupements enrôlés ;
- Organiser et former les groupements piscicoles, maraichers et rizicoles pour l'exploitation du site.

Activité : Animation conjointe avec l'ATDA et la Mairie, d'une expérience de contractualisation agricole autour des filières de base

- Dynamisation des coopératives par filière (maïs, manioc, riz, palmier à huile, maraichage, poisson) ;



- Mise en place aux producteurs de crédits en nature pour la promotion des filières manioc, riz, palmier à huile et maïs ;
- Appui à une expérience pilote de mutualisation de la mise à marcher des produits agricoles sous l'animation de l'interprofession ;
- Formation des producteurs des filières manioc, riz, palmiers à huile et maïs sur le réseautage des chaînes de valeur agricoles et sur l'appropriation des modalités de la contractualisation (Programmation, planification, aspect juridiques et lobbying) ;
- suivi accompagnement des membres du réseau

Activité : Aménagement des sites hydro-agricoles de Damè-Wogon

- Installation d'un système d'irrigation et de canalisation sur le site ;
- Aménager des casiers rizicoles au profit des groupements enrôlés ;
- Organiser et former les groupements piscicoles, maraichers et rizicoles pour l'exploitation du site

Activité : Accompagner les populations sur l'exploitation durable des forêts classées

- Dynamisation de l'apiculture dans les forêts classées (recyclage et remise d'équipements) ;
- Appui aux riverains des forêts classées sur l'élevage des houlacodes et petits ruminants au sein des ménages riveraines des forêts classées ;
- Appui à l'enrichissement (reboisement) des forêts classées ;
- Animation d'une synergie d'Activités avec PMSD pour une adaptation des acquis à Bonou (voyages pour échanges entre bénéficiaires des deux projets).

Activité : Informer les bénéficiaires sur les bonnes pratiques nutritionnelles par la systématisation des démonstrations culinaires

- Planification en synergie avec les autres acteurs sur les différents sites de zones d'intervention du PCM-Bonou pour la prévention de la malnutrition (Foyers culinaires) ;
- Introduction et promotion des jardins de case (remise de semences, appui-conseil et compétition par arrondissement.

Activité : Développement des partenariats pour la vulgarisation des innovations agricoles et pour la mécanisation de l'agriculture dans la commune (INRAB, GIZ, PTAA, PAIAVO, et le pôle agricole.)

- Créer et Appuyer avec l'appui de l'ATDA, la coopérative d'utilisation des machines agricoles à ATCHONSA (sélection des membres, mise en place de l'équipe technique et de gestion, formalisation et outils de fonctionnement) ;
- Renforcement des capacités des membres sur le fonctionnement et la gestion de la CUMA ;
- Formation des équipes techniques de la CUMA sur l'utilisation des unités constitutives de l'offre de mécanisation agricole ;
- Organisation d'une campagne de promotion commerciale pour les services para agricoles désormais fournis (location tracteur et motoculteurs, décorticage du riz et provenderie de la mairie).

Activité : Accompagner la Mairie dans le développement des partenariats pour la mise en place et la gestion des couloirs de transhumance (opérationnalisation partenariat avec le PAIA-VO)

- Appui à la mairie pour la campagne de sensibilisation sur la gestion de la transhumance apaisée

Activité : Appui à l'extension du centre de santé communal en tant que centre de référence locale

- Construction du centre de prise en charge des tuberculeux
- Construction dans le Centre communal, d'un bloc de douche-latrine.
- Réfection des bâtiments de la maternité, du dispensaire, du bloc administratif et de la clôture du centre.

Activité : Amélioration de l'accès aux soins essentiels de qualité pour les membres des différents GIE suivis par le PCM par le biais de mécanisme de mutuelle de santé

- Appui à la constitution de mutuelles de santé au niveau des différents pôles créés sur le projet par arrondissement ;
- Réalisation de l'état des lieux des centres de santé d'arrondissements aux fins d'un appui technique et matériel.

Activité : Amélioration de la référence sanitaire

- Organisation des services d'exploitation de l'ambulance et de la barque motorisée ;

Activité : Equipement et animation du centre multi services du savoir à GBOA (Bibliothèque, télécentre, charge téléphone, atelier de réparation des appareils électroniques)

- Connexion à l'internet du centre ;
- Equipement de toutes les entités du centre multimédia ;
- Mise en affermage des entités commerciales du centre multimédia sous la supervision du partenaire technique ;
- Formalisation du partenariat technique avec le CAEB de Porto-Novo pour la gestion et l'animation du Centre multimédia ;
- Mise en place, d'un fonds d'appui au démarrage de la mise en exploitation du Centre multimédia (C2M);
- Décentralisation des activités du centre en créant les centres numériques dans les écoles et CEG les plus éloignés.

Activité : Améliorer l'accès aux services éducatifs de qualité

- Mise en place du matériel didactique et des kits scolaires suivant un critère de mérite;
- Formation des enseignants et des élèves à l'agriculture dans le cadre des jardins scolaires.

Activité : Animation d'un programme d'école-santé-tourisme

- Création d'un cadre de concertation et d'animation du programme ;
- Appuyer l'élaboration d'un guide de recherches et d'exécution pour les élèves participants ;
- Organisation des sorties pédagogiques suivant les thématiques en relation avec les situations d'apprentissage en SVT, Histoire-géographie ;
- Sélection et récompense des écoles les plus assidues au programme ;
- Utilisation des creusets des sorties pédagogiques pour la sensibilisation sur la santé reproductive pour éliminer les grossesses en milieu scolaire.

Activité : Création et animation d'un centre de métiers à Affamè en appui à l'association des artisans de la commune

- Construction du complexe du centre des métiers à Bonou et Affamè ;
- Réalisation d'un business plan du centre des métiers à Bonou et Affamè ;

Activité : Appui à la mise en exploitation des ouvrages d'eau potable

- Opérationnalisation du CEMOS (création de magasin de stock de pièces d'usure, réparation des points d'eau, achat de groupe électrogène, formation) ;
- Mettre en affermage et en délégation les ouvrages d'eau potable
- Dynamiser le cadre de concertation des acteurs de l'eau, l'hygiène et l'assainissement
- Renforcement des capacités des responsables eau et assainissement de la mairie sur la mise à jour de la BDIC.

Activité : Appui à la mairie dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'initiative "Latrine pour tous"

- Elaboration et validation du document de l'initiative "LPT" (Mesures règlementaires et études de faisabilité) ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation sur l'initiative "LPT" et repérage des adhérents ;
- Exécuter la phase pilote de "LPT"

Activité : Promouvoir les énergies renouvelables (Ecoles, sites touristiques, et village lacustre de Dogbahè).

- Concrétisation du programme de CASE ELECTRICITY (Place FAURAX, place maison des jeunes, Dogbaxè et à TAMKPE) ;

- Promotion des foyers solaires ATIGAN

Activité : Améliorer les infrastructures de réunion de la Mairie

- Construction d'une salle de réunion aux normes et modulables

Activité : Appuyer le renforcement institutionnel et organisationnel de la mairie

- Etat des lieux institutionnel et organisationnel de la mairie avec l'appui technique de l'Unité Gouvernance du PNUD ;
- Elaboration du plan de formation du renforcement de capacité organisationnelle et fonctionnelle de la mairie ;
- Mise en place un dispositif de suivi de la mise en œuvre du PDC 3 ;
- Réalisation d'une étude sur les statuts et modalités de l'institutionnalisation de l'exploitation des Pôles créés par le Projet ;
- Mise en place un mécanisme d'appropriation des acquis du PCM suivant les recommandations de l'étude et de l'Evaluation à mi-parcours du PCM-Bonou.

Activité : Elaboration des outils de gestion stratégiques pour l'efficacité du service public de la mairie

- Appui à la mairie dans l'élaboration et l'exploitation du manuel de procédures administratives et financières ;
- Appui à la Mairie dans la mise en place du manuel de procédures et stratégies de recouvrement des recettes ;
- Viabiliser et optimiser les recouvrements de la mairie par la création et l'opérationnalisation du système du guichet unique (plus équipements informatiques).

Activité : Renforcer les capacités des communautés hommes et femmes sur la participation à la gouvernance locale (Exécution du plan de formation)

- Elaboration d'un plan de renforcement de capacités de leaders et cadres de la commune sur les outils de participation à la gouvernance locale (voir Unité Gouvernance PNUD) ;
- Formation des autorités locales sur les techniques et les outils de communication ;
- Formation des élus locaux sur le leadership.

Activité : Restructuration et modernisation des services de l'état civil et des archives générales

- Elaboration d'un plan de numérisation des actes d'état civil
- Evaluation de la volumétrie des actes de naissances de la Commune ;
- Définition des options appropriées pour la numérisation des actes d'état civil à BONOU en accord avec le contexte national ;
- Renforcement des capacités des acteurs (SA, CA, Centres de Santé et Mairie sur la gestion de l'enregistrement des faits d'état civil) ;
- suivi continu de l'installation et la gestion des archives.

Activité : Appui de la coordination nationale et du PNUD

- Renforcement de l'assistance technique (PNUD et autres PTF) ;
- Participation aux missions d'études et de partage ;
- Prise en charges du personnel ;
- Prise en charge du personnel (Chef d'équipe, 5 animateurs ; AAF, 1 CVA) sous financement Japon ;
- Approvisionnement du projet en carburant ;
- Prise en charge de la maintenance des véhicules du projet ;
- Couverture de l'accès Internet et la maintenance informatique (contrat entretien, acquisition antivirus, acquisition diverses) ;
- Acquisition, entretien et maintenance des climatiseurs (contrat de maintenance, réparations diverses) ;
- Prise en charge d'autres frais de fonctionnement du projet ;
- Acquisition de fournitures de bureau ;
- Couverture des charges d'électricité et d'eau.

Activité : Suivi et Evaluation du projet

- Organisation des descentes régulières sur le terrain pour le suivi des activités, des ateliers de capitalisation et de réflexion sur les modes de gestion des investissements
- Participation aux Revues trimestrielles des projets (organisées par le PNUD) ;
- Tenu de quatre (04) des sessions du Comité local de mise en œuvre du PCM-Bonou et les sessions extraordinaires éventuelles ;
- Participation aux deux (2) sessions annuelles du Comité National de Pilotage (CNP-PCM-Bonou) et aux sessions extraordinaires éventuelles.

### **Projet d'Appui au Renforcement des Acteurs du Secteur Privé (PARASEP) : 75%**

Activité : Mise en œuvre des accords de subvention avec les bénéficiaires

- La signature de protocoles d'accord avec les Organisations Intermédiaires (OI) et les Organisations publiques (OP) à savoir :
- l'ANM, l'ABSSA et le LCSSA pour la Promotion de la qualité par la certification des produits transformés, la sensibilisation sur la traçabilité et l'autocontrôle, l'accompagnement à la certification HACCP;
- le CIPB pour les concertations entre les interprofessions et les instances publiques au travers des plateformes Fiscalité, Justice ;
- la CCIB pour la sensibilisation sur la médiation/arbitrage et pour la concertation dans le cadre de la plateforme Qualité ;
- la CNA pour la mise à disposition d'un Système d'Information de Marchés ;
- l'APIEx pour la mise à niveau de l'interconnexion APIEX-CNSS pour les numéros attribués aux entreprises et la promotion de l'accès aux marchés régionaux et internationaux des produits des filières ananas, karité et aviculture, notamment par des actions de prospection, la participation aux foires et l'organisation de foires, ainsi que des actions de sensibilisation et d'information sur le climat des affaires;
- la FEFA pour le renforcement de l'entrepreneuriat féminin (avec la plateforme mutualisée de services aux Organisations professionnelles) ;
- le MPD pour l'actualisation de la Politique Nationale des Investissements Privés.

Activité : Identification des diagnostics et des plans d'action de renforcement de certaines OI et OP, ainsi que certaines structures publiques

- "Réalisation du diagnostic et des plans d'actions de renforcement de 9 OI, OP et structures de publique. Il s'agit de la FEFA, la CCIB, le CIPB, CNA, ANM, ABSSA, LCSSA, l'APIEX et du MPD,
- Ces plans d'actions sont contenus dans les protocoles de performances élaborés et validés par le MPD et les PTFs."
- Les protocoles de performances élaborés ont fait l'objet de signature par les bénéficiaires, le PARASEP et le MPD

Activité : Signature des contrats de performance avec chacune de ces structures

- "- Appui à l'Agence béninoise de sécurité sanitaire des aliments (ABSSA) pour l'organisation de la formation des responsables des unités de transformation des filières ananas, karité et volaille sur le plan de maîtrise sanitaire ;

Activité : Renforcer les capacités opérationnelles des structures publiques intervenant dans la chaîne de compétitivité des produits des filières

- - missions de certification de produits pour un groupe d'entreprises. Début décembre, ABSSA a pu identifier à ce jour 4 entreprises – 2 dans la filière ananas et 2 dans l'aviculture – et elle a signé 4 protocoles d'accord avec celles-ci.
- - Appui à l'Agence Agence Nationale de Normalisation, de Métrologie et du Contrôle Qualité (ANM) pour l'Accompagnement HACCP et sensibilisations
- - Appui au Laboratoire central de sécurité sanitaire des aliments (LCSSA) pour l'acquisition de réactifs et petits matériels
- - Pour ce qui concerne l'élaboration de la politique de développement des investissements privés au Bénin, au début décembre 2019, les TdR finalisés et DAO pour cette action font encore défaut. La méthode de travail adoptée par le MPD a été

de constituer un Comité Technique pour élaborer un document de base qui devra inspirer les TdR de l'action. Considérant le processus normal de passation de marchés, l'action n'a pas pu être confirmée pour 2019."

Activité : Organiser des sessions de formation pour les magistrats des tribunaux de commerce et les médiateurs du CAMEC

- "- Appui à la CCIB pour la formation des arbitres et médiateurs agréés auprès du Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation
- Aucune autre activité n'a été réalisée en 2019. La programmation a été trop ambitieuse. La CCIB souhaite néanmoins continuer à travailler avec le même expert.

Activité : Identifier au niveau des filières les thématiques à traiter dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires

- "- Pour ce qui concerne la plateforme Qualité, la CeMOD a signé (en octobre) un contrat pour 25 h-j avec un expert dont la tâche est de réaliser des notes techniques (sur les contraintes dans les filières). Budget : 6.250.000 FCF (9527 euros).

Activité : Réaliser des notes techniques sur chaque thématique en relation avec les filières cibles

- Un deuxième contrat pour 10 h-j a été signé (2,5 millions FCFA, soit 3810 euros) en novembre pour une mission de formalisation de la plateforme (qui n'existe pas à ce jour), c.à.d. l'élaboration de Statuts ou un document de règlement de fonctionnement.

Activité : Organiser des sessions de concertation et de dialogue sur les thématiques au niveau de chacune des filières

- la CeMOD a contractualisé 2 formateurs, respectivement pour une formation sur la GRH (6 h-j) et une formation sur la comptabilité simplifiée . Les formations se sont tenues en décembre au siège de la FEFA. Chaque formation s'est tenue sur 3 jours nécessitant pause-café/repas (base 20 personnes pour GRH et 35 personnes pour comptabilité simplifiée). Le fournisseur a été sélectionné sur base de Pro Forma. Par ailleurs, outre les fournitures de bureau, il faut pour chaque formation reproduire des supports de formation (en particulier pour Comptabilité Simplifiée).
- Une troisième formation - formation métier - initialement prévue n'a pas été organisée faute de temps (après les formations GRH et Comptabilité Simplifiée).
- En outre, une Cérémonie a été organisée le 21 novembre (à la salle de fête Le Majestic) marquant l'installation de la plateforme mutualisée. «

Activité : Elaborer des propositions de réformes se rapportant au Doing Business basées sur les recommandations du dialogue thématique dans les filières

- "- Les engagements ont concerné l'interconnexion CNSS-APIEX qui a nécessité 3 contrats (équipements terminaux, assistance technique, desserte fibre optique).
- Par ailleurs, l'APIEX a organisé avec l'appui du PARASEP, les journées Doing Business les 17 et 18 décembre au NOVOTEL. Cette activité a entraîné des frais de logistique (location salle, pause-café, communication).
- Les TdR élaborés par la CeMOD pour l'action « Plan de Communication » a été validé par l'APIEX. La CeMOD est à la recherche d'un expert qualifié par plusieurs voies informelles vu la spécificité de l'expertise souhaitable (le consultant ne doit pas être un expert com générique mais quelqu'un qui possède une expérience de travail au sein d'une agence similaire !).
- En dehors du coût inférieur pour l'interconnexion CNSS-APIEX, la sous-consommation peut être attribuée à une réactivité faible observée à l'APIEX

Activité : Assister les projets présélectionnés pour le montage final

- "-Appui au suivi environnemental des projets bénéficiaires de la subvention du PARASEP
- - Appui à l'obtention des certificats de conformité environnementale (CCE) auprès de l'Agence béninoise de l'environnement (ABE), au profit des projets bénéficiaires de la subvention

- Un contrat a été attribué au cabinet TTSI pour un montant de 27.370.000 FCFA (41723 euros), pour la durée totale du projet ;
- - En ce qui concerne l'obtention des CCE au niveau de l'ABE, les dépenses s'élèvent à 22.429.729 FCFA (34192 euros) pour l'ABE. S'y ajoutent, les dépenses liées à un atelier.
- Le processus a été long : études environnementales, séances d'analyse, modifications, ateliers (novembre). En décembre, les documents requis/validés ont été introduits auprès des instances pour que les CCE soient émis dans 07 cas. Un dysfonctionnement de nature administratif a fait que cela ne s'est pas réalisé. Le suivi doit donc reprendre en janvier 2020.
- Toute la procédure telle que conduite au Bénin constitue un sérieux frein à l'investissement, qui n'est malheureusement pas couvert par les indicateurs Doing Business.

Activité : Sélectionner les projets bénéficiaires de subvention

- Sélection de 16 projets bénéficiaires de la subvention à la suite de l'appel à projets

Activité : Mettre en œuvre et coordonner les activités du projet par la MOD

- "- Deux tranches furent payées à LINPICO conformément au contrat d'assistance technique
- - Dans le cadre de l'appui au point focal du PARASEP au MPD, la CeMOD a répondu à la demande qui lui était adressée par le MPD en juillet 2019. La livraison concernait du matériel informatique et bureautique (2 ordinateurs portables, 1 imprimante, 1 photocopieur), du mobilier, des consommables, des bons de carburant (1,5 millions FCFA), des unités pour internet et communication téléphonique (1 million FCFA).
- - Audit comptable et financier du PARASEP : Les décaissements en 2019 ont été supérieurs au montant prévu sur PTAB 2019 en raison du fait que le paiement pour l'audit 2018 fut reporté sur les fonds affectés au PTAB 2019-2021.
- - Organisation du Comité d'orientation et de pilotage (COPIL) : Une réunion du Comité de Pilotage fut organisée en mars 2019. "

Activité : Recruter une agence de communication externe à travers un appel d'offres national

- "- Recrutement de l'agence de communication : Une mission d'actualisation du Plan de Communication a été réalisée en octobre 2019 sur le budget experts CT du contrat LINPICO. Le Coordonnateur décida de faire appel à l'expert qui avait élaboré la stratégie de communication en 2016.
- En procédant ainsi la ligne budgétaire pourra alors être utilisée pour des actions de mise en œuvre du plan de communication (2020).
- - remise officielle des chèques au bénéficiaires de la subvention : une cérémonie officielle a été organisée sous le président du Ministre d'état chargé du plan et du développement avec la participation des PTFs, des bénéficiaires, des acteurs du secteur privé et des ministères sectoriels,

Activité : Mettre en œuvre la stratégie de communication

- "-Réalisation outils de visibilité, insertions des annonces, émissions radio et TV, réalisation d'un film, autres articles de visibilité : Des commande furent lancées pour les outils suivants : prestation d'un photographe pour réaliser un montage de photos (500000 FCFA), réalisation de nouveaux roll-ups (160000 FCFA), impression de chemises/porte-documents (300000 FCFA), stylos avec logos (510000 FCFA), plaques d'identification murale des projets (400000 FCFA), développement et impression d'une grande bache de 5 mètres sur 2 mètres (pour la visibilité du PARASEP sur les stands de foires). S'y ajoute des frais de conception.
- L'actualisation du site web du PARASEP- l'architecture -- fut réalisée en utilisant le budget experts CT du contrat LINPICO. En procédant ainsi une économie fut réalisée utilisée par la suite pour le recrutement du webmaster (qui est le même expert que celui qui a réalisé l'actualisation).
- Un contrat de 20 h-j (3 millions FCFA ou 4573 euros) a été signé en novembre pour une prestation de webmaster étalée sur 2019 et 2020."

Activité : Assistance Technique dans le cadre des projets de service

- Rédaction des TDR et spécifications pour les actions prévues dans le cadre des Protocoles et des Conventions ;
- Contractualisation des experts pour l'assistance technique sur les projets de protocoles

Activité : Gestion/Coordination

- Organisation du COPIL qui a validé le PTAB 2019 et la liste des projets bénéficiaires de la subvention ;
- Constitution de dossiers de demande de propositions (avec listes restreintes) dans le cadre des projets qui concernent les OI/OP ;
- Réflexion sur les besoins en appui aux projets d'investissement par des personnes ressources ;
- Recrutement des Comptables de suivi pour assurer le suivi financier des projets et le respect des procédures ;
- Lancement du processus pour le recrutement d'un cabinet pour assurer le suivi environnemental des projets ;
- Mise à disposition des projets du matériel informatique et du logiciel PERFECTO de gestion comptable de la subvention ;
- Actualisation du site internet du PARASEP ;
- Collecte de données pour renseigner les indicateurs du Plan d'action Genre.

Activité : Mise en place et coordination des activités du projet

- Elaboration du PTA ;
- Validation du PTAB ;
- Tenue de la session du COPIL ;
- Examen du manuel de procédures financières et comptables.

**Projet d'Appui à la Gestion des Investissements Publics et à la Gouvernance (PAGIPG) : 63,30%**

Activité : Amélioration de l'élaboration et du suivi du PIP

- Elaboration, édition et dissémination du guide de conduite des études de faisabilité des projets ;
- Appui à l'organisation des missions de suivi des projets du PIP, du PAG et des réunions de suivi de portefeuille ;
- Elaboration des rapports trimestriels d'exécution des projets financés par les PTF et organisation des rencontres trimestrielles Gouvernement- PTF ;
- Edition et organisation de la dissémination du MGIP ;
- Mise en place d'un dispositif de modélisation de l'impact des politiques publiques sur la gestion des projets d'investissement publics ;
- Renforcement des capacités des ministères sectoriels sur l'élaboration des requêtes de financement de projets ;
- Appui à la reconstitution et à l'organisation des archives physiques et financières des projets éligibles au Financement Axé sur les Résultats et préparation des missions indépendantes de vérification ;
- Acquisition de véhicules pour appuyer l'organisation des missions de suivi du PIP ;
- Assistance technique pour l'amélioration de la programmation, le suivi des investissements publics et le suivi des projets phares.

Activité : Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne PPBS

- Appui à la mise en place du Plan de renforcement de capacités des acteurs de la chaîne d'élaboration et d'exécution du PIP ;
- Renforcement des capacités des unités de gestion des projets éligibles au FAR et autres acteurs de la chaîne de suivi de projets du MPD, du ME, du MEM et du MJL sur le calcul du taux d'exécution physique du PTA.

Activité : Mise en place d'outils pour la programmation et le suivi des investissements publics et pour la mobilisation des ressources



- Mise en place d'une plateforme intégrée de mobilisation des ressources extérieures pour les investissements publics, d'analyse et de programmation des investissements publics ;
- Suivi et renforcement des capacités des acteurs à l'utilisation des plateformes mises en place ;
- Appui à la mise en place d'une plateforme unique de suivi des projets du Gouvernement ;
- Assistance technique de l'expert en transactions PPP ;

Activité : Professionnalisation et institutionnalisation des acteurs de la commande publique

- Mise en place d'un outil de suivi de la soutenabilité budgétaire des contrats PPP.
- Appui à la professionnalisation et à l'accréditation des acteurs de la commande publique ;
- Renforcement des capacités des autres acteurs de la chaîne de commande publique par les spécialistes accrédités ;
- Formation des cadres de la DNCMP et de l'ARMP sur l'audit des marchés publics, le contrôle et la régulation des PPP.

Activité : Elaboration des outils de la LOLF et de la commande publique pour un meilleur encadrement des investissements publics

- Acquisition d'équipements au profit des parties prenantes ;
- Formation des cadres de la DGTCP sur les réformes comptables induites par la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) ;
- Elaboration des manuels de procédures de passation, de contrôle des marchés publics et de classement des documents des marchés publics + dissémination
- Actualisation et déploiement de l'outil BOOST ;
- Mise en place d'un mécanisme d'analyse des coûts des actions des programmes budgétaires dans le contexte de la LOLF (projets et programme de développement)
- Renforcement des capacités des cadres de l'UGR et des points focaux des structures de mise en œuvre en matière de pilotage des réformes des finances publiques découlant de la mise en œuvre de la LOLF ;
- Formation des contrôleurs budgétaires sur la LOLF et ses modalités de mise en œuvre ;
- Appui au renforcement des capacités des organes de contrôle en audit et contrôle interne ;
- Elaboration et adoption du cadre de gestion (modèle) du E-procurement et autres systèmes d'informatisation du système des marchés publics ;
- Formation des acteurs (ARMP/DNCMP/UGR/PAGIPG) sur le processus d'implémentation du E-procurement ;
- Voyage d'immersion des acteurs sur les pratiques du E-procurement et autres systèmes d'informations des marchés publics ;
- Organisation d'un atelier d'actualisation du guide d'évaluation des Autorisations d'Engagement (AE) et de passage des Autorisations de Programme (AP) aux Autorisations d'Engagements (AE) ;
- Organisation de deux voyages d'études et d'échanges en administration comparée dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF ;
- Appui à la modernisation du système d'archivage de la DGB ;
- Audits des marchés publics au titre des gestions budgétaires 2016 et 2017

Activité : Organisation des séances de sensibilisation et de vulgarisation de tous les outils de la LOLF et de la commande publique en vue du respect du code de transparence budgétaire

- Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de commande publique sur le montage des dossiers d'appels d'offres, l'évaluation, le suivi et le contrôle de l'exécution des marchés publics au niveau des secteurs éligibles aux acteurs du MPD et du MEF ;
- Formation des acteurs de la chaîne de commande publique sur les dispositions du nouveau code des marchés publics et de ses décrets d'application.



Activité : Organisation du transfert des dossiers en contentieux administratifs de la cour suprême vers les cours d'appel

- Transfère des dossiers des cours d'appel vers les tribunaux de première instance avec l'appui du MJL ;
- Archivage des dossiers au niveau des juridictions du fond

Activité : Renforcement des capacités du personnel des juridictions du fond et de la cour suprême

- Poursuite de la formation continue des acteurs judiciaires pour une meilleure gestion du contentieux administratif ;
- Accompagnement des magistrats de la Cour Suprême à travers des formations continues en matière de cassation

Activité : Appui au renforcement du système d'information du secteur de la justice

- Mise en place d'un site WEB permettant à la Cour Suprême et aux Cours d'appel de publier notamment les décisions de justice y compris la jurisprudence administrative
- Réalisation des interconnexions des juridictions, par fibre optique avec une redondance par GSM.

Activité : Gestion des activités fiduciaires et Suivi-évaluation

- Assurer le fonctionnement régulier du projet (Loyer, Salaires, Contrats de services, Frais de missions, Carburants, Communication, électricité, eau) ;
- Assurer la maintenance des équipements du projet (véhicules, groupe électrogène, climatiseurs, ordinateurs, imprimantes, etc.)

Activité : Suivi et rapport de la mise en œuvre des activités du Projet

- Elaboration des rapports d'avancement du projet

### **Projet des Moyens de Subsistance Durable (PMSD) : 89,20 %**

Activité : Installation d'au moins deux champs-écoles par village sur les options d'adaptation dans au moins 5 villages

- Identification et mise en relation avec les bénéficiaires du projet, des semenciers capables de fournir des semences améliorées à cycle court ;
- Identification et mise en relation avec les bénéficiaires du projet des fournisseurs de consommables et intrants pour les techniques d'irrigation goutte-à-goutte.

Activité : Mise en place des incubateurs sur les changements climatiques

- Développement des partenariats de formation des bénéficiaires du projet avec les incubateurs sur les techniques d'irrigation goutte-à-goutte et itinéraires techniques des semences améliorées à cycle court ;
- Suivi de la mise en œuvre des contrats de prestation de service.

Activité : Développement au niveau national et infranational, des compétences spécifiques pour la prise en compte des changements climatiques dans la planification et la budgétisation du développement

- Suivi et accompagnement de l'intégration des changements climatiques dans les documents de planification.

Activité : Développement des outils spécifiques pour renforcer les capacités de prise en compte des changements climatiques dans les processus d'évaluations environnementales stratégiques ou de vulnérabilité

- Suivi et accompagnement de la prise en compte des changements climatiques dans les processus d'évaluations environnementales stratégiques ou de vulnérabilité dans 5 préfectures et 5 Mairies

Activité : Développement des outils spécifiques pour renforcer les capacités à la prise en compte des changements climatiques à l'endroit des Conseillers Agricoles et des agents des ONG locales pour développer des moyens de subsistance résilients au climat et l'assistance durable aux communautés

- Elaboration du répertoire des meilleures pratiques et des leçons apprises auprès des parties prenantes du projet ;

- Vulgarisation du référentiel des leçons apprises.

Activité : Elaborer et partager le référentiel des leçons apprises

- Répertorier les meilleures pratiques et les leçons apprises auprès des parties prenantes du projet
- Vulgarisation du référentiel des leçons apprises

Activité : Formation des techniciens du Génie Rural pour inclure les changements climatiques dans la réalisation des infrastructures

- Identification des besoins en renforcement de capacités des techniciens du Génie Rural en matière de changements climatiques ;
- Elaboration du plan de formation ;
- Mise en œuvre du plan de formation.

Activité : Construction des infrastructures de mobilisation d'eau dans au moins 5 villages bénéficiaires

- Passation des marchés pour la réalisation des infrastructures de mobilisation d'eau ;
- Suivi des réalisations des infrastructures ;
- Suivi de la réalisation des infrastructures ;
- Réceptions provisoires des infrastructures réalisées.

Activité : Mise en place des Comités de Gestion des infrastructures réalisées dans au moins 5 villages bénéficiaires

- Appui à l'organisation et à la structuration des communautés autour des infrastructures réalisées ;
- Formation des membres des Comités de Gestion des Infrastructures réalisées ;
- Suivi de la gestion des infrastructures.

Activité : Mise en place des plantations de bambous pour la stabilisation des talus des berges critiques

- Identification et réception des documents de sécurisation foncière relatifs aux berges critiques devant être stabilisées dans les villages cibles concernés ;
- Réalisation des études techniques assorties du plan de mise en place des plantations de bambous sur les berges dans les villages concernés

Activité : Mettre en place les Comités de suivi des berges stabilisées dans les villages bénéficiaires

- Appui à l'organisation et la structuration des communautés autour des berges critiques stabilisées dans les villages concernés ;
- Formation des membres des Comités de suivi des berges critiques stabilisées ;
- Suivi du fonctionnement des Comités de suivi des berges critiques stabilisées.

Activité : Etablir des structures locales de gestion foncière (CoGeF et SVGF)

- Formation des membres des structures locales de gestion foncière ;
- Suivi des activités des structures locales de gestion foncière.

Activité : Former des membres des CoGeF et SVGF à des thèmes spécifiques (processus de délivrance de certificats de propriété foncière, procédure de conciliation ou règlement à l'amiable des conflits fonciers, disposition du code des personnes et des familles concernant l'héritage, etc.)

- Elaboration du plan de formation ;
- Mise en œuvre le plan de formation

Activité : Encourager la promotion de la formalisation des transactions foncières à travers la vulgarisation des contrats standards de transaction foncière

- Organisation des séances de sensibilisation des populations locales sur la formalisation des transactions foncières

Activité : Encourager les communes dans la reconstitution de leurs zones naturelles publiques (délimitation et matérialisation)

- Organisation des séances de sensibilisation des conseillers communaux et des agents des mairies sur la nécessité de préserver les zones naturelles ;

- Suivi et accompagnement des mairies dans l'aménagement des terres de leurs zones naturelles

Activité : Formation et accompagnement des ménages des villages ciblés à l'adoption des pratiques résilientes telles que les techniques d'irrigation goutte à goutte ou les semences améliorées à cycle court.

- Formation des bénéficiaires du projet sur les techniques d'irrigation goutte-à-goutte et itinéraires techniques des semences améliorées de cycle court ;
- Accompagnement des bénéficiaires formés à l'application des connaissances acquises ;
- Suivi et évaluation de la mise en œuvre du plan de formation et d'accompagnement.

Activité : Formation des communautés bénéficiaires sur les AGR résilientes aux Changements Climatiques

- Elaboration du plan de formation des communautés sur les AGR résilientes aux Changements Climatiques ;
- Formation des communautés bénéficiaires sur les AGR résilientes.

Activité : Faciliter le développement des AGR résilientes

- Facilitation de l'accès aux intrants et matériels de production ;
- Facilitation de l'accès au financement.

Activité : Développer des partenariats de complémentarité et de synergie d'action avec les projets et programmes intervenant dans le secteur agricole pour le renforcement de la résilience au changement climatique

- Recensement dans les départements et municipalités ciblés, des projets et programmes intervenant dans le secteur agricole pour le renforcement de la résilience au changement climatique.

Activité : Assurer la gestion transparente des ressources du projet

- Elaboration du Plan de Travail Biennal (2020-2021) du projet ;
- Décliner le Plan de Travail Annuel 2019 en 04 Plans de Travail Trimestriel et en 12 Plans de Travail Mensuel.

Activité : Honorer les contrats de service individuels du personnel recruté et des VNU et Assurer les frais de fonctionnement de la coordination du Projet (électricité, eau, carburant, internet, assurance, etc.)

- Honorer les contrats de service individuels du personnel recruté et des VNU et Assurer les frais de fonctionnement de la coordination du Projet (électricité, eau, carburant, internet, assurance, etc.)

Activité : Gestion de l'information relative aux activités du projet en temps réel

- Gérer une base de données relative à la mise en œuvre du projet

Activité : Elaboration et mise en œuvre du plan de communication du projet

- Opérationnalisation du plan de communication du projet

Activité : Affinement des indicateurs d'effet et de produit du cadre logique

- Harmonisation des indicateurs du projet avec ceux de suivi du développement au niveau sectoriel et national ;
- Mise à jour de la base de suivi des indicateurs du projet.

### ***Présidence de la République (PR)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du PR est de **53,1%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique du seul projet et programme se présente comme suit :

**Programme de Construction, de Réhabilitation et d'Equipements des Infrastructures de la Présidence de la Programme Multisectoriel d'Alimentation de Santé et de Nutrition (PMASN) et Projet national de développement de la petite enfance (PNDPE) : 53,1%**

Activité : Renforcement des mécanismes communaux de synergie

- Appui à la mise en œuvre des CCR des 37 communes non couvertes par le projet : 100%

Activité : Renforcement des structures de mise en œuvre de la nutrition

- Organisation des sessions ordinaires et extraordinaires du CAN : 100%
- Acquisition d'un Logiciel DELTA lié au SUCCESS pour PTAB : 0%
- Paramétrages au logiciel SUCCESS de l'avance et du projet : 0%
- Fonctionnement des CR : 100%
- Fonctionnement des organes aux niveaux central, régional et local pour la coordination des interventions de nutrition et sur la nutrition et DPE : 49%
- Fonctionnement de la cellule de gestion du projet du PNDPE : 100%
- Elaboration de manuels des Procédures Administratives, Financières et de mise en œuvre du PNDPE : 100%
- Missions et Ateliers de validation et suites aux revues : 100%
- Appui aux activités sectorielles : 0%
- Appui aux activités de la Société Civile : 100%
- Appui aux activités du réseau des parlementaires : 0 %
- Appui au réseau SUN des Chercheurs et Professionnels de la Nutrition : 0%

Activité : Appui et accompagnement de l'ANCB

- Appui institutionnel à l'ANCB : 100%
- Elaboration des documents de renforcement des capacités des CCC des 40 communes sur les Pratiques Familiales Essentielles et Pratiques Essentielles d'Eveil : 52%
- Charge permanente de fonctionnement : 100%

Activité : Mise en place des indicateurs nationaux en nutrition et le développement de la petite enfance

- Participation du SP-CAN aux revues semestrielles et annuelles des ministères sectoriels et des partenaires : 100%
- Multiplication des manuels de formation PNDPE, des outils de suivi-évaluation et de communication : 0%
- Appui à l'équipement et au fonctionnement des Espaces Communautaires DPE : 0%

Activité : Amélioration de la gestion des ressources financières

- Audit externe comptable et financier exercice 2017 national et CR : 100%
- Audit interne comptable et financier exercice 2017 national, CR et ONG : 100%

Activité : Renforcement des capacités du CAN

- Renforcement des capacités des membres du CAN : 100%
- Renforcement des capacités du personnel du SP-CAN (Niveau central et régional : 100%
- Sollicitation des prestations de service : 100%

Activité : Renforcement de capacités des acteurs en Alimentation, Santé et Nutrition

- Elaboration du guide sur le fonctionnement des Cadres Communaux de Concertation des 40 communes d'intervention : 0%
- Acquisition de matériels anthropométriques des multi micronutriments en poudre, des laits thérapeutiques, ATPE et des comprimés de fer et Acide folique et Albendazole : 80%
- Formation des animateurs des Responsables Projet, Superviseurs, Animateurs (19 dernières communes et personnel complémentaire 21 premières communes) et points focaux nutrition (19 communes) sur le manuel complet de base alimentation, santé et nutrition et le FARN :100%
- Formation des acteurs des ONG et points focaux nutrition des 40 communes sur le DPE : 0%
- Elaboration du curriculum pour l'éducation parentale : 55%
- Elaboration des guides sur le fonctionnement des groupements communautaires : 66%
- Acquisition de six appareils d'iodation du sel : 70%
- Acquisitions d'équipements pour 19 Communes et compléments pour les 21 Communes : 57%

- Mise en place d'un système électronique de gestion des archives du SP-CAN : 32%
- Recrutement d'un consultant pour la stratégie de passation des marchés :100%
- Renforcement des capacités des membres du CAN et les points focaux en nutrition : 100%

Activité : Contribution des offres de service en alimentation, Santé et Nutrition à la croissance harmonieuse de l'enfant

- Contractualisation des ONG pour la mise en œuvre des activités au niveau communautaire (40 communes) :100%
- Prise en charge communautaire de la Malnutrition Aigüe (prise en charge des MAS référés) :100%
- Appui à la prise des textes d'application de la loi sur la commercialisation des substituts de lait maternel et leur vulgarisation en République du Bénin :100%
- Appui au paquet minimum d'activités communautaires :100%
- Diagnostic sur les connaissances, les pratiques et les normes sociales et culturelles de soins aux enfants :0%
- Réalisation d'une enquête auprès des ménages sur la nutrition et le développement de la petite enfance :0%
- Réalisation de la cartographie des interventions et intervenants DPE, des approches de mise en place d'espaces communautaires d'apprentissage précoce (éducation parentale, apprentissage précoce des enfants, simulation et éveil des enfants) : 72%
- Coordination et supervision des interventions de nutrition et de développement de la petite enfance :0%
- Contractualisation avec l'Agence d'exécution de l'alimentation scolaire intégrée : 0%
- Mise en place des jardins de case dans les communautés :75%

Activité : Information et promotion des activités du CAN

- Production d'un document de capitalisation des acquis de la réforme et du PMASN : 12%
- Développement de Partenariat avec les radios de proximité pour la promotion de la nutrition : 100%
- Organisation mensuelle de la Task Force Communication : 100%
- Développement du plan de plaidoyer et des supports de communication (besoin, accompagnement de l'agence de communication, suivi, finalisation des documents et maquettes...) : 83%
- Formation des membres de l'Association des Locuteurs et Interprètes des Langues Locales au Bénin (ALIL-BENIN) sur l'alimentation, la santé et la nutrition :90%

Activité : Renforcement de capacité en CCSC

- Actualisation des outils de communication communautaire pour le changement de comportement en nutrition et pour le Développement de la Petite enfance : 0%

Activité : Participation du CAN aux activités régionales et internationales

- Appui aux activités du réseau SUN Bénin : 32%

Activité : Gestion des données pour l'élaboration des indicateurs de nutrition

- Actualisation des outils de suivi-évaluation de collecte de données : 100%
- Extension Web de la Base de Données : 0%
- Appui aux diverses études relatives au développement de la petite enfance : 0 %
- Réalisation de LQAS dans les 40 communes :100%
- Appui aux activités de coaching dans les communes pilotes : 100%

Activité : Mise en œuvre d'un dispositif de suivi évaluation et planification

- Etude sur l'adaptation du curriculum d'éducation préscolaire pour le niveau communautaire : 0%
- Révision des modules de Pratiques Familiales Essentielles et Pratiques Essentielles d'Eveil : 12%
- Suivi et accompagnement des ONG et des CCC : 100%

- Appui aux missions de suivi des activités de nutrition dans les communes d'intervention des membres du CAN et les autorités des ministères sectoriels : 0%
- Missions conjointes de supervision : 0%
- Opérationnalisation de l'approche genre dans PNDPE : 100%

Activité : Mobilisation de ressources domestiques et extérieures

- Elaboration de la politique nationale de l'alimentation et de la nutrition couplée à l'analyse institutionnelle des parties prenantes : 100%
- Actualisation du PSDAN : 37%

### ***Ministère des Affaires Etrangères et de Coopération (MAEC)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MAEC est de **47,60%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

#### **Programme Spécial de construction, de rénovation d'acquisition des chancelleries et Résidences des Ambassadeurs : 25%**

Activité : Rénovation de la chancellerie et de la résidence de l'Ambassadeur du Bénin à Bruxelles

- En cours

Activité : Construction de la clôture du domaine foncier de l'Ambassade du Bénin à LIBREVILLE

- En cours

Activité : Complément de fonds pour la rénovation de la résidence de l'Ambassadeur du Bénin à Addis Abeba

- En cours

Activité : Remboursement des frais de réfection de la toiture de la chancellerie de l'Ambassade du Bénin à Washington

- En cours

Activité : Remplacement du mur de séparation et abattage d'arbre sur la parcelle nue du Bénin sise au 2737 Cathédral Avenue Washington DC 20008

- En cours

Activité : Rénovation de la Chancellerie du Bénin à Pretoria

- En cours

Activité : Prise en charge des frais de location de l'échafaudage mis en place autour du bâtiment de la chancellerie du Bénin à New York

- En cours

Activité : Etude technique de la rénovation du bâtiment de la chancellerie du Bénin à Kinshasa

- En cours

Activité : Etude technique de la rénovation du bâtiment de la chancellerie du Bénin à Brasilia

- En cours

#### **Projet de Renforcement de la diplomatie Economique : 70,45%**

Activité : Acquisition des équipements informatiques dans le cadre de la création d'une cellule de veille stratégique et d'intelligence économique

- réalisée

Activité : Renforcement des capacités des agents de la DRECI dans le cadre de la création d'une cellule de veille stratégique et d'intelligence économique

- réalisée

Activité : Information et sensibilisation des entreprises béninoises sur les formes d'appui que le MAEC peut leur apporter dans le développement de leurs activités à l'extérieur

- réalisée

Activité : Organisation de journées économiques du Bénin à l'Ambassade du Bénin en Chine

- les réunions préparatoires avec APIEx et CCIB ont été tenues

Activité : Organisation d'une mission de prospection économique par la DRECI en Suède

- les TDR et les Fiches de financement sont élaborés

Activité : Participation du MAEC aux travaux du groupe de travail III de la Commission des Nations unies sur le droit commercial international

- réalisée

Activité : Organisation d'un atelier de réflexion sur les moyens d'adapter la formation des diplomates aux besoins de la diplomatie économique

- Réalisée

Activité : Paiement de la dette relative à l'étude de faisabilité du projet « Renforcement de la Diplomatie Economique » (PRDE)

- Réalisée

Activité : Paiement de la dette relative à la réalisation d'une évaluation indépendante du programme MIDA-BENIN

- Réalisée

Activité : Elaboration du plan stratégique 2018-2022 du MAEC

- Réalisée

Activité : Paiement de la dette relative à l'étude de renseignement des indicateurs de performance du Ministère

- Réalisée

Activité : Impression de plaquettes et achat de fourniture de bureau dans le cadre des journées internationales et mondiales (3ème édition)

- Réalisée à 80%

Activité : Paiement de la dette relative à l'élaboration du plan de formation 2017-2020 du MAEC

- Réalisée

Activité : Paiement de la dette relative à la restauration dans le cadre de l'atelier de mise en œuvre des privilèges et immunités diplomatiques au Bénin

- Réalisée.

**Projet « Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'extérieur » : 73,23%**

Activité : Poursuite des négociations dans le cadre du dossier du retour des objets royaux restés en France et appartenant au Bénin

- participation aux rencontres du comité National

Activité : : Acquisition d'objets d'art béninois

- ce marché d'acquisition des œuvres d'arts a été finalement attribué et exécuté à 69 203 439 FCFA. Et, les objets d'arts ont été officiellement réceptionnés au cours de ce mois

Activité : Convoyage des objets d'art et produits d'exposition

- rédaction des TDR ;
- élaboration de la Fiche de Financement
- note à l'attention du Ministre pour obtenir l'autorisation du convoyage

Activité : : Paiement de la dette relative à la réalisation d'un film documentaire de 26 mn sur l'éco-tourisme et le tourisme de vision au Bénin

- projection du film a été faite, au cours de la séance de validation

Activité : Paiement de la dette relative à l'étude de faisabilité du projet « Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'extérieur » (PPCTBE)

- réalisée

**Projet « Amélioration de la qualité des services consulaire » : 65.19%**

Activité : Règlement de la dette relative à l'élaboration du document de politique Consulaire du Bénin

- réalisée

Activité : Règlement de la dette relative à l'achat d'équipements de bureau au profit de la DACBE

- réalisée

### ***Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêches (MAEP)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MAEP est de **51,69%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

**Programme Agriculture : 51,69%**

**Appui aux programmes de recherches pour la génération de technologies et de Résilience des Filières Agricoles aux Changements Climatiques (ARFACC/INRAB) : 66,71%**

- réalisation de 340 mètres linéaires de clôture sur le domaine du Centre de Recherches Agricoles Nord à Ina dans la commune de Bembèrèkè : réception provisoire est effectuée le 26 septembre 2019 :64,35% (La non disponibilité des ordres de paiement empêche l'exécution normale des activités telles que programmée )

**Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri3) : 75,00%**

**Semences et plants améliorés des différentes productions végétales prioritaires**

- Appui à la production de semences contrôlées/ certifiées de riz IR841 : suivi du stock de Pré-Base (02 tonnes de IR841, 0,5 T de NERICA N19 et 0,5T de Orylux 6) conservé dans la chambre froide du CRA-Sud à Niaouli. Suivi de la production de 3,5 Tonnes de semences de base de riz (sur financement ProAgri3) au niveau du CRA Sud au profit du PACC, UNIRIZ et URPR-BA.
- Suivi de la production de semences certifiées de riz dans les départements du Borgou, des collines, de l'Atacora et de la Donga par 41 semenciers sur financement ProAgri3.
- Appui à la production de semences contrôlées/ certifiées de Soja : Suivi de la production de 5 T de semences de base avec CRA-Nord et la ferme semencière d'Alafiarou sur financement ProAgri3. Suivi de la production de semences certifiées de soja par 50 semenciers sur financement ProAgri3.
- Suivi du processus d'inscription de tous les semenciers appuyés dans les DDAEP.
- Organisation d'un atelier d'harmonisation et de mise en place d'un système fonctionnel de certification des semences avec 4 DDAEP de la zone ProAgri et la DPV.

**Engrais spécifiques et produits phytosanitaires pour les filières végétales prioritaires**

- Accompagnement de l'Association Bénin Soja (ABS) dans l'acquisition de l'inoculum à travers l'achat de 3 000 sachets d'inoculum et suivi de la mise en place.
- Suivi des parcelles d'expérimentations sur les combinaisons inoculum/engrais (04 champs expérimentaux installés sur financement ProAgri3).

**Mécanisation agricole à différents niveaux des maillons des filières de production végétale**

- élaboration d'un catalogue des équipements (avec spécifications techniques, fournisseur et prix).
- appui continue aux OPA pour l'opérationnalisation d'un service de dépannage sur les équipements via l'élaboration d'un répertoire des réparateurs/maintenanciers.
- mise en place d'équipements agricoles au profit des bénéficiaires des filières riz, soja, anacarde et karité

**Difficulté pour les semenciers appuyés par le ProAgri3 de bénéficier des services de certification des semences:**

- divergences d'approches entre les DDAEP
- difficulté de financement du processus de certification (manque de fonds aux niveau des services compétents des DDAEP)"

**Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri3) : 75% (suite)**

**Filière Riz :**

- 19 kits d'étuvage de 80 kg mis en place auprès des Groupements de femme étuveuse du riz paddy.
- 07 tricycles mis en place au profit de coopératives de producteurs de riz.



- 48 bassines au profit des étuveuses.

#### **Filière Soja :**

- 07 tricycles, 59 pulvérisateurs et 5 bâches mis en place au profit de coopératives de producteurs de soja.
- 74 bassines, 44 marmites et 18 boîtes en plastique au profit des transformatrices.

#### **Filière Anacarde :**

- 10 kits KOR mis en place auprès des coopératives de producteurs d'anacarde.
- 6 tricycles au profit des coopératives de producteurs d'anacarde.

#### **Filière Karité :**

- 01 moteur diesel mis en place pour le fonctionnement d'un complexe karité.
- 04 tricycles, 87 bassines, 52 marmites et 55 boîtes en plastique mis en place auprès des coopératives de transformatrices de karité.
- renforcement des capacités techniques de production des différentes filières végétales prioritaires et en gestion des exploitations
- renforcement de capacité techniques des bénéficiaires du ProAgri3 dans les filières riz, soja, karité et anacarde :

#### **Riz :**

- suivi des producteurs/-trices de riz formés en IT, en R-P-R: 1.019 producteurs/trices.
- suivi des 1.224 étuveuses formées dans 4 communes du Borgou: N'Dali, Nikki, Pèrèrè et Tchaourou.

#### **Soja :**

- suivi des producteurs et productrices de soja en formés IT et R-P- R : 58 productrices/teurs relais formés et 5.400 producteurs formés dont 1.500 femmes,
- suivi des transformatrices de soja formées en bonnes pratiques de transformation et d'hygiène de production de fromage : 56 transformatrices relais dans l'AD; Formation et suivi de 5.932 transformatrices dans les 16 communes.
- suivi des transformatrices de soja formées en bonnes pratiques de transformation et d'hygiène de production de biscuits et galette de Soja : 657 transformatrices formées sur les BPTH dans les 16 communes."

#### **Difficulté pour les semenciers appuyés par le ProAgri3 de bénéficier des services de certification des semences :**

- divergences d'approches entre les DDAEP
- difficulté de financement du processus de certification (manque de fonds aux niveau des services compétents des DDAEP)"

#### **Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri) : 75% (suite)**

##### **Anacarde :**

- suivi des producteurs et productrices d'anacarde formés sur l'élagage et le surgreffage des anciennes plantations : ToT au profit de 25 CA du réseau FENAPAB >> Au total 3.501 producteurs formés sur l'élagage seul dans 98 PD dans 8 communes Borgou et Collines (dont 21%) de femmes).
- suivi des producteurs et productrices d'anacarde formés sur le débroussaillage et l'installation des pare-feu (anciennes plantations) : ToT au profit de 24/26 CA du réseau FENAPAB >> Au total 1.460 producteurs formés dans 98 PD dont 1223 H et 237 F. Dans le BA, 48 PD avec 614 producteurs dont 581H et 33
- dans le ZC, 50 PD avec 846 producteurs dont 642 H et 204 F.
- suivi des producteurs et productrices d'anacarde formés sur l'association du soja aux plantations : Au total 3.977 producteurs ont été formés au niveau de 73 PD sur association dans 8 communes Borgou et Collines (dont 30%) de femmes).

- suivi des transformatrices de pomme d'anacarde en jus sur les formées sur les bonnes pratiques de transformation et d'hygiène : Réalisée en 2 sessions de formation au profit de 122 personnes dont (24 H et 98 F) de 8 UT.

#### **Karité :**

- suivi des transformatrices de karité formées en beurre sur la qualité du beurre / filtrage du beurre liquide au moins 3 x : 90 UT formées dans 13 communes (environ 1.800 femmes).
- suivi des 7.819 ramasseuses formées autours des magasins AKB + 2.134 ramasseuses en lien avec les magasins.
- nombre total de 30.000 acteurs dont 22.400 femmes ; soit 74,66%, a été formé par le ProAgri3 sur les bonnes pratiques agricoles et les bonnes pratiques de transformation et d'hygiène dans les 04 filières appuyées par le Projet.

#### **Structuration des chaines de valeur ajoutées**

- formation de 179 OPA opérant sur les filières Karité, Soja et Riz en module de base : Diagnostic, valeurs et principes de gestion d'une coopérative et leadership. Leur immatriculation en coopératives est en cours avec l'appui des DDAEP Borgou, Atacora, Donga et Collines.
- accompagnement du Processus d'immatriculation de 80 OPA opérant sur les filières Karité, Soja et Riz.
- suivi du dynamisme des coopératives et Groupement membres des faitières ABS, AKB, FENAPAB ET URPR-BA Alibori et du nombre de membres actifs de ces faitières."

#### **Difficulté pour les semenciers appuyés par le ProAgri3 de bénéficier des services de certification des semences:**

- divergences d'approches entre les DDAEP
- difficulté de financement du processus de certification (manque de fonds aux niveau des services compétents des DDAEP)"

#### **Programme de Promotion de l'Agriculture (ProAgri) : 75% (suite)**

##### **Filière riz :**

- projet de décret fixant les modalités d'achat du riz produit et transformé en République du Bénin par les structures publiques ou parapubliques ;
- projet de décret fixant les conditions d'importation à des fins commerciales du riz en République du Bénin ;
- projet de décret fixant les modalités de production et de commercialisation du riz paddy en République du Bénin.

##### **Filière Karité :**

- protection des ressources karité ;
- structuration et mise en place de l'interprofession karité ;
- note de position des organisations de la société civile du BENIN sur le développement intégré des filières anacarde et karité.
- appui au fonctionnement de 20 Agrobusiness clusters Karité et Soja mis en place par le ProAgri3 dans 11 communes à travers le renforcement des capacités de 40 coachs des clusters par la participation à deux cycles d'apprentissages sur les relations d'affaires et l'éducation financière et organisation des séances de coaching au sein des clusters au profit des membres. Les effectifs des clusters par commune sont :

**10 agribusiness Clusters Karité** (Tchaourou, N'Dali, Nikki, Pèrèrè, Kouandé, Péhunco, Kérou) ;

**10 agribusiness Clusters Soja** (Dassa, Glazoué, N'Dali, Nikki, Pèrèrè, Kouandé, Péhunco, Kérou, Ouaké).

#### **Promotion de l'agriculture intelligente face au climat**

- 9 mesures spécifiques sont identifiées au niveau Centrale pour être prises en compte dans la planification budgétisée de mesures de changements climatiques au niveau du MAEP / Cellule Environnementale et les DDAEP et ATDA

- suivi des activités liées aux 11 Conventions Locales (CL) mis en place par le ProAgri3 en collaboration avec les mairies concernées pour la gestion et la protection des parcs à karité constitués de 331 ha d'espace arboré dans 05 communes du Borgou, de l'Atacora et de la Donga.
- construction de Foyers Améliorés au profit des transformatrices : en 2019, 36 FA pour les étuveuses ; 262 FA pour les transformatrices de soja en fromage ; 150 pour les transformatrice de karité, ce qui porte à 1434 le nombre de foyer construit par le ProAgri."

**Difficulté pour les semenciers appuyés par le ProAgri3 de bénéficier des services de certification des semences :**

- divergences d'approches entre les DDAEP
- difficulté de financement du processus de certification (manque de fonds aux niveau des services compétents des DDAEP )

**Projet de Développement Agricole des Communes du Bénin (PDAC) : 56,33%**

- organisation de l'évaluation finale de la mise en œuvre du PDAC
- réalisation de la capitalisation des acquis du PDAC
- réalisation de l'audit financier des IMF partenaires du PDAC par rapport au don du fonds koweitien
- acquisition d'extracteur de jus et accessoires au profit des ATDA
- tournée de prise de contact avec les bénéficiaires dans le cadre de la relance des activités de PDAC dans les communes d'intervention
- organiser 50 suivis sur les réalisations des bénéficiaires dans 25 Communes d'intervention
- suivi de la mise en œuvre des plans d'affaires des petits et micro-entrepreneurs financés
- organisation de 02 tournées de suivi des activités des bénéficiaires dans 05 Communes
- organisation d'une tournée d'appréciation de l'état de fonctionnement des unités de transformation installées grâce au financement du PDAC
- mise en place un système de gestion des équipements et ouvrages financés par PDAC auprès de 50 coopératives dans les Communes d'intervention
- organisation de 10 suivis au niveau de 10 petites unités de transformation agroalimentaire installées par PDAC
- transfert de matériels de Parakou pour Cotonou"

**Programme d'Appui à la Croissance Economique Rural (PACER) : 28,23%**

- Poursuite du processus de passation des marchés relatifs au DAOI pour la sélection des entreprises de réalisation des travaux de pistes ;
- Poursuite du processus de passation des marchés relatifs à la Demande de propositions (DP) pour le recrutement des cabinets devant assurer le contrôle et la surveillance des travaux de pistes ;
- Poursuite du processus de passation du marché relatif au DAON pour l'acquisition d'un véhicule ;
- Elaboration de la convention avec le CFTTP du MIT pour la formation des ACU-ITR ;
- Obtention de l'ANO de la BOAD et transmission à la PRMP pour "Bon à lancer" de la Demande de propositions (DP) pour l'audit des comptes du projet ;
- Obtention des avis de la DNCMP sur la Demande de propositions (DP) pour la sensibilisation sur la sécurité au travail et les IST/SIDA ;
- Validation du rapport d'évaluation des propositions découlant de l'AMI pour la pré-qualification de cabinets pour l'étude de référence du volet "pistes rurales" du projet ; Validation de la liste restreinte des cabinets devant recevoir la DP ;
- Démarrage de l'élaboration de la DP pour l'étude de référence du projet ;
- Poursuite de l'élaboration du DAON pour la réalisation des clôtures des écoles et centres de santé riverains des pistes à réhabiliter ;

- Poursuite du processus d'élaboration des conventions avec l'ABE et la DGR ;
- Obtention de l'ANO de la BOAD et lancement du DAON pour l'acquisition des ordinateurs ;
- Obtention de l'ANO de la BOAD et lancement du DAON pour l'acquisition de matériels d'entretien des pistes ;
- Poursuite des tâches entrant dans le cadre de la levée de la condition suspensive relative à l'indemnisation des personnes affectées par le projet (PAP) : (i) suivi de l'évolution du processus de dédommagement des PAP dans les Communes de Kérou et Bassila ; (ii) screening environnementaux des nouvelles pistes proposées par les Communes de Ouinhi et Zè ; (iii) lancement des études techniques complémentaires par les pistes des Communes de Djougou et de Kpomassè.

### **Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) : 69,76%**

'Composante 1 : Adoption de technologies améliorées et restauration de la productivité

#### **Ananas**

- Production de 197.600 vitro plants disponibles et prêts pour l'acclimatation dont 5 000 vitroplants d'ananas sont mis en terre sur les parcelles de l'ATDA 7 à titre expérimental et sont périodiquement suivis
- la serre d'acclimatation de Niaouli a été réhabilitée telle que demandé par l'INRAB. L'infrastructure a été réceptionnée mais il subsiste un problème d'alimentation en énergie électrique qui est en cours de correction
- Appui à la Fédération Nationale des Coopératives Villageoises de Producteurs d'Ananas du Bénin (FENACoVPAB) pour la mise en place de sept (7) unités de prestation de service agricole principalement sur l'étagage du film polyéthylène qui est une nouvelle activité non encore maîtrisée
- Formation théorique et pratique de trente (33) conseillers communaux des ATDA et dix-sept (17) animateurs de la FENACoVPAB sur les itinéraires techniques de production de l'ananas frais
- Formation de 1011 producteurs d'ananas dont 240 femmes sur les itinéraires techniques de production de l'ananas
- Appui à la participation de la FENACOTAB à la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) à Dakar au Sénégal en avril 2019
- Formation des acteurs directs impliqués dans les chaînes de valeurs ananas frais et jus d'ananas biologiques sur les règlements européen et américain de l'agriculture biologique
- Appui à la CCIB pour la prospection de marché d'ananas frais au Burkina
- Appui des acteurs de la filière ananas à participer à la première exposition économique et commerciale Chine-Afrique du 27-29 Juin 2019 à Changsha, capitale de la province chinoise du Hunan (centre)

#### **Anacarde**

- Installation de 7ha de parcs à bois d'anacardiens sur le Site d'Expérimentation et de Formation de Ouoghi (SEFO) dans la Commune de Savè, Département des Collines. A cet effet, 1250 plants greffés d'anacardiens ont été produits sur la pépinière du CRA-Centre sise sur le SEFO à partir de greffons prélevés sur des arbres élités
- Construction de Trois (3) châteaux d'eau sur les sites (1 à Ouoghi et 2 à Ina) mais le système d'irrigation n'est pas encore installé
- Mise en place de 6 pools composées de 6 prestataires chacun pour l'installation ou l'entretien des plantations d'anacarde
- Appui à la sélection de 40 pépiniéristes greffeurs de plants d'anacardier
- Don de 40 tricycles aux 40 pépiniéristes

#### **Poisson**

- accompagnement de la structuration des familles d'acteurs et la mise en place d'un cadre de concertation multi acteurs de la filière poisson d'élevage

- appui à l'élaboration des référentiels techniques de production et de certification des semences aquacoles
- formation de 41 personnes (24 pisciculteurs, 07 pêcheurs, 05 soudeurs et 05 agents d'encadrement) dont cinq (05) femmes sur les techniques de fabrication des cages flottantes
- Réalisation d'une étude sur la rentabilité des activités de collecte et de valorisation de la jacinthe d'eau.

#### **Volailles et petits ruminants**

- Acquisition et mise en place des noyaux des reproducteurs améliorateurs de volaille et de petits ruminants : contrats signés mise en place noyaux reproducteurs en cours
- Edition et mise en place de 2500 fiches des RTE Volaille, 800 fiches des RTE Petits ruminants et 1500 fiches transversales
- Acquisition et mise en place des vaccins au niveau des DDAEP

#### **Maraîchage**

- - Réalisation des études d'APD pour la surveillance et contrôle des travaux d'aménagement de 1000 ha : pour le riz (500ha), l'ananas (300ha) et l'anacarde (200ha)
- Participation au salon de financement agricole "AGRIFINANCES" organisé par AGRIPRO FOCUS de la SNV-Bénin
- Participation d'une délégation des femmes entrepreneures du Bénin au premier sommet régional de l'initiative au financement des femmes entrepreneures en Côte d'Ivoire
- Finalisation des contrats, des demandes, des plans de financement des 25 groupements de femmes et de jeunes maraichers et éleveurs à financer

#### **Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) : 69,76% (suite)**

##### **composante 2 : Développement/réhabilitation des infrastructures d'irrigation et de marché**

- réfection des infrastructures, équipements pour rendre fonctionnelles toutes les unités des ESOP
- démarrage des travaux pour les 123 magasins et et des 69 aires de séchage
- démarrage des travaux de réalisation de la clôture des parcs à bois de Ouoghi et d'Ina
- réalisation d'un réseau d'adduction d'eau (forage équipé et château d'eau) au profit de l'Ecole d'Aquaculture de la Vallée (Réception provisoire)
- construction de bâtiments devant abriter les trieuses optiques de Savalou et Kandi (réception provisoire)
- réalisation des études techniques et architecturales pour la construction du siège du ProCAD
- **composante 3 : Coordination des chaînes de valeurs et Financement de l'Agriculture**
- appui à l'organisation des rencontres périodiques entre les interprofessions anacarde, ananas et riz et leurs familles d'acteurs puis des acteurs de la filière poisson
- appui à l'organisation des Assemblées Générales Ordinaires électives pour le respect des textes réglementaires
- appui à l'acquisition de quatre-vingt (80) équipements au profit des agents de terrain recrutés au profit des interprofessions et des faitières de production
- appels d'offres sont lancés pour : (i) les acquisitions des équipements de transformation au profit de 25 unités de transformateurs de pommes cajou et 25 unités de transformateurs de jus d'ananas pour la mise en marché des produits de qualité par les acteurs; (ii) l'acquisition des emballages (sacs de jute, sacs de riz) pour un meilleur conditionnement des produits, (iii) l'acquisition de matériels informatiques et de bureau pour le bon fonctionnement des agents recrutés au profit des interprofessions et des faitières de production
- appui la mise aux normes des produits issus de la transformation de l'ananas et de l'anacarde

- appui à la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat des interprofessions
- appui à la participation de 65 acteurs de chaînes de valeurs des filières ananas et anacarde pour 09 salons régionaux et internationaux (SIAO : 8 dont 4 femmes ; CIE : 6 ; SIETTA : 9 dont 4 femmes; FIDAK : 4 dont 2
- femmes; prospection marché Mauritanien pour les jus d'ananas : 06 dont 3 femmes, FIARA : 12 dont 6 femmes ; Salon International de l'Agriculture du Maroc (SIAM 2019) : 5 dont 2 femmes ; prospection marché Ouagadougou pour ananas frais : 9, salon en chine en préparation : 6 dont 01 femmes) pour la promotion des produits béninois sur les marchés extérieurs.
- appui à la participation à 3 foires agricoles nationales (Foire Agro-alimentaire de la Journée Internationale de la Femme par l'Union du Personnel Féminin du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (UPF)
- appui à la participation au premier sommet régional de l'initiative au financement des femmes entrepreneures en Côte d'Ivoire le 17 Avril 2019 avec la participation de 4 femmes."
- élaboration des instruments de sauvegarde sociale
- mise en place d'un Mécanisme de Gestion des Plaintes fonctionnel
- formation des structures d'appui sur la prise en compte du Genre
- formation des Points Focaux sur le Genre et le Développement Social
- formation de 1000 producteurs d'ananas sur les itinéraires techniques de production
- collecte des données pour le compte du 1er trimestre pour le renseignement des indicateurs du ProCAD
- réalisation de l'étude d'impact /effet du PADA Initial
- réalisation de l'audit des comptes du ProCAD gestion 2018
- démarrage des travaux de construction des infrastructures aquacoles à l'Université de Parakou
- collecte des données, Apurement, traitement des données quantitatives et qualitatives collectées dans le cadre de l'étude d'impact du PADA
- organisation de la session extraordinaire du Comité National de Pilotage du ProCAD

#### **Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO-BENIN) : 46,25%**

- renforcement des capacités de 70 Points Focaux Environnement et Climat (PFEC) et les Points Focaux Genre (PFG) des DDAEP et des directions techniques impliqués dans la surveillance et le suivi environnemental et social des projets ; la validation du document de mécanisme de gestion des plaintes; Il est important de souligner que 438 producteurs et leaders communautaires dont 225 femmes (soit 51,36% de femmes) ont été sensibilisés sur le code foncier et les modes d'accès sécurisant au foncier.

Les actions de promotion du genre entreprises ont permis de toucher 41,37% de femmes parmi les bénéficiaires impactés au cours de la période sous revue. Les sites de construction des infrastructures financées par le PPAAO et les projets soumis par les 98 jeunes formés au Centre Songhaï ont fait l'objet de screening environnemental et d'une évaluation sociale. Un document de PGES intégrant les aspects sociaux a été élaboré pour chaque projet y compris pour ceux des 100 jeunes ; Les activités afférentes à la visibilité du projet ont été marquées par la couverture médiatique, tant par la presse audiovisuelle que par la presse écrite. Il s'agit notamment de la cérémonie lancement et de clôture de la formation aux métiers de l'agriculture de cent (100) jeunes déscolarisés au Centre Songhaï de Porto-Novo. La réalisation de deux émissions "Semences" pour la promotion et la diffusion des technologies innovantes. Enfin, pour accompagner la diffusion à grande échelle de ces technologies, un contrat de partenariat a été signé avec vingt-quatre (24) radios de proximité et est en cours de mise en œuvre; la mise en œuvre des quinze (15) projets de recherche au niveau des sites de Recherche-Développement (RD) au niveau des

sept (7) Pôles de Développement Agricoles (PDA) qui sont des actions prévues dans le cadre du Programme National de Recherches Agricoles (PNRA) de l'INRAB avec l'appui du PPAAO-FA; -4 RTE sur 8 sont diffusés à travers tout le territoire national Le processus de sélection des ONG pour la diffusion à grande échelle des technologies suit son cours ;

- treize (13) artisans venus de différentes régions du Bénin sont formés par des chercheurs de l'INRAB sur trois technologies générées par le PPAAO que sont : le Kit d'étuvage de 180 kg, le cuiseur à vapeur amélioré de « Ablo » (CUVE-ABLO) et les séchoirs (tente et hybride) ;
- des 4 promotrices de micro entreprise a bénéficié du PPAAO, d'un pétrin pour pâtisserie ;
- 429 producteurs suivis par les formateurs dans le cadre du SRI, 97.647 ha sont emblavées et que 4.904 ha sont abandonnés pour cause d'inondation ;
- 4500 tonnes d'engrais ainsi que des pesticides (5000 L de lagon 575 EC, 2500 L de Garil 432 EC, et 2500 L Pacha 25 EC) et du produit de conservation pour le Maïs « Atellic Gold » (80 000 sachets) sont acquis au profit des producteurs au niveau des sept (07) pôles de développement du Bénin ;
- 13 pépiniéristes formés par le PPAAO au Ghana ont bénéficié chacun d'un tricycle chacun ;
- 98 jeunes formés au Centre Songhaï, la facture pro forma de 72, provenant des ATDA 3 (7), ATDA 4 (11), ATDA 6 (8) et ATDA 7 (46) sont reçus au ProCAD et traités en vue de la mise à disposition de matériels et outils de travail ;
- douze (12) pétrins dont 8 pour les boulangers et 4 pour les pâtisseries sont acquis par le PPAAO et mis à disposition desdits bénéficiaires ;
- 306 tonnes de semences certifiées de riz, 1382 tonnes de semences certifiées de maïs et 167 tonnes de semences certifiées de soja avec 10 000 sachets d'inoculum sont mises en place dans les sept pôles de développement ;
- 500 tonnes d'engrais spécifique Ananas fournies par le PPAAO-FA ont été mis en place dans les ATDA 5 ; 6 et 7.
- système de suivi-évaluation du projet a connu des améliorations notables avec : (i) la digitalisation des fiches de collecte des données du projet ; (ii) l'implémentation des fiches numériques de collecte de données sur la plateforme AKVO-Flow ; et (iii) le développement d'un système informatisé de suivi-évaluation (SISE) du ProCAD prenant en compte le PPAAO-FA. Ces améliorations permettront un meilleur suivi des indicateurs du Projet tout en garantissant une plus grande fiabilité des données collectées.

#### **Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-Fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin (PSAAB) : 68,29%**

- - Organisation de la remise des sites des communes de Bantè, Savalou, Kétou, Adja-Ouèrè, Tanguiéta, Cobly, Boukombè, Karimama et Gogounou relatifs aux quatre (04) marchés restants sur les onze (11) pour la réalisation des études techniques détaillées, l'élaboration des DAO et le contrôle des travaux des 2.300 ha de bas-fonds rizicoles et jardins maraîchers à aménager aux bureaux d'études adjudicataires de ces marchés
- Démarrage des études techniques détaillées, élaboration des DAO et contrôle des travaux des derniers sites de bas-fonds rizicoles et jardins maraîchers par les bureaux d'études
- Poursuite des travaux de construction de 10 magasins d'une capacité de 1 500 tonnes chacun
- Organisation du constat d'achèvement des travaux de construction du magasin de 1500 tonnes à N'Dali
- Organisation de la réception provisoire de 02 magasins de 1500 tonnes à Tanguiéta et N'Dali

- Poursuite de la procédure de sélection des consultants pour la réalisation des enquêtes exploratoires ; la formation des élus locaux ; l'élaboration des plans de développement, la formation des organisations paysannes
- Poursuite de la procédure de sélection des consultants pour la réalisation des audits de compte de 2013 à 2017 et 2018
- Poursuite de la procédure d'acquisition de 24 micro-ordinateurs avec accessoires au profit des 24 mairies des communes d'intervention du Projet
- Elaboration des DAO pour l'acquisition des engrais et semences au profit des producteurs démonstrateurs des cultures pluviales d'une part et des matériels et équipements de transformation au profit des coopératives de transformation des produits agricoles d'autre part
- Elaboration du projet de convention de partenariat avec les sept 07 ATDA
- Evaluation des 16 Agents Prestataires de Zone (APZ)
- Démarches en direction du MAEP en vue de l'organisation de la procédure de nomination/recrutement d'un coordonnateur
- Prise de service du coordonnateur par intérim nommé par arrêté du MAEP
- Organisation et la tenue de la 4ème session du comité de pilotage pour la validation du budget révisé du PTAB 2019.

**Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la Vallée de l'Ouémé (PAIA-VO) : 53,00%**

- Organiser la mission de supervision des activités du projet par la BAD
- Organiser la mission d'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PPM du projet par la BAD
- Organiser sur les sites les missions d'évaluation du TEP des travaux de l'entreprise

**Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole de Petites Exploitations (PAPAPE) : 80,75%**

- Mise en œuvre d'une convention triennale de partenariat avec l'INRAB ;
- Suivi de la mise en œuvre des protocoles de la convention de Juillet 2016 ;
- Mise en place de commission de correction et d'approbation des protocoles ;
- Organisation par l'INRAB de la CAP N°2
- Décaissement à la BID de 50% pour chacune des conventions
- Mise en œuvre d'une convention triennale de partenariat avec les ATDA ;
- Réalisation d'une mission d'internalisation du contenu des conventions avec les ATDA ;
- Elaboration des plans de travail triennal, plan de travail annuel budgétisé et plan de consommation de l'avance de 50% ;
- Organisation d'un atelier de fixation des technologies à vulgariser et des procédures de recrutement des prestataires des ATDA dans le cadre de la mise en œuvre des conventions
- Accompagnement des ATDA dans le recrutement des prestataires et dans la mise en œuvre des activités.
- Réalisation de travaux d'infrastructures et d'aménagement :
- Travaux d'installation de systèmes d'irrigation à Wibatin : Suivi du dossier tout au long de l'année ;
- Réalisation de quatre forages positifs en vue de l'installation de systèmes d'irrigation au CRA-Nord : transmission du dossier technique à la PRMP conformément au nouveau code de passation des marchés ; dossier rejeté par la PRMP pour non-conformité du libellé du marché par rapport à celui inscrit dans le PTAB 2018 ; activité non finalisée.
- Travaux d'aménagement de 225 ha de bas-fonds : Demande de proposition de prix pour recrutement d'un cabinet pour la réalisation des études APS et APD et pour l'élaboration de DAO pour choix des prestataires pour aménagement des bas-fonds ; Ouverture et dépouillement des offres faits le 4 septembre 2018 ; attente ANO;
- Construction de 18 Centres d'Agro-Business : remise de sites pour 4 lots de contrats sur 6. Deux contrats non signés pour raison d'insuffisance de crédit budgétaire ;



- Construction de 04 entrepôts de réserve stratégique : suivi d'un seul en cours de réalisation ; trois ayant été provisoirement reçu ;
- Réhabilitation et construction de chambres froides négatives au CRA Centre et Ina : Réception provisoire des travaux faite.
- Décaissement des avances de démarrages pour les 04 entrepreneurs dont la remise des infrastructures des sites est faite
- Décaissement des trois entrepreneurs dont la réception provisoire est faite : un entrepreneur a été décaissé, celui des deux autres étant en cours.
- ☒ Acquisition d'outils et équipements post-récolte au profit des 18 ABC : ANO reçus de la BID et transmis à la PRMP pour exploitation
- ☒ Acquisition de matériels et équipements de pré-récolte (motoculteurs, épandeurs d'engrais, etc.) et d'autres équipements : Rapport et PV de dépouillement et d'évaluation des offres entérinées par la DNCMP et transmission à la BID pour ANO ;
- Acquisition de matériels et équipements au profit du Laboratoire de Science du Sol, de l'Environnement et de l'Eau de l'INRAB : Prises en compte des observations faites par la BID et attente de l'ANO ;
- Recrutement de 30 responsables de site au profit de PAPAPE : agents recrutés ;
- Recrutement de cabinet d'audit : Attente ANO sur le contrat de la BID pour la poursuite de la procédure de contractualisation.

#### **Projet de Sécurité Alimentaire par l'Intensification Agricole au Bénin (PSAIA) : 61,45%**

- La poursuite des travaux d'aménagement des deux derniers lots de 54,42 ha de bas-fonds et jardins maraîchers dans les Communes de Lalo et de Tori-Bossito ;
- La poursuite et la finalisation des travaux d'aménagement de la deuxième tranche de 349 ha de bas-fonds et 12,75 ha de jardins maraîchers dans les Communes de Dangbo, Djougou, Glazoué, Kandi, Lalo, Péhunco et Tchaourou ; la poursuite de la procédure de recrutement de consultant pour la réalisation des audits des comptes, pour la réalisation des rapports d'évaluation externe globale du projet et du rapport d'achèvement. L'organisation de la 11ème session du Comité de Pilotage-Mise en oeuvre du système de suivi-évaluation: 01 rapport annuel de 2018 est élaboré ; 02 évaluation du PTAB 2019 sont élaborées ; 06 rapports mensuels sont élaborés et transmis ; 24 rapports hebdomadaires sont élaborés et transmis, Finalisation des PTA, PPM et PCC 2019 du PSAIA ; Participation à la revue du 4ème trimestre 2018 du MAEP ; Participation à la revue du 4ème trimestre 2018 des projets et programmes sous financement BOAD à la CAA, Participation à la revue du 1er trimestre 2019 des projets et programmes du MAEP, Participation à la revue du 1er trimestre 2019 des projets et programmes sous financement BOAD à la CAA
- Participation à la mission d'audit du projet par l'IGF

#### **Projet d'Appui au Développement Agricole des Collines (PADAC) : 51,48%**

- Investissements agricoles (Etudes en cours depuis mai 2019)
- Etudes techniques pour la construction de deux retenues d'eau dans la commune de Bantè sur deux des quatre sites Akpassi (Ilaré), Adjantè, Pèhoudiè et Adjè dans Otcho (Malomi) ;
- Etudes techniques pour la réhabilitation de la retenue d'eau d'Odo Otchèrè et l'aménagement d'étangs piscicoles et de périmètres maraîchers en aval ;
- Etudes techniques pour l'aménagement rizicole à titre expérimental de 05 ha de bas-fonds à Lotogoudo ;
- Etudes de faisabilité pour aménagement de 300 ha d'espaces pastoraux (100 ha dans les arrondissements de Bessé, Okpara et Plateau) ;
- Etudes de faisabilité pour aménagement rizicole de 50 ha de bas-fonds répartis dans les huit arrondissements de la commune ;
- Etudes de faisabilité pour l'aménagement de la route Savalou - Konkondji - Djalloukou - Tchetti sur 54 km (sélection prestataire et contrat en cours de finalisation) ;
- Investissements agricoles (Construction d'infrastructures)

- Construction de deux modules de 3 hangars de 8 places de vente de produits agricoles à Kakê et dans le marché à Bétail (pré réceptionnés) dans la commune de Ouessè ;
- Construction de trois modules de 3 hangars de 8 places de vente de produits agricoles à Aklampa/Glazoué (sélection prestataire et contrat en cours de finalisation) ;
- Construction d'un magasin de 500 tonnes à Monkpa/Savalou (sélection prestataire et contrat en cours de finalisation) ;
- Construction d'un module de 4 boutiques de 20m<sup>2</sup> chacune sur le champ de foire à Agbado/Savalou (sélection prestataire et contrat en cours de finalisation).
- Mise en place de 31,18 tonnes de semences certifiées de soja (TGX 1910-14F)
- 128, 425 tonnes de semences certifiées de soja mise en place (semences produites dans le département des Collines par les semenciers appuyés par le PADAC) ;
- 2,755 tonnes de semences de base mise en place (semence produite par le CRA-Centre en exécution de la convention signée avec le PADAC) ;
- Sécurisation foncière
- Identification des repères naturels suivie du marquage physique des limites pour l'élaboration d'une cartographie participative de 6 villages (en cours) ;
- Dotation de chacun des six (06) communes du département des Collines d'un plan d'actions pour l'information et la sensibilisation sur le CFD (études en cours) ;
- Réalisation de l'étude relative au diagnostic approfondi sur la transhumance et la gestion de l'agropastoralisme sur le territoire des Collines (en cours) ;
- Elaboration des outils de gestion interne au profit des CoGeF.
- Evaluation de la mise en oeuvre des SDAC dans le département des Collines ;
- Formation des Chef de Service des Affaires Domaniales sur l'utilisation du GPS et le logiciel QGIS ;
- Formation des Maires et CoGeF sur la prise en compte du genre ;
- Edition de 3000 supports de communication au profit des acteurs fonciers ;
- Edition des formulaires de registre foncier au profit des six communes du département des Collines.

**Projet d'Appui à la Production Vivrière et de Renforcement de la Résilience dans l'Alibori, le Borgou et les Collines (PAPVIRE-ABC) : 70,06%**

- Appui aux infrastructures rurales
- Réalisation de toutes les études d'avant-projet sommaire (APS) et d'avant-projet détaillé (APD) de réhabilitation de 7 retenues d'eau avec 67 ha de périmètres irrigués en aval ainsi que d'aménagement à l'entreprise de 930 ha de bas-fonds, plaines inondables et autres périmètres irrigués
- Attribution des marchés des travaux de réhabilitation de 7 retenues d'eau avec 67 ha de périmètres irrigués en aval (démarrage des travaux en octobre 2019)
- Attribution de marchés des travaux d'aménagement de 626,98 ha sur une prévision de 930ha (démarrage des travaux en octobre 2019)
- Attribution de la première phase des aménagements suivant l'approche HIMO pour une superficie de 438 ha (En cours) ;
- Elaboration et transmission de projet d'avis à manifestation d'intérêt et d'une demande de propositions pour l'élaboration des plans fonciers ruraux (PFR) ;
- Elaboration un DAO en cours pour les travaux d'aménagement des sites des couloirs de transhumance
- Etudes techniques de réhabilitation de 118 km de pistes rurales en cours
- Développement des chaînes de valeurs agricoles et Résilience
- Amélioration de la productivité des exploitations et innovations technologiques.
- Mise en place 125 Unités de Démonstration (UD) et 54 Champs Ecoles Paysans (CEP) de maïs, riz et maraichage, touchant 3.145 de producteurs membres de groupes de contact ;

- Mise à disposition des producteurs de 538 tonnes de semences certifiées de maïs, 203 tonnes de semences certifiées de riz de variété IR841,
- 20 tonnes de semences de base de riz et 150 kg de semences de base des cultures maraîchères pour un total de 23.440 producteurs dont 6.300 femmes,
- Formation de 91 riziculteurs dont 21 femmes et 18 agents d'encadrement sur l'application des technologies résilientes de production de riz;
- Renforcement des capacités de 146 producteurs leaders sur l'utilisation des fertilisants et pesticides biologiques.
- Formation de 152 semenciers maïs dont 06 femmes sur les itinéraires techniques de production, la gestion des ravageurs et les opérations de post-récolte
- Formation de 68 semenciers de riz dont 13 femmes de la zone d'intervention du PAPVIRE-ABC sur les itinéraires techniques de production, la gestion des ravageurs et les opérations de post-récolte
- Formation de 59 tractoristes en techniques de labour, de réglages outils et de maintenance préventive
- Formation de 33 artisans réparateurs et techniciens sur les techniques de diagnostic des pannes, dépannages, démontage et montage des tracteurs
- recyclage de 27 agents sur la démarche et les outils de mise en place des UD et CEP
- session de restitution au profit de 67 conseillers et producteurs leaders sur la démarche et les outils de mise en place des Unités de Démonstration (UD) et des Champs Ecoles Paysans CEP
- Formation de 61 cadres des ex CARDER et des ex RDR sur la résilience aux changements climatiques dans le secteur agricole
- Formation de 33 multiplicateurs de semences maraîchères dont 18 femmes sur les techniques de production
- Formation sur l'utilisation des fertilisants biologiques et des pesticides au profit de 71 producteurs leaders maraichers dont 32 femmes.
- Formation de renforcement des capacités de 62 agents de terrain pour un meilleur suivi des Unités de Démonstration
- recyclage de 89 agents sur les itinéraires techniques de production du riz et de Maïs et la lutte contre les ravageurs
- formation de 77 agents d'encadrement sur les techniques d'installation et de suivi des UD et CEP
- Formation de 54 femmes maraîchères sur les technologies résilientes et l'amélioration de la productivité.
- Renforcement des capacités des parties prenantes
- Organisation d'un atelier sur la gestion axée sur les résultats
- Signature de convention entre les ATDA, la DLROPEA et la PNOPPA
- Développement des chaînes de valeurs agricoles.
- Démarrage des travaux de construction de 9 magasins d'une capacité de 1000 tonnes et 9 magasins d'une capacité de 500 tonnes et les travaux (Remise de sites du 25 au 31 mars 2019)
- Réalisation de 6 forages positifs sur les sites des jeunes installés en groupement à Bantè, Savè et Tchaourou
- Réalisation de 3 magasins de stockage d'intrants sont en cours de construction au profit des groupements des jeunes
- Acquisition au profit des groupements et coopératives de femmes transformatrices des matériels et équipements comprenant 70 bâches, 15 batteuses, 45 équipements d'étuvage de riz, 15 égreneuses-vanneuses de maïs, 4 séchoirs, 1 trancheuse d'oignons, 1 complexe tomate plus, 1 moulin à épices, 1 cuiseur pasteurisateur, 1 remplisseuse de jus et de purée de tomate et 1 thermo soudeuse sous vide.

- acquisition en cours de 2 mini-rizeries et divers équipements dont 72 sarcleuses faucheuses motorisées, 20 batteuses-vanneuses motorisées pour riz, 10 décortiqueuses riz, 10 calibreuses de riz décortiqué, 20 sertisseuses, 20 égreneuses-vanneuses pour maïs, 20 calibreuses pour maïs, 10 moulins à maïs et 6 motopompes.
- Promotion de l'entrepreneuriat agricole et de l'employabilité des jeunes et des femmes
- Formation de 143 jeunes entrepreneurs agricoles aux centres CPEA de Zagnanado et Kétou et au centre privé CPETAKI
- Acquisition de kits en cours
- Elaboration d'une stratégie d'installation des jeunes et opérationnalisation du fonds d'appui compétitif aux jeunes
- Appui à la nutrition.
- Elaboration de la table de composition nutritionnelle des aliments courants de sa zone d'intervention,
- Appui à l'élaboration de la politique nationale de sécurité sanitaire des aliments ;
- Formation de 45 techniciens spécialisés en alimentation et nutrition appliquée et animateurs de centres de promotion sociale.
- Finalisation des études d'impact environnemental
- Sélection et signature de contrats avec les entreprises en charge des travaux d'aménagement
- Réalisation des études APS des travaux de réhabilitation partielle et complète de 118 km
- Finalisation des PGES

#### **Projet de Développement des Périmètres Irrigués en Milieu rural (PDPIM) : 66,48%**

- étude du projet de DAO de construction des 30 magasins de stockage et 55 aires de séchage
- actualisation et finalisation de la liste des 40 km de pistes à réaliser par le projet ;
- mission de supervision de l'actualisation des études APD/DAO dans les communes d'intervention du projet ;
- poursuite du suivi des travaux de levés topographiques réalisés sur le terrain par l'Ingénieur-Conseil
- demande d'ANO de la CCMP/MAEP et de la BID sur le DAO relatif à la construction des quatre retenues d'eau ;
- demande d'ANO de la CCMP/MAEP et de la BID sur le DAO relatif à la réalisation de 30 forages positifs munis d'une station de pompage solaire ;
- demande d'ANO de la CCMP/MAEP et de la BID sur le DAO relatif aux magasins de stockage et aires de séchage ;
- participation à la séance de travail au siège du Fonds National de la Microfinance (FNM) dans le cadre l'examen des modalités de transfert au FNM des ressources destinées au financement des cibles du PDPIM ;
- participation à la séance de travail à la CAA avec le FNM dans le cadre de l'examen des modalités de cession au FNM et de transfert au FNM des ressources destinées au financement des cibles du projet (Réunion tripartite) ;
- réception du manuel de procédures comptables administratives et financières ;
- demande d'ANO de la CCMP/MAEP et de la BID sur le DAO relatif à la construction du siège du projet ;
- attribution et notification du marché, transmission du contrat à la CCMP/MAEP pour avis et transmission à la PRMP pour signature du contrat relativement à l'acquisition des 22 motos ;
- réservation de crédits et suivi de la signature des contrats de marché dans le cadre de la réalisation des EIES
- supervision des opérations de labour mécanique sur les sites PDPIM ;
- préparation de la deuxième mission de supervision des études APD et DAO.

### **Projet d'Appui au Développement du Maraîchage (PADMAR) : 70,08%**

- aménagements de 272,65 ha dont (i) les puits tubés sur 174,5ha, (ii) les planches surélevées sur 77,15 ha et (iii) les forages sur 21 ha;
- commande de 200 motopompes et tuyauteries devant desservir les sites aménagés;
- organisation par les TSM des ap

### **Programme d'appui au développement des Filières (PROFI) : 94,20%**

- volet institutionnel
- MAEP central dispose des capacités opérationnelles, administratives et techniques pour le pilotage, la coordination sectorielle et l'opérationnalisation de son cadre programmatique de promotion des filières agricoles
- description des fiches de poste et profil décrites pour le MAEP central et les DT Quatre (4) ateliers de présentation et finalisation des fiches réalisés.
- agents de collecte formés à la collecte digitalisée  
Prévision de formation d'au moins 24 administrateurs régionaux et 35 agents de collecte sont formés
- avant-projet de LOASAN validé
- contribution à la validation de l'avant-projet de LOA en collaboration avec autres partenaires.
- recueil des textes réglementaires du secteur agricole mis à jour, indexé et diffusé
- document de politique nationale de SSA (PNSSA) édité sous réserve d'adoption en Conseil des ministres.
- plan de développement de l'ABSSA validé
- recrutement du cabinet pour l'élaboration du plan de développement ABSSA réalisé.  
Cadrage + mise en œuvre ; rapport final attendu  
Résultat2 : Les Structures déconcentrées du MAEP disposent des capacités organisationnelles et techniques leur permettant d'assurer la coordination régionale de la mise en œuvre des stratégies agricoles dans le respect des rôles et responsabilités des différents acteurs.
- grille d'évaluation des performances des postes des DDAEP élaborée et validée  
Poursuite chantier entamé en collaboration avec PAORC. Sélection du consultant en cours.  
Contrats de résultats 2018 évalués globalement à 75%.
- noyau de formateurs sur l'outil cluster (ATDA, Privés) renforcé  
Plan de campagne 2019 de la filière des cultures maraîchères élaboré avec l'ensemble des acteurs.
- noyau de 28 formateurs constitué des cadres de la DQIFE et des sept ATDA; 53 facilitateurs constitués des chefs cellules des ATDA 1, 2, 3 et 4, des OPA, des ONG et des DDAEP du Nord.
- poursuite du processus en Q2: formation des facilitateurs du sud en avril.
- plan de campagne 2019 filière maraîchage élaboré
- recours à un consultant pour la formation du Ndf.  
Consultant recruté ; cadrage organisé le 18 mars ; Formations prévues en Q2. "
- budget utilisé pour l'éditions de 2000 exemplaires de la SNCA 2018-2025.  
Démarrage du processus de capitalisation de l'expérience Noyau de Formateurs sur différentes thématiques (Conseil agricole, GARD, sociétés coopératives/OHADADA, etc)
- noyau de formateurs sur le CAM (ATDA, DDAEP, Privés) mis en place
- SNCA Editée et vulgarisée
- partenariat avec le MAEP, la CNA et les faïtières nationales d'ANE sont des parties prenantes organisées, efficaces et crédibles du processus de promotion des filières tout en assurant un encadrement et des services de qualité à leurs membres.
- Guide de l'Elu consulaire élaboré et édité

- Guide de l'Elu consulaire élaboré et validé ; reste à mettre sous format d'édition et à lancer l'édition
- Manuel admin-fin et comptable de la CNA finalisé et approprié
- Manuel admin-fin actualisé et validé, reste approbation et appropriation lors de la session prochaine de l'AGC de la CNA (appropriation hors de la sphère de contrôle du PPROFI-VI).
- Manuel CCAP et recueil CCAP édités
- Manuel CCAP édité ; reste édition du recueil
- Mécanisme de gestion de semences végétales élaboré
- Annulée; produit remplacé par capitalisation des expériences de plaidoyers de la PNOPPA.
- Auto-évaluations de la satisfaction des services fournis aux membres réalisées
- Accord d'Exécution de la PNOPPA et de la PASCiB réalisées ; reste AE de la CNA prévue fin Avril.
- Volet opérationnel
- Résultat 1 : Les exploitations familiales professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs clairement identifiés
- Poursuite remise des équipements/infrastructures aux coopératives bénéficiaires de projet de production.
- Résultat 2 : Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières
- Poursuite remise des équipements/infrastructures aux coopératives bénéficiaires de projet de service.
- Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières
- Poursuite réalisation des aménagements hydroagricoles dans le cadre du financement des Infrastructures Communales.
- Résultat 4 : La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres.
- Appui au Marché Réalisations
- SIM : FUPRO/ACMA/Amb Pays Bas ; Contractualisation « farmerline» + activités de démarrage (répertoire/sensibilisation/..) Par FUPRO
- SPG : 46 producteurs pré certifiées ; 23 engagements contractuels ; 04 boutiques de vente en installation
- FLUDOR: 1000t URCPA en cours de signature; BSCI/Colruyt en cours
- Marketing · Foires : Quinzaine commerciale + FARAD (5 et 7 promoteurs)
- MoU Rikolto/ PROFI : Promotion du riz :
- Elaboration/formations cahier de charge normes/standards riz blanc/étuvé).
- Niveau ministères ; 39,740 tonnes /25 M FCFA)
- Présence des produits 6 grands supermarchés Cotonou (1,5 tonnes /mois/Supermarché)
- Coaching TDC de l'entreprise FAKO (jus de fruits/légumes) ;
- Appui IP & OP Fatières MoU Rikolto/ PROFI : IFRIZ/CCRB :
- Marché institutionnalisé :
- Riz locale reconnu (marque inscrit dans les textes)
- Contractualisation avec universités /lycées techniques)

**Projet de protection et réhabilitation des Sols pour améliorer la sécurité alimentaire (PROSOL) : 93 %**

- 5 experts confirmés en GDT, appelés « Formateurs Seniors en GDT » et 3 experts juniors ont été formés à la méthodologie de la Formation des Formateurs et à l'Andragogie
- Renforcement de capacité de 150 cadres et techniciens des ATDA, DDAEP, ONG/OPA sur les 6 catégories de mesures GDT

- Intégration de la GDT dans la Formation Professionnelle Agricole
- Appui aux communes pour la GDT
- Formation/recyclage de 15 000 agriculteurs/t
- 237 techniciens/conseillers agricoles et superviseurs dont 108 membres des OPA et ONG prestataire de service, 94 membres du MAEP (CPV, DDAEP, ATDA, Directions) et 35 personnels d'autres structures (SENS, AJAB, AIC, FUPRO, ANAF, PACC, CRS ont été formés
- 2 025 agriculteurs ont suivi une formation en FBS+ dont 46% sont des femmes
- le minibus a parcouru 38 villages, 21 159 personnes ont été sensibilisées par le SOL-Mobil
- Achat de 9,5 tonnes de semences par l'intermédiaire de grossistes et récupération de 7,5 tonnes chez les anciens agriculteurs pour les distribuer à 7 550 agriculteurs. 45 200 plants ont également été achetés par le projet pour les mettre à disposition des agriculteurs GDT
- Sensibilisation des agriculteurs sur l'importance de la mise place des clôtures vives, l'installation des pares-feux et la libération des couloirs de transhumance
- Appui à l'organisation de la journée nationale de lutte contre la désertification qui s'est déroulée à Ségbana où 10 ha de terres ont été reboisés.
- mis à la disposition des LTA, 3 tonnes de semences et 3 500 plants en vue de les accompagner dans l'installation des parcelles de démonstration. Au total 200 élèves des LTA et aussi 22 enseignants ont participé à cet exercice qui vise le renforcement des capacités des élèves et enseignants de manière pratique sur les mesures GDT/ACC. De la documentation sur la GDT/ACC a également été mise à disposition des LTA.

**Projet des Centres d'Innovations Vertes pour le secteur Agro-alimentaire (PROCIVA) : 69,10%**

- planification du projet ;
- poursuite des accompagnements des PME ;
- facilitation de crédit pour les coopératives ;
- élaboration des Tdrs pour les accompagnements des PME et les formations des producteurs ;
- début de sélection des PME ;
- préparation technique des modules complémentaires ;
- préparation du traitement des données du module de base"

**Programme de Développement de l'irrigation**

- Constitution équipe de supervision pour le recensement des plantations d'anacardières, des infrastructures agricoles et des pistes de dessertes rurales dans les Communes de Copargo, Djougou, Ouaké et Bantè

**Mise En Œuvre Des Programmes Nationaux De Développement Des Filières De Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produit, Maraichers) (PNDF-HVA) : 31,72%**

- Mise en place des comités de dépouillement des offres relatives à :
- l'acquisition de matériels, équipements et fournitures diverses de greffage d'anacardières au profit des 29 pépiniéristes du Pôle 4
- la formation de 150 ouvriers spécialisés pour la production des plants greffés au profit des pépiniéristes sélectionnés dans le Pôle 4
- la formation de 100 Prestataires de Service Privés (PSP) pour le développement des innovations dans les exploitations à base d'anacardières (entretien, installation des vergers, traitements phytosanitaires, etc.) avec des équipements appropriés dans le Pôle 4
- l'identification des multiplicateurs de semences performantes des cultures maraichères et leur organisation en coopérative dans les 16 communes du Pôle 4
- l'organisation de sessions de renforcement de capacités sur les itinéraires techniques appropriés de production de semence améliorée des cultures maraichères dans le Pôle 4



- l'organisation des émissions relatives à la diffusion de semences certifiées de variétés améliorées des cultures maraîchères dans le Pôle 4
- l'organisation de 4 sessions de renforcement des capacités des producteurs des cultures maraîchères à l'utilisation des produits phytosanitaires dans le Pôle 4
- Dépouillement des offres et choix de l'entreprise adjudicataire (PV) pour la réalisation des travaux de construction des clôtures et des ombrières des 29 pépiniéristes du Pôle 4
- Mise en place du comité de dépouillement et analyse des offres relatives à :
- la mise en place et l'équipement de 26 forages au profit des pépiniéristes du Pôle 4
- la réhabilitation et la mise aux normes de 11 700 ha d'anciennes plantations d'anacardières dans le Pôle 4
- l'étude et travaux d'aménagement de 38 ha pour le maraîchage avec des kits
- Emblavure de 4 969,01 ha d'ananas (Pain de Sucre : 3 773,37 ha et Cayenne Lisse : 1 195,64 ha) ; soit 76% des prévisions
- Production de 179 124,17 tonnes d'ananas (Pain de Sucre : 141 909,87 T et Cayenne Lisse : 37 214,30T) ; soit 47% des prévisions
- Emblavure de 21 107 ha de cultures maraîchères (Tomate : 7 787 ha ; Piment : 7 351 ha ; Oignon : 413 ha et Légumes feuilles : 5 556 ha) ; soit 49% des prévisions
- Production de 22 3450 tonnes de cultures maraîchères (Tomate : 138 050 T ; Piment : 24 106 T ; Oignon : 1 075 T et Légumes feuilles : 60 219 T) ; soit 69% des prévisions

**Mise En Œuvre Des Programmes Nationaux De Développement Des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) (PNDFC) : 33,71%**

- Emblavure de 103 975 ha de maïs sur 134 241 ha dans le Pôle 5
- Transformation du maïs en 3 000 tonnes de gritz sur 8 800 prévues dans le Pôle 5
- Commercialisation de 151,08 T de maïs grain sur 100 000 T dans le Pôle 5
- Emblavure de 363 ha de riz sur 1 800 ha dans le Pôle 5
- Transformation du riz en 72 tonnes de riz blanc sur 2 200 prévues et 10 tonnes de riz étuvé sur 300 tonnes prévues dans le Pôle 5
- Commercialisation de 58 tonnes de riz blanc sur 6 831 prévues et 10 tonnes de riz étuvé sur 360 tonnes prévues dans le Pôle 5
- Mise en place des comités de dépouillement des offres relatives au recrutement d'un prestataire de service pour l'organisation des missions de sensibilisation et d'organisation des producteurs de riz dans le Pôle 4
- "Dépouillement des offres relatives :
- au recrutement d'un prestataire de services d'identification, d'organisation et d'installation des semenciers Riz dans les seize communes du Pôle 4
- au recrutement d'un prestataire de service pour le suivi des activités de production de semence améliorée de riz dans les 16 communes du Pôle 4"
- "Mise en place du comité de dépouillement et analyse des offres relatives à :
- la mise en place et l'équipement de 26 forages au profit des pépiniéristes du Pôle 4
- la réhabilitation et la mise aux normes de 11 700 ha d'anciennes plantations d'anacardières dans le Pôle 4
- l'étude et travaux d'aménagement de 18 ha pour la riziculture irriguée"

**Programme Elevage : 10,83%**

**Programme National de Développement des Filières Viandes, Laites et œuf de Tables : 10,83%**

- Elaboration et transmission des documents techniques pour la construction de 4 boutiques/hangars de vente de fromage à la PRMP

**Programme Pêche et Aquaculture : 67,57%**

**Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale (ProVAC) : 67,57%**

- Appui en 47500 alevins de Tilapia aux pisciculteurs ordinaires
- Appui en 15900 alevins de Clarias aux pisciculteurs ordinaires



- Appui en 246 kg de chlore aux pisciculteurs ordinaires
- Appui en 10,780 tonnes d'aliments poissons alevins de Tilapia aux pisciculteurs ordinaires
- Réalisation de 11 sessions de formation des pisciculteurs ordinaires

**Programme Pilotage et Soutien des Services : 46,98%**

**Recensement National de l'Agriculture (phase 2) : 37,48%**

- préparation technique des modules complémentaires
- préparation du traitement des données du module de base et de la mise en oeuvre des modules complémentaires

**FADeC-Investissement : 68,68%**

- suivi du processus d'élaboration du guide d'accompagnement technique et pédagogique du FADeC-Agriculture (en cours de validation) ;
- production du rapport synthèse de suivi et de localisation des Investissements Agricoles Communaux du FADeC-Agriculture au titre des années 2015-2018 ;
- atelier de validation du guide d'accompagnement technique et pédagogique du FADeC-Agriculture et de restitution du rapport de suivi des IACs
- édition et multiplier en 1500 exemplaires le manuel de procédures du FADeC Agriculture, version 2019 et le guide d'accompagnement technique et pédagogique
- sensibilisation des différents institutions partenaires et acteurs communaux sur le contenu du nouveau manuel de procédure de FADeC-Agriculture
- transfert deuxième et dernière tranche des dotations annuelles des communes"

**Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA) : 71,12%**

- mise en œuvre du plan de redressement de l'ASF Bénin
- organisation de cinq (05) sessions du comité ad' hoc de suivi des activités de l'ASF Bénin
- organisation de l'audit du projet au 31 décembre 2018
- recouvrement des impayés de l'ASF Bénin
- organisation de l'atelier de démarrage de la mission d'informatisation de l'ASF Bénin
- organisation de l'assemblée générale ordinaire annuel de l'ASF Bénin
- certification des états financiers de l'ASF Bénin par les commissaires aux comptes et adoption par l'assemblée générale
- réalisation de la mission conjointe de supervision FIDA-Gouvernement au sujet du PAPSFRA et l'ASF Bénin
- début de mise en œuvre des recommandations de clôture anticipée du projet et de mise en place d'une administration provisoire
- suivi de l'informatisation de l'ASF Bénin par le cabinet CAGECFI "

**Projet de Développement de l'Agrobusiness au Bénin (PDAB) : 51,55%**

- Elaboration du Plan de Travail Biennuel 2019-2020 et du PTA 2019
- Elaboration du rapport d'activités et du rapport financier 2018 du projet
- Tenue de trois sessions ordinaires d'une session extraordinaire du Comité Technique de Gestion du projet
- Organisation de l'atelier de clarification des rôles, responsabilités et mécanisme de partenariat avec les structures responsables d'activités au PDAB
- Organisation de l'atelier de définition des modalités de partenariat avec les élus locaux et les chefs traditionnels
- Commande des équipements et fournitures consommables pour l'Equipe de Gestion du projet et les VNU
- Formation de la première vague de 101 bénéficiaires sur l'esprit entrepreneurial et l'outil cluster agricole
- Recrutement de 7 VNU chargés PDAB dans les ATDA
- Recrutement d'un Expert assistant au PFN



- Signature en cours des protocoles de partenariat avec les structures responsables au projet (ATDA, DLROPEA, CePED, ADSC, LEP, CBRSI, ANPME, etc.)
- Organisation d'une retraite de réflexions sur les formes d'organisation des bénéficiaires
- Organisation d'un atelier d'adoption du schéma de structuration des bénéficiaires
- Elaboration de la stratégie opérationnelle d'intervention du projet
- Elaboration du canevas type de plans d'affaires
- Sélection de la deuxième vague de 675 jeunes et femmes promoteurs agricoles à appuyer
- Formation des formateurs (VNU chargés PDAB au sein des ATDA, SAE, Banques) sur l'utilisation du canevas type de plans d'affaires
- Organisation d'une retraite de réflexions sur les initiatives en cours sur la vulgarisation du Code Foncier et Domaniale
- Organisation des séances d'informations des 675 bénéficiaires de la 2<sup>e</sup> vague
- Appui à la participation de 25 bénéficiaires de la première vague à la foire nationale de fin d'année organisée par l'APIEx
- Organisation d'un atelier de planification des activités du projet pour l'année 2020

**Projet pour la Sécurité Alimentaire et le Renforcement de la Résilience (PROSAR) : 23,00%**

- Finalisation nouvelle stratégie ; - Finalisation des matériels didactiques pour la nouvelle stratégie ; - Supervision des activités mises en œuvre sur le terrain ; - Valuation de la proposition de BUPDOS pour la nouvelle stratégie.
- Réalisation PTBA 2019; - contribution au niveau national à l'élaboration, la validation et l'adoption de la Loi d'Orientation Agricole et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (LOASAN) qui serait une première; - contribution au niveau national à l'élaboration et à la validation du Plan stratégique National de l'agriculture sensible à la nutrition; - participation active au niveau communal de l'élaboration du document d'évaluation des scores d'intégration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN) dans les plans de développement communaux (PDC). Ce document est actuellement en cours de vulgarisation dans les communes des départements de l'Atacora et de la Donga.

**Projet d'Appui à l'Assurance Mutuelle Agricole du Bénin (PA-AMAB) : 30,04%**

- Adoption du PTBA 2019, Négociation avec l'AIC en vue de son implication dans le mécanisme opérationnel du projet, reprise de contact avec le réassureur, introduction d'une demande de prorogation de la date limite de mobilisation des ressources.
- Tenue du comité de pilotage
- Organisation des missions de supervision du projet par la BOAD

**(Observation : Non implication de l'AIC dans le mécanisme opérationnel du projet malgré décision du Conseil des ministres, suspension des décaissements par la BOAD, imminence de la date limite de mobilisation des ressources)**

***Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MPMEPE s'est établi à **77,50%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique du seul projet et programme se présente comme suit :

Projet Emploi Jeunes (PEJ) : 77,50%

- sélection et constitution des groupes d'apprenantes des métiers dits d'homme ;
- poursuite des travaux d'élaboration des chartes et matrices de compétences pour 10 métiers ;
- démarrage des travaux d'élaboration de programmes de formation dans les 10 nouveaux métiers à développer ;
- formation de 500 filles dans les métiers d'homme;
- équipement de 5 centres de formation professionnelle publics sur 10 ;
- organisation d'un atelier de capitalisation des acquis du projet ;
- finalisation des 8300 fiches de financement au titre du second passage;

- démarrage de la formation GERME1 de 8300 bénéficiaires au titre du second passage;
- mis en place des subventions au titre du second passage ;
- réalisation d'une enquête pilote des collectes du midline phase 2 de l'évaluation d'impact du projet ;
- suivi et accompagnement de 7567 bénéficiaires de subvention au titre du premier passage après installation;
- finalisation des opérations d'activation de SIM au profit des bénéficiaires de subvention au titre du second passage;
- remise des cartes aux bénéficiaires de subvention au titre du second passage;
- mis en place des subventions au titre du second passage et a finalisé le paiement des subventions du premier passage.

### ***Ministère de l'Eau et des Mines (MEM)***

Le taux d'exécution physique du PIP au 31 décembre 2019 du MEM s'est établi à **44,71%**. Dans ce ministère, le taux d'exécution physique de chaque projet et programme se présente comme suit :

Secteur de l'Eau

#### **Gestion Intégrée des Ressources en Eau**

#### **Projet de Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et Gestion Durable des Ressources en Eau (PDIHM-GDRE)**

- paiement de la contribution du Bénin au budget de fonctionnement des organismes de bassins transfrontaliers (ABN, ABM, ABV) ;
- entretien des stations hydrométriques et relevé quotidien des données limnométriques sur le réseau national (lecteurs d'échelles) ;
- sélection de l'entreprise pour l'acquisition et installation des matériels et équipements pour la création et le renforcement de stations hydro-pluviométriques sur les bassins hydrographiques : l'avis de la DCMP est obtenu sur le Rapport d'analyse des offres ;
- organisation d'une mission de collecte des données pluviométriques, hydrométriques, bathymétriques et piézométriques (Eaux de surface et Eaux souterraines) ;
- sélection de l'entreprise pour l'acquisition et l'installation de panneaux solaires et accessoires pour l'autonomisation en énergie du site abritant les installations et serveur du Système d'Alerte Précoce (SAP) à Akpakpa : l'élaboration du contrat est en cours ;
- sélection du bureau pour les études techniques et le contrôle des travaux de piézomètres (y compris forage profond dans le bassin de la Penjari et de Kandi dans cadre projet AIEA) : le contrat est en cours de signature ;
- organisation de deux (02) missions de vérification de la qualité des eaux de boisson en milieu rural et péri-urbain ;
- organisation de trois (03) missions respectivement la première du 22 au 27 juillet 2019, la seconde du 05 au 10 Août 2019 et la troisième du 28 octobre au 02 novembre 2019 pour la collecte des données dans les Communes en vue de la mise à jour de la Base de Données Intégrée (ressources en Eau). Les rapports sont disponibles ;
- signature du contrat de l'entreprise devant faire le contrôle, le suivi et la supervision des travaux d'aménagement du périmètre irrigué en aval du barrage de Sépounga ;
- prise d'avenant des travaux de l'aménagement du périmètre irrigué en aval du barrage de Sépounga ;
- réalisation de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) pour la construction de 11 petits et moyens barrages dans le bassin de l'Ouémé. Le rapport provisoire déposé le 30 septembre 2019, validé à l'interne le 24 octobre 2019 puis transmis à l'ABE pour validation en vue de l'obtention du CCE ;
- signature du contrat de l'entreprise devant réaliser les études techniques et le contrôle de la réhabilitation du barrage de Dékandji ;

- organisation d'une mission d'IEC (du 04 au 10 Août 2019) au profit des usagers des barrages (Tanguiéta, Djougou, Glazoué, Aplahoué);
- achèvement des études hydrogéologiques, les essais de pompage et le paiement sont en cours pour la maîtrise d'œuvre complète avec le Bureau d'études Canal-Eau pour la réalisation en mesure d'urgence de quinze (15) forages à gros débit pour le renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Savalou ;
- signature du contrat de l'entreprise devant réaliser les études techniques et le contrôle des travaux d'aménagement et de valorisation de 100 forages artésiens ;
- tenue de la revue eau et Assainissement édition 2018 les 27 et 28 juin 2019 à Bénin Royal Hôtel. L'aide-mémoire de la revue finalisée est en attente des observations de la DNSP et des PTF ;
- tenue des réunions du Groupe Sectoriel Eau et Assainissement ;
- acquisition de fourniture de bureau pour le projet (Réception faite le vendredi 24 mai 2019) ;
- réception du rapport final de la contre-expertise du programme d'urgence d'alimentation en eau potable en milieu rural (Recommandation du Conseil des Ministres du 29 novembre 2017) le mercredi 26 juin 2019 et une communication est en cours de préparation pour rendre compte au conseil des ministres ;
- règlement de la prestation relative au Plan de Décentralisation et de Déconcentration (Plan 2D) du MEM ;
- paiement des dettes relatives aux travaux d'alimentation en eau potable dans la Commune de Matéri (Arrondissements de Dassari, Tchahoun Cossi 1, Gouandé, Tantéga), dans la Commune de Grand-Popo (Arrondissement de Sazuè et d'Adjaha ;
- dispositions en cours pour la mise en œuvre des activités de clôture du Premier Projet d'Hydraulique Pastorale et Agricole notamment l'audit de clôture ;
- avis de non objection de la BOAD est obtenu le 24 septembre 2019 sur le rapport de l'analyse des offres financières de l'audit technique du système de production, de gestion et de valorisation des données sur l'eau ;
- participation du Bénin aux réunions statutaires du secteur de l'eau ;
- pré-qualification des cabinets pour l'évaluation et l'élaboration du manuel de procédure du PDIHM-GDRE
- pré-qualification des cabinets pour la réalisation des études d'APD du Projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC-BN). L'avis favorable de la DCMP est obtenu sur le rapport d'analyse des offres. La publication des résultats est en cours ;
- démarrage des travaux de clôture du Projet d'Hydraulique Pastorale et Agricole (PHPA).
- A fin décembre 2019, le TEP du "PDIHM-GDRE" est de 50,95% contre une prévision de 100,00%.

### **Projet de Développement des Infrastructures Socio-Economiques et de Sécurité Alimentaire dans le Bassin du Niger (PDISSA)**

En tenant compte des activités prévues au PTA, gestion 2019, les principaux résultats enregistrés à fin septembre se présentent ainsi qui suit :

#### ***Au niveau de la Mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale***

- tenue des ateliers d'informations et de sensibilisation sur la protection des berges des retenues d'eau;
- élaboration et la validation des PV de dédommagement des PAP en concert avec les acteurs à Bassini, Sinahou, Séréwondirou et à Wéna ;
- sollicitation de la prise des arrêtés préfectoraux de cessibilité des sites de construction des barrages dans les départements de l'Alibori, de l'Atacora et du Borgou ;

- prise effective des arrêtés de cessibilité des quatre (04) sites du projet par les Préfets de l'Alibori, de l'Atacora et du Borgou ;
- remise des chèques aux personnes affectées par le projet ;
- élaboration de l'AMI du marché de délimitation des périmètres à reboiser sur les quatre sites du projet;
- élaboration de l'AMI du marché de formation des bénéficiaires sur les techniques de production des plants en pépinière et sur les techniques de reboisement
- paiement du complément des frais de dédommagement au PAP Worouboro Gado de Wéna ;
- déroulement des tournées villageoises de sensibilisation, de communication et de sauvegarde environnementale et sociale respectivement à Sinahou (Pehunco) et à Bassini (Kérou) Séréwondirou (NIKKI) et Wéna (Kandi) ;
- obtention du Bon à Lancer du marché sur l'indentification des bornes des quatre sites d'implantation des barrages est des espaces à aménager.

***Au niveau de la Réalisation des travaux de construction des barrages, des aménagements de périmètres irrigués, du contrôle et de la surveillance des chantiers***

- obtention de l'ANO de la banque sur le PV du marché de contrôle et de surveillance des travaux ;
- avis de non objection (ANO) de la BOAD et de la DNCMP sur le PV du lot 2 du marché des travaux pour le recrutement de l'adjudicataire ;
- ANO de la BOAD et de la DNCMP sur l'infructuosité du Lot1 ;
- relance du marché des travaux Lot1 ;
- dépouillement des offres relatives au du marché des travaux de construction des barrages de Wéna (Kandi) et de Séréwondirou (Nikki) Lot 1 ;
- élaboration et la transmission à la BOAD et à la DNCMP le PV de dépouillement du Lot1 des travaux de construction des barrages de Wéna et de Séréwondirou ;
- avis de non objection (ANO) de la BOAD et de la DNCMP sur le PV du lot 1 du marché des travaux pour le recrutement de l'adjudicataire ;
- élaboration et la transmission à la BOAD, au CCMP et à la DNCMP les PV de dépouillement des AMI des marchés de réalisation du manuel de procédure, d'étude de référence et de système de suivi évaluation ;
- vérification de l'accessibilité aux sites et de l'état de retrait des eaux sur les 2 sites du Lot 2 en vue de la délivrance de l'ordre de service à l'entreprise adjudicataire ;
- dépouillement des offres relatives aux travaux de construction des 8 forages et de 4 magasins ;
- avis de non objection (ANO) de la CCMP sur les PV d'ouverture et d'analyse des offres et l'attribution provisoire du marché relatif aux travaux de construction des huit (08) forages et de quatre (04) magasins.

***Au niveau de la Gestion du Projet***

- préparation administrative et technique de la 1ère session du Comité de Pilotage du Projet ;
- actualisation des TDR de sélection de l'assureur des véhicules du projet ;
- actualisation des TDR de sélection de l'assureur vie du personnel du projet ;
- tenue de la 1ère session du COPIL portant approbation et validation du rapport annuel et du PTBA 2019 du projet ;
- paiement des frais de location au titre du dernier trimestre 2018 du siège du projet au bailleur du bâtiment ;
- finalisation et la signature du contrat de fourniture des mobiliers de bureau avec le fournisseur ;
- finalisation et la signature du contrat de matériels informatiques avec le fournisseur
- finalisation et la signature du contrat de matériels roulants avec le fournisseur ;
- paiement des charges de Communication, eau et électricité au titre de l'année 2019 ;
- paiement des charges du personnel au titre de l'année 2019 ;

- transmission des preuves de dédommagement à la BOAD, à la CAA et au Comité de Pilotage du Projet ;
- dépouillement des propositions d'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) du marché de réalisation du manuel de procédure administrative et comptable ;
- dépouillement des propositions d'Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) du marché de réalisation des études de référence ;
- dépouillement des propositions des Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) du marché de réalisation du système de suivi évaluation ;
- actualisation des TDR du manuel de procédure administrative comptable et financière ;
- actualisation des TDR des études d'enquête de référence ;
- élaboration, finalisation et validation du PTA/PDISSA 2020 par la DPP/MEM ;
- participation de l'UGP à la revue trimestrielle sur l'eau et l'assainissement à la DGEau ;
- participation de l'UGP à la revue trimestrielle du PTA du MEM ;
- Tenue de la 2nd session du comité de pilotage pour approbation et validation du rapport annuel PDISSA 2019 et du PTBA 2020 ;
- achat de carburant pour l'année 2019.
- Taux d'Exécution Physique correspondant, sur la période est de 49,24% contre une prévision de 100,00%.

### **Programme OmiDelta-Volet Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) – Acteurs Etatiques**

- En se référant aux différentes activités programmées au PTA, on peut résumer les réalisations physiques obtenues à fin décembre 2019 comme suit :
- appui à la mise en œuvre des activités du CBO et de l'ABO (Réunions, Ateliers, Missions dans le Delta et le bassin de l'Ouémé...);
- finalisation des TdR et de l'AMI pour l'étude relative à la réalisation d'un bilan de l'application de la loi portant gestion de l'eau en République du Bénin et à l'élaboration d'une stratégie de son exécution;
- transmission à la PRMP du DAO relatif au marché de fourniture et installation d'équipements pour le suivi hydrométrique dans le cadre des eaux de surface dans le bassin de l'Ouémé ;
- organisation des missions de terrain (prospection, supervision des travaux, collecte des données, jaugeages, campagnes bathymétriques, suivi des débits solides...) et mise en service des stations ;
- finalisation en cours des TdR pour le système d'alerte précoce : Etudes SAP (développement, organisation, traitement information, modélisation, prévisions, diffusion...); Rencontres, Ateliers... SAP; Fonctionnalité Télétransmission SAP ;
- transmission à la PRMP du DAO relatif au marché de fourniture et installation d'équipements et matériels de Laboratoire, produits chimiques, consommables, aménagement du laboratoire ...);
- Le TEP du projet à fin décembre 2019 est de 8,90% pour une prévision de 100,00%.

### **Hydraulique rurale**

Pour le compte de l'année 2019, huit (08) projets sont inscrits au PIP dans ce sous-secteur. Les avancés enregistrés à fin décembre 2019 se présentent comme suit :

### **Programme d'Hydraulique Villageoise et d'Assainissement en milieu rural BID/UEMOA Phase 2**

Les principales tâches exécutées au PTA sur ce projet à fin décembre 2019 concernent :

- réalisation de cent trois (103) forages positifs sur les 120 prévus, tous équipés de tubage non encore équipés de pompes. Toutefois la commande des pompes est déjà passée pour les 120. ;
- réalisation de six (06) forages positifs pour le compte des PEA est en cours ;

- DAO pour la construction de vingt-cinq (25) mini adductions d'eau solaire et de deux (02) adductions d'eau multi villages sont terminés et transmis à la Banque Islamique de Développement pour Avis de Non Objection ;
- travaux de réalisation des soixante (60) latrines sont déjà exécutés à hauteur de 70%. Deux (02) lots ont déjà fait l'objet de réception provisoire et 01 lot a fait l'objet de constat d'achèvement. Pour ce dernier lot, la réception provisoire aura lieu avant la fin du mois de Janvier 2020 ;
- réalisation terminée de l'étude du marché solaire photovoltaïque au Bénin (acteurs, disponibilité des équipements, couts du service après-vente) ;
- réalisation terminée du manuel de procédure administrative, comptable et financière;
- recrutement du Cabinet pour la collecte des données de base des indicateurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Système de Suivi Evaluation du Projet, est fait. La collecte des données est en cours ;
- contrat pour la Maîtrise d'Œuvre Technique (Etudes et Contrôle) est signé et est en cours d'exécution ;
- contrat pour la Maîtrise d'Œuvre Sociale (ONG) est signé et est en cours d'exécution ;
- réalisation des études socio-économiques en appui aux études techniques est terminée, les rapports sont déposés ;
- réalisation des études Techniques (Avant-Projet Sommaires (APS), Avant-Projet Détaillé (APD), sont terminés et les rapports validés ;
- réalisation du Projet de Dossier d'Appel d'Offres pour le recrutement des entreprises, pour la réalisation des AEV sommaires et inter villages est terminée et les DAO, sont transmis à la Banque Islamique de Développement, pour Avis de Non Objection ;
- Taux d'Exécution Physique de ce projet à fin décembre 2019 est établi à 91,25% contre une prévision de 100%.

#### **Projet d'Amélioration des Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable dans 69 villages du Bénin**

- Au 31 décembre 2019, la principale activité réalisée est celle relative à le marché relatif à l'attribution du marché de réalisation des 47 AEV à l'entreprise indienne TECHNOFAB ENGINEERING pour un coût global de 26,959 milliards de francs CFA répartis entre deux (02) lots financés respectivement par EXIMBANK INDE pour un montant de 21,804 milliards de francs CFA et par le programme AQUA-VIE pour un montant de 5,154 milliards de francs CFA. Au terme de la procédure d'attribution du contrat, le Bailleur a donné son avis favorable sur la sélection de l'entreprise. Contre toute attente, à l'approbation des contrats, le même Bailleur a notifié à la partie béninoise, que l'entreprise n'avait plus la surface financière nécessaire pour exécuter le marché et qu'elle objectait quant à la signature du contrat.
- TEP du projet à fin décembre 2019 est de 100% contre une prévision de 100%.

#### **Programme AQUA-VIE**

- Au 31 décembre 2019, les principales activités réalisées sur le projet concernent :
- contractualisation des maîtres d'œuvre structurels de l'Agence pour le triennal 2019-2021 ;
- mise en place de la Commission ad hoc pour la sélection des futurs opérateurs régionaux ;
- démarrage des études techniques, financières et juridiques dans le cadre des affermage régionaux ;
- pré qualification des quatre (04) opérateurs régionaux ;
- ébauche du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la sélection des opérateurs régionaux;
- réalisation des études pour la mise en place d'une plateforme de formation au Centre de Formation aux Métiers de l'Eau (CFME).
- TEP du projet à fin décembre 2019 est de 100% contre une prévision de 100%.

#### **Projet de Réalisation de 31 AEV de la tranche 2 du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable en milieu rural et semi-urbain (Programme OmiDelta - Volet AEP en milieu rural)**

- Au 31 décembre 2019, les principales activités réalisées sur ce projet concernent :
- réalisation des essais de pompage sur 20 forages existants dans le cadre de la tranche 3 du PDAEP ;
- achèvement des études pour 09 SAEP dont le dossier d'appel d'offres international été publié le 06 décembre 2019. L'échéance de dépôt des offres est fixée au 27 janvier 2020 ;
- rapport APD et le dimensionnement en cours pour les études techniques et les Avants Projets Détaillés d'un lot de 8 SAEPmV ;
- dimensionnement en cours pour les études techniques et les Avants Projets Détaillés d'un lot de 17 SAEPmV (ETP, FAISABILITE, APD ET DAO) ;
- attribution d'un marché de réalisation de 112 forages à gros débit et 62 essais de pompage ;
- trente-neuf (39) forages positifs à gros débits ont été réalisés soit un taux de réalisation de 34,82%.
- TEP du projet à fin décembre 2019 est de 100% contre une prévision de 100%.

### **Projet d'Eau Potable en milieu rural et assainissement en milieu urbain (PEPRAU)**

Au 31 décembre 2019, les principales activités réalisées, concernent :

#### **Construction de la STBV**

- Après les échanges avec le Bailleur sur les options technologiques de construction de cet ouvrage, le quitus a été obtenu pour son financement. L'ANAEPMR a procédé à la sélection de l'entreprise ASI BF pour l'exécution des travaux pour un coût total de sept milliards neuf cent cinquante-quatre millions deux cent quatre-vingt-deux mille six cent quinze (7.954.282.615) francs CFA.
- contrat de la maîtrise d'œuvre, après une première infructuosité en 2018, a été finalement attribué au même prestataire en l'occurrence le groupement EDE INTERNATIONAL & SETEM BENIN pour un montant six cent cinq millions deux cent trente-cinq mille sept cent quatre-vingt-huit (605.235.788) francs CFA. Le coût estimatif global de l'ouvrage est de huit milliards cinq cent cinquante-neuf millions cinq cent dix-huit mille quatre cent trois (8.559.518.403) francs CFA toutes taxes comprises.
- travaux de la STBV ont été lancés par le Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable, José Tonato le 03 octobre 2019 pour une durée de quinze (15) mois. Au 30 novembre 2019, l'entreprise a installé le chantier et démarré les travaux de nettoyage du site. Parallèlement, l'entreprise prépare son dossier d'exécution.
- Au 31 décembre 2019, le taux d'exécution physique des travaux est de 7% pour une prévision de 4% à la même date.

#### **Construction de 16 SAEP**

- restructuration du PEPRAU a permis de substituer entièrement la construction des SAEPmV, réseaux paramétrés sur la base de nouvelles normes de dimensionnement contre les concessions subventionnées envisagées à la conception du PEPRAU. Dans ce cadre, il était prévu que le PEPRAU finance la tranche 1 de 21 SAEP du PDAEP. Les études sont achevées. L'ANAEPMR a bénéficié d'une mission d'assistance technique de la Banque mondiale en septembre 2019 pour la finalisation des études. Au total, dix-sept (17) APD sont achevés mais quelques difficultés techniques persistent. Il a été convenu de procéder au lancement du dossier d'appel d'offres international pour la réalisation des 16 premiers SAEP. La liste des 16 SAEP est jointe en annexe au présent rapport.
- Au 31 décembre 2019, le DAOI a été publié. A la date limite de dépôt des offres soit le 23 décembre 2019, onze entreprises ont soumissionné pour les trois (03) lots. L'évaluation des offres démarrera au cours de la première quinzaine du mois de janvier 2020. Les travaux sont censés démarrer au second trimestre 2020 pour une durée estimative de seize (16) mois.

#### **Inventaire des AEV sur la plateforme mWater**



- Une activité phare du programme de l'Agence est la connaissance du patrimoine et sa numérisation. La firme MANOBI a été recrutée en 2018, suite à une communication en Conseil des ministres, pour procéder à la numérisation des AEV existantes sur la plateforme mWater. L'inventaire des AEV est achevé. On décompte 649 AEV sur toute l'étendue du territoire national donnant un taux de desserte brut en milieu rural de 53,70%. Ce taux doit être apuré des données relatives aux ouvrages en panne ou non fonctionnels. A travers cet inventaire, on décompte 18.951 points d'eau dont 7.367 bornes fontaines, 1.167 branchements communautaires et 10.417 branchements particuliers à domicile. Au total, 653 réservoirs existent sur le territoire national pour le stockage de l'eau. Les réseaux de distribution primaire, secondaire et tertiaire cumulent à près de 4.364 km en milieu rural. Avec cette connaissance plus ou moins exacte du patrimoine et de son état de fonctionnement, l'ANAEPMR développera une stratégie de couverture pour accélérer la desserte universelle.
- Pour l'efficacité du fonctionnement de la plateforme mWater, il est prévu l'acquisition de divers équipements dont le marché a été attribué à deux cent quarante-trois millions cent soixante-deux mille quatre cents (243.162.400) francs CFA. La réception totale des équipements a eu lieu.
- En 2020, les travaux d'apurement des données et de formation se poursuivront.

### ***Construction du LRCQE***

- quatrième activité importante dans le cadre du PEPRAU est la construction du LRCQE. Le maître d'œuvre a été recruté depuis 2018 et a rendu disponible les APD en novembre 2018. A l'analyse du fonctionnement actuel du laboratoire, le bailleur a observé des insuffisances qui pourraient compromettre la durabilité du laboratoire. A titre d'illustration, sur la base des déclarations du personnel du laboratoire, aucun test n'aurait été effectué en 2018 sur la qualité de l'eau fournie aux populations en milieu rural par insuffisance voire défaut de financement du budget de la Direction Nationale de la Santé Publique (DNSP) pour certaines activités. Cette situation révèle davantage l'urgence de construire ce laboratoire mais n'offre aucune garantie quant à sa fonctionnalité. Le bailleur a requis une étude sur l'auto-financement du LRCQE et la modification de son ancrage institutionnel pour en faire une institution viable et pérenne. Après de nombreux échanges avec le Ministre de la Santé, un plan d'actions a été retenu pour l'institutionnalisation du laboratoire avant la mise en place du financement.
- Au cours de cette année, le ministère a procédé à la validation des APD. Le projet de DAOI est disponible et n'attend que la satisfaction des conditions préalables, à savoir le recrutement du Chef Projet Laboratoire et la mise en place de l'Agence Nationale de Contrôle de la Qualité des Produits de Santé, de l'Eau et de ses Organes pour sa publication.

### ***Appui aux réformes du secteur de l'eau***

Cet appui s'est traduit à travers quatre (04) missions notamment :

- réalisation des études préalables aux réformes dans le secteur de l'hydraulique urbaine : Cette mission a été réalisée par un groupement d'études. Les rapports finaux sont validés par le Comité des réformes. Les résultats ont permis l'adoption par le Conseil des ministres des réformes au sujet de la SONEB ;
- audit organisationnel et institutionnel de la Direction Générale de l'Eau et de ses services déconcentrés : cet audit a été conduit par M. Gérard AGBOTA. Les résultats de l'audit ont été aussi approuvés aboutissant à un nouveau projet d'arrêté portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de la Direction Générale de l'Eau devant impacter le nouveau décret portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Eau et des Mines. Ce décret est en instance d'approbation par le Conseil des ministres ;
- réalisation des études juridiques dans le cadre de l'affermage régional : le Consultant juriste international M. Daniel Tapin a été recruté pour accompagner la Commission ad'hoc dans le processus de l'appel d'offres pour la sélection des futurs opérateurs régionaux ;

- poursuite de la mission du Consultant Seyni Salou en sa qualité de Conseiller Technique Permanent de l'ANAEPMR : son contrat a bénéficié d'un avenant sur une durée d'une année.

#### **Etat des lieux des ACEP**

- Outre les activités principales évoquées ci-dessus, le PEPRAU a financé la réalisation d'une étude sur l'état des lieux des Associations de Consommateurs d'Eau Potable (ACEP) en milieu rural. Au terme de l'année, le Consultant Arsène AKOGNONGBE a réalisé la première partie portant sur le diagnostic des ACEP et la formulation d'un plan de leur redynamisation dans le cadre du contrôle citoyen de l'action publique. La prochaine phase de la mission est la mise en place et la formation d'au moins trois (03) ACEP pilotes avant de passer à la phase de généralisation.
- Le TEP du projet à fin décembre 2019 est de **100%** contre une prévision de **100%**.

#### **Réalisation de 24 Adductions d'Eau Villageoises (AEV) en milieu rural et semi-urbain (Suite du Projet Exim Bank de l'Inde)**

- A fin décembre 2019, les réalisations effectuées sur ce projet concernent :
- 45 forages à gros débit réalisés sur une prévision de 80 forages à une mobilisation des ressources en eau de l'ordre de 80% par rapport aux besoins estimés. Plusieurs forages ont donné des débits largement au-delà de ceux escomptés. Il ne sera donc plus question de réaliser tous les forages à gros débits,
- 12 dossiers d'exécution ont été préparés pour les travaux d'AEP avec l'approbation des maîtres d'œuvre. Pour ces dossiers, les Communes ont été associés à l'implantation des bornes fontaines, de tracés des réseaux, etc,
- au des débits élevés obtenus après les travaux de foration, huit (08) systèmes préalablement définis en AEV, passeront en SAEPmV,
- démarrage des travaux sur certains sites dont Koda et Agbassa de la Commune de Tchaourou, Ganro-Paabi dans la Commune de Bèmbèrèké, de Kouba et Takissari dans la commune de Toucoutountouna, Tchimberi et Solaou dans la commune de Bassila (Aledjo).
- Le TEP de ce projet est de 100% à fin décembre 2019 contre une prévision de 100%.

#### **Réalisation de 44 AEV de la tranche 3 du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable en milieu rural et semi-urbain (PDAEP-MR)**

- Au cours de l'année 2019, l'Agence a renforcé son équipe technique pour la mise en œuvre de ce projet. Ceci a permis, après la mission de supervision du Bailleur en septembre 2019, d'élaborer le dossier de pré qualification qui est transmis à la BIDC et qui sera publié en Inde. Le financement de la BIDC est adossé sur des ressources provenant de EXIMBANK INDE à l'image du projet de 69 villages. Lors de la mission de supervision, le Bailleur a manifesté son intention d'assurer le financement global du Projet à terme, c'est-à-dire les 40 SAEPmV. Toutefois, pour cette première phase et au regard des ressources disponibles, il est envisagé le financement de 19 SAEP sur les 40. Les APS des 40 SAEPmV ont été soumis au Bailleur ainsi que toute la documentation requise.
- ANAEPMR s'est aussi évertuée à fournir toutes les pièces justificatives pour le décaissement de l'avance de démarrage par le Bailleur. A ce jour, aucune ressource n'a été mobilisée auprès du Bailleur.
- Le TEP du projet est de 100% à fin décembre 2019 contre une prévision de 100%.

#### **Projet de Construction et réhabilitation de 175 Postes d'Eau Autonome (PEA) dans les écoles à cantine**

- Au titre de l'année 2019, l'ANAEPMR a démarré le processus de sélection des maîtres d'œuvre. La demande de propositions techniques et financières est validée par la DNCMP et transmise aux bureaux d'études de la liste restreinte.
- Parallèlement, et sur la base des travaux réalisés avec la Fondation Claudine Talon, le projet de Dossier d'Appel d'Offres pour la réalisation des travaux est aussi approuvé

par la DNCMP. La publication de l'avis d'appel d'offres international est projetée pour le 03 janvier 2020.

- Le TEP du projet est de 100% à fin décembre 2019 contre une prévision de 100%.

### **Hydraulique urbaine**

- Au titre de l'année 2019, huit (08) projets sont inscrits au PIP dans ce sous-secteur. Les principaux progrès enregistrés à fin Décembre 2019 se présentent comme suit :

#### **Projet de réduction des pertes d'eau et d'amélioration de la viabilité des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Cotonou, Porto-Novo et leurs agglomérations**

- Au cours de la période sous revue, les principales réalisations sont entre autres :
- poursuite de la mission d'assistance technique : Cette assistance des consultants de WMI/ASPA s'est poursuivie par la réalisation de quatre (04) missions du Directeur de projet, deux (02) missions de l'expert en gestion commerciale et d'une mission de chacun des experts en télégestion et en modélisation. Les prestations se poursuivent ;
- poursuite de l'étude de modélisation et sectorisation des réseaux : Le groupement SICAD/SIMA en charge de cette étude a déposé le rapport des options choisis pour la modélisation des réseaux. L'avance de démarrage et le décompte relatif au rapport des options choisis ont été payés. Les études se poursuivent ;
- campagne Information, Education et Communication : Le cabinet BIGA Sarl a été sélectionné et son marché a été approuvé le 26 avril 2019. Les prestations ont démarré le 22 mai 2019 pour un délai d'exécution de douze (12) mois. Les rapports du premier et du deuxième trimestre d'activité sont disponibles. L'avance de démarrage et les décomptes liés au premier rapport trimestriel produit ont été payés. Les prestations du cabinet se poursuivent ;
- opération d'adressage des abonnés et de numérisation des réseaux d'eau et SIG : La procédure de sélection du consultant est en cours à l'étape de validation des résultats d'évaluation des propositions financières et le projet de contrat par la Banque Africaine de Développement (BAD). L'ANO de la BAD sur les résultats d'évaluation des propositions techniques a été obtenu le 18 novembre 2019 et l'ouverture des propositions financières a eu lieu le 28 novembre 2019 ;
- réalisation de l'audit financier des comptes Exercice 2018 du projet : La mission de l'audit des comptes Exercice 2018 a eu lieu en mai 2019 et les rapports sont approuvés par la BAD ;
- acquisition des équipements/installations hydrauliques, électromécaniques et compteurs clients : L'entreprise ITRON France, sélectionnée pour fournir les équipements, a exécuté entièrement le marché approuvé le 14 mars 2018. Le rapport des prestations connexes a été déposé et validé. Par contre, la procédure d'acquisition des compteurs complémentaires est toujours en cours ;
- poursuite de l'acquisition des matériels de télégestion : Le groupement SOGEA SATOM/LSE a été sélectionné pour fournir les matériels et équipements et son marché a été approuvé le 22 octobre 2018. Les prestations ont démarré le 31 octobre 2018. Le système de télégestion et la GMAO ont été mis en place. La formation du personnel à l'utilisation des systèmes a été faite. Les équipements ont été réceptionnés le 17 juillet 2019 ;
- acquisition des équipements de recherches de fuites : La société SEWERIN Sarl a été sélectionnée pour la réalisation de cette prestation et son marché a été approuvé le 08 août 2019. Les prestations ont démarré le 03 septembre 2019 pour un délai d'exécution de sept (07) mois.
- taux d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 71,00% contre une prévision de 100%.

#### **Projet d'alimentation en eau potable des zones péri-urbaines du Grand Cotonou (Cotonou, Sèmè-Kpodji, Abomey-Calavi) et de Porto-Novo**

- A fin décembre 2019, les réalisations physiques du projet sont entre autres :

- études APS, APD, élaboration de DAO et assistance à la passation des marchés : Les études d'Avant-Projet Détaillé des villes de Cotonou et Abomey-Calavi, Porto-Novo et Sèmè-Kpodji sont achevées et les rapports sont disponibles. Les études d'impact environnemental et social sont réalisées et le rapport a été validé à l'ABE les 18 et 19 juillet 2019. Les démarches sont en cours en vue de l'obtention du certificat de conformité environnementale ;
- travaux de renforcement et extension des réseaux de distribution d'eau potable de Cotonou et Abomey-Calavi : Le groupement d'entreprises CGC/CGC-TOGO a été sélectionné pour la réalisation des travaux de pose de conduites à Cotonou et Abomey-Calavi et son marché a été approuvé le 23 septembre 2019. La réunion de démarrage a eu lieu le 07 octobre 2019. Les travaux d'implantation des itinéraires des réseaux à construire ont eu lieu du 20 au 22 novembre 2019. Les travaux se poursuivent;
- travaux de renforcement et d'extension des réseaux de distribution d'eau potable de Porto-Novo et Sèmè : En raison des ressources disponibles, cette activité a été différée dans la phase 2 de ce projet pour laquelle les négociations ont démarré avec la KfW ;
- travaux d'extension de la station de traitement d'eau potable de Ouando (Porto-Novo) : Le dossier d'appel d'offres relatif à la sélection d'un cabinet pour la réalisation des prestations de fourniture de matériels et l'exécution des travaux de génie civil, de pose de conduites, des équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques à Porto-Novo est en cours de validation par la KfW;
- travaux d'exécution des forages d'exploitation à Porto-Novo : L'entreprise FORAG a été sélectionnée pour la réalisation des forages d'exploitation à Porto-Novo et son marché a été approuvé le 03 juin 2019. Cinq forages d'exploitation ont été réalisés par permettant la mobilisation d'un débit supplémentaire d'eau d'environ 600 m<sup>3</sup>/h. La réception provisoire des travaux a eu lieu le 05 novembre 2019 ;
- contrôle et surveillance des travaux : Le contrôle des travaux est assuré par l'assistance technique sur le projet. Les rapports trimestriels requis sont produits et les paiements subséquents sont faits ;
- acquisition de matériels de branchement : Les 12.000 kits de branchement sont livrés au magasin de la SONEB et réceptionnés au cours de la période du 18 février au 05 mars 2019.
- point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 66,90% contre une prévision de 100%.

### **Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Cotonou et ses agglomérations-Phase 3**

- réalisations physiques du projet à fin décembre 2019 sont entre autres :
- poursuite de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage : L'assistance à maîtrise d'ouvrage s'est poursuivie et les rapports du deuxième semestre 2018 et du premier semestre 2019 ont été déposés. Après leur validation, les paiements conséquents sont effectués ;
- Mission de Maîtrise d'œuvre : Le Groupement CABINET MERLIN/SETEM BENIN/ CABINET MERLIN AFRIQUE DE L'OUEST a été sélectionné pour la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre. Son contrat a été approuvé le 15 novembre 2019 et ses prestations ont démarré le 21 novembre 2019 et se poursuivent. Aucun paiement n'a été fait ;
- vérification des dépenses du projet (audit) : Une demande de propositions restreinte a été élaborée pour la sélection du cabinet devant réaliser la vérification des dépenses du projet. Mais l'Union Européenne, partenaire technique et financier du projet, a suggéré que cette sélection soit différée à une période ultérieure. Cependant, elle a commis le cabinet MAZARS CAMEROUN pour effectuer un audit système et une vérification des dépenses couvrant la période de 2017 à 2019. Le rapport de cet audit est disponible ;

- mise en place d'un système de gestion électronique des archives (étude) : Le Groupement AKASI / Dernière Solution a été sélectionné pour conduire le processus de mise place du système GEA. Son marché a été approuvé le 23 septembre 2019 et ses prestations ont démarré le 02 octobre 2019. Le rapport de démarrage et de méthodologie a été déposé.
- fourniture des équipements pour la mise en place d'un système de gestion électronique des archives : Le Dossier d'appel d'offres en vue de la sélection d'un fournisseur des équipements pour la mise en place d'un système de gestion électronique des archives est en cours de finalisation ;
- travaux de réalisation des forages et équipement : La procédure de sélection de l'entreprise devant exécuter les forages n'a pas démarré en raison du retard enregistré pour la sélection du maître d'œuvre. La procédure démarrera en février 2020 ;
- acquisition de matériels de branchement : Toutes les pièces administratives relatives au marché y compris la caution de garantie ont été déposées et le fournisseur a été intégralement payé.
- Le point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 65,75% contre une prévision de 100%.

#### **Projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs**

- réalisations physiques du projet à fin décembre 2019 sont entre autres :
- Mission de Maîtrise d'œuvre : Le groupement IGIP/IGIP Afrique a poursuivi cette mission et a produit successivement les rapports du quatrième trimestre 2018 et du premier, deuxième et troisième trimestre 2019. Les paiements se rapportant à ces rapports sont également faits ;
- poursuite et achèvement des travaux de génie civil, de pose de conduites, d'équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques : Les travaux de génie civil, de pose d'équipements hydrauliques, électromécaniques et électriques (lot 1) ainsi que ceux relatifs à la fourniture et la pose des conduites et accessoires (lot 2) sont entièrement achevés. Le constat d'achèvement et les essais de fonctionnement des équipements mis en place ont été effectués. La réception provisoire des travaux a eu lieu le 02 octobre 2019 pour le lot 2 et le 25 octobre 2019 pour le lot 1 ;
- acquisition de matériels roulants : Le fournisseur CFAO Motors a été sélectionné pour la fourniture de deux (02) véhicules pick-up double cabine et d'une (01) station wagon et son marché a été approuvé le 23 mai 2019. Lesdits véhicules ont été réceptionnés le 08 août 2019 ;
- travaux de construction des ouvrages d'assainissement (10 latrines VIP) : La procédure de sélection est lancée. L'ouverture des offres a eu lieu le 22 novembre 2019. L'évaluation des offres est en cours d'achèvement ;
- audit technique et financier du projet : Suite à un Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI), quatre (04) cabinets ont été présélectionnés après avis de non objection de la BOAD obtenu le 03 octobre 2019. La Demande de propositions a été validé par la BOAD le 30 décembre 2019. La consultation sera lancée début janvier 2020 ;
- groupement de bureau d'études IGIP/IGIP-Afrique a été retenu pour la mise en œuvre des études relatives aux mesures environnementales et sociales du projet, après avis de non objection de la BOAD. Le projet de contrat de ce groupement est en cours d'examen par la DNCMP.
- Le point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 100,0% contre une prévision de 100%.

#### **Programme Omidelta (Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Bassila, Adjarra, et leurs environs Elaboration du Plan Directeur d'Assainissement des eaux usées des eaux usées des villes d'Abomey et Bohicon)**

- Les principales réalisations physiques de ce projet à fin décembre 2019 sont :

- étude d'impact environnemental et social du projet : Le processus de sélection a été achevé et le marché approuvé le 14 janvier 2019. L'Etude d'impact environnemental et social de ces travaux réalisés par le cabinet TERRABO sélectionné a été validée par l'ABE les 19 et 20 septembre 2019. Les démarches sont en cours en vue de l'obtention du certificat de conformité environnementale ;
- le contrôle et la surveillance des travaux d'infrastructures d'AEP : la procédure de sélection du consultant devant assurer cette mission est en cours à l'étape de demande de propositions. Le lancement de la consultation interviendra début janvier 2020 ;
- élaboration du Plan Directeur d'Assainissement des eaux usées des villes d'Abomey et Bohicon : A la suite de la procédure de sélection, le groupement de bureaux d'études CIRA/IBT a été sélectionné pour la réalisation de la mission Ses prestations ont démarré le 11 septembre 2019. Une première mission de terrain a eu lieu les 12 et 13 septembre 2019. Le rapport de démarrage est disponible. La mission est prévue pour une durée de 15 mois ;
- travaux de construction des infrastructures d'AEP : Les études techniques détaillées sont achevées et le Dossier d'appel d'offres pour la réalisation des travaux d'infrastructures a été lancé le 09 décembre 2019. L'ouverture des plis est prévue est prévue pour le 29 janvier 2020 ;
- travaux d'exécution des forages : Après une première procédure infructueuse, l'entreprise FORAG SA a été sélectionnée et son contrat de marché a été approuvé le 14 juin 2019. Les forages sont exécutés à Adjara et à Bassila et permettront d'augmenter la capacité de mobilisation de l'eau respectivement de 260m<sup>3</sup>/h et 35m<sup>3</sup>/h. La réception provisoire de ces forages a eu lieu les 13 et 15 novembre 2019.
- le point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 38,5% contre une prévision de 100%.

#### **Projet de Renforcement du Système d'Alimentation en Eau Potable des Villes de Savè, Dassa-Zoumè, Glazoué et Environs**

- A fin décembre 2019, les principales réalisations physiques du projet sont :
- travaux de génie civil, de pose de conduite, de construction de barrage, de station de traitement d'eau potable : Les travaux de pose de conduites et accessoires ont démarré le 30 septembre 2019 sur les tronçons Ayédjoko-Gobé et à la station de pompage Ouémé-barrage Ayédjoko. Au 15 décembre 2019, 4,5 Km de conduites d'adduction ont été posés sur un total de 13 Km. Les travaux se poursuivent ;
- dédommagement dans le cadre des travaux du Projet de Renforcement du système d'alimentation en eau potable des villes de Savè, Dassa-Zoumè, Glazoué et environs : le rapport actualisé du Plan d'Action pour la Réinstallation (PAR) des populations affectées par le barrage de Ayédjoko a été validé le 12 septembre 2019. La version définitive dudit rapport a été transmise à l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF), structure en charge de la conduite du processus de dédommagement le 29 novembre 2019. Celui relatif au barrage de Lifo est en cours de finalisation par le cabinet Louis Berger ;
- travaux d'extension du réseau d'eau de la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB), dans les localités de Djègbadji et Houapké-Daho, Commune de Ouidah sont achevés et réceptionnés.
- point d'exécution physique du projet à fin Décembre 2019 est de 85,5% contre une prévision de 100%.

#### **Approvisionnement en eau potable par l'exploitation des eaux souterraines des Communes de Glazoué et de Dassa-Zoumè**

- A fin décembre 2019, tous les travaux du projet sont achevés. La réception définitive a eu lieu dans la période du 11 au 12 juillet 2019. Le rapport définitif dans le cadre de

l'appui à l'exploitation et celui de recherche des défauts sont reçus et les paiements conséquents prévus sont faits.

- point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 100,0% contre une prévision de 100%.

#### **Projet de Construction d'une station de traitement de boues de vidange à Abomey-Calavi**

- A fin décembre 2019, les principales réalisations physiques du projet sont :
- étude d'Impact Environnemental et Social du projet : Le Cabinet GEREP-ENVIRONNEMENT a été sélectionné pour la réalisation de cette étude et son marché a été approuvé le 07 août 2019. L'étude d'impact environnemental et social du projet a été réalisée et le rapport provisoire est disponible ;
- assistance technique pour la construction et la mise en service de la station : Le groupement BRLi/IGIP Afrique a été sélectionné pour assurer la mission d'assistance technique du le projet et son contrat a été approuvé le 15 novembre 2019. Ses prestations ont démarré le 26 novembre 2019 et se poursuivent ;
- contrat de conception et construction de la station de traitement de boues de vidange : L'entreprise devant concevoir et construire les infrastructures du projet a été sélectionnée, après avis de non objection de la Kfw et avis favorable de la DNCMP. Ledit contrat est en cours de signature ;
- cabinet FCG/ERUDIT a été sélectionné pour la réalisation de l'audit du pot commun Exercice 2014 à 2018 et son marché a été approuvé le 10 juillet 2019. Le rapport final de la mission d'audit est en cours d'examen par la Kfw.
- Par ailleurs, le dédommagement des présumés propriétaires du domaine devant abriter les ouvrages et infrastructures de station traitement se poursuit sous la conduite de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF).
- point d'exécution physique du projet à fin décembre 2019 est de 44% contre une prévision de 100%.

#### **Programme Eau, Hygiène et Assainissement (ProSEHA/GIZ)**

- Le ProSEHA est exécuté à travers quatre (04) Composantes. A la fin décembre, les principales activités achevées par composante sont :
- Politique et stratégies
- Démarrage de l'élaboration du Plan Stratégique, du Cadre Organique et du Plan de la Formation du Ministère de l'Eau et des Mines ;
- Digitalisation du système d'information sur l'eau et l'impact climatique et démographique sur la ressource en eau en cours ;
- Actualisation des Bases de Données Infrastructures Eau et ressources en eau (de surface et souterraine);
- Elaboration de la Stratégie Nationale de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base en milieu rural ;
- Actualisation de la Loi portant hygiène publique et son introduction à l'Assemblée Nationale.

#### **Gestion Intégrée des Ressources en Eau**

- 2 comités de sous-bassin de mise en place (Pendjari et Mékrou) ;
- 3 SAGEs en cours d'élaboration dans les sous-bassins (Pendjari, Mékrou et Mono) ;
- 5 CLE mis en place ;
- 19 piézomètres installés/réhabilités pour le suivi des ressources en eau ;
- SAP : 5 stations d'observation du système d'alerte précoce réhabilitées (fait) ;
- 50 lecteurs équipés en matériels pour la collecte des données ;
- 5 communes pilotes expérimente sur Champs de démonstration ;
- Reboisement et cultures du riz local, efficaces en eau, recharge de la nappe.

#### **Approvisionnement en Eau Potable**

- 2 millions de personnes soit environ 50% de la population en milieu rural bénéficient de l'eau de bonne qualité grâce à 420 systèmes de chloration en cours des AEV ;
- Certification ISO 9001 (2015) de la SONEB ;

- 10% d'unités de production d'eau conditionnées (bouteille, sachets, bombonne) contrôlées.

### **Hygiène et Assainissement**

- 200.000 ménages soit 50% de la population rurale utilisent le Tes-Eau-GIZ pour contrôler la qualité de leur eau de boisson ;
- 15.000 jeunes sensibilisés sur l'hygiène, la GIRE et l'adaptation au CC à travers Water School ;
- Films « Descente en Eaux usées » et Caravane water School Eau Ciné ;

**ProSEHA** a enregistré à la fin du mois de décembre, le taux d'exécution physique de 80,50% contre une prévision de 75 %. Ce dernier taux est calculé sur la base des documents et méthodes propres audit Programme.

### **Secteur des Mines**

#### **Projet de développement des capacités institutionnelle, législative, réglementaire et technique du secteur minier**

- A fin décembre 2019, les principales réalisations de ce projet concernent notamment
- paiement de la dette relative à l'acquisition des équipements pour le contrôle et le suivi de la qualité des hydrocarbures ;
- paiement de la dette relative à l'acquisition des équipements de terrain pour le suivi des activités minières et pétrolières ;
- paiement de la dette relative à la réalisation et édition des registres de suivi et de gestion des carrières;
- paiement de la dette relative à l'édition de plaquettes promotionnelles sur le secteur minier ;
- suivi, le contrôle et l'inspection trimestrielle des activités minières et sensibilisation sur l'interdiction du travail des enfants dans les Mines et carrières sur l'ensemble du territoire national ;
- réalisation de l'étude sur la mise en place des comptoirs de collecte d'or sur les sites aurifères ;
- sélection des entreprises devant fournir les équipements techniques pour la confection des lames minces et sections polies au Bénin, un microscope métallographique et accessoires et les équipements techniques de suivi des paramètres d'exploitation et de traitement des minerais ;
- acquisition d'un serveur pour le système d'information géo minière (SIG) ;
- l'acquisition d'un Workstation et accessoires pour le système d'information géo minière (SIG) ;
- signature du contrat de l'entreprise en charge de l'acquisition des équipements techniques de suivi des paramètres d'exploitation et de traitement des minerais ;
- sélection d'une entreprise pour l'acquisition de mobiliers, matériels et fournitures de bureau au profit des nouveaux locaux de la DG/Mines ;
- sélection d'une entreprise pour l'acquisition et l'installation des équipements techniques d'appui aux travaux de contrôle au sol ;
- collecte de données de terrain pour l'actualisation de la carte de promotion minière ;
- délimitation des zones d'exploitation artisanale ;
- organisation et formation des artisans miniers et des exploitants de la petite mine ;
- élaboration du Code Pétrolier ;
- élaboration du Code Miner ;
- sélection de l'entreprise devant assurer la formation des artisans miniers et des exploitants de la petite mine ;
- évaluation du Projet de Développement des capacités institutionnelle, législative, réglementaire et technique du secteur minier et réorientation des objectifs.



*Ministère des affaires sociales et de la microfinance (MASM)*

**Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre 73,03%**

- Sélection d'un cabinet pour l'élaboration de l'étude de faisabilité du PMEPPSPG
- règlement d'une partie des dettes et décomptes des Ex projets de construction (au niveau des CPS de Sainte Cécile, de Toviklin (clôture), d'Akpro-Misséréte, de Malanville (bloc administratif), d'Agbangnizoun et du CAPE de Zagnanado (réfectoire));
- achèvement des travaux de construction d'un bloc de toilettes modernes et de réalisation d'une paillote au CPS de Ségbana ;
- achèvement des travaux de construction de la clôture et du bloc administratif du Centre d'Accueil et de Protection des Enfants de Tanguiéta ;
- achèvement des travaux de construction de la clôture et de la guérite du CPS de Ségbana.

## EQUIPE DE REDACTION

N° d'ord	Nom et Prénoms	Fonction
<b>COMITE D'ORIENTATION</b>		
<b>01</b>	Abdoulaye BIO TCHANE	Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement
<b>02</b>	Rufino d'ALMEDA	Directeur de Cabinet
<b>03</b>	Zakari TASSOU	Secrétaire Général du Ministère
<b>EQUIPE DE SUPERVISION</b>		
<b>04</b>	Alastaire S.ALINSATO	Directeur Général de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
<b>05</b>	Athanase AHODEKON	Directeur Général Adjoint de la Programmation et du Suivi des Investissements Publics
<b>06</b>	Alphonse AKPAMOLI	Coordonnateur du PAGIPG
<b>EQUIPE DE REDACTION</b>		
<b>07</b>	Charles DEDEGBE	Directeur du Suivi des Investissements Publics
<b>08</b>	Aboudou SOULE CHABI	Chef du Service des Etudes et de Gestion de la Base de Données du Suivi du Programme d'investissement Public
<b>09</b>	Godonou GNONLONFIN	Chef du Service Suivi des Projets Economiques et d'Infrastructures
<b>10</b>	Dagbégnon D.KOUCHIKA	Chef du Service Suivi des Projets Sociaux et de la Gouvernance
<b>EQUIPE DE LECTURE</b>		
<b><u>11</u></b>	Dominique OGOUDELE	Directeur de l'Analyse et de la Synthèse des Performances des Projets et Programmes
<b><u>12</u></b>	Anicet SEVOH	Directeur de la Programmation des Investissements Publics
<b><u>13</u></b>	Kamalou MOUSSA	Spécialiste en Suivi Evaluation du PAGIPG
<b><u>14</u></b>	Hervé TOUPE	Cadre à la Direction du Suivi des Investissements Publics
<b><u>15</u></b>	Hugues W. GAMEFIO	Cadre à la Direction de l'Analyse et de la Synthèse des Performances des Projets et Programmes
<b><u>16</u></b>	Aunacisse T. TIGRI	Cadre à la Direction de l'Analyse et de la Synthèse des Performances des Projets et Programmes
<b><u>17</u></b>	Eliezer A. ADJIBOYE	Cadre à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
<b><u>18</u></b>	Aristide GNACADJA	Cadre à la Direction Générale du Financement du Développement
<b><u>19</u></b>	Michel T. DOSSOU	Cadre à la Direction Générale du Suivi des ODD
<b><u>20</u></b>	Marius M. AWOU EKOUN	Cadre à la Direction de la Programmation et de la Prospective du MPD